

3 1761 11971381 6

R A P P O R T F I N A L

Auteur: G.A. Vachon

Titre: Les idées politiques des
Canadiens français.

Div.: III

Projet interne: no 2

Contrat no: no 9.



Presented to the
LIBRARY *of the*
UNIVERSITY OF TORONTO
by

Mr. Royce Frith
Commissioner

Royal Commission on
Bilingualism and
Biculturalism

ACCOPRESS

GENUINE PRESSBOARD BINDER

CAT. NO. **BP 2507 EMB**

ACCO CANADIAN COMPANY LTD.
TORONTO

OGDENSBURG, N.Y., CHICAGO, LONDON

CA121

-63 B500

Charles BARKER


Alfredo LEVESQUE

Georges-André VACHON

LES IDEES POLITIQUES DES CANADIENS FRANCAIS

Rapport No. 820-195

établi pour la Commission royale d'enquête
sur le bilinguisme et le biculturalisme



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119713816>

S O M M A I R E

Introduction générale

Première Partie: LES CINQ OPTIONS POLITIQUES (G.-A. Vachon)

- Chapitre I: Le statu quo fédératif
- Chapitre II: La réforme de la Constitution
- Chapitre III: Un statut spécial pour le Québec
- Chapitre IV: La thèse des Eats associés
- Chapitre V: Le séparatisme
- Chapitre VI: Formations idéologiques diverses

C o n c l u s i o n s

Deuxième Partie: QUATRE MOUVEMENTS SEPARATISTES

- Chapitre I: Le mouvement nationaliste étude d'ensemble
(A. Lévesque)
- Chapitre II: L'Alliance laurentienne (A. Lévesque)
- Chapitre III: Le Rassemblement pour l'Indépendance
nationale (C. Barker)
- Chapitre IV: Le Regroupement national (C. Barker)
- Chapitre V: Parti pris (G. Dozois)

C O N C L U S I O N S

I n t r o d u c t i o n

L'objet de ce Rapport est de décrire tout l'éventail actuel des nationalismes au Canada français; c'est-à-dire, d'une part, d'inventorier toutes les options politiques actuellement envisagées par les Canadiens français pour résoudre le problème de leur insertion dans la réalité canadienne; et d'autre part, de décrire ces options avec autant de précision qu'il sera possible.

Des études préliminaires permettaient de dire que ces options sont actuellement au nombre de cinq: le statu quo fédératif, la réforme de la Constitution, le statut spécial pour le Québec, la thèse des Etats associés, et l'indépendance.

Ceux qui devaient participer à la recherche (MM. Charles Barker, Alfredo Lévesque et G.-A. Vachon) ont ensuite établi une liste de périodiques et de mouvements dont il pouvait être utile de sonder la pensée politique. Des sondages préliminaires leur permettaient alors de faire deux constatations. Il y avait d'abord, dans presque tous ces mouvements ou revues, une nette désaffection pour le statu quo fédératif, et qui se manifestait, entre 1955 et 1965, par une sorte de dérive vers des solutions de plus en plus autonomistes, pour ne pas dire sécessionnistes. Il y avait ensuite le nombre impressionnant des mouvements et revues de création récente (depuis 1960), et qui étaient de tendance séparatiste.

Ces observations faites, l'équipe de recherche a cru que le Rapport à établir devait éviter deux défauts: d'une part, celui de décrire, d'une manière superficielle, le plus grand nombre possible de formations idéologiques; et d'autre part, celui d'étudier

en profondeur un très petit nombre de mouvements. Dans les deux cas, le Rapport n'eût pas été très utile aux commissaires. Pour donner un tableau fidèle des idées politiques des Canadiens français, le rapport devait plutôt 1) décrire tout l'éventail des options politiques, et 2) offrir une étude approfondie de quelques mouvements séparatistes, vu l'importance que ces mouvements avaient prise, tout récemment. Le plan du Rapport s'imposait donc de lui-même.

Une première Partie, confiée à M. G.-A. Vachon, tendrait à traiter le sujet en étendue: elle serait une description des cinq options politiques. La deuxième Partie, confiée à MM. Barker et Lévesque, tendrait plutôt à étudier, en profondeur, un seul aspect du sujet: elle décrirait quatre mouvements séparatistes, choisis en raison de leur importance historique et du nombre de leurs adhérents: l'Alliance laurentienne, le Rassemblement pour l'Indépendance nationale, le Regroupement national, et enfin, Parti pris (dont l'étude avait déjà été faite par M. Guy Dozois).

Cela dit, on entrevoit déjà les différences qui marqueront chacune de ces deux parties. La seconde fournira une étude approfondie d'un petit nombre de mouvements; tandis que la première, cherchant à illustrer, d'une manière aussi variée que possible, les cinq options, s'intéressera à un nombre beaucoup plus considérable de formations idéologiques. D'autre part, la première partie retiendra surtout les aspects idéologiques des formations étudiées, tandis que la seconde présentera des études de mouvements.

Première Partie

Les cinq options politiques

par Georges-André Vachon

28 septembre 1965

S o m m a i r e

- - - - -

I n t r o d u c t i o n	7
-----------------------------------	---

Chapitre I: Le Statu quo fédératif

1. "Cité libre"	13
2. "Aujourd'hui Québec"	30
3. L'Union des Electeurs	40
4. La Confédération des Syndicats nationaux	55

Chapitre II: La réforme de la Constitution

1. La Société Saint-Jean Baptiste de Québec	59
2. La Fédération des Travailleurs du Québec	69
3. Le partie de l'Union Nationale	78
4. La Fédération des Jeunes Chambres	89
5. Formations nationalistes diverses	102

Chapitre III: Un statut spécial pour le Québec

1. La Fédération libérale du Québec	109
2. La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste.	117

Chapitre IV: La thèse des Etats associés

1. L'Action nationale	129
2. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	157
3. Le Partie Socialiste du Québec	166

Chapitre V: L'Indépendance

1. "Liberté"	179
2. La Revue Socialiste	185
3. "Révolution québécoise"	194
4. "Monde Nouveau	199
5. "Québec libre"	202
6. "La Cognée"	218

Chapitre VI: Formations diverses

1. "Le Carabin".	228
2. "Le Quartier latin"	240
3. "Relations"	250
4. "Maintenant"	260

C o n c l u s i o n s	269
---------------------------------	-----

<u>Item</u>	<u>Page</u>
<u>Chapitre I: Le statu quo fédératif</u>	11
I. <u>Cité Libre</u>	12
A. Orientation générale.	13
1. La critique du cléricalisme	13
2. La critique du système d'éducation.	14
3. L'allégeance catholique	15
4. La question syndicale	16
5. Les limites de la liberté de pensée	16
6. Conclusion.	17
B. L'orientation politique	18
1. La période 1950-1961.	18
2. La période 1961-1964.	20
3. Depuis avril 1964	26
4. Conclusion.	27
C. Les solutions économiques	27
1. La tendance fédéraliste	27
2. La tendance séparatiste	29
II <u>Aujourd'hui Québec</u>	31
A. Objectifs généraux.	33
B. Défense et illustration du catholicisme	35
C. La lutte contre le communisme	36
D. La lutte contre le séparatisme.	39
III <u>L'Union des Electeurs</u>	41
A. Orientation générale.	41
1. Historique.	41
2. Les permanents.	42
3. La théorie monétaire.	43
4. Le congrès de 1964.	45
B. Le journal "Vers Demain".	46
1. Thèmes religieux et moraux.	47
2. La théorie monétaire.	49
3. La lutte contre le progrès.	51
4. La lutte contre Réal Caouette	55
IV <u>La Confédération de syndicats nationaux</u>	58

<u>Item</u>	<u>Page</u>
<u>Chapitre II: La réforme de la Constitution</u>	62
I. <u>La Société St-Jean-Baptiste de Québec</u>	63
A. Les tendances séparatistes.	65
B. La réaction de 1964	66
C. Le mémoire sur la Constitution.	70
II <u>La Fédération des Travailleurs du Québec.</u>	73
A. Orientation générale.	73
1. L'action pour la socialisation.	73
2. L'appui du N.P.D.	74
B. Option politique.	74
1. Foi en la Confédération	75
2. Anti-séparatisme et réforme de la Constitution	76
3. Depuis le congrès de 1963	78
4. Conclusion.	81
III <u>Le parti de l'Union Nationale</u>	82
A. De l'autonomie provinciale à la réforme de la Constitution.	82
B. Le projet de convocation des états-généraux . . .	85
C. Le Livre de D. Johnson: "Egalité ou indépendance"	89
IV <u>La Fédération des Jeunes Canadiens.</u>	94
A. Avant 1963.	94
B. La nouvelle vague	97
1. Un mouvement de libéralisation.	97
2. La remise en question du fédéralisme.	100
C. Le conflit de 1963.	102
D. Le mémoire sur la Constitution.	105
V <u>Groupements nationalistes divers.</u>	108
A. "Les Cahiers de Nouvelle-France".	108
B. "Tradition et progrès".	112

<u>Item</u>	<u>Page</u>
<u>Chapitre III: Un statut spécial pour le Québec</u>	114
I. La Fédération Libérale du Québec	115
1. La tendance sécessionniste	117
2. Un statut spécial pour le Québec	120
II <u>La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste . . .</u>	123
A. Avant 1962	123
B. De 1962 à 1965	125
1. Les problèmes constitutionnels	125
2. Accroissement des pouvoirs politiques du Québec	127
C. La situation actuelle.	130
<u>Chapitre IV: La thèse des Etats associés.</u>	135
I. <u>L'Action Nationale</u>	136
A. Quelques thèmes nationalistes.	136
1. La langue française.	136
2. La défense des minorités	137
3. Revendications diverses.	138
4. L'éducation.	139
B. L'option économique.	142
1. La tendance conservatrice.	142
2. Les études économiques	143
C. L'option politique	145
1. Le combat pour l'autonomie provinciale . . .	145
2. La lutte pour l'Etat national.	149
II. <u>La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal</u>	167
A. La lutte pour l'autonomie.	168
B. La thèse des Etats associés.	174
III <u>Le Parti Socialiste Québécois.</u>	177
A. Objectifs généraux	177
B. La thèse des Etats associés.	182
C. La revue "Socialisme 64"	184

<u>Item</u>	<u>Page</u>
<u>Chapitre V: L'indépendance.</u>	190
I. <u>"Liberté".</u>	191
1. Les deux époques de "Liberté".	191
2. La critique de la société québécoise	193
3. Les premières armes de "Parti Pris".	196
II <u>La "Revue Socialiste".</u>	198
1. Les "propositions programmatiques"	201
2. Opposition au N.D.P.-C.C.F..	204
Addenda sur les Jeunes Chambres.	207A
III <u>Révolution québécoise.</u>	208
1. Orientation générale	208
2. Les thèmes majeurs	210
IV <u>"Monde nouveau".</u>	213
1. Orientation générale	213
2. Les positions politiques	215
V <u>"Québec Libre"</u>	222
1. Objectifs généraux	222
2. Le Québec: une colonie	224
3. La lutte contre le fédéralisme	226
4. La lutte contre les méthodes policières.	228
5. L'ouverture sur le monde	229
6. Le socialisme.	230
7. La religion.	232
8. Les autres formations indépendantistes	233
VI <u>"La Cognée".</u>	235
1. Objectifs généraux	235
2. La lutte anti-colonialiste	236
3. La lutte anti-fédéraliste.	238
4. La technique de la révolution.	240
5. Les autres mouvements.	243
<u>Chapitre VI: Formations diverses.</u>	245
I. <u>"Le Carabin"</u>	246
1. La critique de la société québécoise	246
2. Fédéralisme et séparatisme	251
II <u>"Le Quartier Latin".</u>	260
1. Intérêts non-politiques.	260
2. Les tendances politiques	263

<u>Item</u>	<u>Page</u>
III <u>La Revue "Relations"</u>	272
1. Orientation générale	272
2. L'option politique	280
IV <u>La Revue "Maintenant"</u>	284
1. Orientation générale	284
2. L'orientation politique.	287
<u>Conclusions</u>	294
Première version	294
Conclusions révisées	308

I n t r o d u c t i o n

- - - - -

Nous l'avons dit dans l'Introduction générale: les monographies qui composent cette première Partie sont un caractère surtout idéologique; et ceci, pour deux raisons.

Tout d'abord, le grand nombre des formations dont nous devions nous occuper nous engageait à étudier avant tout les sources écrites, et à nous intéresser seulement ensuite aux caractéristiques sociologiques des personnes qui adhéraient aux différentes options. Deuxièmement, il faut observer que un nombre des formations dont nous nous occupons ne présentent pas les caractères de groupements homogènes. Dans plusieurs cas, il s'agit simplement de revue d'intérêt général. Ailleurs, ce seront des syndicats ou des partis politiques.

Comme l'indique le Sommaire de la page précédente, cette première Partie du Rapport est composée de 24 monographies, portant soit sur les périodiques, soit sur des mouvements. Chacune de ces monographies constitue un sondage, mené dans un secteur précis de la société canadienne française; et nous avons choisi nos sujets d'enquêtes, de manière un ensemble aussi varié que possible de ces secteurs. Dans le choix des revues, par exemple, nous avons retenu à la fois celles qui s'imposent à l'attention par l'importance de leur tirage (Relations, Maintenant), et par l'intérêt qu'ils présentent pour l'histoire des idées au Canada français (Cité libre, l'Action Nationale). D'autre part, nous ne pouvions oublier ni les formations patriotiques traditionnelles (Sociétés Saint-Jean-Baptiste), ni les partis politiques (Libéraux., Union nationale, PSQ). Et si nous n'avons parlé ni des Créditistes, ni du PSD, c'est que les renseignements

sur ces partis nous sont parvenus trop tard pour que nous puissions les insérer dans ce Rapport.

Il nous fallait aussi illustrer les options politiques des différents milieux sociaux. C'est pourquoi nous avons étudié les deux grands syndicats ouvriers (CSN, FTQ), deux des plus importants parmi les journaux étudiants du Québec (le Carabin, le Quartier latin) et les Jeunes Chambres du Québec. Nous avons enfin tenu à inclure dans notre tableau des mouvements susceptibles d'illustrer les point extrêmes de l'éventail idéologique, soit dans le sens du conservatisme (Aujourd'hui Québec, Union des Electeurs), soit dans le sens de la révolution; et sur ce dernier point, nous avons cherché à rejoindre la plupart des formations séparatistes dont la seconde partie du Rapport ne devait pas s'occuper.

Dans l'étude de chacune de ces formations, la méthode à laquelle nous sommes arrêté est la suivante. Nous faisons d'abord un dépouillement des sources écrites que nous pouvions rejoindre: périodiques, et s'il y avait lieu, rapports de congrès, mémoires présentés à des commissions d'enquêtes, etc. Ces sources écrites, nous n'avons pas cherché à en faire une analyse quantitative (cf. e.g. Berelson, Content analysis); et cela, pour deux raisons: n'étant pas nous même sociologue de métier, nous avons préféré ne pas nous aventurer dans un domaine technique qui n'était pas de notre compétence; d'autre part, il nous a semblé que l'analyse quantitative laisse souvent échapper des phénomènes significatifs. Nous avons donc pris le parti de dépouiller tout le contenu des sources écrites mises à notre disposition, et de noter, selon la méthode la plus empirique, les thèmes qui se présentaient. Et pour que l'étude des périodiques conserve des proportions raisonnables, nous avons limité nos recherches aux six dernières

années (1955-1965).

Les sources écrites étant analysées, nous consultations, selon les cas, une ou plusieurs personnes susceptibles de nous fournir des renseignements supplémentaires, soit sur l'idéologie elle-même, soit sur l'histoire du mouvement ou son arrière-plan sociologique.

Restait alors à réunir les résultats de nos deux sources de renseignements: sources écrites et sources orales. A cette étape de notre travail, nous avons toujours cherché à établir une description aussi nuancée que possible de l'idéologie. Nous décrivons les idées politiques sur l'arrière-plan de l'orientation générale de la formation, qui, souvent, n'est pas d'abord politique. Dans l'inventaire de cet arrière-plan, nous cherchons surtout à déterminer deux choses: d'une part, l'orientation du groupe, au point de vue des théories économiques (celles-ci allant du capitalisme, aux diverses formes du socialisme); et ensuite, la situation du groupe, au point de vue de ce qu'on peut appeler les mentalités (et qui vont de l'attitude traditionnaliste à l'attitude révolutionnaire). Pour cette seconde série de caractéristiques, il fallait donc chercher à déterminer la position du groupe par rapport aux institutions et aux valeurs établies: la religion, l'Eglise, la famille, le système d'éducation, les minorités, etc. Restait enfin à apprécier le degré d'engagement du groupe, d'après une échelle allant de la pure spéculation intellectuelle, à la fondation d'un parti politique.

Il fallait enfin répartir ces monographies en cinq groupes, correspondant aux cinq options politiques. Ici, une remarque s'impose. L'option politique à laquelle nous rattachons chaque

formation idéologique n'est pas nécessairement celle qui a, quantitativement, le plus d'importance, dans les documents écrits émanant de cette formation. Mais elle correspond toujours à la dernière prise de position de ce mouvement, la date prise comme point de repère étant ici la fin de l'été 1965. La classification que nous avons établie reflète donc l'orientation actuelle des différentes formations idéologiques. Lorsque les formations étudiées ne nous semblaient pas refléter une orientation nette, nous les rejettions dans notre sixième chapitre, consacré aux "formations diverses".

Conçu de cette manière, notre travail se présente comme une suite d'études assez cloisonnées. C'est pourquoi nous avons cherché, dans nos Conclusions, à mener des coupes horizontales à travers nos monographies: c'est là qu'apparaissent toutes les corrélations entre mouvements, options politiques et thèmes idéologiques.

Chapitre I

Le statu quo fédératif

1. "Cité libre"
2. "Aujourd'hui Québec"
3. L'Union des Electeurs
4. La Confédération des Syndicats Nationaux

I - "CITE LIBRE"

Le groupe qui a fondé Cité Libre se caractérise tout d'abord par le fait que la plupart de ses membres ont appartenu à la "J.E.C.". Ils ont même travaillé activement à la Centrale de ce mouvement de jeunesse. Cependant, ils ont souvent été, à l'intérieur de ce milieu, des opposants.

Autre caractéristique: tous ont fait des études universitaires, qu'ils ont complétées en Europe. Il faut aussi noter que la plupart d'entre eux auraient pu faire carrière en Europe, et qu'ils ont délibérément choisi de rentrer au pays, pour y travailler.

Pourquoi ce choix? Les hommes de ce groupe ont tous été profondément marqués par les effets de la "crise" des années 30. Parmi ces effets, un des plus remarquables, à leurs yeux, était l'état de confusion dans lequel se trouvaient les divers ordres de problèmes au Canada français. Aux problèmes économiques, on recherchait des solutions nationalistes; en dehors de celles-ci on ne trouvait que la pensée de Louis Even, qui avait fondé le mouvement Vers Demain. La même confusion se retrouvait dans le domaine de l'éducation: le clergé, comme tel, se sentait remis en question, dès qu'on se risquait à critiquer le "cours classique".

On comprend donc la volonté de ces hommes 1) de s'opposer au nationalisme traditionnel, qu'ils tenaient pour négatif; et 2) d'essayer de "situer" les problèmes du Canada français, en les séparant aussi nettement que possible les uns des autres. C'est dans ce but qu'ils fondèrent la revue Cité libre, en 1950.

Dans les lignes qui suivent, nous décrirons d'abord l'orientation générale de la revue, puis l'orientation politique, et enfin, les options économiques qui ont tour à tour attiré les différents groupes qui sont passés à la rédaction.

A - Orientation générale

Il faut dire tout d'abord que l'orientation de la revue a longtemps été marquée par une sorte de globalisme. Comme il est dit dans le Liminaire du premier numéro (juin '50), Cité Libre n'a pas de programme précis. Son seul but est d'aller à la rencontre de ceux qui souffrent "d'un certain silence". Elle invite "ceux de trente ans ou moins qui n'ont pas encore parlé"; mais la revue, comme telle, ne prétend parler au nom d'aucun groupe particulier. Elle se donne pour but de dire ce que personne n'ose dire, c'est-à-dire de dénoncer un peu tout ce qui ne va pas, au Canada français.

1. La critique du cléricalisme

Il faudrait relever ici toutes les mentions du cléricalisme qui se retrouvent dans la chronique "Flèches de tout bois". Des articles de fond sont parfois consacrés à la question; celui, par exemple, de P.E. Trudeau et Roger Rolland: "Matériaux pour servir à une enquête sur le cléricalisme" (mai '53). On retrouve les mêmes préoccupations, sous d'autres formes, dans bien d'autres textes: "Un dialogue de sourds" (fév. '55), "Je voudrais parler à un homme" (mai '61), "La décléricalisation du Québec" (nov. '61), "L'imposture des Ligues" (oct. '62). Mais cette critique, à partir de 1954, allait se centrer surtout sur la situation faite à notre système d'éducation par les abus du cléricalisme.

2. La critique du système d'éducation

Dès la fin de 1953 (novembre) M. Rioux fait paraître un article dans lequel il dénonce, d'une part, le caractère exclusif de notre enseignement secondaire (humanisme gréco-latin, absence pratique des sciences) et, d'autre part, la toute-puissance des clercs en ce domaine. Mais il faudra attendre 1961, pour que le débat s'engage avec vigueur.

Sur la question de l'université des Jésuites, la position de Cité libre est nette: elle s'oppose d'une manière absolue au projet (fév. et mars '61). C'est peut-être R. Boisvert qui exprime le mieux la pensée de la revue sur le problème des clercs dans le système d'éducation du Québec: "Notre système d'éducation est un chef-d'oeuvre d'intégrisme religieux, étayé sur de fortes structures clérico-politiques".

Il fallait s'attendre à ce que des prises de positions plus nettes s'expriment sur les deux questions liées à la précédente: celle des "neutres" et celle de la laïcité. Dès février 1957, J.M. Léger réclame un secteur d'enseignement non-confessionnel, afin que soient respectés les droits de ceux qui ne se rangent ni sous l'étiquette catholique, ni sous l'étiquette protestante. Plus tard, M. Blain réclamera la laïcité à tous les niveaux de l'enseignement (av. '61). A. Lussier, du point de vue psychologique, dénoncera les dangers de l'école confessionnelle pour l'enfant (déc. '61). Enfin, Paul Lacoste proposera une réforme du Conseil de l'Instruction publique qui assure le respect des droits des "neutres", tout en faisant une place à un secteur confessionnel (nov.'61 et mai '62).

Mais ces prises de positions ne vont pas sans réticences.

G. Pelletier, dans une communication au M.L.F., dira à quel point il redoute les connotations anti-religieuses du mot "laïque" (mai '61).

C. Taylor, lui aussi, se déclarera pour la laïcité, mais non point "intégrale", c'est-à-dire anti-religieuse; pour les écoles, il préconise la solution Lacoste; pour le mariage, il estime que la validité des deux cérémonies, civile et religieuse, devrait être reconnue (fév.'63).

3. L'allégeance catholique

Ces réticences étaient inévitables, à l'intérieur d'une revue dont l'allégeance catholique n'avait jamais fait de doute. "Cité libre est né sous le signe d'Esprit", lit-on, dans le premier numéro (juin '50). La revue se définit donc comme le porte-parole de ceux qui entendent critiquer le christianisme, de l'intérieur. Pelletier le dit bien, dans ce même numéro: ceux qui se rassemblent autour de lui veulent retrouver l'Evangile dans sa pureté; et pour cela, ils entendent dénoncer tout ce qui masque le message évangélique, dans le milieu. Dans ce sens, il faut surtout retenir certains grands textes, que l'on cite encore aujourd'hui; ceux, en particulier, de Jean Lemoyne (fév.'51), de Robert Elie (mai '51) et de Pierre Vadeboncoeur (mai '55). Devant les attaques des revues de droite, Cité libre continue toujours d'affirmer la pureté de son catholicisme (mai '51, mai '53).

Sur ce point, la position de la revue est clairement définie par G. Pelletier, dans un article qui s'intitule "Feu l'unanimité" ('oct. '60), et qui s'inspire intentionnellement du titre de l'ouvrage de Mounier: Feu la Chrétienté. Ce n'est donc pas le Christianisme comme tel qui est remis en question, mais ses structure dites

temporelles.

4. La question syndicale

La défense des droits des ouvriers faisait nécessairement partie des préoccupations des rédacteurs de Cité libre, certains d'entre eux s'étant d'abord définis comme des "catholiques sociaux". Dès le numéro de mai '51, il est question des séquelles de la grève de l'amiante. Plus tard, G. Pelletier déplorera le fait qu'il n'y ait pas de vraie confiance faite au syndicalisme, en milieu chrétien québécois, et ce, "malgré la lettre des Evêques" (mai '53). Au moment des conflits syndicaux des instituteurs, Cité libre sera encore là pour commenter les événements et tenter d'éclairer le problème, qui se pose toujours "entre chrétiens divisés" (déc. 51 et mars 54).

5. Les limites de la liberté de pensée

D'une manière générale, disons que Cité libre choisit de remettre tout en question, mais à l'intérieur de l'orthodoxie catholique. Mais là encore, l'unanimité n'est pas absolue. Très tôt, on entend P. Vadeboncoeur faire l'apologie de la révolution (mai 51). Mais cette voix demeurera longtemps sans écho. Comme nous le verrons ci-dessous, il faudra attendre la confrontation avec la génération suivante, pour que le mot soit de nouveau prononcé. Retenons cependant un article de mai 53 ("Sur la condition du philosophe"), qui exprime une prise de position marxiste. Cet article n'est pas signé, note la Rédaction, "pour des raisons éminemment valables, qui se présenteront à l'esprit du lecteur attentif"!

En novembre 1957, ce sera l'article de P. Charbonneau, "Défense et illustration de la gauche". Cet article marque, à bien des égards,

un tournant, dans l'histoire de la revue. L'auteur établit d'abord un classement des principaux périodiques canadiens-français, selon leurs tendances idéologiques. Le Devoir occupe le centre-droit; l'Action catholique, l'extrême-droite; la Presse, Le Droit, Relations et L'Action nationale, le droite, A gauche, on ne trouve que "Cité libre et Recherches sociales, dont les idées ne reçoivent aucune audience en dehors du cercle étroit de leurs amis". Et Charbonneau de conclure: "Notre gauche n'offre rien de précis, en somme (...) Nos intellectuels ressassent quelques thèmes vagues (...) Ce sont des désengagés".

Deux ans plus tôt, M. Rioux avait déjà remis en question toute l'idéologie (catholique, canadienne et française) du Québec traditionnel (déc. '55). Cet article constitue un véritable plaidoyer pour une gauche canadienne-française; mais l'importance du nationalisme pour cette "gauche" demeure encore mal défini. D'autres textes viendront, qui seront plus explicites: nous les retrouverons ci-dessous.

6. Conclusion

Nous avons esquissé ici l'éventail des principaux sujets traités par Cité libre, depuis sa fondation. Nous avons, en d'autres mots, décrit le contexte dans lequel viendront s'exprimer les idées politiques. Ce contexte est celui d'une revue catholique "de gauche". C'est dire que ses principaux rédacteurs sont ouverts à toutes les remises en question qui demeurent compatibles avec une orthodoxie catholique interprétée d'une manière très souple. C'est dire aussi qu'ils sont disposés à accueillir, dans une certaine mesure, l'expression d'opinions différentes de la leur. Cette volonté de dialogue, avec ses avancées et ses reculs, va marquer l'évolution récente de la revue.



B - L'orientation politique

Du point de vue où nous nous plaçons maintenant, il faut distinguer trois périodes dans l'évolution de Cité libre. 1) de 1950 à 1961 (époque de la confrontation globale avec le milieu; 2) de 1961 à 1964 (confrontation avec les jeunes); et 3) depuis 1964.

1. La période 1950-1961

a. La critique du régime Duplessis. Il faudrait relever ici toutes les mentions du régime Duplessis qui se trouvent dans les "Flèches de tout bois" et dans beaucoup d'articles de fond. Elles sont nombreuses, et suffisent à caractériser toute une partie de l'activité de Cité libre pendant une dizaine d'années.

b. La critique des vieux partis. Mais si la critique de Cité libre est dirigée contre l'Union Nationale, ce n'est pas parce que la revue favorise les adversaires politiques de ce parti. C'est en fait une critique des vieux partis qui est instituée, et cela apparaît nettement dans l'analyse des élections de 1952, faite dans le numéro de décembre de la même année: on y dénonce la loi électorale du Québec et le système de financement des campagnes électorales, qui sont les mêmes pour tous les vieux partis.

C'est dans le cadre de cette critique que P.E. Trudeau développera certaines de ses idées politiques les plus importantes. Dans un article d'octobre '58, Trudeau constate le vide politique du Québec, et la faillite de tous les partis alors en place au Canada français: Union nationale, Parti libéral, Parti Social démocratique et Crédit Social. Faillite, aussi, des autres idéologies politiques: le nationalisme, la Ligue d'action civique, la Doctrine sociale de l'Eglise. Devant cet état de fait, poursuit Trudeau, il faut viser

un objectif minimum: la démocratie. C'est-à-dire redonner au Québec le sens de la primauté du Bien commun sur les intérêts particuliers. "Démocratie d'abord: voilà qui devrait être le cri de ralliement de toutes les forces réformistes de la Province". Le problème n'est donc pas de choisir, dans l'immédiat, une forme particulière de régime politique et économique. Sans doute, le régime de la libre entreprise s'est-il révélé incapable de résoudre les problèmes de l'éducation, de la santé, du plein emploi, etc. Mais l'important est d'assurer d'abord une mentalité et des attitudes démocratiques, qui finiront bien par s'exprimer dans des institutions. "La conclusion est claire. Regroupons les hommes libres autour d'un objectif commun, la démocratie. Comblons le vacuum politique par une pensée minimu, l'idéologie démocratique. Pour atteindre cet objectif et propager cette idéologie - préalables à la renaissance de l'Etat civil - tendons vers la formation d'un mouvement nouveau: l'Union démocratique".

c. La critique du nationalisme. Ce sera, dès le début, le nationalisme lui-même qui sera remis en question. Dans le premier numéro (juin 50), Guy Cormier dénonce déjà, après l'Union Nationale, la Ligue d'action nationale: "Barrès genuit Groulx, Groulx genuit Laurendeau et Paul Gouin et multos alios desquels devait sortir Duplessis qui genuit ce petit mibrobe qui s'appelle l'autonomie provinciale".

La première forme de nationalisme que combat Cité libre, c'est donc l'autonomie provinciale. Ce combat est souvent mené par P.E. Trudeau, et il commence dès les premiers numéros de la revue. Trudeau montre surtout (juin 50 et fév. 51) que la centralisation, dans tous les pays, est une nécessité économique et sociale. Ce n'est pas à dire

que le centralisme ne présente pas de dangers; mais il demeure soumis au contrôle des citoyens, par la voie de la chambre des représentants. De toute manière, l'autonomie ne saurait être admise comme un postulat; c'est une thèse qui est à prouver, et ses défenseurs n'ont encore rien fait dans ce sens.

Dans le débat sur les octrois fédéraux aux universités, l'attitude de Trudeau est encore la même (fév. 57). Les arguments fédéraux en faveur des octrois ne lui semblent pas en accord avec la Constitution. Mais il rejette également les arguments autonomistes dirigés contre les octrois, car le geste d'Ottawa, estime-t-il, ne recèle aucune intention d'envahissement des droits provinciaux. S'il rejette l'attitude autonomiste, c'est qu'elle lui semble instinctive et irrationnelle.

2. La période 1961-1964

a. Les première controverses. En février 1961, J.M. Léger fait paraître un article qu'il intitule "Urgence d'une gauche nationale". L'auteur constate que nos gauches n'ont jamais été nationalistes: voilà une singularité de notre société, puisque partout ailleurs il existe une gauche nationale, et il est urgent que le Québec en ait une.

Dans le numéro suivant, on a tout de suite une réaction: celle de P.E. Trudeau (mars 61). A Cité libre, dit celui-ci, on a toujours été anti-nationalistes, car le nationalisme canadien-français a toujours été aliénant; il s'est toujours épuisé en de stériles revendications, alors qu'il aurait tout simplement dû exercer les droits que lui donnait la Constitution canadienne. C'est là la première chose à tenter avant de songer à des solutions artificielles, de type séparatiste, qui ne changeraient rien aux mentalités.



Mais immédiatement après l'article de Trudeau vient celui de Guy Cormier, qui constate que Cité libre s'est toujours contenté de critiquer les structures en place, sans jamais apporter de solutions constructives. L'auteur estime que la revue, pour faire oeuvre utile, devrait désormais lutter pour l'indépendance absolue du Québec, et pour l'instauration d'un régime d'inspiration socialiste.

Dans le numéro suivant (avril 61), Cormier revient à la charge, pour affirmer la nécessité que nous avons d'un nationalisme de gauche, nettement tourné vers la lutte contre les structures colonialistes et cléricales.

P. Vadeboncoeur qui avait, le premier, prononcé le mot de révolution dans la revue (mai 51), s'empresse, lui aussi, de saluer la naissance récente d'un nationalisme de gauche (mai 61). C'est enfin dans le même numéro J.G. Guay qui proclame l'urgence d'une "gauche indépendante du reste du pays, un troisième parti provincial".

A ces idées nouvelles, la direction de la revue ne pouvait rester indifférente. Sa position s'exprime dans un article de G. Pelletier (nov. 61) qui se présente en fait comme une réponse au chef séparatiste Raymond Barbeau. Le directeur de Cité libre est ainsi amené à définir la position de la revue, par rapport aux divers ordres de problèmes qui intéressent le Canada français. Voici donc, en résumé, la "ligne" que Cité libre entend poursuivre:

En matière religieuse, insistance sur le rôle des laïcs dans l'Eglise. - En matière politique: primauté de la personne humaine, intelligente et libre, comme fondement de la société. - En matière confédérale: respect du partage des pouvoirs entre gouvernement central et gouvernement provincial. - En matière provinciale: nécessité pour le Québec d'exercer les pouvoirs qu'il possède déjà, de par la

Constitution, avant d'exiger d'Ottawa d'autres concessions. - En matière syndicale; urgence de l'éducation et de l'organisation ouvrières.

Au point de vue qui nous occupe, l'orientation de Cité libre peut donc se définir à la fin de 1961, de la manière suivante: rejet de toute solution politique de caractère totalitaire, et respect du statu quo fédératif.

b. La voix des jeunes. Si Pelletier tenait à formuler clairement la position de Cité libre, c'était en fait pour mieux amorcer le dialogue avec la génération montante. En octobre 61, il avait lui-même lancé un appel aux jeunes, les invitant à rompre le silence dans lequel ils semblaient vouloir s'enfermer.

Les réponses ne se firent pas attendre. C'est d'abord celle de J.G. Guay (nov. 61), qui se déclare en faveur du NPD et du MLF; puis, celle de Jacques Godbout, qui réclame pour le Québec une indépendance et une laïcité totales. Dans le même sens (laïcité et indépendance), on trouvera, en janvier 62, les réponses de A. Major, G. Godin et F. Rousseau. On trouve aussi, dans ce numéro, le récit d'une aventure spirituelle qui va du catholicisme à l'agnosticisme. Et le texte, cette fois, est signé! Cité libre s'est donc ouvert aux opinions les plus nettement opposées à celle de ses directeurs.

Ces opinions vont tout de suite commencer à envahir la revue. A cet égard, le numéro de mars 62 est bien révélateur. Pierre Vallières y traite de la liberté, avec l'intention de lier celle-ci à l'idée de révolution. Pierre Godin, dans un texte qu'il intitule "L'armée, au poteau!" prône une démilitarisation totale du pays. Enfin, M. Van Schendel et F. Piazza traitent de la guerre d'Algérie et de la question cubaine, dans un sens favorable aux révolutionnaires; et

l'intérêt qu'ils portent à ces questions étrangères n'est pas sans rapport avec le sentiment que le Québec, est, lui aussi, un pays colonisé.

De nouveau, la réaction en sens contraire est prompte: en avril 62, on aura tout un numéro sur le séparatisme. Pelletier, tout d'abord, s'élève contre l'a priori du séparatisme: avant de s'engager sur cette voie, il faut la juger; et c'est à quoi veulent servir les deux articles de fond du numéro. Celui de R. et A. Breton retrace l'histoire du nationalisme séparatiste: il y aurait eu trois vagues principales dans le mouvement, et chacune aurait été liée à une conjoncture économique et sociale particulière. Chaque montée du séparatisme aurait été une réaction de la bourgeoisie canadienne-française contre les groupes responsables d'un état de rigidité économique. Cet article tend donc à désamorcer le nationalisme, en l'expliquant par des causes extérieures à lui-même.

L'article de P.E. Trudeau va plus loin: il constitue une véritable critique interne du nationalisme. Trudeau s'élève surtout, cette fois, contre l'idée de l'Etat-nation, qui est, selon lui, absurde dans son principe et rétrograde dans son application. Il fait l'apologie de l'Etat multi-national, formule qui est inscrite dans la Constitution canadienne. Si cette formule, poursuit-il, a tourné au détriment des Canadiens-français, c'est que ceux-ci n'ont pas su se rendre indispensables au sein du Canada. "Tout le temps et toutes les énergies que nous employons à proclamer les droits de notre nationalité, à invoquer notre mission providentielle, à déclarer nos vertus, à pleurer nos avatars, à dénoncer nos ennemis, à déclarer notre indépendance, n'ont jamais rendu un de nos ouvriers plus adroits, un fonctionnaire plus compétent, un financier plus riche, un médecin plus



progressif, un évêque plus instruit, ni un de nos politiciens moins ignare". L'indépendance est donc une fausse solution: elle ne modifierait en rien l'état du Canada français. La solution consiste plutôt à "divorcer les concepts d'Etat et de nation, et à faire du Canada une société vraiment pluraliste et polyethnique"; d'où l'importance d'une économie locale forte. "Ces desiderata, il se trouve justement que la constitution canadienne est admirablement conçue pour leur donner un cadre".

Cette nouvelle réaction à la montée du séparatisme va donc dans le même sens que la précédente. Cité libre, par la voix de ses principaux collaborateurs, réaffirme l'opinion que l'évolution du Québec doit s'effectuer dans le cadre de la Constitution canadienne.

Un peu plus tard, A. Taynauld prouvera que le séparatisme est inviable, au point de vue économique (oct. 62). Selon lui, le salut du Québec réside dans l'établissement d'une économie vigoureuse. C'est aussi à partir de ce numéro que commencent à paraître dans Cité libre des articles techniques sur des problèmes économiques. Le premier est celui de R. Parenteau sur "L'expérience européenne de planification". Cette ligne d'action est bien celle préconisée par les principaux rédacteurs de la revue.

Les deux tendances - la nationaliste et la fédéraliste - continueront de coexister, jusqu'au moment où la direction de la revue sera prise par P. Vallières et J. Pellerin, en janvier 1964.

c. La nouvelle équipe. La position de Vallières est assez difficile à définir, dans les débuts, vu le caractère confus de ses textes. En août-septembre 1963, il avait donné un article ("Cité libre et ma génération") dans lequel il réclamait une véritable unité de pensée, au sein de l'équipe de rédaction; et cette unité, à ses yeux,



ne pouvait être assurée que par la pensée socialiste. Par ailleurs, on savait Vallières séparatiste: d'autres textes publiés par lui en faisaient foi. Quant à J. Pellerin, il n'était certes pas de la même tendance politique que son collègue: témoin, l'article qu'il avait publié, en novembre 1963, contre Parti pris. Aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que cette équipe de direction n'ait pas tenu son poste plus de trois mois.

Ce changement d'équipe de direction ne signifie pas un changement radical d'orientation de la revue. Les vues fédéraliste continuent à s'exprimer, comme dans le numéro de janvier 64, qui porte précisément sur les relations Québec-Ottawa. C'est à propos des accords fiscaux que la question est abordée. S.G. C.rigo, qui traite de ce problème, souhaite simplement que les deux parties parviennent à une solution d'équilibre. De même, G. de Maillard, traitant du bilinguisme et du biculturalisme, rejette la solution séparatiste; et il insiste, comme on le fait souvent à Cité libre, sur l'importance d'une économie forte pour l'existence de l'élément français au Canada. Au milieu des ces voix fédéralistes, celle de J.G. Guay détonne, qui reproche à Maurice Lamontagne d'avoir parlé de "nation canadienne". C'est encore peu de choses; mais dans le numéro suivant (fév. 64) le même collaborateur analysera le conflit sino-soviétique, et donnera la Chine en exemple au Québec: De même que la Chine a su s'affranchir du colonialisme soviétique, ainsi le Québec pourra, s'il le veut, "atteindre l'indépendance économique et politique". Il y aura enfin, dans ce numéro, P. Vadeboncoeur, qui saluera la montée du nouveau nationalisme. "C'est, dit-il, le véhicule d'idées nouvelles le plus puissant que nous ayons vu en un siècle".

Nous reviendrons, ci-dessous, au chapitre des solutions économiques, sur les positions socialistes de P. Vallières. Elles étaient



certainement à l'extrême opposé de ce que professait tout une partie, et importante, de la rédaction de la revue. Et l'on conçoit qu'à elles seules, elles aient pu provoquer la réaction d'avril 1964.

3. Depuis avril 1964

Après cet intérim, la direction revient à G. Pelletier, Pierre Vallières quitte la revue, et celle-ci reprend son combat "en se refusant à tout a priori doctrinal, comme à toute tendance totalitaire en politique". (avril 64). Ces vues trouvent immédiatement leur application dans un article de Pelletier sur Parti pris. Le directeur de Cité libre dénonce surtout l'apriorisme doctrinal de ce mouvement. Ceux qui y adhèrent admettent, à leur insu, des vérités éternelles, jamais remises en question; en particulier: l'indépendance et le socialisme. Sur ces points, constate Pelletier, on s'incline, on affirme, mais on ne démontre jamais. P.E. Trudeau, pour sa part, dénonce les séparatistes comme des contre-révolutionnaires. "Au sectarisme religieux, on substitua le sectarisme national. Les dévots séparatistes et les autres rongeurs de balustres au temple de la nation désignent déjà du doigt le non-pratiquant". Ces séparatistes, poursuit Trudeau, sont contre-révolutionnaires, car ils ont une conception totalitaire de l'Etat et de la société, et ils sont opposés aux libertés individuelles.

Ce numéro d'avril 1964 se termine par un Manifeste intitulé "Pour une politique fonctionnelle", et signé A. Breton, R. Breton, C. Bruneau, Y. Gauthier, M. Lalonde, M. Pinard et P.E. Trudeau. Le manifeste constate que le Canada est en état de crise. Pour solutionner cette crise, le séparatisme est à rejeter, comme dépassé. En effet, les obstacles au bon fonctionnement du Canada et du Québec ne sont pas juridiques (constitutionnels), mais économiques et sociaux. La tâche

la plus urgente consiste donc à analyser les situations avec rigueur, en abandonnant tout recours aux idéologies globales.

Telle est en effet l'orientation actuelle de la revue. Elle se consacre pour une part à la critique du nouveau nationalisme: voir à ce propos, l'article de C. Taylor, qui dénonce le "globalisme", le "dogmatisme", l'"apriorisme" de Parti pris, son refus d'analyser objectivement les situations et son empressement à se réfugier dans les idéologies. La second tâche que s'assigne Cité libre consiste précisément à donner des analyses objectives des situations. D'où l'allure de plus en plus technique de bon nombre d'articles.

4. Conclusion

Pour résumer d'un mot ce qui précède, disons que Cité libre est toujours demeuré foncièrement fédéraliste, tout en admettant largement l'expression d'idées séparatiste dans ses pages. A ces deux lignes d'opinions politiques répondent deux options distinctes, au niveau des solutions économiques. C'est ce qu'il nous reste à voir.

C - Les solutions économiques

1. La tendance fédéraliste

C'est dans les articles de P.E. Trudeau que l'on peut le mieux saisir la solution économique qui est liée à l'option fédéraliste. Encore que ce terme soit vague, et que trudeau ne l'emploie guère, on peut dire que cette solution se présente, globalement, comme celle du "Welfare State". Du reste, Trudeau est un technicien de la science politique; il se défie donc instinctivement des catégories et des étiquettes; il sait que la théorie comme la pratique de l'économie

évoluent dans cesse, et que l'on passe insensiblement d'un type de planification à un autre, d'un socialisme à un autre.

Pour illustrer la pensée de Trudeau, nous citerons seulement l'article qu'il a consacré, en novembre 53, aux élections fédérales. Les partis canadiens, constate-t-il, se divisent en "nationaux" et en "sociaux". "Les sociaux sont du côté du nombre, mais faute de traditions ils sont incapables de traduire constitutionnellement cette force en lois. Les nationaux sont du côté de la fidélité, mais faute de sens révolutionnaire ils ne savent pas faire le pont entre le passé et l'avenir." Comme devant les autres problèmes Trudeau adopte ici une solution d'équilibre, qui se tient aussi loin que possible des théories. "J'aimerais que les nationaux et les sociaux tentent de dresser un programme complet d'action politique. (Il y faudrait) des hommes sincères qui portent dans leur coeur le poids des injustices sociales et nationales. J'aimerais par exemple les voir discuter ensemble du problème de l'exploitation des ressources nationales au profit de la nation". Comme dans le domaine de la politique, Trudeau semble donc tenir à ce que le cadre constitutionnel soit respecté. Si l'économie canadienne doit évoluer, elle peut très bien le faire dans le cadre extrêmement souple du Welfare State dont elle s'est accommodée jusqu'à maintenant.

P. Charbonneau semble recommander une solution analogue, dans son important article intitulé "Défense et illustration de la gauche (nov. 57). Il ne veut ni capitalisme, ni socialisme, mais il croit que l'on pourra "imprégner d'un esprit de gauche une économie capitaliste"; ce qui revient sans doute à préconiser la formule du Welfare State.

Il faut enfin rappeler ici que la revue a publié bon nombre d'articles de caractère technique, qui visaient simplement à présenter les différentes solutions envisagées par la science économique. Voir, en particulier, les textes de G.W. Bryant ("La planification économique en Grande-Bretagne" 1 mars 63), et de Parizeau et Wesley ("La planification dans une société libre") mai 63).

2. La tendance séparatiste

La tendance séparatiste devait se rallier spontanément aux différentes solutions socialistes. Déjà, en juillet 58, Pierre Vadeboncoeur fait l'éloge du PSD. Après avoir montré que la démocratie américaine est une démocratie "arrêtée", il déclare que le PSD "est actuellement le seul (parti) qui puisse apporter ceci: le rétablissement de la démocratie par l'unique biais possible, c'est-à-dire le regroupement des forces populaires contre l'éternelle conspiration antidémocratique, conduite par la ploutocratie". Mais les affirmations deviennent plus nettes, dès que les jeunes commencent à se faire entendre. J.G. Guay (nov. 63) estime que le Québec a besoin d'un parti socialiste, mais qui n'ait rien à voir avec le CCf ou le NPD; car, selon Guay, ces partis ne sont socialistes que de nom.

D'autres précisions viendront, surtout de P. Vallières. En janvier 64, celui-ci fait l'éloge du PSQ, et félicite ce parti d'avoir rompu avec le NPD; le NPD avait "renoncé au socialisme" pour mieux gagner sa clientèle électorale: d'où la rupture. Pour Vallières, le socialisme authentique ne peut se passer d'une nationalisation systématique des grandes entreprises et du contrôle absolu de l'Etat sur l'économie. Dans le numéro suivant (fév. 64), Vallière sera encore plus explicite. "Somes-nous en révolution"? demande-t-il. Non:

avec les mesures réformistes du parti libéral, nous n'en avons que les apparences. Nous sommes, en fait, en plein capitalisme. "Au sens socialiste du mot, poursuit Vallières, il y a révolution quand le changement des institutions établies s'accompagne d'une modification profonde dans le régime de la propriété des moyens de production, faisant passer celle-ci des possesseurs de capitaux aux travailleurs". Cette solution, sans dire son nom, semble bien s'inspirer du marxisme. Mais nous aurons plus de précisions, sur la pensée de Pierre Vallières, dans la revue qu'il allait bientôt fonder: Révolution québécoise.

II - "AUJOURD'HUI QUÉBEC"

La revue Aujourd'hui Québec est l'une des plus jeunes du Canada français. Lancée en mars 1965, elle en est actuellement (été 1965) à sa sixième livraison, et tire déjà à 25,000 exemplaires. Mais si nous nous sommes intéressés à cette revue, c'est moins à cause de son tirage, qu'à cause de l'idéologie particulière qu'elle veut refléter. De ce point de vue, Aujourd'hui Québec est actuellement unique en son genre, dans notre milieu.

Cette revue se donne pour "chrétienne". Pour la distinguer des autres périodiques canadiens-français qui se rangent eux-même sous la même étiquette, nous avons demandé à son directeur de nous désigner des revues catholiques françaises auxquelles Aujourd'hui Québec entend ressembler. La France catholique, Itinéraires, Nouvelles de chrétienté: ces titres furent énumérés, sans la moindre hésitation. C'est dire que la nouvelle revue québécoise cherche à s'aligner sur l'extrême-droite du catholicisme français.

Comme ces périodiques, Aujourd'hui Québec consacre une grande partie de ses énergies à lutter contre ce qu'elle estime être des manifestations des forces du mal. D'autres revues chrétiennes s'orientent vers une action plus positive. Celle-ci choisit d'aller contre ce qui menace le Christianisme. Là-dessus, les propos que nous tint le directeur de la revue ne laissèrent aucun doute. Nous sommes chrétiens, nous dit-il, c'est-à-dire que notre tâche consiste à lutter contre les ennemis du christianisme.

Le principal ennemi actuel de l'Eglise étant le communisme, la revue sera, au premier chef, anti-communiste. C'est ce qui l'amènera à être anti-séparatiste. Car il y a manifestement, nous dit encore le directeur, dans le mouvement séparatiste, quelque chose qui fait le jeu

du communisme international, et qui est commandé par lui, d'une manière plus ou moins directe. C'est un fait, en tout cas, que les communistes ont toujours favorisé le séparatisme au Québec, et le centralisme, dans les autres provinces. C'est que le "communisme international" a décidé de faire du Québec un nouveau Cuba: Québec sera pour lui une tête de pont en Amérique du Nord. Du reste les plans communistes relatifs à Cuba et au Québec ont été dressés simultanément, nous assure-t-on.

Pour lutter contre ces menées du communisme, l' "Association Aujourd'hui Québec" s'est tout d'abord formée. Elle compte maintenant 2000 membres. Ses moyens d'action sont les réunions populaires, les conférences et la diffusion de la revue. L'Association compte quatre équipes de six personnes qui circulent, en permanence, à travers le Québec. Le directeur insiste beaucoup sur le fait que le mouvement est constitué de laïcs catholiques. Il nous assure aussi qu'il se recrute largement parmi les jeunes, c'est-à-dire les moins de trente ans, et que ses membres proviennent de tous les milieux sociaux. Mais nous n'avons pu vérifier ces assertions, que nous avons retrouvées sur les lèvres de plus d'un directeur de mouvement ou de revue.

Le dépouillement de la revue ne présente aucune difficulté: on y retrouve un petit nombre de thèmes, très simples, et incessamment répétés. L'argumentation, quand il y en a, est elle aussi très simple, et toujours construite sur le même modèle, comme nous le verrons ci-dessous.

Nous décrivons d'abord (1) les objectifs généraux de la revue; et ensuite, (2) les aspects du catholicisme qu'elle cherche à illustrer, (3) sa lutte contre le communisme, et enfin (4) sa lutte contre le séparatisme.

A - OBJECTIFS GENERAUX

Le but poursuivi par la revue est exposé assez clairement dans le premier numéro (mars 65). "Aujourd'hui Québec" a été créé à la suite de demandes venues de tous les coins de la Province et d'au-delà. C'est que la situation dans le Québec est devenue alarmante aux yeux de plusieurs; mais si les "inquiets" sont assez nombreux, la plupart semblent assister en spectateurs à un certain branle-bas, et bien peu sont résolus à voir enfin une action positive faire face aux activités d'esprits brouillons et qu'on peut facilement soupçonner d'être à la solde de forces étrangères hostiles au Canada français et au Canada tout court".

Les forces progressistes qui travaillent la Province seraient donc commandées, de l'extérieur, par des forces non-canadiennes. Mais il est peut-être plus intéressant de noter que la direction de la revue reconnaît qu'elle a répondu elle-même à des sollicitations venues "d'au delà" de la Province. Nous n'avons pu identifier le mouvement international dont Aujourd'hui Québec ferait partie. Certains ont parlé du Réarmement moral. Ce qui est sûr, c'est que certains membres importants du mouvement, et qui font partie de la rédaction de la revue, ont suivi les "tournées" récentes du Réarmement. Il nous a été impossible de pousser plus loin nos vérifications.

L'état présent du Québec auquel les lignes que nous avons citées font allusion, constitue un fait global, que la revue tantôt qualifie de révolution, et tantôt décrit par les mots "ça bouge". Tout en étant contre-révolutionnaire, Aujourd'hui Québec tien pourtant à ce que "ça bouge" dans notre milieu, comme le dit bien l'éditorial du premier numéro; mais, ajoute l'éditorialiste, "pourvu que ce soit dans sens du progrès". Aujourd'hui Québec, pour sa part, n'est pas l'organe

"de pseudo-intellectuels ou d'une coterie". Ceux qui rédigent la revue ne reçoivent même pas de salaire. Ce texte important se termine par l'énoncé de la "grande cause" à laquelle se consacre la revue: c'est la défense de la foi chrétienne, des principes moraux et d'un "patriotisme de bon aloi" contre "les forces du mal". On voit se dessiner ici toute la lutte contre les formes actuelles du séparatisme québécois.

Deux mois plus tard (mai 65), la direction de la revue est en mesure de parler de l'accueil fait à Aujourd'hui Québec par les lecteurs canadiens-français. La revue tire maintenant à 25,000 exemplaires. Mais, au-delà de ce succès matériel, elle est "en train d'établir un véritable ralliement des forces morales qui n'attendaient qu'à être groupées et encadrées pour la cause de la Vérité, pour le respect de l'ordre et la défense et l'autorité légitime". Aujourd'hui Québec, explique-t-on encore, n'est pas contre quoi que ce soit; mais puisque les gens de la gauche sont contre l'ordre établi, il faut bien se déclarer contre eux! La revue, quant à elle, "est de tout coeur avec l'Eglise, qui parle de Paix, demande la Paix, et pose des actes de Paix".

Ici encore, on voit très bien comment la nouvelle revue se situe, par rapport aux autres forces en présence au Québec. Elle lie sa propre cause à celle de l'ordre établie, dans tous les domaines: au niveau idéologique, d'abord, et ensuite, au niveau politique. Elle est, a priori, pour le statu quo, et elle l'est d'une manière agressive: elle veut être l'agent par excellence du "ralliement des forces morales" et de leur "encadrement" pour une action contre les forces progressistes.

Les rédacteurs de la revue ne sont pourtant pas sans savoir que la tendance actuelle, en milieu catholique, est au "dialogue". Mais, comme le font habituellement les revues catholiques de droite, on aura recours à une citation papale, pour tourner la difficulté. "Le dialogue

n'est pas l'acceptation naïve et passive des idées des autres", lit-on dans un récent discours de Paul VI. Aujourd'hui Québec monte cette phrase en épingle, et justifie par là sa position de combat, à l'intérieur du catholicisme canadien-français.

B - DEFENSE ET ILLUSTRATION DU CATHOLICISME

Nous nous attarderons très peu sur l'ensemble de thèmes que l'on peut grouper sous ce titre. A la vérité, ils sont peu nombreux, car presque tout le contenu doctrinal de la revue a un caractère polémique. Il suffit de connaître un peu les débats qui se partagent les différentes tendances de la pensée catholique, pour constater que les articles et les "dossiers" d'Aujourd'hui Québec se rattachent habituellement à l'arsenal d'une controverse.

Bien entendu, les nouvelles d'intérêt catholique sont assez nombreuses, de même que les extraits de documents pontificaux récents ou anciens. Mais au delà de ces éléments de pure information, les textes deviennent vite polémiques. Pour un seul article sur la réforme liturgique, on en trouvera plusieurs, par exemple, sur l'immoralité publique, telle qu'elle se manifeste à Montréal (mars 65) et ailleurs dans le monde (avril 65).

Le numéro d'avril contient un volumineux document, signé Michel de Penfentenyo, sur la "Planification des naissances"; on y retrouve toute l'argumentation traditionnelle, fondée sur la doctrine sociale de l'Eglise, qui est donnée comme solution aux problèmes de la surpopulation. Le mois suivant, long article contre Teilhard de Chardin, d'ailleurs reproduit de la revue française Nouvelles de chrétienté. Dans la même livraison encore, long document, signé R. Kothen, sur

"L'action sociale de Satan". On y trouve dénoncés, comme manifestation de l'action satanique dans le monde: le roman moderne, le National-socialisme et le communisme.

Cette simple énumération suffit à donner l'image du catholicisme que la revue veut transmettre à ses lecteurs. Pour définir cette image, disons qu'Aujourd'hui Québec se trouve diamétralement opposé à Maintenant, sur tous les sujets abordés par les deux revues.

C - LA LUTTE CONTRE LE COMMUNISME

On ne s'étonnera pas de trouver dans la première livraison de la revue un long document sur le communisme, expliqué et jugé à la lumière des encycliques papales. Mais ces textes à portée doctrinale ne constituent pas, loin de là, la partie la plus importante de l'action d'Aujourd'hui Québec contre le communisme. Le mouvement a plutôt pour but la détection de l'infiltration communiste en milieu québécois. Dans ce travail, la méthode mise en oeuvre est très simple. On la retrouvera dans tous les procès que la revue intente aux institutions auxquelles elle s'attaque.

Dans le numéro de mars 65, Gilles Dandurand signe un article intitulé "La CSN en danger". De quoi s'agit-il? L'auteur signale que Pierre Vadeboncoeur est directeur régional de la Confédération des Syndicats Nationaux, à Montréal. Or, il est impensable, poursuit Dandurand, que un directeur d'un Syndicat naguère catholique soit choisi parmi les collaborateurs de la revue Révolution québécoise. Vadeboncoeur s'est d'ailleurs affirmé publiquement marxiste-léniniste, comme en témoigne un passage d'un de ses articles publiés dans la revue que l'on vient de citer. Mais il suffit de lire le passage allégué par Gilles Dandurand, pour s'apercevoir qu'il ne contient rien de

spécifiquement marxiste. Il contient bien les mots "aliénation" et "révolution", que Dandurand souligne, mais rien d'autre. Mais ces mots appartiennent au vocabulaire de base du marxisme. La CSN est donc en danger. Et Dandurand de conclure: "M. Jean Marchand est-il au courant de l'infiltration marxiste dans la CSN?"

Dans la même livraison, la même méthode d'analyse est appliquée à l'UGECQ (Union Générale des Etudiants du Québec), qui, aussitôt fondée, s'est affiliée à la "Confédération internationale du désarmement et de la paix". Or, cet organisme, déclare la revue, "suit invariablement la politique de Moscou". L'auteur de l'article a donc raison de se demander: "Où va se diriger l'UGECQ"?

Plus tard (mai 65), ce sera Radio-Canada qui subira le même sort. Citant un article paru dans Le Soleil de Québec, Gilles Dandurand est d'avis que "Radio-Canada propage la perversion, la pornographie, l'amour libre, le blasphème, la drogue, la violence et le crime". Il en a surtout contre la perversion du sens esthétique de la plupart des écrivains et des réalisateurs de l'entreprise d'Etat. "Ce qui est moralement mal n'est JAMAIS esthétiquement beau", rappelle-t-il. Mais d'où viennent ces tendances démoralisatrices qui se font jour à la radio et à la télévision, depuis quelques années? Dandurand fait observer que Mao Tsé Toung a justement préconisé la destruction des valeurs morales, dans les pays que le communisme devait conquérir. Il y a donc toutes les chances pour que l'actuelle immoralité des grands moyens de communication au Québec, soit reliée à quelque infiltration communiste. La dernière phrase de l'article, parce qu'elle demeure équivoque, illustre bien le type d'argumentation à laquelle Gilles Dandurand et ses collaborateurs ont souvent recours: "Quels sont les objectifs réels de Radio-Canada?... Ils sont totalitaires, alignés

plus directement sur Moscou et Pékin, que vers Rome et la chrétienté".

Le "Caucus de la gauche", au moment où il eut lieu, devait subir le même traitement. "Le regroupement des forces de la gauche, lit-on dans le numéro de mai 65, a une grande signification," du simple fait que ces hommes s'entendent pour célébrer, le 1er mai, la fête universelle des travailleurs plutôt que celle de Saint Joseph. C'est que "les forces de gauche se sentent solidaires des fêtes du 1er mai de Moscou, de Pékin, de Cuba, et de tous les autres pays communistes du monde".

Citons enfin, pour ne pas prolonger l'énumération, un seul autre article dans le même sens, toujours signé Gilles Dandurand. Il s'agit ici (juin 65) du MLF (Mouvement Laique de langue française), et de son affiliation à la "Ligue française de l'Enseignement", qui est elle-même, nous apprend-on, inféodée à la Francmaçonnerie. Le but de ces deux mouvements étant de vulgariser l'idée de séparation de l'Eglise et de l'Etat, Dandurand réussit à montrer, toujours par le biais de l'action démoralisatrice, que nous sommes, là encore, devant une manifestation de l'offensive marxiste-leniniste au Québec.

Suit un long document sur les techniques de l'infiltration communiste dans le monde. La description de ces techniques semble faite exprès pour servir d'instrument d'analyse de la situation québécoise. Les communistes cherchent en effet, nous dit-on, à contrôler les structures et les moyens d'information qui encadrent les masses: radio et télévision, corps intermédiaires, groupes de pression, groupements progressistes, etc., afin de briser par là les forces morales des peuples qu'ils veulent conquérir. On reconnaît ici la grille, très simple, qu'Aujourd'hui Québec applique à tous les phénomènes sociaux qui lui paraissent suspects.

Les objectifs de la revue étant ainsi définis, on comprendra sans peine ses positions politiques.

C - LA LUTTE CONTRE LE SEPARATISME

Ce n'est pas un hasard, si la revue a choisi de faire paraître, dans son premier numéro, et toujours sous la plume de Gilles Dandurand, un article dirigé contre le séparatisme. Ce texte s'intitule "Le nationalisme en danger"? Le mouvement indépendantiste, déclare l'auteur, s'oriente de plus en plus vers la gauche. Pour ce qui est des "radoteurs" de Parti pris et de Révolution québécoise, est bien évident que ce sont des sympathisants communistes qui ne font que "se servir du nationalisme" pour arriver à leurs fins, c'est-à-dire pour faire la révolution marxiste au Québec. Le R.I.N. lui-même va dans le même sens. Devant ce danger, Gilles Dandurand demande même à ses lecteurs de ne pas appuyer le R.I.N.

Dans le numéro de juin 65, le même éditorialiste devient encore plus explicite. Sans équivoque possible, son article s'intitule: "Un catholique peut-il faire partie du R.I.N."? On va retrouver ici, appliquée avec la même rigidité, la "méthode" critique de Gilles Dandurand, qui est aussi celle de Aujourd'hui Québec. Non, écrit Dandurand, un catholique ne peut militer dans les rangs du R.I.N., pour la raison très simple que le journal de ce mouvement, l'Indépendance, recommande à ses lecteurs la revue Révolution québécoise, qui doit même "prendre place dans la bibliothèque de tout indépendantiste". Avons-nous besoin d'autres preuves? L'infiltration marxiste-léniniste s'est trahie, par le seul fait de cette recommandation d'une revue d'extrême-gauche. Du reste, Pierre Bourgault lui-même, en juillet 1964 déclarait: "L'indépendance est un moyen de nous amener à la révolution populaire et sociale". Tout ce vocabulaire est bien marxiste, remarque Gilles Dandurand, et cadre bien avec ce que l'on sait par ailleurs du chef du R.I.N. Bourgault s'est déclaré agnostique, dans la revue

MacLean, et plus tard, à la radio, et dans des discours publics. Il s'est aussi prononcé, très clairement, pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Voilà pour le mouvement, et pour son chef. Et sur la foi de cette argumentation, Gilles Dandurand peut conclure: "Il est clair qu'un catholique authentique ne saurait militer dans les rangs du R.I.N., s'il veut réellement demeurer catholique".

Comme nous l'avons fait observer, au début de ce Chapitre, les déclarations politiques d'Aujourd'hui Québec se réduisent presque uniquement à la dénonciation du séparatisme, sous toutes ses formes. Et cette dénonciation est l'aboutissement d'un raisonnement simple: le bien est forcément du côté du statu quo, dans tous les ordres de réalité et de pensée; or, les mouvements séparatistes veulent tout bouleverser; il faut donc lutter contre eux. C'est dire que les positions politiques de la revue sont toutes négatives. Dans ses six premiers numéros, la revue n'a pas trouvé une seule occasion de se prononcer pour le statu quo fédératif. Mais comme nous connaissons les motifs de son opposition aux forces progressistes, nous pouvons dire qu'elle favorise implicitement l'option politique qui s'écarte le moins de l'ordre établi. Dans la situation politique actuelle, c'est ce que nous appelons le statu quo fédératif.

III - L'UNION DES ELECTEURS

La revue et le mouvement que nous venons de décrire ressemblent, sur bien des points, au journal Vers Demain et à l'"Union des Electeurs" qui le publie. Catholicisme traditionnaliste, anti-communisme et anti-séparatisme: nous retrouverons tout cela ici, mais en plus rigide. Décrivons d'abord l'orientation générale du mouvement, avant d'aborder ses principaux thèmes idéologiques.

A - Orientation générale

1. Historique

Nous ne décrivons pas ici les théories économiques du major C.H. Douglas, qui sont à la base du mouvement Vers Demain. Douglas a exposé ses théories dans plusieurs livres, dont The Monopoly of Credit (Londres, 1958) et The Meaning of Social Credit (Londres, 1933), source directe du livre de Louis Even: Sous le signe de l'abondance (Montréal, 1946), qui est rapidement devenu la bible des "Bérêts blancs". Les idées de Douglas furent introduites au Canada, en Alberta tout d'abord, par William Aberhart, et leur succès fut tel, que les Créditistes prirent la tête du gouvernement de cette province, dès 1935.

C'est en 1934 que Louis Even prenait pour la première fois contact avec les ouvrages du major Douglas. Breton d'origine, émigré tôt au Canada, le future chef du mouvement Créditiste québécois était alors professeur à Gardenvale, où il fonda d'abord un petit cercle d'études. L'année 1936 vit la fondation de la Ligue du Crédit Social et des Cahiers du Crédit social. Vers la même époque, le P. Georges-Henri Lévesque, directeur de l'Ecole des Sciences sociales de l'Université Laval, publiait une brochure, dans laquelle il établissait que le Crédit Social n'avait aucune attache avec le socialisme, ce qui

eut pour effet de rapprocher le mouvement de la masse populaire catholique du Québec. En 1938, c'était l'adhésion de J. Ernest Grégoire et de Mme Gilberte Côté-Mercier, et en même temps, le premier essor du mouvement dans la province. Comme nous le verrons ci-après, la personnalité de Mme Mercier semble être un élément indispensable pour l'intelligence du mouvement. C'est à la même époque que le journal Vers Demain commençait à paraître.

2. Les permanents

Toute l'organisation du mouvement repose sur un petit groupe de personnes, que l'on appelle les permanents. Leur nombre varie de trente à quarante. Ces personnes sont totalement données au mouvement, n'en reçoivent aucun salaire, et sont soutenues matériellement par des fonds spéciaux affectés à cette fin par l'Union des Electeurs. Comme on s'est plu à le répéter, lors du 25^e anniversaire, les permanents forment une sorte d'ordre profane; "quelque chose, a-t-on dit, qui rappelle l'ordre des Templiers. Ce sont des "moines politiques". Bon nombre d'entre eux demeurent "permanents" pendant quinze ou vingt ans, et ne quittent le mouvement que pour se marier. Ce sont eux qui parcourent les campagnes pour répandre la propagande créditiste, coiffés de leur bonnet blanc, et recouverts des signes les plus manifestes du catholicisme: médailles, chapelets, croix, insignes divers. Leur point d'attache est actuellement la Maison St-Michel, à Rougemont, où ils vivent à la manière d'une communauté religieuse. L'un d'entre eux nous fit remarquer qu'un permanent pourrait aller de Montréal à Vancouver, sans avoir à débouser un sou, tant la solidarité créditiste est forte, et fort aussi, le respect que l'on a pour ces personnes.

Comme Louis Even l'a bien dit, dans une brochure intitulée "Le Crédit social n'est pas un parti politique", le mouvement dont nous nous occupons se considère comme une "force" qui opère au niveau du peuple, plutôt que comme une formation politique particulière. Les partis, estime Louis Even, créent des barrières, et finalement n'ont pas d'action en profondeur. Le Crédit Social préfère demeurer un mouvement, situé au-dessus des partis, et utilisant des méthodes différentes des leurs. L'important, ce n'est pas que le Crédit social prenne le pouvoir, dans une province ou un pays, pour un nombre limité d'années. Ces succès momentanés ne sont pas durables. Mieux vaut concentrer ses forces sur l'éducation populaire. Quand tout le peuple sera pénétré des principes créditistes, le gouvernement sera bien obligé de changer sa politique économique, et deviendra lui-même créditiste.

C'est pourquoi le Crédit Social de Réal Caouette, poursuit l'auteur de la brochure, "est un parti de Judas". Caouette est le "porte-étendard de la trahison", justement parce qu'il a eu recours à l'électorat. Telle est l'origine de l'opposition entre les deux factions actuelles du Crédit Social au Québec.

Plus haut, nous avons dit que le livre de Louis Even: Sous le signe de l'abondance était le livre de chevet de tout créditiste. Le journal Vers Demain, dans ses textes doctrinaux, ne fait que vulgariser le contenu de ce livre. C'est pourquoi nous donnons ici un résumé, très succinct, de la théorie monétaire exposé dans cet ouvrage.

3. La théorie monétaire

La fin de l'ordre économique, écrit Louis Even, est la satisfaction des besoins temporels, et un système économique peut être

considéré comme bon, lorsqu'il pourvoit à la satisfaction des besoins de tous les citoyens. En principe, rien ne s'oppose à ce que ces besoins soient satisfaits. Il y a, d'un côté, des biens à consommer, et de l'autre, des consommateurs; et il se fait que dans un pays comme le Canada, les premiers sont en quantité largement suffisante pour répondre à la demande des seconds.

Mais il y a deux sortes de biens: biens de consommation et biens de capital, qui servent à la production des premiers. C'est ici qu'intervient l'argent. Dans un pays comme le nôtre, il y a abondance de biens, et cependant, on a le spectacle quotidien de la pauvreté.

Les biens existent, la demande aussi, mais c'est l'argent qui fait défaut. C'est que, dans le système économique actuel, le consommateur devient un instrument à exploiter. Les producteurs visent à produire au plus bas prix de revient; ils produisent donc massivement, et s'ingénient ensuite à forcer le consommateur à acheter. Celui-ci n'est donc qu'un instrument, dans le circuit des échanges économiques.

La solution à ce problème, ce n'est pas de supprimer l'argent, mais au contraire, de la placer dans les mains du consommateur, qui, alors orientera lui-même la production.

D'un autre côté, tout l'argent est mis en circulation par les banques qui, toutes, prêtent à intérêt: autre raison qui fait que nous sommes installés en plein système d'exploitation.

La solution à tous ces problèmes est dans la création d'un office national de Crédit, qui contrôlerait l'émission de l'argent, en l'accordant au rythme de la production et de la consommation des biens. Et comme cet argent n'appartient pas aux banques, mais au peuple, l'Office du Crédit verrait à ce que l'argent soit redistribué aux individus, sous forme de dividendes. Ainsi pourrait-on assurer à tous un niveau de vie honnête.

Cette théorie se trouve vulgarisée, popularisée, dans de nombreux tracts, qui reproduisent souvent des articles publiés par Louis Even dans Vers Demain. Les plus diffusés de ces tracts s'intitulent: Syllabaire du Crédit social, Les taxes actuelles sont un mal, L'Ile des naufragés, Le piège socialiste.

Cette brève esquisse de la théorie monétaire du Crédit social permet de comprendre la thématique du journal, qui sera décrite ci-dessous. Mais elle est tout d'abord à l'origine des résolutions du principal congrès du mouvement, celui du 25^e anniversaire, en 1964.

4. Le congrès de 1964

Donnons ici, tout d'abord, un résumé des résolutions de ce congrès:

- a) instauration du Crédit Social par tout le Canada;
- b) que les législatures provinciales procèdent immédiatement à l'instauration d'un Crédit-Québec, d'un Crédit-Ontario, etc.
- c) que chaque citoyen reçoive un dividende de 50 dollars par mois;
- d) que toutes taxes et impôts soient immédiatement abolis;
- e) l'Union des Electeurs proteste contre toute forme de planification et de contralisation gouvernementales: écoles régionales, assurances-santé fédérales ou provinciales, caisse de retraite, plan ARDA, contrôle des hôpitaux par le gouvernement, étatisation de l'électricité et du téléphone, étatisation des loisirs, exploitation par l'Etat de l'industrie et du commerce.

Cette dernière série de résolutions peut étonner, puisqu'elle émane d'un mouvement qui se veut "social". C'est que le Crédit social est farouchement dévoué aux intérêts individuels des personnes, et nullement à leur promotion comme groupe. On a là une caractéristique extrêmement importante du mouvement, sur laquelle tous nos informateurs ont insisté. Ce qui est premier, pour le Crédit social c'est l'individu, et sa "liberté": tout doit être à leur service, et tout d'abord le gouvernement, qui sera avant tout un instrument d'enrichissement des individus. Tout ce qui pourrait tendre à limiter les droits des individus, et tout spécialement celui de la propriété privée, sera donc vigoureusement combattu par le journal Vers Demain, organe de propagande du mouvement.

Voyons maintenant les principaux thèmes développés dans ce journal.

B - Le journal "Vers Demain"

Rien, dans les écrits du major Douglas, ne prédestine le Crédit Social à devenir un mouvement catholique, de tendance fortement conservatrice. La tournure que le mouvement a prise dans le Québec semble devoir s'expliquer en grande partie par la personnalité de Louis Even, et surtout de Gilberte Côté-Mercier, qui rédigent presque à eux seuls tout le journal, depuis plus de 25 ans. Les partisans de Réal Caouette disent d'ailleurs que la disparition de Mme Mercier entraînerait la disparition pure et simple du mouvement. De toute manière, il est sûr que le journal, grand moyen de propagande de l'Union des Electeurs, est fortement marqué par les idées, le caractère, la personnalité de Mme Mercier. C'est peut-être, là aussi, une des grandes causes de la forte cohésion du mouvement. Mme Mercier

vit dans une intimité constante avec les 37 permanents actuels; elle connaît personnellement les quelque 1500 personnes qui se consacrent, à temps partiel, au mouvement; et elle est en contact fréquent avec la masse, estimée "innombrable", de ses sympathisants.

Les années du journal que nous avons pu consulter se ressemblent toutes: on accorde toujours une importance égale aux sujets religieux et à la théorie monétaire du mouvement. Depuis le début du mouvement de libéralisation du Québec, une autre série de thèmes se manifeste, groupés autour de la lutte contre les tendances socialisantes du gouvernement, et contre les forces progressistes en général. C'est pourquoi les articles que nous citons sont surtout extraits des dernières années du journal.

1. Thèmes religieux et moraux

Dans un numéro récent du journal, Mme Mercier exposait sa conception des rapports entre christianisme et politique. L'article s'intitule: "Incarnar le Christ dans la politique" (avril 65). Pour nous, dit Mme Mercier, il s'agit de continuer l'oeuvre du Christ, en 1965: dans le monde profane, dans la vie publique, et plus précisément dans la vie politique. Dans l'Incarnation, "si c'est Dieu tout entier qui se donne, il faut bien que ce soit l'homme tout entier, qui se donne à Dieu"; et comme l'homme est un animal politique, Dieu a droit qu'on le lui consacre aussi. D'un autre côté, "une politique sans le Christ est inévitablement une politique avec Satan". Le Chrétien a donc le devoir de mettre sa religion dans la politique. Voilà tout le contenu idéologique, fort simple, de cet article.

Ces principes sont d'ailleurs susceptibles d'un très petit nombre d'applications. Le christianisme de Vers Demain s'exprimera tout d'abord dans un ensemble, assez abondant, de textes religieux, qui donnent souvent à ce journal politique l'allure d'une revue pieuse: articles sur la Vierge, les Saints, la médaille miraculeuse, les lieux de pèlerinage, la persécution religieuse en Russie; bref, tout un ensemble de thèmes que l'on trouve dans bulletins publiés par les principaux sanctuaires de la Province. Puis, des textes à caractère moral, dénonçant, par exemple, l'impudeur des émissions de Radio-Canada.

De temps à autre, on trouve sous la plume des deux principaux rédacteurs, un article dont le contenu est un peu plus doctrinal, et qui révèle la véritable origine des prises de positions relevées ci-dessus. Le 15 août 64, par exemple, Mme Mercier écrit un long article pour dénoncer tous les maux dont souffre actuellement la moralité publique. Le texte s'intitule "Une maladie mortelle: hypertrophie du corps". L'auteur s'étend longuement sur les diverses manifestations de l'indécence, sur la mode récente du monokini, et trouve dans "l'hypertrophie du corps" l'origine de toutes ces déviations. On voit de quelle conception du monde procèdent ces considérations et ces jugements. Elle explique, pour une bonne part, le climat du mouvement. Lorsqu'on arrive à la Maison St-Michel, par exemple, on est accueilli par un écriteau qui invite les visiteurs à la pudeur: port du pantalon pour les messieurs, de la jupe sous le genou et de la manche trois-quarts pour les dames. Ce seul phénomène, quand on sait l'observer, laisse deviner toutes les autres prises de positions du mouvement.

Vers la même époque (1er mai 64), on trouve dans le journal un autre texte doctrinal important, signé par Louis Even. "Le peuple canadien-français a-t-il une mission"? Tel est le titre de l'article. Selon l'auteur, le Canada français est l'héritier direct des promesses faites par Dieu dans la Bible. Dans l'Ancien Testament, Dieu s'est choisi un peuple: le peuple Juif, qui a été infidèle à sa mission. Le choix divin s'est plus tard reporté sur la France, "fille aînée de l'Eglise", qui finit par être coupable de la même infidélité. Vint ensuite la Nouvelle-France, nouvelle héritière des promesses divines. Aujourd'hui, poursuit l'auteur, la mission providentielle du peuple canadien-français demeure inchangée. Mais le Québec est l'objet d'un "assaut infernal". Il est travaillé par les "forces du mal" comme il ne l'a jamais été. Il ne faut pas s'étonner de cet état de choses, car Québec, comme il a été démontré, est précisément le bastion du Bien, dans le monde actuel. Il est normal que le Mal se dresse contre lui. Les "patriotes de Vers Demain" sont à l'avant-garde du combat entre ces deux forces. Nous verrons ci-dessous ce que sont ces "patriotes": le mot a, certes, une connotation politique, mais il a une portée surtout morale, comme l'indique le texte de Louis Even que nous venons de résumer.

2. La théorie monétaire

Le journal, nous l'avons dit, ne sert qu'à vulgariser la théorie monétaire plus longuement exposée dans le livre de Louis Even. Chaque livraison contient au moins un article sur les taxes ou sur le système créditiste des "dividendes". Un simple coup d'oeil jeté sur les dernières années du journal livre les titres suivants: "La taxes foncière est illogique et infame", "Distribuer au lieu

de taxer", "L'impôt frande la nation", "Le scandale des scandales", "La taxe scolaire à Québec", "Pour faire abolir les taxes", "Taxomanie", "Le dividende, argent de la liberté; le salaire, argent de la servitude", "Les taxomaniaques se disent déçus", "La caisse de retraite, une nouvelle taxe", "Faisons la guerre aux grèves des salaires, organisons la grève contre les taxes, pour les dividendes", etc.

On peut dire qu'on se trouve ici devant l'unique idée économique du mouvement: lutte contre les taxes et pour le dividende. Non seulement, prétend-on, le gouvernement ne devrait pas prendre l'argent des citoyens, mais il devrait leur en donner!

La lutte contre les taxes fait d'abord appel aux instincts individualistes des populations. "Les taxes sont un fléau", dit un article de novembre 64. "Salariés et entrepreneurs, l'impôt sur le revenue gruge vos gages et vos profits. Propriétaires, les taxes municipales et scolaires dévorent vos maisons. Epargnants et héritiers, les droits sur les successions ruinent votre patrimoine".

Mais il faut encore montrer que les taxes ne sont pas un mal nécessaire. On trouve la démonstration dans un tract largement diffusé par les militants. Ce tract s'intitule: "Les taxes actuelles sont un vol - Quatre preuves". Ces preuves peuvent se résumer de la manière suivante. 1) Tous les développements et services publics sont financés par des emprunts, qui augmentent indéfiniment l'intérêt de la dette publique. 2) Les taxes diminuent le pouvoir d'achat du consommateur. 3) Le système des taxes exige un appareil administratif très lourd, qu'il faut encore financer. 4) Le gouvernement a besoin d'argent pour replir un nombre "incalculable" de fonction qu'il devrait laisser aux individus, aux familles, aux groupements de citoyens.

Un autre tract, intitulé "Impôt sur le revenu: un vol", explique encore le système des emprunts gouvernementaux, de la dette publique, des intérêts sur cette dette, et dénonce les banques comme le grand responsable de ce système.

Un autre tract, enfin, réclame "\$50 par mois à chaque Canadien, sans enquêtes, sans taxes". On y explique la théorie selon laquelle la production est le fruit, d'une part, du travail humain, et d'autre part, de la machine, de l'automation, du progrès. Les profits provenant du travail se concrétisent sous forme de salaire; ceux qui proviennent du "progrès" devraient revenir aux travailleurs sous forme de dividende. Or, aujourd'hui, les 9/10 de la production sont dus au progrès. Si l'on estime la production annuelle du Canada à environ 40 milliards de dollars, il faut conclure que chaque citoyen est en droit de recevoir, chaque année, la somme de \$2000. En tenant compte du mauvais fonctionnement du système actuel, Vers Demain estime que chaque Canadien pourrait recevoir, immédiatement, \$50 par mois.

Si nous avons cité ces tracts, c'est qu'ils constituent un autre instrument de propagande, entre les mains du mouvement, et qu'ils sont destinés à rejoindre un auditoire beaucoup plus large que celui des lecteurs du journal. Nous allons les retrouver, ci-dessous, intimement liés à l'action des "patrôtes".

3. La lutte contre le progrès

Ici encore, les titres d'articles sont révélateurs. De Louis Even: "La démocratisation de l'enseignement, une mauvaise cause", "Le citoyen numéroté, confessé, enregistré". De Mme Mercier: "Nos évêques chassés des écoles par le Bill 60", "Le plan ARDA, du socialisme", "La conscription des loisirs: vers un Etat totalitaire".

L'article de Mme Mercier intitulé "Parents, sauvons nos enfants - Le fléau des autobus scolaires" est typique de la manière de Vers Demain. Les autobus qui mènent les enfants aux régionales ont un effet moral néfaste sur les jeunes. Les enfants mal élevés y font la loi, et tous y prennent des habitudes de vie en commun qui préparent les esprits au communisme. Demain ce seront les Cités des jeunes, après-demain, "ce sera le grand voyage à Moscou". En un mot, "Nos écoles régionales, nos Cités de Jeunes sont les antichambres des écoles centrales de Moscou où des enfants de tous les pays du monde sont amenés de force pour y recevoir l'enseignement communiste de la révolution mondiale".

Récemment, Vers Demain est devenue encore plus violent contre les mesures socialisantes du gouvernement Lesage. "Dehors Gérin-Lajoie et Pierre Laporte", dit un article de novembre 64, qui sera bientôt diffusé sous forme de tract. "Gérin-Lajoie nous vole nos écoles. Il en fait des écoles d'Etat centralisées qui soustraient les enfants à l'influence de leurs parents par toutes sortes de moyens. Les commissions scolaires centralisées enlèvent aux parents leurs droits démocratiques. C'est le plan des Sans-Dieu." Pierre Laporte, pour sa part, est coupable de vouloir enlever aux citoyens leurs droits de surveillance sur les municipalités. "Refusez donc de recevoir dans votre ville ces ministres en tournée de propagande. Exprimez vos protestations par tous les moyens pacifiques dont vous êtes capables, lettres, télégrammes, téléphones, demandes de secours aux autorités, etc."

D'autres tracts expliquent que "Les maternelles obligatoires, c'es la Russie", que le plan ARDA, c'est du communisme larvé, que le communisme, d'une manière générale, envahit le Québec.

Cet envahissement viendrait non seulement par la voie gouvernementale, mais aussi par la voie populaire. L'actuelle épidémie de grèves (été 65), par exemple, fait manifestement d'un plan de désagrégation de l'Etat provincial. On cherche par là à jeter les familles dans la misère, à ruiner les marchands et les propriétaires, à semer le mécontentement général et le désordre, ce qui "permettrait aux révolutionnaires d'exécuter des exercices d'émeutes et de déclencher effectivement la révolution communiste". En un mot, conclut ce nouveau tract, "L'année 1967 est l'heure H fixée par les communistes pour la révolution dans le Québec". Un autre tract prévoit même la grève générale pour 1967, et celle-ci coïnciderait avec l'avènement du communisme au Canada français.

Devant cette situation, les moyens d'action sont de deux sortes. Il y a d'abord la prière. "Ne manquons pas d'appeler l'aide de Dieu, de Marie, Reine du monde, et de saint Michel Michel Archange, pour combattre le communisme montant, les grèves qui y conduisent, et pour obtenir la distribution de l'abondance avec la liberté par le dividende du Crédit Social, solution unique contre les abus du capitalisme et du communisme". Mais il y a aussi l'action des "Patriotes", organisée par Mme Mercier, au début de cette année.

Dans un article intitulé "Appel aux armes: pour la contre-révolution" (janvier 65), elle dénonce nettement l'infiltration communiste au Québec. L'unique moyen de salut, poursuit-elle, est le Crédit Social. Notre élite instruite va dans le sens de la planification, des réformes superficielles, alors que c'est le système monétaire qu'il faudrait réformer. Il faut, affirme-t-elle, 10,000 créditistes pour l'armée de la contre-révolution. Si chacun d'eux s'occupait de dix personnes, ce serait le salut pour le Québec.

Le mois suivant (1er février 65), Mme Mercier Titre: "Dix mille patriotes pour la contre-révolution!" Elle rappelle d'abord les faits: le gouvernement du Québec est infiltré de communisme; il faut donc organiser la "résistance", et celle-ci se fera par les "patriotes". Le patriote aura un rôle de "pasteur" et d'"apôtre". Suivent des précisions sur l'organisation concrète de la nouvelle campagne. "Le patriote est l'animateur d'un chapitre. Le chapitre est la zone d'influence du patriote. C'est la liste des personnes qu'il surveille de près, par des contacts personnels et réguliers, pour les éclairer et les orienter dans une action contre-révolutionnaire. Chaque patriote peut facilement animer dix personnes. Nous lui demandons de viser à une liste de dix personnes." Ce patriote visera à éclairer les membres du chapitre, et les amènera à poser des "actes de liberté qui enlèveront le plus possible de pouvoir au gouvernement". L'article se termine par des considérations sur l'importance de la prière, en pareille situation.

Dans le numéro suivant (1er mai), l'organisation de la campagne se précise. Tout d'abord, Mme Mercier énumère les moyens de la contre-révolution. Ils sont au nombre de cinq: le chapelet, la médaille miraculeuse, le journal Vers Demain, les circulaires et la "marche des familles."

Un autre texte précise le rôle des distributeurs de circulaires. Le titre de l'article: "La contre-révolution par 10 millions de circulaires". Il faut d'abord, dit Mme Mercier, trouver 5000 distributeurs disposeront de 500,000 circulaires, à chaque édition. Un demi-million de circulaires, chaque fois. Nous sortirons 20 circulaires dans l'année. Nous pourrons donc secouer l'opinion publique par dix millions de circulaires".

Quant à la "marche des familles", le mouvement en organisa deux: le 23 mai à Québec et le 27 juin 1965 à Sherbrooke. En juillet, rendant compte de la première manifestation, le journal titre: "2500 personnes firent la Marche du chapelet à Québec, le 23 mai dernier". Cependant, ni la radio ni la presse ne mentionnèrent l'événement. Pourtant note Mme Mercier, le défilé avait son point de départ juste devant l'édifice de Radio-Canada. Comment croire, après cela, à l'objectivité de l'information?

Mais les circulaires demeurent le grand moyen d'action actuel, dans la lutte contre-révolutionnaire de Vers Demain. Comme nous l'avons vu, ces circulaires développent deux thèmes, comme le journal: la théorie monétaire du Crédit social et l'opposition aux mesures socialisantes du Gouvernement, qui prend souvent la forme d'une lutte contre le communisme. Un autre thème, qu'on nous reste à voir, groupe tous les éléments de la lutte contre la faction dissidente de Réal Caouette.

4. La lutte contre Réal Caouette

Dès le 1er juin 1962, Vers Demain dénonçait violemment le parti Thompson-Caouette, tout d'abord parce que ce groupement avait recours à l'électorat, ce qui l'obligeait à utiliser des moyens financiers pour arriver à ses fins. Louis Even, auteur de l'article, estime d'ailleurs qu'il ne reste plus rien de créditiste dans la théorie du parti. Entre autres choses, qu'est devenu le dividende? demande-t-il. Le mois suivant, le journal donne un article qui s'intitule: "Ne votez pas Caouette, ne votez pas communiste". En juillet 62, pourtant, c'est-à-dire après la "vague créditiste du 18 juin", Louis Even pouvait se féliciter de ce que le Québec était devenue "la province la plus créditiste". Mais ce sera le seul bon mouvement qu'il aura vers le groupe de Réal Caouette.

Ce qui est sûr, c'est que celui-ci est englobé dans la réprobation actuellement jetée par Vers Demain sur les force progressistes. Et la campagne des circulaires s'attaque au chef créditiste d'Ottawa aussi bien qu'aux ministres du gouvernement provincial.

Pourquoi cela? Parce que Réal Caouette a trahi le Crédit Social, comme l'indique le titre de l'une des circulaires. "Vous êtes créditiste, dit celle-ci, alors ne votez pas pour le parti du Crédit Social. Le parti Caouette-Thompson n'est pas créditiste. Son programme n'est pas du Crédit social. C'est un programme dans le système actuel. Ils le disent eux-mêmes. Caouette met de côté le dividende. Il met de côté les allocations familiales. Rien pour les familles, rien pour les personnes, dans son programme."

Une autre circulaire, qui explique surtout en quoi Caouette n'est pas créditiste, introduit déjà le slogan "Caouettiste-séparatiste-communiste" qui sera développé dans un autre feuillet.

Cette dernière circulaire s'intitule "Les Bérêts blancs sont patriotes, mais nullement séparatistes". Ne pas confondre les Bérêts blancs avec les Caouettistes, demande le texte. "Vous trouverez des Caouettistes parmi les séparatistes, mais pas des Bérêts blancs. Les Bérêts blancs ne peuvent pas être avec des mouvements qui sont noyautés et orientés par des communistes. Nos séparatistes sont communistes, révolutionnaires, quelle que soit l'étiquette de leur mouvement... Les séparatistes sont des menteurs. Ils disent qu'ils sont nationalistes et leur communisme est international; ils se disent indépendantistes, et sont soumis à Moscou... Au Québec, la révolution se prépare..." etc.

On voit à quelle option politique aboutit concrètement la théorie du Crédit Social, telle qu'on la comprend dans le mouvement Vers Demain. Ses adhérents renient leurs plus proches alliés, dès qu'ils perçoivent chez eux des tendances séparatistes, ou simplement autonomistes, qu'ils étiquettent comme crypto-communistes. Une seule chose intéresse ces gens: l'établissement d'un système économique et social qu'il estiment être le seul valable. Comme ce système est compatible avec le statu quo fédératif, ils ne cherchent guère à s'en éloigner. Ils ont par ailleurs des motifs d'ordre religieux et moral, de préférer le statu quo: ils tiennent avant tout à la primauté de l'individu et de la famille, et rejettent a priori tout ce qui pourrait menacer cette primauté.

IV - LA CONFEDERATION DES SYNDICATS NATIONAUX

Nous avons hésité à classer dans le chapitre consacré au statu quo fédératif, les quelques renseignements que nous avons recueillis au sujet de la C.S.N. Les prises de positions politiques de cet organisme sont en effet très peu nombreuses, et nous aurons peu de choses à en dire. Ceux auxquels nous avons demandé l'explication de cette attitude, de la part d'un groupement ouvrier qui est pourtant beaucoup plus canadien-français que la F.T.Q., nous ont dit que la C.S.N. n'était pas différente, sur ce point, de la plupart des syndicats catholiques, qui optent habituellement pour le non-engagement politique. On retrouverait donc ici la classique distinction du "spirituel" et du "temporel". Unité de doctrine, donc, dans l'ordre de la foi et de la morale, et liberté de comportement, dans l'ordre des réalités concrètes, qui englobe la politique. Ajoutons à cela que la personnalité de certains dirigeants de la C.S.N. a pu aider à maintenir ce syndicat dans la ligne de la fidélité à la patrie canadienne.

Dans les résolutions de congrès, comme dans le mémoire que la C.S.N. remet, chaque année, au gouvernement provincial, on trouve la plupart des vœux et représentations qui font l'objet de documents analogues émanant d'autres groupements ouvriers. Les Mémoires de 1960, 1961 et 1962, par exemple, portent sur l'assurance-hospitalisation, sur l'assurance-santé, sur l'assurance-chômage. En plus des grandes mesures de socialisation, ces textes réclament tout ce qui est de nature à revaloriser la situation sociale des travailleurs, et à leur assurer le niveau de vie le plus élevé; par exemple: législation du travail, droits d'association, nationalisation de l'électricité et du gaz naturel (mémoire de février 1962). Quand aux mesures de socialisation

ce seront, par exemple, le contrôle des investissements, les allocations d'assistance et de sécurité sociale, l'établissement d'une politique de l'habitation, un régime d'exemption de l'impôt sur le revenu, l'étude de la situation des travailleurs agricoles, l'étude des problèmes soulevés par l'automation (ibid.).

A travers ces vœux et recommandations, on retrouve donc les efforts habituels des groupements ouvriers, pour réclamer tous les avantages sociaux compatibles avec le maintien d'une économie qui doit se tenir plus proche du type Welfare State, que du type socialiste.

La seule prise de position politique que nous avons cru devoir retenir se trouve dans les actes du congrès de 1962. "La CSN, lit-on dans ce texte, est favorable au rapatriement de la Constitution canadienne, mais pas avant qu'il y ait entente sur la procédure d'amendement. Cette entente doit recevoir l'appui de toutes les provinces canadiennes et tenir compte du caractère bi-culturel et bi-ethnique du Canada". Cette déclaration est à la fois nuancée et vague. Nuancée, car elle admet, avec des réticences, le Rapatriement de la Constitution; et vague, parce qu'elle demeure silencieuse au sujet des moyens à mettre en oeuvre pour assurer le caractère bi-culturel du pays. Contrairement à ce qu'on trouve dans des textes analogues émanant d'autres groupements ouvriers, on ne trouvera pas dans les actes des congrès de la CSN, de très longues considérations sur le sort peu enviable fait aux Canadiens français, au sein de la Confédération. L'accent est plutôt mis sur la conciliation, comme le montrent les lignes suivantes, qui font suite à celles que nous avons citées ci-dessus.

"Le Bureau fédéral est d'avis que nous n'avons pas utilisé pleinement la juridiction de la Constitution canadienne confère aux provinces, ni travaillé à obtenir les mesures qui protégeraient plus

efficacement les droits des Canadiens-français du Québec et des autres provinces, au triple point de vue constitutionnel, économique et social. La population du Québec deviendra séparatiste, le jour seulement où on nous fera la preuve que la sécession représenterait pour l'ensemble de la population une assurance de progrès économique, social et culturel". On reconnaît ici l'expression de la fidélité au statu quo fédératif que nous avons rencontrée dans Cité libre: toutes les libertés que le Québec peut désirer se trouvent déjà inscrites dans la Constitution de 1867; il n'est que de les exploiter, à l'intérieur du cadre déjà existant.

On notera aussi qu'en réclamant des mesures de socialisation, la C.S.N. fait habituellement abstraction du problème que pourrait soulever le financement, provincial ou fédéral, de ces mesures. Elle souligne l'aspect social des questions, et laisse volontiers dans l'ombre leur aspect politique.

Au congrès de 1964, cependant, ce problème sera abordé; et l'on en fera encore état dans le Mémoire remis, la même année, au gouvernement provincial. La C.S.N. dans ce texte, reconnaît que les responsabilités des provinces, dans les domaines de l'éducation, de la sécurité sociale, de l'expansion économique, posent à celles-ci de sérieux problèmes financiers. De plus, ajoute-t-on, le désir de la province de Québec de diriger ses propres affaires bouleversent les tendances centralisatrices qui s'étaient affirmées, depuis la dernière guerre. Mais d'autre part, les charges du gouvernement fédéral sont également très lourdes. Devant ce problème, le mémoire ne propose aucune solution précise, et se contente de dire qu'il faut clarifier les responsabilités de chaque ordre de gouvernement, et partager en conséquence les sources de revenus. Pour arriver à ce résultat, conclut le Mémoire, la formule des conférences fédérales-provinciales est à retenir en principe.

On ne peut énoncer plus clairement sa fidélité au statu quo. Tout aussi claires sont les déclarations de M. Jean Marchand, pendant toute la période où il fut à la tête de la C.S.N. Celle-ci, par exemple, témoigne pour toutes les autres, et reproduit en substance la position adoptée par le mémoire que nous avons cité tout à l'heure: "Tant et aussi longtemps qu'à l'intérieur des cadres de la Confédération nous ne pourrions combler nos propre déficiences et nos propres lacunes, tant aux points de vue culturel, économique et social, je ne crois pas que nous ayons à proposer comme objectif à la population de nous débarrasser de la Confédération".

Si cette prise de position est claire, elle n'a pas été, répétons-le, très souvent exprimée par la C.S.N. et par ses chefs. C'est pourquoi le témoignage de ce mouvement nous semble faible. En fait, un seul des comportements politiques de la C.S.N. semble avoir été quantitativement important: c'est sa lutte contre Réal Caouette et le mouvement créditiste. Mais là encore, on s'opposait moins à la tendance "séparatiste" du chef créditiste, qu'à ses procédés démagogiques, et au péril qu'il pouvait représenter pour l'idéal démocratique cher aux syndicats.

Nous avons dit, dès le début, que nous aurions peu de choses à dire au sujet de la C.S.N. Si nous avons tenu à rendre compte des rares textes où elle exprime ses positions politiques, c'est en raison de l'importance de ce corps intermédiaire, au Québec.

Chapitre II

La réforme de la Constitution

1. La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec
2. La Fédération des Travailleurs du Québec
3. Le parti de l'Union Nationale
4. La Fédération des Jeunes Chambres
5. Formations nationalistes diverses.

I - LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC

Il serait inutile de faire ici l'historique de cette section de la Société Saint-Jean-Baptiste, groupement qui a pour but l'éducation patriotique de ses membres. Elle ressemble à celle des autres sections, dont les objectifs et les méthodes n'ont guère été remises en question, depuis la fondation, sauf au cours des toutes dernières années. La section québécoise a connu, elle aussi, son "virage à gauche". Mais la réaction en sens inverse s'est vite fait sentir. En cela, son évolution est différente de celle de la plupart des autres sections de ce mouvement.

Jusque vers 1958 environ, la pensée et l'action de la Section avaient été exclusivement patriotiques. Cette orientation se retrouve encore dans bon nombre de résolutions émises au congrès de 1961, qui marque pourtant un tournant dans l'évolution de ce groupe. On émet le vœu que "chaque section de la Société fasse des démarches auprès des Commissions scolaires, municipales et maisons d'éducation, pour qu'elles encouragent nos institutions d'assurance canadiennes-françaises". On reconnaît là le thème de l'achat chez nous, qui est commun à tous nos mouvements patriotiques.

La même année, il est également beaucoup question d'une souscription en faveur des minorités françaises de l'Ontario: autre thème, qui traverse les congrès annuels, d'année en année, et qui remonte, pour ainsi dire, à la fondation de la Société. De même, le thème de la re-francisation, que le congrès de 1961 tient encore à souligner: "Il est résolu que la Société fasse pression pour que les tourne-disques payants qui sont placés dans les restaurants, les endroits publics, etc., diffusent du folklore, ou du moins de la chanson française".

Mais la résolution suivante dénonce déjà les "plans conjoints" fédéraux-provinciaux, et annonce les prises de positions sécessionnistes dont il sera question ci-dessous.

De divers côtés, on nous a affirmé que ces tendances nouvelles remontaient à l'année 1958 environ. Mais nous n'avons pu vérifier cette assertion dans les documents écrits, d'une part parce que la documentation mise à notre disposition par la SSJB de Québec était peu volumineuse, et d'autre part, parce que les quelques textes que nous avons pu consulter restent silencieux, sur le point qui nous occupe. Il semble donc que les idées séparatistes circulaient dans la Section, depuis 1958, mais qu'elles ne purent s'exprimer, au niveau de l'action, avant le congrès de 1961.

Les résolutions du congrès de 1960, à cet égard sont assez révélatrices. La SSJB de Québec prie le gouvernement de la Province que "dans toutes les modifications de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, l'on s'en tienne scrupuleusement à l'esprit et à la lettre du pacte fédératif de 1867, spécialement au sujet a) des droits de l'homme; b) de l'enseignement et des problèmes de l'éducation; c) du rapatriement de la Constitution canadienne; d) des droits de l'élément français garantis par le pacte fédératif". La Section québécoise se déclare implicitement convaincue que toutes les revendications des Canadiens français peuvent encore être satisfaites, à l'intérieur du cadre actuel de la Confédération.

Mais les tendances séparatistes allaient bientôt se manifester, dans les résolutions mêmes des congrès.

A - Les tendances séparatistes

Au congrès de 1961, la Société québécoise désapprouvait formellement l'exercice des plans conjoints fédéraux-provinciaux, comme contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution canadienne. De plus, elle appuyait le gouvernement de la province de Québec dans sa volonté d'obtenir du gouvernement fédéral qu'il lui remette les montants d'argent qui lui sont "dérobés par les plans conjoints", en attendant qu'il se retire des champs de taxation "qu'il occupe inconstitutionnellement". Ces résolutions n'étaient que l'expression d'une attitude fortement autonomiste, normale dans une société patriotique.

Mais les résolutions suivantes allaient plus loin. La Société, lue dans les minutes du Congrès, reconnaît solennellement a) que les Canadiens français constituent une nation; b) que cette nation a droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à la liberté de choix entre le statu quo fédératif, la revision de la constitution ou l'indépendance; c) que l'Etat du Québec est l'Etat national des Canadiens français.

Le séparatisme n'est présent ici qu'à l'état de tendance. On veut faire reconnaître le droit du Québec à la sécession, comme à la fidélité au statu quo. Mais par ailleurs, il est bien évident que la déclaration au sujet du Québec, Etat national des Canadiens français, est incompatible avec un statu quo même très assoupli.

Le congrès de 1962 allait préciser, sur un point, les prises de position sécessionnistes de la Société. L'un des principaux voeux de ce congrès peut se résumer comme suit. Il est résolu que, à moins que la Constitution ne soit révisée à la satisfaction de la nation canadienne-française, que la SSJB-1) s'abstienne de participer au Centenaire de la Confédération; et b) demande à toutes les sections diocésaines et à tous les Canadiens français d'en faire autant.

Sans doute, n'a-t-on là aucune déclaration formelle dans le sens du séparatisme; mais le geste préconisé par la Société a une grande portée symbolique. Boycotter la célébration du centenaire de la Confédération, c'est manifester sa volonté de se détacher de celle-ci, d'une manière ou d'une autre.

Le congrès de 1963 manifeste encore les mêmes tendances. Cette fois, on se trouve devant une résolution qui engage le gouvernement provincial à promouvoir l'unilinguisme, au Québec, par tous les moyens en son pouvoir. Les congressistes, ou du moins ceux qui inspirèrent la résolution, semblent avoir l'espoir de faire passer les faits avant le droit: ils veulent inscrire immédiatement dans la réalité ce qui pourrait être une conséquence de l'autonomie de l'Etat québécois.

Il nous a été difficile de déterminer dans quelle mesure ces tendances nouvelles reflétaient les convictions de la masse des membres de la Société. D'une manière générale, on a beaucoup insisté sur l'influence des têtes pensantes: directeurs ou secrétaires, qui se relaient à la tête des différentes sections. Et il semble bien en effet que les tendances séparatistes, comme la réaction qui allait s'opposer à celles-ci, aient été redevables à la pensée et à l'action d'un petit nombre d'hommes, qui réussissaient à entraîner derrière eux la masse des congressistes.

B - La réaction de 1964

Comme nous le verrons au chapitre IV, la Société de Québec avait fini par entraîner vers des positions sécessionnistes la Fédération même des SSJB, dont le siège était à St-Hyacinthe. Le conflit qui devait éclater, en 1964, entre la Société de Québec et la Fédération est largement

redevable à un remaniement intervenu dans la direction des deux organismes: changement de directeur, à la société québécoise, tandis que le secrétaire de celle-ci, qui occupait son poste depuis une dizaine d'années, et qui avait toujours été un des principaux penseurs du mouvement, passait au secrétariat de la Fédération. En un mot, les éléments sécessionnistes passaient à la Fédération, après avoir, depuis plusieurs années, constamment influencé son orientation.

Dès ce moment, la Fédération allait manifester des tendances centralisatrices destinées à mieux assurer la cohésion idéologique des Sections diocésaines. La Société de Québec allait tout de suite s'opposer et avec énergie, à ces tendances. Dans une série de rencontres entre les membres des deux exécutifs, elle allait exiger des dirigeants de la Fédération, qu'ils renoncent à "tout effort d'endoctrinement des sociétés-membres ou de la société canadienne-française dans une orientation politique donnée". Selon la charte de la Fédération, celle-ci, estime la section québécoise, n'a qu'un rôle de conseiller des sociétés membres, et n'a aucune autorité dans le règlement des différents idéologiques qui peuvent surgir entre sociétés-membres. Bref, Québec engage la Fédération à réorienter son action, de façon à se préoccuper des problèmes immédiats de la collectivité canadienne-française dans son ensemble, au lieu de poursuivre un idéal politique à longue échéance qui risque de diviser les Canadiens français.

C'est surtout sur le point précis du séparatisme que les Québécois s'opposent aux vues de ceux qui sont maintenant leurs collègues de la Fédération. "La SSJB de Québec trouve qu'il y a au sein de la Fédération manque d'équilibre entre les efforts faits pour promouvoir l'idéologie séparatiste et indépendantiste, et ~~ceux~~ pour exposer les autres aspects du problème. Systématiquement, depuis quelques années, on a adopté une

attitude négative à l'endroit de toute idéologie constitutionnelle autre que le séparatiste qui seul, a bénéficié au sein du mouvement d'un appui positif. Elle est d'avis que cette préoccupation de promouvoir le séparatisme a fait négliger des problèmes plus immédiats de la réalité quotidienne". Québec semble donc vouloir revenir à l'idée d'une société plus patriotique que politique; elle estime, en tout cas, que la politisation n'est pas une manière de résoudre les problèmes.

Il faut souligner ici que la démocratisation du mouvement est une des idées chères à la Société de Québec. Elle procède, dit-elle, à de larges consultations de ses militants locaux, et même de ses membres. Forte des résultats de cette enquête, elle dit avoir acquis "la certitude que la grande majorité de ses membres dans le diocèse de Québec rejettent l'idée séparatiste". C'est là, à ses yeux, un argument majeur pour engager la Fédération à renoncer à ses tendances politiques récentes. Les régions de la province étant diverses, on doit s'attendre à ce que les tendances politiques varient d'un endroit à l'autre. On ne voit donc pas quel sens pourrait avoir la tentative de nivellement des options que la Fédération semble avoir entreprise. Pour sa part, "la SSJB de Québec ne peut adhérer à une organisation qui ouvertement ou implicitement favorise le séparatisme". Elle reconnaît cependant aux individus et aux organismes le droit d'adhérer à cette tendance politique; mais "elle considère que le séparatisme ou l'indépendance ne peut s'acquérir que par le pouvoir politique, et devant les exigences de sa charte et de ses règlements généraux qui lui interdisent toute action politique, elle ne peut être parti à un tel mouvement".

Plutôt que d'aller vers une refonte de la charte de la Société, comme les prises de positions de la Fédération y invitaient de plus en plus, la Société québécoise est d'avis qu'il faut s'en tenir aux objectifs



traditionnels du mouvement: éducation à la justice individuelle et sociale; information politique objective; éducation du sens de l'honneur et de la liberté, dans tous les domaines de la vie publique au Canada français.

C'est dans cet esprit que la section de Québec se rendit au congrès de la Fédération des SSJB, en juin 1965. Elle était décidée à faire échec à bon nombre de résolutions préparées par le secrétariat de la Fédération.

Le projet de résolution no 19 favorisait l'affirmation de la personnalité internationale du Québec. Cette proposition, estime la société québécoise, part d'un a priori discutable: que le Québec est l'Etat national des Canadiens français. A ses yeux, le soi-disant conflit Québec-Ottawa au sujet des compétences internationales n'existe que dans l'esprit de certains hommes politiques. Il importe en effet de distinguer entre "entente" et "traité". Seul le gouvernement du Canada a pouvoir pour conclure des traités internationaux. On voit sur quoi repose l'argumentation: sur le fait que le Québec n'est pas l'Etat national des Canadiens français. La section québécoise contredit ici, sciemment, une des résolutions de son congrès de 1961.

La résolution no 20 préconisait l'élimination des symboles royaux, dans la vie publique canadienne. La SSJB de Québec "s'oppose officiellement" à cette résolution, parce qu'elle "s'inspire de l'idéologie séparatiste".

Une autre résolution, s'inspirant des déclarations récentes de la Société de Montréal, préconisait pour le Québec le statut d'Etat associé. La Société de Québec déclare, à ce sujet, qu'elle doit s'en tenir au texte du mémoire qu'elle a remis au Comité parlementaire de la Constitution, et s'abstient donc de voter sur cette proposition.

Une autre résolution recommandait, comme moyen de résoudre les



problèmes politiques du Québec, "le recours au comité de décolonisation de l'ONU". Proposition, estiment les Québécois, inspirée par l'idéologie séparatiste, et qui tend à pousser la Société vers cette option politique. A leurs yeux, le vocabulaire utilisé ici témoigne d'une absence de maturité politique et de réalisme. "Parler de colonisation et de rapport de force entre Québec et Ottawa, c'est faire preuve de la plus grande ignorance des réalités sociales et politiques du pays. Cette proposition est à rejeter". D'autres résolutions allant dans le même sens, comme celle visant le retrait de la Gendarmerie royale du territoire du Québec, devaient être rejetées par la Société québécoise, pour la même raison.

On peut cependant s'étonner qu'elle ait également rejeté le projet de résolution tendant à établir le droit du Québec à l'autodétermination. Sans examiner si ce droit n'est pas inhérent à l'idée de nation, elle refuse de l'admettre, comme reflétant l'idéologie séparatiste, et décide de voter contre la résolution.

Depuis 1964, la SSJB de Québec a donc fait une véritable volte-face. Elle renie explicitement les vœux émis par ses congressistes, depuis 1961, et l'esprit qui semblait animer la Section, depuis 1958 environ. Ce revirement allait orienter dans un sens bien défini le Mémoire que la Section devait remettre, au Comité parlementaire de la Constitution, au début de 1965.

C - Le mémoire sur la Constitution

Dans ce Mémoire, la Société québécoise dit avoir envisagé toutes les options politiques qui s'offrent actuellement au Canada français.

La première option "la fusion du Québec au Canada dans un grand tout pancanadien", ne lui semble pas acceptable, parce qu'elle compromettrait la survie du Canada français comme groupe ethnique et culturel.

La sécession complète lui semble tout aussi inacceptable. Tout en reconnaissant que cette option procède d'un "idéal cher au coeur des Canadiens français", elle estime qu'il "ne faut pas écouter que son sentiment". Or, la raison nous dit que cette solution manque de réalisme. En effet, la sécession couperait le Canada en deux tronçons géographiques. De plus, elle irait contre l'intérêt des 700,000 anglophones vivant hors de la Province. Cette solution semble donc "extrêmement difficile à envisager". Il faut, en conséquence, rechercher une formule d'interdépendance entre le Québec et le reste du Canada.

Le fédéralisme coopératif, troisième solution, ne peut être, estime la Société de Québec, qu'une "formule de transition", destinée à mener à une nouvelle conception du fédéralisme canadien. C'est que le fédéralisme coopératif est essentiellement instable, puisqu'il est fondé sur un jeu d'affrontements et de concessions réciproques entre deux ordres de gouvernement.

La quatrième option, celle des Etats associés, "ne constitue pas une théorie politique fermement explicitée". La formule est trop mal définie pour qu'on puisse y souscrire.

Reste enfin la réforme de la constitution, "dans le sens d'un véritable fédéralisme". C'est la solution que préconise la SSJB de Québec, pourvu que l'on tienne compte des précisions suivantes. Il faut d'abord retenir que le fédéralisme est une association d'Etats égaux entre eux, qui confient à un pouvoir central les questions d'intérêt commun, tout en conservant aux Etats membres les pouvoirs nécessaires au maintien de leur autonomie culturelle.

Selon la SSJB de Québec, cette nouvelle constitution devrait reposer sur les principes suivants. a) Une fédération est un accord entre Etats possédant chacun leur propre constitution, possédant aussi le pouvoir de

la modifier, celui de légiférer et de lever des impôts, les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire; ces Etats peuvent aussi traiter avec les pays étrangers "en certains domaines"; ceci implique pour le Québec "une constitution différente de celle des autres provinces. b) Le respect absolu des droits des minorités. c) Le gouvernement central devrait être responsable, pour une part seulement, et qui serait à déterminer, des affaires étrangères, de la défense et de la politique monétaire. d) Respect absolu de l'équilibre des pouvoirs entre le fédéral et le provincial. e) Suppression de toute référence à l'empire britannique, et possibilité de regroupement de plusieurs provinces en Etats supra-provinciaux (e.g. Maritimes, Prairies).

Telle est la formule d'association Québec-Canada que propose la SSJB de Québec. On observera que cette formule demeure, sur la plupart de ses points, assez vague. La confusion constante entre les mots "Etat" et "province" est déjà remarquable. A peu de choses près, cette formule pourrait être compatible, à la fois avec celle des Etats associés, et avec celle d'un Statu quo conçu d'une manière assez souple. A travers les textes, comme à travers les conversations que nous avons eues avec les dirigeants du mouvement, il nous a semblé que la formulation du mémoire avait surtout été influencée par le souci d'aller contre les tendances de la SSJB de Montréal et de la Fédération. La Section québécoise, en un mot, saurait assez bien ce qu'elle ne veut pas, mais beaucoup moins bien ce qu'elle veut. D'où l'imprécision de ce mémoire sur la Constitution.

II - LA FEDERATION DES TRAVAILLEURS DU QUEBEC

Nous décrivons d'abord l'orientation générale de ce syndicat, du point de vue qui est le nôtre, puis ses positions politiques quant à la Confédération et à la situation du Québec par rapport à celle-ci.

A - Orientation générale

La documentation que nous avons pu consulter, au secrétariat de la F.T.Q. - rapports de congrès, communiqués de presse, déclarations des chefs du mouvement - ressemble, sur un seul point, à celle que la Confédération des Syndicats Nationaux avait mise à notre disposition: de part et d'autre, on réclame sans cesse des mesures de socialisation. Mais dès qu'on aborde le domaine de l'engagement politique, les différences apparaissent.

1. L'action pour la socialisation.

Il serait inutile de relever ici les nombreuses prises de position qui vont dans ce sens: elles sont l'accompagnement normal de la vie d'un syndicat. Nous retiendrons plutôt les déclarations relatives aux structures économiques et politiques que le mouvement tend à favoriser.

Dans une allocution datée du 26 février 1965, l'actuel président de la F.T.Q., Louis Laberge, déclarait que "le syndicalisme québécois ne désire pas tellement la disparition de l'Etat bourgeois, rêvée par les marxistes, que sa socialisation, par l'avènement au pouvoir d'un gouvernement social-démocratique, qui reflète fidèlement les aspirations des travailleurs et des autres classes laborieuses de notre société".

Par la même occasion, Louis Laberge réaffirmait l'appui accordé par la F.T.Q. au Nouveau Parti Démocratique. Il exprimait, par le fait même, que son mouvement demeurerait en désaccord avec l'aile gauche, québécoise, de ce parti.

2. L'appui du N.P.D.

C'est ici que la F.T.Q. commence à se distinguer de la C.S.N. Elle appuie ouvertement un parti politique. Dès le mois d'août 1961, la F.T.Q. déclare qu'elle appuiera le Nouveau Parti, aux élections fédérales. Un peu plus tôt (7 juillet), elle avait annoncé que 50 délégués de son mouvement seraient officiellement envoyés au congrès de ce parti. En mai 62, nouvel appel aux membres de la Fédération, que l'on engage pour les candidats du N.P.D. Le 1er mars 1963, après un discours important de M. T.C. Douglas à Toronto, Roger Provost, alors président de la F.T.Q., s'empresse de déclarer que le Nouveau Parti devient désormais "le parti des Canadiens français". Deux semaines plus tard, la Fédération, tout en respectant la liberté de ses membres, les engage encore à voter pour les candidats N.P.D.

Tout récemment, au congrès même du Parti (19 mars 65), Louis Laberge affirmait qu'il considérait le N.P.D. comme la seule "gauche" politique existant au Canada, et donc, comme la seule force susceptible d'abattre les vieux partis.

C'est dire que la F.T.Q. adhère à une théorie politique et économique bien définie. De celle-ci vont découler ses autres prises de position, au niveau de la politique.

B - Option politique

Sur la question de l'avenir politique du Canada et du Québec, la position de la F.T.Q. est nuancée, mais ferme. Elle est caractérisée par une opposition très nette au séparatisme, et par un attachement à la constitution canadienne qui demeure compatible avec la volonté de modifier celle-ci dans le sens des intérêts de la communauté québécoise.

1. Foi en la Confédération

La fidélité à la Confédération est ici intimement liée au choix politique dont nous avons parlé au paragraphe précédent.

Le 12 juin 1961, la F.T.Q. formulait une déclaration importante, au sujet de la Confédération et des droits des provinces. Elle rappelle d'abord un principe fondamental: le Canada est formé de deux nations. D'où l'importance des droits provinciaux, qui ont un caractère inviolable. Mais, poursuit ce document, il y a eu deux siècles de vexations, au niveau fédéral, pour le Québec; il est donc normal que le peuple canadien-français insiste, plus qu'on ne le fait dans les autres parties du pays, sur les droits des provinces.

Pour assurer le respect de ces droits, la F.T.Q. croit que le plus avisé est d'appuyer un parti comme le N.P.D., car "les sociaux-démocrates recommandent, traditionnellement, le droit des peuples à l'autodétermination". Quant aux partis traditionnels, ils ont saboté la Confédération, si bien que le Québec doit maintenant se détourner d'eux.

Mais, malgré l'allusion à l'"autodétermination", le document affirme tout de suite que "le Québec est loin d'avoir fait plein usage de ses droits, au sein de la Confédération". Il faut donc tenter d'exercer ceux-ci, avant de songer à d'autres solutions.

La F.T.Q., pour sa part, est "convaincue que le N.P.D., parce qu'il est détaché de toutes les servitudes financières étrangères et autochtones, est seul capable de répondre aux aspirations populaires, et pourra, ainsi, relancer la Confédération, en revalorisant l'Etat provincial.

A cette époque, la Fédération des Travailleurs semble donc envisager la possibilité de s'en tenir au Statu quo fédératif. Un peu plus tard, cette position subira de légères modifications. Mais nous sommes encore

en 1961; et il est normal que cette fidélité à la Confédération aille de pair avec une attitude nettement anti-séparatiste.

2. Anti-séparatisme et réforme de la Constitution

Un des actes politiques de la F.T.Q. réside dans la déclaration sur le séparatisme, faite au terme du congrès de 1961. Ailleurs, le mouvement insistera sur le fait que cette déclaration n'émanait pas seulement des chefs de la Fédération, mais qu'elle fut le résultat d'un vote démocratique, pris au cours d'un congrès plénier. Les résolutions relatives au séparatisme peuvent se résumer de la manière suivante.

La F.T.Q. mettra tout en oeuvre pour revaloriser l'Etat provincial du Québec, et lui faire donner sa pleine mesure, dans les domaines qui sont de sa juridiction: planification économique, éducation, santé, sécurité sociale, lois ouvrières. Cependant, la F.T.Q. considère encore la Confédération comme le cadre le plus propice à l'épanouissement de la nation canadienne-française, à condition toutefois qu'elle soit réaménagée dans sa constitution et son fonctionnement. La Fédération, enfin, reconnaissant la légitimité des griefs des Canadiens français, s'engage à continuer la lutte pour leur redressement, sans avoir recours à la solution séparatiste.

Les attendus de ces résolutions valent la peine d'être énumérés. Les principaux sont les suivants. a) La nation est une communauté stable, caractérisée par une langue, une culture et l'occupation d'un territoire précis; b) Le Canada est formé de deux nations. c) Le Canada est un pays bi-culturel. d) Un siècle de vexations sur le plan fédéral a conduit le peuple canadien-français à se replier sur l'Etat provincial. e) Toute nation a droit à l'autodétermination. f) Le premier devoir des travailleurs est de faire vivre leurs familles et de leur assurer la

sécurité. g) La sécession risquerait de provoquer une baisse générale du niveau de vie, au Québec.

Remarquons que ces attendus reflètent bien le tiraillement qui existe toujours entre ce que la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec désignait comme les vœux du "sentiment" et ceux de la raison. On reconnaît, d'une part, le droit à l'autodétermination, pour le peuple canadien-français: c'est aller assez loin, dans le sens de l'autonomie. D'autre part, la raison rappelle aux membres de la Fédération, qui sont des salariés, que les solutions extrêmes pourraient compromettre le bien-être dont ils jouissent actuellement, grâce à la Confédération. Ces mêmes salariés demeurent pourtant conscients des "vexations" qu'ils ont endurées, du fait de la structure confédérale du pays. C'est pourquoi la F.T.Q. recommande, finalement, la fidélité à la Confédération, et la réforme du pacte fédératif.

Telle est la position qui allait commander la réaction de ce mouvement à l'ouverture d'une Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le 26 janvier 1963, le Conseil exécutif de la Fédération réitère son appui à l'ouverture d'une telle enquête, qui doit préparer "la négociation d'un nouveau pacte fédératif qui deviendrait la Constitution de notre pays en 1967".

Les vœux du congrès de 1963 allaient dans le même sens. Tout d'abord, au point de vue qui nous intéresse, ils reproduisent substantiellement ceux du congrès de 1961. Les points dont la formulation est quelque peu nouvelle sont les suivants:

On émet le vœu "que la Fédération des Travailleurs du Québec épaulé les efforts du gouvernement provincial en vue du renforcement de l'Etat du Québec par le rapatriement de certains pouvoirs et juridictions, particulièrement dans le domaine de la fiscalité".

Par ailleurs la F.T.Q. "renouvelle et réaffirme son opposition totale et absolue au séparatisme". Elle recommande enfin aux gouvernements de conclure un nouveau pacte fédératif, de rejeter la formule Fulton-Favreau, et de préparer une nouvelle formule de rapatriement de la Constitution qui aurait d'accord de toutes les provinces.

Enumérons ici quelques points de la nouvelle Constitution, telle que l'envisage la F.T.Q. a) On y rappellerait clairement le droit des deux nations à l'autodétermination. b) Dans le domaine de la fiscalité, il y aurait partage équitable des sources de taxation. c) Sécurité sociale, assistance sociale et éducation relèveraient exclusivement des Provinces. d) Toutes les cours d'appel seraient du ressort exclusif des provinces. e) Les deux langues seraient officielles, dans le fonctionarisme fédéral, à travers tout le pays.

Jusqu'ici, la F.T.Q. semble toujours envisager la date de 1967, comme le terme des négociations en vue d'un renouvellement de la Constitution. Mais, comme nous l'ont fait observer certains membres du secrétariat, à mesure que 1967 approche, la F.T.Q. insiste de moins en moins sur le caractère d'échéance de cette date. Elle nuance ses affirmations. Elle ne veut surtout pas que le Canada se trouve dans l'obligation de faire un choix prématuré, qui compromettrait la stabilité de l'emploi, l'équilibre du niveau de vie, et, d'une manière générale, toutes les conditions économiques et sociales qui vont dans le sens de l'intérêt des travailleurs.

3. Depuis le congrès de 1963

Les déclarations anti-séparatistes sont encore aussi vigoureuses qu'au moment du premier congrès, celui de 1961. Le 26 février 1965, à l'occasion de la parution du rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le président Louis

Laberge se déclare heureux de ce que ce rapport vienne enfin réveiller l'opinion canadienne-anglaise. Cependant, observe le président, il ne faut pas oublier que les Canadiens anglais ne sont pas les seuls responsables du mauvais fonctionnement de la Confédération. La présence de la faction séparatiste, au Québec, n'est pas de nature à favoriser une solution harmonieuse des problèmes. "Il est urgent, conclut Louis Laberge, de renverser la tendance séparatiste, si nous ne voulons pas perdre, par défaut, la lutte pour le Canada nouveau... Il importe surtout, maintenant, que les éléments modérés et réalistes du Canada français se manifestent clairement".

Un mois plus tard, devant les membres du congrès de l'Union générale des Etudiants du Québec, connue pour ses tendances sécessionnistes, Louis Laberge rappelle que, sur la question nationale, la F.T.Q. rejette à la fois le séparatisme et le Statu quo. "Nous avons été les premiers, avec le N.P.D., à reconnaître le caractère bi-national du Canada, et, sans adhérer à la théorie de l'Etat-nation, nous croyons à un réaménagement de notre politique par voie de négociations entre les représentants de ce que la Commission Dunton-Laurendeau appelle les deux majorités". Louis Laberge rappelle ensuite que la F.T.Q. a rejeté le séparatisme démocratiquement, en congrès, en 1961 et en 1963, à des majorités de plus de 50 voix contre une. Et il ne croit pas que le sentiment des Canadiens français ait beaucoup changé, depuis cette époque. Et il ajoute: "Mais, si nos membres repoussent l'idée de la sécession comme représentant une menace pour leur bien-être et celui de leurs familles, ils deviennent néanmoins de plus en plus revendicatifs en ce qui a trait à la reconnaissance du français comme langue de travail et de négociation avec le patronat anglophone".

Dans ce tableau d'ensemble, aucune précision au sujet du renouvellement de la Constitution. Peu après la déclaration de Louis Laberge que nous venons de rapporter, le Conseil exécutif du mouvement allait d'ailleurs faire connaître son sentiment sur ce sujet.

Le 8 avril 1965, le Conseil exécutif déclare qu'il n'y a aucune urgence à rejeter ou à adopter la formule Fulton-Favreau. Elle est d'avis qu'il faut "mettre le projet au réfrigérateur". Le Canada est en effet en pleine crise, et, avant de songer à s'accrocher à une formule plutôt qu'à une autre, il faut attendre que cette crise passe. "Cependant, si les travailleurs du Québec désirent confusément une nouvelle constitution, ils veulent qu'une nouvelle répartition des compétences corresponde à des besoins réels et éprouvés par l'usage, plutôt qu'aux schèmes de théoriciens en mal de prestige national".

Qu'on épuise d'abord l'expérience des conférences fédérales-provinciales, déclare le Conseil; ensuite, on verra... "Du reste, les dirigeants de la F.T.Q. sont d'avis qu'il y a actuellement une tendance nette à la décentralisation, dont on ne sait pas encore ce qu'elle donnera".

Les déclarations plus récentes vont encore dans le même sens. C'est-à-dire que la F.T.Q. semble chercher, le plus possible à pousser l'idée d'une négociation Québec-Canada, dans le cadre confédératif déjà établi.

Le 8 mai 1965, par exemple, le Conseil exécutif du mouvement "appuie la suggestion du leader québécois N.P.D., Robert Cliche, en faveur de la négociation d'un traité de réciprocité Québec-

Ontario sur le traitement que les deux provinces devraient accorder à leurs minorités culturelles respectives". Ils se demandent même "si la Commission Laurendeau-Dunton outrepasserait son mandat, en favorisant, à titre d'expérience-pilote, la négociation d'un tel traité de réciprocité".

4. Conclusion.

On comprend aisément les différentes prises de position de la F.T.Q. Elles s'expliquent toutes par le fait que ce mouvement se recrute parmi les classes populaires du Québec. La crainte du séparatisme s'explique par la crainte de l'insécurité matérielle. Les projets de réforme constitutionnelle (avec le vocabulaire qui vise un peu au-delà: "autodétermination", "Etat du Québec") vont bien dans le sens du "sentiment" des masses populaires canadiennes-françaises; on tend même à donner consistance au projet, en fixant une échéance pour sa réalisation. Mais à mesure que l'échéance approche, la "raison", c'est-à-dire le souci des intérêts matériels, reprend le dessus. On demeure tout aussi affirmatif, quand il faut dénoncer le séparatisme; mais on l'est beaucoup moins, lorsqu'il est question de réforme de la Constitution. On déclare plutôt que le projet est à mettre en veilleuse, et si l'on prend position, c'est dans le sens de négociations à l'amiable, qui ont précisément pour but de tourner la difficulté des réformes constitutionnelles.

III - LE PARTI DE L'UNION NATIONALE

Nous essaierons ici de décrire l'évolution récente de l'Union Nationale, en nous appuyant sur les discours et les textes de M. Daniel Johnson, et sur d'autres documents, inspirés par lui. Il faut d'abord considérer tout une période, antérieure au projet de convocation des Etats-généraux, au cours de laquelle la pensée du chef du parti semble être allée en se précisant. Nous examinerons ensuite ce projet lui-même; et enfin, le livre que Daniel Johnson a fait paraître récemment, sous le titre de "Egalité ou indépendance".

A - De l'autonomie provinciale à la réforme de la constitution

Si l'on prend les discours de Daniel Johnson au niveau de 1961, on constate que ses idées ne sont pas différentes de celles qui ont toujours dominé le programme de son parti: le mot d'ordre, c'est toujours l'autonomie provinciale. Lorsqu'il aborde le sujet des rapports entre le Québec et le Canada, son langage est assez vague. Dans un discours adressé aux membres du club Richelieu-Montréal, en septembre 1961, on lit ceci: "Me considérant, bien entendu, comme Canadien, j'affirme que la Province de Québec est au centre de toutes mes préoccupations. C'est pour elle que je veux continuer à travailler. En servant la province de Québec, je sers par le fait même le Canada. Je prétends que tout Canadien digne de ce nom... doit entretenir des sentiments de profond respect pour la Confédération canadienne, mais d'abord de sincère dévotion pour les droits et traditions de sa propre province".

L'autonomie est ici conçue en des termes très larges, ou plutôt, très vagues. Au congrès de l'Union Nationale de 1961, certaines précisions seront apportées sur ce point important du programme politique. En matière d'autonomie provinciale, l'Union Nationale proclame d'abord la nécessité de sauvegarder, de conserver et de reconstituer intégralement la souveraineté du Québec lui résultant de tous ses droits constitutionnels. C'est là une déclaration de principes très générale. La résolution suivante aura le même caractère. Le congrès proclame "l'urgence pour le peuple canadien-français de prendre conscience des droits sacrés qui lui ont été reconnus par la constitution, et de les utiliser au maximum en vue d'assurer le rayonnement d'une civilisation française et catholique sur le territoire québécois". La résolution suivante réitère la volonté du parti de poursuivre cette politique québécoise dans l'absolu respect des minorités. La dernière résolution énonce la volonté du parti de "donner au Québec une politique rationnelle et ferme, dans le domaine économique, social, éducatif et culturel."

Ces déclarations, on le voit, sont à peine plus précises que celles, citées plus haut, du chef du parti. En 1962, cependant, on fera paraître un programme du parti, à la suite du congrès annuel. On peut y lire que l'Union Nationale veut apporter au Québec une politique humaine, socialement juste, vraiment démocratique, financièrement et moralement saine, authentiquement québécoise, et enfin, chrétienne.

Au chapitre de l'indépendance financière et de la souveraineté politique, le parti déclare qu'il veut lutter pour obtenir les points suivants. a) Récupération de l'exclusivité de perception dans le domaine des droits successoraux. b) Récupération des droits prioritaires de la province en matière d'impôts directs. c) Nécessité d'exiger une pleine compensation, chaque fois qu'un plan conjoint est appliqué.

d) Convocation des états-généraux de la nation canadienne-française, en vue de la revision de la constitution. 2) "Conformément à la mission particulière de l'Etat du Québec, assurer le rayonnement de la culture et de la langue françaises".

L'idée des états-généraux est déjà lancée, et l'on remarquera que l'expression "Etat du Québec" apparait ici, pour la première fois, croyons-nous, dans un texte émanant de l'Union nationale.

Mais, quelles que soient les réformes d'ordre politique que cachent ces mots, les réformes d'ordre économique tiennent à demeurer bien conservatrices. Dans sa réponse au Discours du trône, en 1962, M. Johnson s'élèvera contre l'idée d'étatisation. Pour ruiner le bien-fondé des tendances socialisantes, il s'appuie sur une enquête de Raymond Cartier, publiée dans Paris-Match et sur les commentaires de La Croix, au sujet des grèves générales qui eurent lieu en France, en 1961. Selon ces analyses, les nationalisations conduiraient à des conséquences néfastes, au point de vue économique et social. Daniel Johnson cite aussi l'opinion de M. Oliver, selon lequel les nationalisations totales ont été depuis longtemps mises de côté par les socialistes eux-mêmes.

"Les esprits forts du cabinet, poursuit M. Johnson, n'en continuent pas moins de prêcher l'étatisation et la mise en tutelle de la libre entreprise. Ils croient être d'avant-garde, mais les idées sur lesquelles ils voudraient rebâtir l'économie du Québec sont déjà dépassées". Suit le témoignage de F.A. Angers, toujours contre les mesures d'étatisation.

Nous ne reviendrons pas sur ce point, qui est une constante de la pensée de l'Union Nationale. Mais cette prise de position ne procède sans doute pas d'une véritable théorie économique. Elle

reflète plutôt la situation d'opposant dans laquelle le parti est obligé de se maintenir, depuis quelques années.

Le projet des états-généraux allait être présenté en Chambre, en mai 1963. Dès le mois de janvier de la même année, le chef de l'Union Nationale parlait, dans ce sens, aux étudiants de l'Université de Montréal. Il constate d'abord la faillite de la Confédération. La seule voie sérieuse pour sortir de cette impasse, c'est à ses yeux, la création d'une "assemblée constituante". Seraient admis à cette assemblée constituante les délégués, non pas des dix provinces, mais des deux nations, afin qu'ils y jettent les bases d'une nouvelle constitution.

B - Le projet de convocation des états-généraux

Proposé à la Chambre des communes provinciale, le 8 mai 1963, par le député Jean-Jacques Bertrand, le "projet de formation d'un comité spécial pour la convocation des états-généraux" est un élément important de la pensée politique actuelle de l'Union Nationale. Il vaut donc la peine de relever les principaux points du discours, dans lequel le député de Mississiquoi proposait le projet.

Il s'agit tout simplement, dit le député, d'ajuster les structures politiques, de manière à ce qu'elles fonctionnent au meilleur des intérêts de la communauté québécoise et du Canada tout entier. "Le comité n'aura pas d'autre fonction que celle d'aviser aux meilleurs moyens de former et de réunir les états-généraux".

Sa première tâche serait d'entendre tous ceux qui ont une opinion à soumettre. Ensuite, ce comité devrait convoquer les états-généraux. "C'est seulement là, dans ces assises solennelles de la

nation canadienne-française, qu'il y aura lieu de s'entendre sur les objectifs à poursuivre dans une refonte de la constitution. Restera ensuite à discuter, avec les représentants de la nation canadienne-anglaise, lors de l'étape suprême, qui sera l'assemblée constituante".

Aux yeux du député Bertrand, le problème constitutionnel à résoudre est le suivant: comment assurer, dans le contexte d'aujourd'hui, la coexistence harmonieuse, au Canada, de deux nations différentes, ayant toutefois bien des intérêts communs. Le député, pour sa part, ne suggère pas de solution, mais il croit qu'elle doit s'inspirer des suggestions du rapport de la Commission Tremblay, plutôt que des projets de ceux qui veulent tout bouleverser.

Les états-généraux eux-mêmes seront une sorte de vaste congrès de la nation canadienne-française, qui devra être aussi représentatif que possible. Tous les corps intermédiaires, comme aussi toutes les tendances idéologiques, devront y être représentés. Le député rappelle alors que c'est la Société Saint-Jean-Baptiste qui a eu, la première, l'idée de ces états-généraux. Son ambition n'est que "d'en hâter et d'en faciliter la réalisation, en lui conférant une sorte de caractère officiel et parlementaire". Le député souligne enfin que les minorités francophones des autres provinces devraient être convoquées à ces assises nationales, puisque celles-ci entendent agir à l'échelle de la nation, et non de la province.

J. J. Bertrand passe ensuite en revue les options constitutionnelles qui s'offrent actuellement au Canada français. Elles sont au nombre de cinq, et les deux premières sont certainement à rejeter (fusion dans le Canada avec perte de l'identité culturelle, et Statu quo). Les trois autres solutions sont désignées par les termes de

"fédéralisme", de "confédération", et d'indépendance.

Le fédéralisme est un régime dans lequel les diverses compétences: législative, fiscale, administrative, sont partagées entre deux ordres de gouvernement. Si le Canada opte pour cette formule, la fédération devrait, en tout état de cause, être fondée sur l'égalité des deux nations. Quant à la "Confédération", elle est une association d'Etats indépendants, qui s'engagent à gérer en commun leurs affaires internationales. "Si l'union fédérale est une sorte de moyen terme entre l'Etat unitaire et la séparation complète, la Confédération se situe entre l'Etat fédéral et l'indépendance".

Quant à l'indépendance totale, elle peut, elle aussi, être considérée comme une option légitime. "La différence entre les séparatistes et moi, explique Jean-Jacques Bertrand, est la suivante. Eux disent: séparons-nous d'abord, et nous verrons ensuite. Moi, je dis: essayons de nous entendre, plutôt que de nous lancer dans une aventure dont nous ne savons pas où elle nous conduirait".

On voit quelle est la position du député, par rapport au séparatisme. Il ne semble avoir, contre lui, aucune objection de principe. Il ne fait que redouter ses conséquences, et insinue quand même que cette solution pourrait être envisagée, après la tenue d'états-généraux et les délibérations d'une assemblée constituante.

Toujours dans la perspective de ces états-généraux, l'année 1967 commence à prendre figure de date-limite, dans les discours du chef de l'Union nationale. Celui-ci déclare, en Chambre, en avril 1963, que les quatre années qui nous séparent de 1967 sont les années de la dernière chance. Il faut absolument que le Québec réussisse à reconquérir, d'ici là, sa totale liberté d'action. "Ce qu'il s'agit de savoir

maintenant, c'est si cette liberté d'action pourra être obtenue à l'intérieur d'une Confédération canadienne, ou s'il faudra recourir à la solution proposée par les mouvements indépendantistes". Les programmes conjoints, poursuit M. Johnson, sont à rejeter, comme le recommandait déjà le rapport Tremblay, et tout spécialement en matière de culture et d'éducation.

Un peu plus tard (mai 63), M. Johnson explique à ses collègues de la Chambre que "la conjoncture actuelle est favorable à une réforme de la Constitution". Pour M. Johnson, la conjoncture actuelle comprend en effet quatre éléments importants. 1) C'est la fin des grands empires coloniaux et le mouvement général d'émancipation des peuples en voie de développement. 2) Ce sont les changements intervenus, ces dernières années, au sein du Commonwealth. 3) Ce sont aussi les changements intervenus au Canada, la preuve de la faillite de la Confédération étant maintenant faite. 4) Ce sont enfin les changements intervenus dans le Québec, qui est devenu tout à fait insatisfait du régime politique à l'intérieur duquel il essaie présentement de survivre. Il est donc temps, conclut le chef de l'Union Nationale, de refaire le Canada, mais sur la base, cette fois, des deux nations qui le composent.

Vers la même époque, enfin, M. Johnson dira aux membres du Club Kinsmen Fleur de Lys, dans un discours fréquemment ponctué par les mots "Etat du Québec", que la liberté culturelle, réclamée par le peuple canadien-français, est impossible sans la liberté économique, et que celle-ci, à son tour, est irréalisable, sans la liberté politique. "Il faut, conclut l'orateur, à l'Etat du Québec toute la liberté politique nécessaire pour nous permettre de choisir le régime économique le mieux adapté à notre culture particulière".

Ces propos peuvent sembler très audacieux; et ils le sont en effet, si on les détache de leur contexte. On peut faire la même observation, au sujet du livre de Daniel Johnson, que nous allons maintenant résumer et analyser: extrême audace dans les formules utilisées, mais prudence extrême dans les conclusions, c'est-à-dire dans les implications concrètes de ces formules.

C - Le livre de D. Johnson: "Egalité ou indépendance"

Publié en 1965, aux éditions Renaissance, le livre de Daniel Johnson ne fait que reprendre, en les mettant en forme, les propos tenus par le chef politique pendant les trois dernières années. En particulier, on trouvera tout le contenu du livre en ébauche dans deux discours antérieurs. Le premier fut prononcé au Congrès Canadien des affaires publiques, en novembre 1963 ("Emergence de la nation canadienne-française"). Le deuxième est le discours en réponse à l'Adresse, également de 1963 ("Egalité ou indépendance").

Le livre de M. Johnson se divise en trois parties. La première s'intitule "Un pays, deux nations", et elle entend poser les bases de ce que pourrait être une véritable confédération.

Qu'est-ce qu'une nation? demande d'abord l'auteur. C'est une communauté humaine qui se distingue par la langue, la religion, la culture, les traditions, l'évolution historique, et enfin, un vouloir-vivre commun. Il y a donc au Canada deux nations. D'autre part, la nation, phénomène sociologique, cherche spontanément à s'identifier avec l'Etat, entité politique. C'est ainsi que la nation canadienne-française tend actuellement, de toutes ses forces à se constituer en une nation-Etat.

Qu'est-ce que le fédéralisme? demande ensuite M. Johnson. L'authentique régime fédéral est celui où l'autorité de l'Etat se trouve, non pas hiérarchisée, mais partagée par deux ordres de gouvernement dont l'un dans les limites de sa compétence, exerce la plénitude des pouvoirs étatiques. D'autre part, il y a trois formes possible de fédéralisme. Si le partage des pouvoirs dépend de la volonté des Etats-membres, il y a confédération. Si ce partage dépend de la constitution, il y a fédération. Si ce partage, enfin, dépend de la volonté du pouvoir central, il y a tout simplement Etat unitaire décentralisé. Or, c'est bien une fédération d'Etats qui se trouve inscrite dans la Constitution de 1867, puisque l'on confie au pouvoir central les intérêts communs aux deux nations, et aux provinces, les intérêts particuliers.

La deuxième partie du livre s'intitule "L'échec du fédéralisme".

M. Johnson constate ici, tout d'abord, que l'histoire du Canada est l'histoire de deux nations en marche. Or, la source de tous nos problèmes réside dans le fait que l'A.A.B.N. a donné les mêmes droits et confié les mêmes responsabilités à chacune des dix provinces. "C'était asseoir la confédération sur l'hypothèse que chaque province, et pas seulement le Québec, se comporterait comme le foyer d'une communauté nationale". Les provinces luttèrent en effet pour leur autonomie; mais très tôt il se forme une nation canadienne-anglaise, dont le centre fut Ottawa. Les provinces anglophones tendent maintenant de toutes leurs forces à faire d'Ottawa leur gouvernement national, et nul ne peut le leur reprocher. Mais il est non moins douteux que la nation canadienne-française veuille faire, actuellement, du Québec son Etat national.

De là, le conflit qui a surgi entre les deux nations. Mais puisque ces deux nations existent, la première chose à faire serait de reconnaître juridiquement leur existence, et de reconnaître le droit de l'une et de l'autre à l'autodétermination. Actuellement, les deux communautés sont victimes d'une constitution périmée, qui va contre les intérêts de l'une et de l'autre, et qui ne peut que les pousser à se rencontrer dans un rapport d'affrontement.

Le principal défaut de la constitution actuelle réside dans le fait que les pouvoirs des provinces sont suspendus aux caprices d'Ottawa: c'est en effet dans ce sens que la constitution de 1867 a invariablement été interprétée. Mais, comme nous l'avons vu ci-dessus, lorsque le gouvernement central détermine lui-même les droits des provinces ou des Etats-membres, on n'est plus en système fédéral: on est en plein régime unitaire.

Que faire de cette Constitution, demande enfin M. Johnson? Il ne faut surtout pas, répond-il, la rapatrier, car elle conduirait à donner au Québec tout le contraire d'un statut spécial. Il faut plutôt la laisser mourir à Londres, et refaire, ici une constitution vraiment canadienne.

La troisième et dernière partie du livre traite précisément de cette "Constitution nouvelle".

Il s'agit de rien de moins, nous dit d'abord l'auteur, que de prendre un nouveau départ. Si une alliance doit demeurer entre les deux nations, elle doit de toute nécessité être renouvelée. C'est sur proposition de l'Union Nationale, rappelle M. Johnson, que l'Assemblée législative a voté la création du Comité parlementaire de la constitution.

Or, cette constitution vraiment nouvelle, le Canada ne peut la recevoir d'une autorité autre que celle du peuple canadien, exprimant sa volonté par l'intermédiaire d'une Assemblée constituante, ou encore, directement, par voie de référendum.

Concrètement, les solutions qui s'offrent au Québec pour résoudre le problème de son insertion dans le Canada sont en nombre restreint. Le Statu quo est manifestement à rejeter, de même que les solutions de replâtrage. Cela signifie que nous restons devant deux solutions: l'égalité ou l'indépendance. C'est-à-dire une nouvelle constitution, ou le séparatisme. En effet, le séparatisme n'est pas à rejeter a priori, car il se peut que le Québec soit un jour acculé à cette solution, pour des raisons indépendantes de sa volonté. Daniel Johnson, pour sa part, croit qu'il faut tout mettre en oeuvre pour sauver la Confédération.

Cette confédération, poursuit l'auteur d'"Egalité ou indépendance", il y a moyen de la sauver, si on la renouvelle, en l'établissant sur le principe de l'égalité des deux nations. C'est là le grand principe, et le seul à la vérité, auquel on doive tenir d'une manière absolue.

Quant aux modalités concrètes dans lesquelles cette constitution nouvelle pourrait s'incarner, elles ont variées, et M. Johnson renonce à choisir l'une plutôt que l'autre. Celle des Etats associés, dit-il, est intéressante, mais encore faudrait-il préciser le type d'association que l'on choisirait. Quant à la solution qui préconise un "statut spécial", elle n'est pas très claire. Mais peu importe le cadre, estime le chef de l'Union Nationale. Ce qu'il faut assurer, avant tout, c'est l'égalité des deux nations, et le droit de chacune à l'autodétermination. "Fédération, Etats associés, confédération, statut particulier

république: quoi qu'il en soit, le nouveau régime constitutionnel devra donner à la nation canadienne-française tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour assurer son propre destin".

On voit en quel sens nous disions que la position politique de l'Union Nationale est à la fois audacieuse et décevante. Audacieuse, parce qu'elle va jusqu'à envisager, et très bravement, le séparatisme. Mais décevante, parce qu'elle se cantonne en fait dans l'énoncé de principes généraux: Etat bi-national et autodétermination, qui sont compatibles avec une grande variété de structures constitutionnelles.

IV - LA FEDERATION DES JEUNES CHAMBRES

L'histoire récente de cet organisme ressemble à celle de beaucoup d'autres formations analogues, dans la province de Québec: elle comporte un tournant important, entre 1960 et 1965, qui marque non seulement l'option politique, mais aussi l'orientation globale du mouvement. Celui dont nous nous occupons ici a même changé de nom, en conséquence de sa réorientation. Les "Jeunes Chambres de Commerce" tendent maintenant à se désigner elles-mêmes sous l'étiquette de "Jeunes Chambres", pour bien marquer le fait qu'elles sont un mouvement d'éducation destinée aux jeunes de tous les milieux. De même, le journal publié par ce groupement, qui s'appelait "Jeune Commerce", s'intitule maintenant "18-40", pour la même raison.

Notre étude va donc s'articuler, une fois de plus, autour d'une date-charnière. Ici, ce sera l'année 1963.

A - Avant 1963

Quant on parcourt les livraisons de Jeune Commerce antérieures à 1963, on y trouve tous les thèmes propres à un mouvement d'éducation qui s'adresse à des jeunes orientés vers le monde des affaires. Parmi ceux qui sont susceptibles de nous intéresser, retenons le souci d'assainir l'économie canadienne-française, et la fidélité à la Confédération.

Un article qui illustre bien le premier thème, "Les Canadiens français et leur vœu de pauvreté", se trouve dans le numéro de janvier-février 1960. L'auteur reconnaît d'abord que les Canadiens français

sont, en général, très intimidés par les grands complexes économiques anglo-saxons; il leur semble même qu'ils n'auront jamais part à ces richesses. Mais cette situation n'est pas irrémédiable. Le peuple, comme groupe, pourra se dégager de cette situation, si on lui apprend à faire fructifier son argent. Telle est l'oeuvre de mouvements d'éducation, comme les Caisses Desjardins. Et l'auteur de s'étendre sur le moyen de salut que représentent ces mouvements. Ces considérations font partie de ce qu'il y a de plus attendu, dans une revue comme Jeune Commerce. Aussi, n'y insisterons-nous pas.

Les positions politiques de la revue offrent plus d'intérêt. Les articles traitant de ce sujet vont tous dans le même sens. En mars 1959, par exemple, la "chronique du secrétariat" s'étend sur les menées centralisatrices de quatre membres du Conseil fédéral des Jeunes Chambres: ce sont les premières manifestations des difficultés qui amèneront la rupture de 1963. Cependant, le secrétariat réaffirme, à cette occasion, sa foi dans le "système confédératif", et ne songe pas un instant à remettre celui-ci en question.

Dans la livraison du mois d'août de la même année, on trouve un article qui s'intitule "Deux cents ans après la bataille des Plaines d'Abraham". Que sont devenus les conquis d'alors? demande l'auteur. Comment s'entendent-ils avec les envahisseurs de 1760? Tout va pour le mieux: telle est, en substance, la réponse. "La récente nomination du major-général Vanier semble répondre à toutes ces questions. Un gouverneur général canadien, et de langue française, n'est-ce pas là la confirmation de l'indépendance de notre pays et l'établissement définitif du caractère bi-ethnique du Canada?" Canadiens français et anglais ont appris à coexister. Il leur reste, conclut l'auteur, à construire un "canadianisme-adulte", pleinement détaché des mères-patries. L'article se termine sur cette vague désignation d'un but idéal.

Au début de 1961, on revient sur le thème de la bonne entente. L'article s'intitule "Nos chambres sur le plan national" (janvier 1961). Notre mouvement, affirme ce texte, est par excellence le milieu de la bonne entente entre Canadiens. "Il n'est que juste de rappeler quel merveilleux organisme d'entente constituent nos Chambres de commerce de jeunes. Partout la Chambre de commerce est le milieu idéal où les questions les plus épineuses et susceptibles de soulever des passions peuvent être étudiées au mérite, et soustraites à l'aveuglement, aux suspicions des extrémistes, de même qu'aux aléas de la politique... Au lieu de diviser, nous avons cherché à unir. Tous nos travaux, sur le plan national, ont été marqués de cette conviction qu'Esdras Minville a traduite ainsi: "Il n'y a qu'une solution au problème de l'unité canadienne, et il faut la chercher non dans l'assimilation, mais dans la collaboration généreuse des groupes".

En juillet de la même année, ce sera le congrès du 25^e anniversaire du mouvement. Les résolutions de ce congrès vont dans le sens des thèmes que nous avons esquissés ci-dessus. On demande au gouvernement provincial d'instituer un office de la recherche économique. On émet le vœu que "la Fédération étudie la mentalité de nos compatriotes anglo-saxons et qu'elle formule une doctrine de nos comportements généraux à l'égard de ceux-ci". Il est également résolu "que la Fédération se déclare loyale à la Couronne et à la Confédération". Cette résolution indique sans doute que des forces moins purement fédéralistes commençaient déjà à travailler le groupement. On émet enfin le vœu que la Fédération se déclare en faveur du régime de la propriété privée. Cette affirmation solennelle laisse deviner, elle aussi, l'existence au sein des Jeunes Chambres, de tendances progressistes, qui allaient bientôt s'exprimer par une remise en question du système capitaliste.

Mais brusquement, en mars 1962, un article signé Alban Coutu, aborde un "sujet brûlant", comme l'indique son titre. Il s'agit du canadianisme. C'est un fait, observe l'auteur, que ce mot n'a pas le même sens pour les deux groupes ethniques qui composent le pays. Les valeurs culturelles sont différentes, de part et d'autre, et différente aussi, la conception que l'on a de son insertion dans la patrie globale. Il y a là source de conflit entre les deux groupes. "Ce conflit s'installera en permanence chez nous, jusqu'au jour où l'on voudra bien de nouveau établir des normes adaptées à la situation contemporaine, celles de 1867 étant devenues équivoques ou périmées. Ce jour-là, bien des discours inutiles et bien des définitions douteuses se dissiperont, a mari usque ad mare".

Or, le signataire de cet article allait bientôt (septembre 1962) devenir président de la Fédération des Jeunes Chambres. Roger Laliberté, de même tendance qu'Alban Coutu, fut élu à la vice-présidence. C'est ce qui explique l'esprit nouveau qui anime Jeune Commerce, depuis le début de 1963.

B - La nouvelle vague

Ce changement d'orientation allait se manifester par l'apparition de tendances libérales, dans tous les domaines intéressant les membres des Jeunes Chambres, et non seulement dans celui de la politique.

1. Un mouvement de libéralisation

Quand on a perçu l'atmosphère relativement fermée qui était celle du mouvement et de la revue, avant 1963, le premier article publié par Roger Laliberté paraît vraiment révolutionnaire. Il s'intitule "Notre Credo est-il vraiment trop capitaliste?" (janvier 1963). Il faut savoir que la Fédération internationale des Jeunes Chambres de

Commerce, d'inspiration américaine, a un Credo, en sept articles, qui exprime tout ce qui est objet de "foi" pour les membres du mouvement: depuis la Providence divine jusqu'à la libre entreprise. Le texte de ce Credo se trouvait d'ailleurs reproduit en tête de chaque numéro de Jeune Commerce, preuve que la section québécoise avait, en principe, la même rigidité idéologique que la fédération internationale.

Or, ce Credo comporte un article libellé de la manière suivante: "La liberté des individus et de l'entreprise assurera mieux la justice économique. Au dernier congrès des Jaycees (Jeunes Chambres du Canada), Laliberté avait provoqué un véritable scandale, en mettant en doute le bien-fondé de cet article du Credo, qui lui semblait très rigidement capitaliste. "Je pense, écrit Laliberté, ne pas faire une hérésie en disant que cet article de notre Credo est historiquement faux...L'histoire prouve en effet qu'au XVIII^e siècle, la justice économique est venue, en grande partie, grâce à des éléments extérieurs à ce système, et à cause d'une espèce d'opposition que ces forces ont présentée aux tenants du libéralisme économique". Notre Credo, conclut le nouveau vice-président, serait plus juste, s'il tenait compte de l'intervention de l'Etat, tout autant que des droits de la libre entreprise.

Cette volonté de se dégager de l'orthodoxie capitaliste, dans un mouvement jusque là voué aux intérêts des jeunes engagés dans le monde des affaires, est remarquable. Elle aboutira à la transformation complète du mouvement qui tendra bientôt à mettre l'accent sur l'éducation sociale de ses membres, plutôt qu'à servir ses intérêts.

Dans le numéro même où apparaissait l'article de Roger Laliberté, on pouvait lire un autre texte, intitulé "le clergisme au Québec", qui reprenait, avec quinze ans de retard, toute l'argumentation anti-cléricale

de Cité libre. Cet article est précédé d'une Note de la Rédaction qui justifie, aux yeux des lecteurs de Jeune Commerce, la publication de ce texte. "Nous sommes heureux de présenter cet article de fond, écrit pour des adultes. L'auteur livre aux lecteurs un exposé, que nous croyons honnête, sur le cléricalisme au Canada français. Notre but, en publiant cette étude, n'est pas de crier au scandale, mais d'éveiller nos membres à une réalité historique". Ces précautions montrent à quel point ces "membres" étaient mal préparés à accueillir la remise en question proposée par l'article. Le sujet était de nature à provoquer un scandale analogue à celui qu'avait soulevé, un peu plus tôt, la critique du capitalisme instituée par Roger Laliberté.

Dans une autre livraison (mai 1963), E. Seguin reviendra sur l'article incriminé du Credo des Jeunes Chambres de Commerce. Il en fera une étude mathématique, et prouvera, d'une manière apparemment très rigoureuse, que le principe énoncé par cet article n'est qu'à moitié vrai.

Il faut surtout noter que, dans ce milieu, la remise en question de l'univers religieux est tout aussi difficile que celle du capitalisme. Roger Laliberté, par ~~exemple~~, s'empressera de souligner que le Cardinal Léger a déjà tracé la voie que les Jeunes Chambres veulent maintenant suivre: il a, le premier, donné le branle au mouvement de libéralisation (mars 1963). Dans le numéro de mai de la même année, à côté d'un article sur la planification des naissances, que l'auteur souhaite voir acceptée par l'Eglise, on trouve un texte sur "La pensée sociale de l'Eglise", et un autre du R.P. Richard Arès, sur le rôle de l'Etat dans la vie économique de la nation. Dans la même livraison, Roger Laliberté fait le point de l'évolution récente du mouvement, dans un texte qu'il

intitule "La gauche et la droite à la Jeune Chambre". L'auteur s'y déclare contre le respect du statu quo, dans tous les domaines, lorsque ce respect est commandé par un a priori. C'est là précisément, écrit Laliberté, ce qui caractérise la pensée de la droite. Dans la mesure où elle rejette les a priori, Jeune Commerce nouvelle formule est donc de gauche.

Cette évolution allait forcément se faire au niveau des idées politiques. C'est ce qu'il nous reste à voir.

2. La remise en question du fédéralisme

Le texte publié par Alban Coutu, dans la livraison de mars 1963, vaudrait d'être cité au long, car il exprime les sentiments typiques d'un Canadien français issu des classes laborieuses, et qui a accédé à la culture, sinon à la fortune. On retrouvera ici l'opposition du "sentiment" et de la raison. Cet article, notons-le en passant, se propose comme un "message du Président".

"De plus en plus, écrit le président des Jeunes Chambres, et malgré tout ce que me dictent ma raison et ma logique, je cesse d'avoir foi dans ce que, depuis ma tendre enfance, l'on m'a enseigné au sujet de l'histoire de mon pays; c'est-à-dire: le bilinguisme, le canadianisme et la Confédération". Au cours de l'année qui venait de s'écouler, Coutu avait eu l'occasion de parcourir le Canada, de bout en bout. Il constate la présence universelle de l'anglais, même dans les services qui devraient être bilingues.

Ce n'est pas là un fait nouveau, observe-t-il. C'est ainsi depuis toujours. "Dans mon enfance, je me rappelle encore très bien mes premiers voyages par chemin de fer, à Québec, le personnel des trains qui ne parlait pas notre langue, et ces wagons décorés d'un lettrage rédigé avec des mots que je ne comprenais pas. Est-ce que

cela a beaucoup changé? Le train qui m'a amené de Mont-Joli est toujours le train de mon enfance, avec le même personnel". Réfléchissant à son passé et à celui de son milieu, l'auteur peut écrire ce qui suit. "La rage au coeur, ma génération a vu le spectacle quotidien des grandes trahisons... Notre langue et notre culture n'avaient d'utilité qu'au foyer... Quand va cesser le spectacle presque consacré du désordre dans notre nation?... Nous croyons que la vie d'un peuple mérite qu'il s'épanouisse avec un peu moins de frustrations domestiques, sans parler de nos frustrations internationales et politiques. Membres de la Jeune Chambre, nous pourrions être de bien meilleurs artisans de notre destin!"

Sans doute, ce texte n'exprime-t-il aucune option politique précise. Mais il reflète un état d'esprit, qui se manifestera en d'autres occasions sous forme de tendance séparatiste, et qui provoquera bientôt la rupture de la Jeune Chambre québécoise d'avec la Fédération Canadienne.

En mai 1963, G. Young se demande, toujours dans Jeune Commerce, si l'indépendance est souhaitable pour le Québec. Et il répond: "Je suis convaincu que, si les Canadiens français connaissaient leur sort réel dans la Confédération, ils n'hésiteraient pas un seul instant: ils se soustrairaient de cette institution juridique désuète et irréformable; ils se tourneraient vers l'avenir et ils se bâtiraient une patrie nouvelle, où ils ne seraient plus les serviteurs, mais les maîtres incontestés". Et l'article se termine sur une citation de Raymond Barbeau.

Plus tard, lorsque le journal aura commencé de s'intituler "18-40", G. Soucy aura une observation originale au sujet du séparatisme (janvier 1965). Je ne suis pas séparatiste, dit-il. Je suis tout simplement d'ici, sans aucun sentiment d'appartenance à quoi que ce soit, hors

du Québec. "Je ne suis pas séparatiste; ce sont eux qui sont "attachistes". On trouve ici l'expression, assez rare, d'un nationalisme qui ne se construit pas contre le reste du Canada, et qui n'a d'ailleurs pas à prendre cette attitude négative, puisqu'il se fonde sur le fait que le Québec n'a jamais eu le sentiment d'appartenir à autre chose qu'à lui-même.

C - Le conflit de 1963

Les premiers échos de conflit parviennent aux membres des Jeunes Chambres par la voie de leur journal, en août 1963. Roger Laliberté y signe un article sur la "nationalisation" de la Fédération. Les délégués de la Fédération, explique-t-il, lors du dernier congrès tenu à Halifax, au début de juillet, se sont vite rendu compte, dans les débats et discussions de l'assemblée générale, "de la fausse conception que nos confrères anglo-saxons ont du mot nation". Pour eux, "c'est simple, il n'y a qu'une nation au pays, la nation canadienne, ou, pour être plus dans le ton, la nation Canadian. Cette nation est, selon eux, formée de neuf provinces anglophones et d'une province bilingue. C'est un peu simple, ne trouvez-vous pas?" Les délégués québécois ont tenté de faire admettre que le pays est composé de deux nations, car pour eux il est clair que Québec est la capitale nationale des Canadiens français; mais ce fut en vain.

Pour sa part, le président Laliberté est d'avis qu'il faudrait déclarer fédération "nationale", le groupe des Jeunes Chambres du Québec, "sans attendre les bénédictions de l'organisme fédéral". Chaque Jeune Chambre hors du Québec pourrait ainsi s'affilier à la fédération québécoise. Ainsi serait traduit dans les faits le primat des deux nations sur les deux provinces.

En fait, le débat qui s'était élevé, à Halifax, portait sur un point bien précis; et il fut si vif qu'il obligea les congressistes à prolonger leurs assises pendant toute une journée supplémentaire. La Fédération du Québec avait présenté une résolution tendant à faire admettre trois amendements à la constitution du mouvement. 1) Il y aurait désormais deux fédérations nationales des Jeunes Chambres. 2) Au sein de l'exécutif des Jeunes Chambres du Canada, les deux nations seraient également représentées. 3) Au congrès international des Jeunes Chambres, les cinq votes dont dispose le président général seraient répartis de la manière suivante: deux au groupe francophone, et trois au groupe anglophone.

Ces amendements, malgré le débat très vif qu'ils soulevèrent, furent rejetés par le congrès. La Fédération canadienne-française décidait alors de se séparer de la Fédération canadienne. Devenue autonome, elle ne peut d'ailleurs pas s'affilier, pour l'instant, à l'organisme international, qui a refusé de la reconnaître autrement que par l'intermédiaire de l'organisme canadien. Elle n'a donc, actuellement, aucun statut, au sein du mouvement international, bien qu'elle ait toujours été l'une des plus importantes fédérations. Récemment, elle a choisi de provoquer une association des Jeunes Chambres d'expression française à travers le monde. Cet organisme a été rapidement mis sur pied, et il fonctionne maintenant avec la collaboration des Jeunes Chambres suisses, belges, françaises, et celles des pays africains d'expression française. A la Fédération québécoise, on se déclare très satisfait de cette initiative. Il semble en effet que les Canadiens français trouvent dans cette communauté francophone un climat idéologique analogue à celui qui anime leur propre mouvement, alors qu'au sein de

l'organisation internationale, d'inspiration américaine, ils ont toujours eu le sentiment d'être des étrangers.

Pourtant, expliquait encore Roger Laliberté, en octobre 1963, le mouvement québécois ne demandait pas la séparation, mais seulement l'inscription, dans les cadres du mouvement, de son caractère canadien, c'est-à-dire bi-ethnique. "Déjà le NPD et l'Union canadienne des étudiants ont reconnu ce principe, en instituant de nouvelles structures basées sur le caractère bi-national du pays". La mauvaise volonté qui a provoqué la rupture, c'est donc celle des Anglo-Canadiens, plutôt que celle des Canadiens français.

Du reste, écrira plus tard le même président (janvier 1964), ce que l'on considère comme canadien n'est, bien souvent, que ce qui est essentiellement canadien-anglais. Telle est, en tous cas l'expérience du congrès de Halifax.

Cet état d'esprit allait tout de suite se manifester dans le mémoire remis au gouvernement du Québec, en septembre 1963, par les Jeunes Chambres québécoises. "Sans nous préoccuper pour l'instant, lit-on dans ce document, de l'opportunité de l'indépendance pour le Québec, la Fédération croit bon et logique d'affirmer le droit du Québec à l'autodétermination... et demande au Gouvernement qu'éventuellement un référendum soit tenu sur cette question". Ce n'est là qu'une esquisse des positions politiques du mouvement, qui s'exprimeront plus nettement dans son mémoire adressé à la Commission parlementaire de la Constitution.

D - Le mémoire sur la Constitution

Le mémoire reconnaît d'abord que le Canada français constitue une nation, parce qu'il est une communauté historique et culturelle qui possède des institutions propres et qui est établie sur un territoire défini. "Il faut souligner que cette définition, d'inspiration française, s'oppose à la définition anglo-saxonne, qui identifie la nation à l'Etat, c'est-à-dire à une société politique donnée". Cette observation reflète manifestement les difficultés qui ont marqué la vie du mouvement, au niveau confédéral.

Au terme de la définition française, la nation canadienne-française constitue donc une nation. Celle-ci a donc des droits, en particulier, celui de vivre dans un système politique qui protège ses caractéristiques culturelles. Or, l'histoire prouve qu'une nation minoritaire n'atteint pas ce but, dans un système fédératif de type classique.

C'est dire que le "statu quo" fédératif canadien est à rejeter, car il exprime le vœu d'un "fédéralisme éthéré". Ce qu'il s'agit de sauvegarder, ce sont les droits des Canadiens français, comme nation, c'est-à-dire ceux de tous les individus appartenant à cette nation, qu'ils se situent géographiquement dans le Québec ou hors de son territoire.

Pour que ces droits soient sauvegardés, il faut que les pouvoirs suivants soient accordés au Québec. 1) Que les décisions économiques soient toutes coordonnées par le gouvernement du Québec. 2) Que celui-ci ait le contrôle exclusif de tout ce qui relève du bien-être social, de l'éducation et de la culture. 3) Qu'il ait le pouvoir, au plan international, d'établir des délégations. 4) Qu'il puisse étendre sa juridiction sur de nombreux autres domaines, tels que l'immigration, les télécommunications, etc.

Concrètement, les options politiques que les Jeunes Chambres rejettent sont: l'assimilation totale et le statu quo. Quant à l'indépendance, le mouvement déclare: "Cette option, nous la rejetons, non par crainte, mais parce que, pour le moment, nous voulons encore offrir au Canada sa dernière chance". La confédération d'Etats associés est également rejetée, "parce qu'elle suppose, au préalable, l'indépendance de chacun des Etats".

La solution que retiennent les Jeunes Chambres, c'est celle d'un "fédéralisme bi-national". "La Fédération des Jeunes Chambres du Canada français, tout en admettant, pour diverses raisons, que cette option est difficile à réaliser, retient, pour le moment, l'option du fédéralisme bi-national". Cette option comporte cinq éléments principaux.

1) Un statut particulier pour le Québec, qui s'étendrait aux domaines suivants: fiscalité, justice, mesures sociales, statut international, immigration, culture, économie.

2) Présence agissante du Québec au niveau des centres de décision du gouvernement fédéral, surtout au ministère de l'Industrie et du Commerce.

3) Institution d'un système de consultations statutaires entre le gouvernement fédéral et celui des provinces.

4) Institution de certaines structures bi-nationales, au niveau fédéral; au niveau, par exemple, du Sénat, de Radio-Canada, de l'Office du Film, et du bilinguisme de la fonction publique fédérale.

5) Réforme politique du gouvernement des autres provinces, dans le sens du respect du caractère bi-ethnique de tout le pays.

Telle est la réforme de la Constitution envisagée par les Jeunes Chambres. On notera qu'elle est surtout faite de recommandations

générales, qui se tiennent assez loin des modalités concrètes susceptibles de mener à leur application. En fait, les idées politiques du mémoire semblent manquer de fermeté. Les membres de l'organisation que nous avons pu consulter nous ont donné, de cet état de choses, deux raisons. La première vient de l'expérience fédérale malheureuse des Jeunes Chambres. C'est dire que dans leur mémoire, elles proposent un modus vivendi entre les deux nations, auquel elles ne croient qu'à moitié. D'autre part, il semble que les éléments séparatistes soient, actuellement, assez importants dans ce milieu. On a pourtant tenu à ne pas donner un ton nettement séparatiste au mémoire, car cela aurait entraîné la démission d'un certain nombre de Chambres importantes, plus conservatrices.

En un mot, le mouvement que nous venons d'étudier est actuellement travaillé par des forces contraires. L'incapacité où il est d'harmoniser ces forces, se reflète justement dans le caractère plutôt flou de la pensée politique qui s'exprime dans le mémoire remis à la Commission parlementaire de la Constitution.

V - GROUPEMENTS NATIONALISTES DIVERS

Nous ne voulons pas terminer ce chapitre sans mentionner, au moins pour mémoire, deux revues nationalistes, qui ont un caractère très conservateur, et qui semblent favoriser une simple réforme de la constitution, après avoir parfois manifesté des velléités de séparatisme. Ces revues sont peu connues, elles émanent d'ailleurs de groupements qu'on peut considérer comme des chapelles. Leur patriotisme, tout en étant conservateur, a aussi un caractère sentimental très marqué. Il ne faut donc pas s'attendre à trouver ici des positions doctrinales très fermes.

Ces deux périodiques, les "Cahiers de Nouvelle-France" et "Tradition et progrès", ont en commun d'avoir été fondés à la même époque, dans le but de constituer une droite québécoise forte, face à la montée des éléments progressistes.

1. Les Cahiers de Nouvelle-France

Fondés en 1957, ces Cahiers se donnent pour objectif "d'aider la Nouvelle-France, c'est-à-dire la France d'Amérique, à prendre conscience d'elle-même, à mieux comprendre où elle va et à mieux passer les obstacles semés sur son chemin". Revue de pensée chrétienne, elle entend suivre une orientation opposée à celle du Devoir, qui représente, à ses yeux, une déviation de la vraie pensée de l'Eglise. La revue se déclare donc à la fois nationaliste, et conservatrice.

Si le nationalisme de ce mouvement a subi une évolution, son conservatisme est toujours demeuré identique à lui-même, depuis le premier numéro jusqu'au plus récent. En juillet 1958, Raymond Barbeau y proposait sa formule du "corporatisme communautaire". Au début de 1959, la direction de la revue rappelle que le but de celle-ci est

de "ressusciter l'âme de la Nouvelle-France, qui est catholique et française". La même année, au numéro suivant, elle invite ses lecteurs à "militer pour la trilogie unique: Dieu, Patrie, Famille". On reconnaît là le mot d'ordre de l'Alliance laurentienne de Raymond Barbeau. En 1960, la revue fournira d'assez nombreux articles contre le laïcisme. De même, l'année suivante: elle se déclare "contre un ministère de l'éducation", et "contre un secteur de l'enseignement neutre au Québec". Les titres d'éditoriaux de 1962 et 1963 sont dans la même veine: "Allons-nous nous laisser miner par les dangers du laïcisme?", "Qu'on ne confie donc pas tout à l'Etat, qu'on ne lui abandonne pas tout", "Le Bill 60 contredit toute la doctrine catholique de l'éducation", "Le ministère de l'éducation amènera la laïcisation de l'enseignement", "Le ministère de l'Education amènera la disparition des collèges classiques", "Le Québec formera des athées militants".

Cette simple énumération indique clairement le climat général de la revue. Voyons maintenant ses positions politiques.

En avril 1957, André Dagenais donne à la revue un article qu'il intitule "L'Etat libre du Saint-Laurent". Il faut réagir, dit-il, avec "puissance et tenacité", afin de renverser l'actuel mouvement "d'intégration dans l'Etat unitaire anglais d'Ottawa", en créant au Québec "une densité nouvelle pour l'Etat laurentien". Il faut, en d'autres termes, "donner à la Nouvelle-France un corps institutionnel et politique qui soit le sien". La Province de Québec, répète-t-il après bien d'autres, est l'unique patrie politique des Canadiens français, et c'est pourquoi son gouvernement doit obtenir la plénitude du pouvoir politique. "Cet Etat français, poursuit A. Dagenais, concevons-le au sein d'une Fédération ouverte, dans une Communauté canadienne. L'humanité se développe, et des formules politiques nouvelles sont à l'essai. L'Europe,

formée de patries nationales, commence à se fédérer. L'Ukraine et la Biélorussie, faisant partie de l'U.R.S.S., ont leurs représentants aux Nations-Unies. Et le Commonwealth britannique nous donne justement l'exemple désirable. Concevons donc une communauté canadienne, sous la couronne qui l'unit, réunissant des Etats souverains et associés."

C'est là une des toutes premières formulations que l'on ait données de la structure politique connue sous le nom d'Etats associés. Mais la revue prendra bientôt une position notablement plus avancée, car elle commencera à favoriser l'indépendance. Résultat, sans doute, de la présence de Raymond Barbeau dans son équipe de rédaction. L'éditorial d'avril-juin 1958 s'intitule "Les Cahiers Nouvelle-France veulent l'indépendance de la Nouvelle-France". La position politique qui s'exprime ici est sans équivoque. "Notre thèse franche, la seule qui soit légitime en droit et en histoire, celle que nous avons placée sous le signe de l'honneur national, c'est que l'Etat québécois ne doit être dépendant de personne. - Pas même d'Ottawa? - D'Ottawa moins que tout autre. Pas plus, en tous cas, d'Ottawa, que de Londres, de Washington, de Paris, ou... de Toronto. Et nous revendiquons la même indépendance pour chacun des neuf autres Etats de la Confédération canadienne. Les provinces ont délégué des pouvoirs mineurs à Ottawa; elles ne les ont pas cédés; elles pourraient les reprendre".

Ce texte semble recommander à la fois l'indépendance, et favoriser la formule des Etats-associés. Disons, en tous cas, qu'il souhaite la souveraineté de l'Etat du Québec. Vu cette position, la revue peut réclamer, en janvier 1959, le rejet absolu du bilinguisme, et, à la fin de la même année, l'élaboration d'une véritable charte de l'Etat provincial. De toute manière, le groupe qui dirige la revue semble avoir été de moins en moins séparatiste. En décembre 1961, A. Leroux le dit nettement, dans

un article intitulé "Que penser du séparatisme?". Son programme se situe très loin de l'indépendance absolue, et ne fait guère mention des Etats associés. "Education des masses, représentation unie et mieux équipée intellectuellement à Ottawa, acceptation des nécessaires sacrifices imposés par toute rédemption, refonte de la Constitution: voilà, nous semble-t-il, les moyens qui s'offrent à nous pour vivre en paix et en progrès dans ce beau pays, ce Canada, que nos pères ont exploité a mari usque ad mare".

Si l'on parcourt l'unique numéro de l'année 1964, on constate que les positions conservatrices de la revue sont toujours aussi fermes. On dénonce encore le ministère de l'Education, et on se demande s'il ne faudrait pas mettre la revue Maintenant à l'Index. Le séparatisme est classé comme "une mesure inopportune et dangereuse". Les principes du R.I.N., explique-t-on, sont dangereux. Ils préconisent "tous les moyens machiavéliques, comme la violence; ils militent en faveur d'un Etat laïque, anticlérical et antichrétien".

Comme tant d'autres groupes conservateurs, celui qui dirige les Cahiers de la Nouvelle-France sait bien ce qu'il refuse. Il est moins clair, quand il vient pour décrire ce à quoi il adhère positivement. "Il faut réformer la Confédération", affirme l'éditorial de 1964. C'est-à-dire que "Québec n'est pas une province comme les autres. Il doit être un Etat souverain. Le fait doit être reconnu en théorie et en pratique, dans la loi juridique comme dans les actes politiques".

Il y a encore peut-être là une allusion à la formule des Etats associés, mais trop peu nette pour qu'on puisse dire que cette revue souhaite autre chose qu'une réforme de la Constitution. Nous nous trouvons une fois de plus devant un groupe dont les idées politiques sont mal structurées, et qui semble, à cause de cela, se rabattre vers une

option minimum: celle, précisément, dont il est question dans ce chapitre.

2. "Tradition et progrès"

Cette revue, dirigée par Albert Roy, eut une existence éphémère: fondée en 1957, elle disparaît en 1961. Les articles concernant la politique sont peu nombreux. Mais si nous tenons à dire quelques mots de cette revue, c'est qu'elle illustre le comportement, à peu près constant, des groupes à caractère nettement conservateur.

L'anti-progressisme de la revue est nettement déclaré. "Nous serons en désaccord, écrit Albert Roy, avec la gauche, qu'elle loge à Cité libre, à Vrai, au Devoir, à l'Action nationale s'il y a lieu, chez les centralistes Canadian d'Ottawa, des Sciences sociales de Laval, du Rassemblement, ou de toute autre création nuisible au Canada français... Nous saluons avec joie le journal Notre Temps".

Le même article-programme, qui semble, à première vue, réclamer beaucoup pour le Canada français, n'insinue, en fait, rien de plus qu'une réforme de la Constitution. "Nous prônons et réclamons la plus large autonomie pour le seul Etat français d'Amérique qui soit exclusivement nôtre. Nous revendiquons du gouvernement fédéral le respect des prérogatives provinciales, la soumission à la constitution de 1867, et l'égalité pour les Canadiens français, d'un océan à l'autre".

Ici encore, nous retrouvons la présence de Raymond Barbeau. Il développe l'idée que le nationalisme est incompatible avec une idéologie de gauche, quelle qu'elle soit. Il veut par là répondre à l'article publié par J. M. Léger dans L'Action nationale d'octobre 1952, et qui réclamait l'avènement au Québec d'une "gauche nationale". Nous donnerons ici tout simplement un spécimen de l'argumentation de Barbeau. "Le

véritable nationalisme... est créateur, noble, fier, ambitieux et rectiligne. Le nationalisme ne rougit pas de s'élever dans les hauteurs du spiritualisme, d'en imprégner le moindre de ses gestes, qui prennent alors une valeur d'éternité.. alors que le second s'attache à l'homme, en qui il installe toute autorité, toute valeur, toute espérance".

Plus tard, on trouvera un texte de J. M. Deslauriers, sur le thème du "dialogue nationaliste". Les positions politiques qui s'expriment ici restent dans le vague, si bien qu'on peut à peine dire que l'auteur souhaite une réforme de la Constitution. Gauche et droite, constate-t-il, se partagent actuellement le nationalisme canadien-français. D'où la nécessité de trouver, pour l'ensemble des nationalistes, un terrain d'entente qui puisse fonder un dialogue. Les uns et les autres, estime J. M. Deslauriers, devraient se rencontrer "devant l'absolue nécessité de maintenir les cadres de l'Etat provincial", indépendamment de ce qu'ils peuvent penser des gouvernements actuels.

"Tradition et progrès" n'offre rien de plus précis, au point de vue de l'idéologie politique.

Chapitre III

Un statut spécial pour le Québec

1. La Fédération libérale du Québec
2. La Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste

I - LA FEDERATION LIBERALE DU QUEBEC

La Fédération libérale du Québec fut fondée en 1955, dans le but de "démocratiser les structures du parti". La Fédération groupe en effet tous les militants libéraux; ils sont tous appelés à faire entendre leurs voix aux congrès annuels, et peuvent ainsi influencer directement sur la politique du parti. A partir de 1956, où les Libéraux furent de nouveau défaits, la Fédération devait surtout s'occuper de préparer les élections de 1960. Jean Lesage prend la direction du parti en 1958. Aux yeux du nouveau chef, le congrès annuel de la Fédération constitue les états généraux du parti (discours prononcé au congrès de 1958). Vint alors la victoire de 1960, puis celle de 1962.

La volonté de démocratiser les structures du parti libéral par la fondation de la Fédération, est réelle. Il reste cependant que la pensée de la Fédération est largement influencée par celle de ses chefs. Plus encore que dans d'autres mouvements, les déclarations des dirigeants témoignent ici pour l'opinion de la masse des membres. Nous examinerons donc les différentes tendances qui existent actuellement au sein de la Fédération libérale, telles qu'elles s'expriment à travers les déclarations de ses principaux représentants.

Le programme officiel du parti est à peu près muet, quant aux options politiques de la Fédération. Celui qui fut adopté au congrès de 1963 prévoyait la mise en législation des points suivants:

- a) intensification de la vie nationale; b) établissement complet de la charte de l'éducation; c) action en faveur de l'expansion économique; d) mesures destinées à assurer le plein emploi; e) adoption d'un code du travail; f) augmentation du bien-être

général de la population; g) affirmation croissante du rôle du Québec dans la Confédération; h) assainissement de l'administration des affaires publiques. Ces déclarations d'intentions ne révèlent même pas des tendances autonomistes très prononcées. Elles expriment un patriotisme pratique: rien de plus.

Ces résolutions étaient prises, au cours du congrès de février 1963. Les tendances sécessionnistes étaient pourtant bien réelles, au sein du parti, puisqu'au congrès d'octobre de la même année, il y eut une longue discussion au sujet de la scission éventuelle entre la Fédération québécoise et le parti libéral fédéral. Gérard Lévesque défendait la fidélité au parti fédéral, tandis que le ministre René Lévesque, et François Aquin, nouveau président de la Fédération québécoise, prônaient la sécession. Pour prendre le langage des journaux de l'époque, ces deux derniers représentaient l'aile "séparatiste" du parti. Pour cette fois, la victoire alla à la tendance fédéraliste: le projet fut battu, et cela, en dépit des efforts déployés par le nouveau président, pour le faire voter.

La question n'était pas, pour autant, enterrée. Elle fut débattue toute l'année durant, au sein de la Fédération, si bien qu'en juillet 1964, il fallut convoquer un congrès extraordinaire pour liquider ce problème. Les délégués sont alors au nombre de 1400, et ils votent la scission d'avec la fédération nationale. C'est dire que le parti libéral du Québec devient un parti essentiellement provincial.

A cette occasion, le chef du parti, Jean Lesage, devait déclarer: "Nous sommes amenés à constater de façon toujours plus tangible que l'essence même du fédéralisme canadien est de mettre en présence des gouvernements appelés à s'affronter". C'est en

effet, aux yeux de l'orateur, le fédéralisme coopératif lui-même qui pousse à la scission qui vient d'être consommée, car les fédérations provinciales n'ont qu'un seul rôle: refléter aussi fidèlement que possible l'opinion des provinces.

Le chef du parti tirait, de cet événement, une leçon de fédéralisme; et pourtant, l'événement lui-même avait indéniablement une portée sécessionniste. Le fait, et son commentaire par le chef du parti, révèlent, en tous cas, la présence d'une tendance sécessionniste et d'une tendance fédéraliste, au sein de la Fédération libérale du Québec.

1. La tendance sécessionniste

Les propos du ministre René Lévesque sont bien connus, car ils sont de ceux que la presse diffuse volontiers, comme s'ils étaient d'avance adaptés à ce moyen d'information. On sait aussi que ces propos sont assez souvent socialisants et sécessionnistes. Pour illustrer cette dernière tendance, il suffira de rappeler ici quelques-unes des déclarations du ministre.

Dans une entrevue accordée au Financial Post (24 mai 1963), René Lévesque déclare que ceux qui cherchent à promouvoir l'idée d'un Canada "unifié" rendent un mauvais service au pays. L'idée de la Confédération doit en effet être renouvelée. Quant à lui, il est de ceux qui croient qu'il y a, au Canada, non pas 10 provinces, mais deux nations. A cela près, il est d'avis que les deux nations "peuvent encore habiter dans la même maison".

En juillet de la même année, il affirme que Biculturalisme doit signifier, concrètement, bi-nationalisme: deux langues, deux cultures, donc, deux nations au Canada. C'est cette nouvelle réalité, dit-il, qu'il faut substituer à celle, périmée, des dix provinces.

En juin, il déclarait, avec une nuance de menace: "Si les choses ne sont pas arrangées, d'ici quatre ou cinq ans, il n'y aura plus de confédération... Le séparatisme viendra, si les choses ne changent pas rapidement." Le ministre se demande ensuite si le Québec pourrait vivre seul, hors de la Confédération; et il répond par l'affirmative. "Le Canada français n'est plus une nation incapable; il s'est développé techniquement, industriellement, et sa structure géographique, tout comme sa compétence technique, sont actuellement plus enviables que celles d'aucune autre des dix provinces".

Poussant un peu plus loin, dans le même sens, M. Lévesque déclare, en octobre de la même année, devant l'association professionnelle italo-canadienne: "La séparation du Québec? Ce n'est pas la fin du monde!"

Aux étudiants de l'Université Laval, au début de l'année suivante, les propos qu'il tient sont plus modérés, mais il revient encore sur l'idée que la Confédération est à refaire. En effet, "il n'est pas possible de concevoir autre chose qu'un Etat national des Canadiens français." Il fustige alors "ces cataplasmes que sont le néo-fédéralisme et le fédéralisme coopératif". Il termine en soulignant la nécessité de proclamer le droit du Québec à l'autodétermination, et d'en arriver par là à "une formule de confédération nouvelle".

D'autre part, il faudrait rappeler les nombreuses déclarations faites par le ministre contre l'utilisation de la violence. A cela près, on pourrait parfois croire que René Lévesque est devenu franchement séparatiste. En mai 1964, il déclare tout d'abord que le séparatisme serait préférable à la querelle continuelle qu'engendre la Confédération actuelle. Vers la même

époque, il dira aux étudiants du Collège Ste-Marie de Montréal, qu'il rejette le fédéralisme coopératif, et qu'il préconise, pour le Québec, le statut d'Etat associé. Il rappelle par la même occasion qu'en tout état de cause, le principe des deux nations est à substituer à celui des dix provinces.

Vers la fin de l'année (10 décembre 1964), il ira jusqu'à dire: "Je ne suis pas séparatiste, mais je pourrais le devenir"; et il répétera encore, le 23 décembre, qu'un Québec indépendant est parfaitement viable.

Mais René Lévesque n'est pas le seul à illustrer, par ses propos, la tendance sécessionniste qui existe au sein de la Fédération libérale du Québec. Les déclarations de François Aquin, sans aller aussi loin que celles du Ministre des richesses naturelles, doivent être rattachées à la même tendance. Elles reflètent d'ailleurs les mêmes intentions socialisantes.

Il faut citer ici certains extraits du discours tenu par François Aquin au congrès de septembre 1964. "Nous continuerons, dit-il, la lutte pour transformer dans un sens moderne nos institutions juridiques, et pour assurer à tous, par le truchement de l'Etat, l'éducation gratuite et la sécurité sociale." Les propos qui suivent rappellent toute une partie du vocabulaire séparatiste. "Nous continuerons à lutter pour conquérir au Québec, dépersonnalisé par des siècles de colonialisme, sa personnalité. Pour conquérir cette personnalité, il faut constitutionnellement assurer les conditions extérieures de notre affirmation nationale, et il nous les faut politiquement, économiquement, socialement et culturellement, nous donner, à l'intérieur, des horizons nouveaux". Si l'allusion au colonialisme était audacieuse, la phrase qui suit explique dans des termes assez vagues les moyens de reconquête que la Fédération envisage d'utiliser.

Si le reste du discours peut être considéré comme un document sécessionniste, ce n'est pas qu'il contienne aucune idée précise dans ce sens. Mais les revendications qui s'y expriment sont si nombreuses et si importantes, qu'elles donnent au discours tout entier un ton sécessionniste. "Il n'y a aucun doute que l'Etat du Québec doit posséder en propre ces leviers essentiels de son affirmation nationale, que sont la fiscalité, l'économie, le pouvoir entier de planifier, les finances, l'éducation, la sécurité sociale et les moyens culturels. Seul un pacte confédératif véritable peut lui permettre cette autonomie vitale. Pour réaliser cet **ordre** nouveau, le Québec doit s'affirmer nationalement devant le reste du Canada... Je suis de ceux qui croient que cette affirmation, plutôt que de nuire à la compréhension, pourra favoriser le début d'un dialogue vrai établi entre égaux".

A la vérité, la différence entre ce discours de Fr. Aquin et certains textes de Jean Lesage réside peut-être dans le ton, plutôt que dans les idées. Le président de la Fédération se veut agressif, revendicateur; ce qui donne à ses propos une coloration sécessionniste. Repris sur un tout autre ton, par le chef du parti, ces mêmes propos paraissent beaucoup plus conservateurs.

2. Un statut spécial pour le Québec

Au même congrès, M. Jean Lesage adressait lui aussi un discours, et sensiblement sur le même sujet. "Le Québec, disait-il, est l'expression politique du Canada français, et il joue le rôle de mère-patrie de tous ceux qui, au pays, parlent notre langue." On n'a ici que l'affirmation de l'existence d'une nation canadienne-française. Mais comment ce fait va-t-il se traduire dans la réalité politique? "Notre province, poursuit le chef libéral, a des

traits particuliers, qu'il est de son désir de sauvegarder". Affirmation, maintenant, du fait que le Québec n'est pas une province comme les autres. Mais nous arrivons aux précisions de caractère politique: "Nous vivons dans un cadre constitutionnel qui, en évoluant et en s'améliorant, doit permettre à notre communauté d'atteindre elle-même, et par les moyens qui lui conviennent, les objectifs qu'elle s'est librement fixés."

Ces propos sont manifestement animés par la volonté d'atténuer l'image d'un changement qui pourrait être brusque, et qui pourrait briser le cadre déjà existant. Expliquant la portée concrète de ce changement, M. Lesage dira tout simplement: "Le Québec d'aujourd'hui doit posséder, dans la mesure du possible, les leviers économiques, sociaux, administratifs et politiques grâce auxquels, et grâce auxquels seulement, il pourra réaliser ses aspirations légitimes de peuple adulte".

Les autres déclarations du chef libéral, sur le problème de l'insertion du Québec dans la confédération canadienne vont toutes dans le sens de l'obtention d'un statut spécial pour la Province. Au demeurant, ces déclarations sont habituellement très respectueuses, à l'endroit de la structure fédérale du pays.

A l'inauguration de l'édifice commémoratif des Pères de la Confédération, à Charlottetown, M. Lesage tenait un important discours. Les circonstances l'invitaient tout naturellement à préciser sa pensée, sur le sujet qui nous intéresse. C'est peut-être en raison de la solennité de la circonstance, que les propos de M. Lesage furent alors extrêmement nuancés. "Nous percevons la Constitution canadienne comme un cadre juridique devant permettre l'épanouissement des divers groupements humains qui vivent dans notre pays. Le Québec, à cause de ses caractères particuliers,

à cause de la culture à laquelle appartiennent la majorité de ses citoyens, à cause surtout de sa volonté maintenant permanente d'épanouissement, souhaite fermement que le cadre constitutionnel de l'avenir, en évoluant et en s'améliorant, tienne mieux compte qu'actuellement, des aspirations, que nous croyons être légitimes, d'un des groupements fondateurs de la confédération canadienne".

Le caractère "particulier" du Québec doit être traduit dans la réalité politique: telle est l'idée du premier ministre du Québec. Il est entendu que ce statut spécial devra s'obtenir sans rupture des cadres déjà existants. Comme il le répétera encore, le 4 mars 1965, "Québec obtiendra son "statut spécial", par son droit de veto et son pouvoir de marchandage". Même déclaration, un peu plus tôt (1er février 1965), du ministre Pierre Laporte. La formule renouvelée de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, dit-il, doit accorder un statut spécial aux Canadiens de langue française.

Que la plupart des voix autorisées du parti libéral québécois tendent actuellement à opter pour le "statut spécial": cela semble évident. Il est pourtant à peu près impossible de savoir ce qu'ils mettent, exactement, sous ces mots. La formule est vague, et les précisions qu'on apporte pour l'expliquer, sont souvent tout aussi élastiques que la formule elle-même. C'est que l'option que nous essayons maintenant d'illustrer représente une solution de prudence. Elle permet de poser des exigences minimum, tout en se taisant, sur l'ensemble du problème.

Solution de prudence, elle pourra être aussi, à l'occasion, une position de repli, pour un mouvement qui se verra dans l'obligation de reculer, après avoir tenu des positions jugées trop avancées. Telle est bien la fonction de ce "statut spécial", pour la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, que nous allons maintenant étudier.



II - LA FEDERATION DES SOCIETES SAINT-JEAN-BAPTISTE

Fondée en 1950, la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste est un organe de coordination entre les différentes sociétés diocésaines. Du moins, est-ce ainsi, nous l'avons vu, que la Société de Québec interprète la charte de la Fédération. Celle-ci, cependant, depuis quelques années, a tendu à devenir l'inspiratrice idéologique des sections diocésaines. Dans cette action, elle s'est progressivement rapprochée de l'aile sécessionniste du mouvement, qui, nous dit-on, est très importante. On nous a également affirmé que cette évolution s'est amorcée vers l'année 1958; mais rien, dans la documentation qu'on a mise à notre disposition, ne nous a permis d'en déceler les manifestations, avant la date de 1962.

A. Avant 1962

Les actes des congrès annuels, pour ces années, ressemblent à ceux des sociétés diocésaines. La fédération comme ses filiales, est un organisme patriotique, et les thèmes idéologiques qu'elle développe sont ceux du nationalisme le plus traditionnel. Au congrès de 1958, par exemple, les principales résolutions vont dans le sens de la "refrancisation": il faut du français sur les enseignes, dans la toponymie, dans la chanson populaire; enfin, dans tous les domaines qui ont une influence sur l'éducation des masses.

Les tendances idéologiques qui se développeront, un peu plus tard, sont parfois sensibles, dès cette période, dans l'emploi d'un certain vocabulaire. Lisons, par exemple, cette résolution de 1959: "Il est unanimement résolu que le gouvernement de la Province de Québec, gouvernement national des Canadiens français, ayant pour but et objet l'épanouissement d'une culture et la

promotion d'une nation, prenne les mesures fiscales nécessaires pour accroître les ressources mises à la disposition de l'éducation". Dans la désignation du gouvernement du Québec, on fait ici un premier effort pour lier le national au politique. Et ce n'est sans doute pas un hasard, si, à ce même congrès, on commence à se préoccuper, d'une manière plus systématique qu'auparavant, des relations fédérales-provinciales. En effet, au terme de ce congrès, "il est proposé et unanimement résolu qu'un comité soit formé au sein de la Fédération, afin de colliger les opinions de notre Société sur toutes les questions relevant des gouvernements provincial et fédéral, et qui peuvent exercer une influence sur la vie nationale".

En 1960, cependant, les aspects politiques des questions débattues ne sont guère mises en évidence. On se contente de recommander au gouvernement de la Province de stimuler la reconquête économique du Québec, d'accélérer l'étude des problèmes de l'immigration, de créer un conseil d'orientation économique, et de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour que l'hymne "O Canada" soit reconnu comme hymne national canadien.

L'année suivante, la Fédération adresse une partie de ses recommandations au gouvernement fédéral: choix d'un drapeau national distinctif, reconnaissance de l'hymne "O Canada", juste représentation francophone dans les services administratifs d'Ottawa: on voit à quel point la Fédération respecte alors le cadre fédéral. Elle emploie la presque totalité de ses énergies à s'y accommoder.

Mais à partir de 1962, lasse sans doute de ces efforts demeurés sans résultats, elle songe moins à s'adapter au cadre, qu'à le modifier. Pour le montrer, nous allons parcourir les principaux thèmes qui traversent les congrès nationaux, de 1962 à 1965.

B - De 1962 à 1965

1. Les problèmes constitutionnels

En 1962, la Fédération, dans l'une de ses principales résolutions, reconnaît solennellement que les Canadiens français forment une nation, et que celle-ci "a, comme telle, le droit à l'auto-détermination, c'est-à-dire le droit de choisir librement entre les principales voies qui s'offrent à elle aujourd'hui, savoir: soit l'intégration complète dans le "grand Canada", soit la conservation de la structure fédérale actuelle, soit la revision de la constitution pour obtenir une plus grande autonomie provinciale; soit l'indépendance du Québec avec ou sans association avec le Canada anglais". Et l'on répète que, de toute manière, le Québec est l'Etat national des Canadiens français.

En 1963, il fut beaucoup question, au cours du congrès, des tiraillements que le Québec éprouvait, quant à sa situation politique, les deux options majeures paraissant alors être, d'une part, la refonte de la constitution, et d'autre part l'indépendance avec ou sans l'association au Canada anglais. Devant ces incertitudes, les délégués prient la direction de la Fédération de confier à un comité spécial d'orientation l'étude de la question. Cette étude, à leurs yeux, devrait porter principalement sur les points suivants: a) avantages et désavantages de l'indépendance avec ou sans association; b) avantages et désavantages d'une constitution refaite à la satisfaction des Canadiens français; c) définition des exigences fondamentales des Canadiens français du Québec dans l'optique d'une telle refonte.

En 1964, sans revenir sur les projets précédents, on recommence à se préoccuper du cadre fédératif actuel. Les résolutions prennent alors une tournure très solennelle. "Les délégués de la

Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec..., groupant 300,000 Canadiens français, par 17 sociétés diocésaines ou régionales affiliées, rejettent et dénoncent le fédéralisme coopératif comme une forme non équivoque de suicide national". On se souvient que la Société de Québec, à cette occasion, s'était violemment opposée à cette résolution, qui fut quand même votée. Dans la même résolution, les délégués de la Fédération recommandent au gouvernement du Québec d'accélérer la récupération immédiate et complète, c'est-à-dire à 100%, des champs de taxation concernant l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur les profits des compagnies et l'impôt sur les successions. Elle recommande également le refus de toute formule de péréquation, quelle qu'en soit la nature, et le retrait, "graduel, rapide et complet" de tous les régimes conjoints fédéraux-provinciaux. Suivent d'autres recommandations engageant le gouvernement du Québec à résister à toute tentative d'empiètement fédéral sur les droits provinciaux. On souhaite enfin une accélération des travaux entrepris en vue de la réunion des états généraux de la nation canadienne-française.

Cependant, dès 1962, la Fédération avait recommandé de boycotter la célébration du centenaire de la Confédération, si une révision de la constitution n'intervenait pas, avant 1967. Nous avons déjà trouvé cette résolution, parmi celles qui furent votées au congrès de la Société de Québec, la même année, celle-ci étant alors la principale inspiratrice de la Fédération. Il faut enfin retenir, parmi les résolutions de 1962, le rejet de la formule Fulton-Favreau, et les félicitations adressées au gouvernement du Québec pour la "lutte constitutionnelle" qu'il est en train de poursuivre.

Une autre série de résolutions, parallèle à la première, traverse les congrès. Celle que nous venons de décrire se préoccupe surtout de la réforme du cadre constitutionnel. La seconde série concerne la situation du Québec à l'intérieur de ce cadre, et tend, pour ainsi dire, à faire passer les faits avant le droit: par mille suggestions, on essaie de faire "comme si" le Québec était un Etat souverain; ou en tous cas, on tente d'assouplir au maximum le cadre fédératif, sans trop se demander si on n'est pas, parfois, en train de le disloquer.

2. Accroissement des pouvoirs politiques du Québec

En 1962, le congrès de la Fédération demandait au gouvernement du Québec de prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour exercer sa juridiction, pleine et entière, sur la totalité du territoire du Nouveau-Québec et des autres territoires québécois. Il suggérait aussi, pour plus d'efficacité en ce domaine, d'établir un "Département du Nouveau-Québec et des territoires éloignés" pour y organiser et y appliquer la politique du gouvernement du Québec dans tous les domaines de son activité. D'autre part, on souhaite qu'un mémoire sur cette question soit préparé par la Fédération, avec l'aide de spécialistes, et présenté aux Ministères québécois concernés. Ce mémoire devrait exposer la situation actuelle dans le Nouveau-Québec et les territoires dit éloignés, et prévoir les moyens d'y remédier le plus rapidement possible.

En 1964, les résolutions suggèrent au gouvernement de commander des études juridiques et politiques tendant à démontrer la propriété du Québec sur tout le Labrador et d'en hâter les conclusions. Elles suggèrent également que des démarches soient entreprises auprès du Conseil privé, pour qu'il revise à la satisfaction du Québec sa décision de 1927, et même, de porter le

litige devant un tribunal international, si ce moyen s'avère inefficace. La décision de 1927, en effet, reculait la frontière Québec-Terre-Neuve jusqu'à la ligne de partage des eaux. Aux yeux de la Fédération, cette décision ne peut constituer un arrêt valable, ni comme décision judiciaire, ni comme sentence arbitrale.

En 1962 et 1963, c'est plutôt le fait du bilinguisme absolu que l'on essayait d'établir sur le territoire du Québec. Les congressistes recommandent alors au Secrétaire de la Province "de n'enregistrer aucune raison sociale avant son approbation par l'Office de la Langue française." Ils demandent également à cet Office d'exiger que toutes les raisons sociales d'entreprises faisant affaires au Québec soient bilingues, sinon françaises. On devra aussi faciliter aux propriétaires anglophones la refrancisation de leurs raisons sociales. Par ailleurs, on engage le gouvernement à légiférer pour exiger des fonctionnaires des corporations municipales et scolaires une connaissance courante du français parlé et écrit, et pour exiger l'usage du français dans tous les documents produits par ces corporations.

En 1963, on ira même plus loin, puisque les recommandations vont alors dans le sens de l'unilinguisme français. Pour appuyer ses revendications, la Fédération s'appuie sur deux idées principales. Tout d'abord, l'idée que le bilinguisme conduit tôt ou tard à l'assimilation d'une langue par l'autre, et ensuite, le fait que l'AABN reconnaît aux neuf autres provinces un statut de territoires unilingues. Forts de ces attendus, les délégués "demandent au gouvernement de l'Etat du Québec de rétablir la langue française au rang qui lui revient dans le Québec, Etat national des Canadiens français, afin d'assurer le plein épanouissement de la nation canadienne-française." Viennent ensuite les précisions, quant au

statut de la langue française au Québec. Elle devra, tout d'abord, être décrétée seule langue officielle sur le territoire de la province. Le texte français des lois de "l'Etat du Québec" devrait être le seul texte officiel admis devant les tribunaux, toute version ou traduction n'étant considérée qu'à titre de référence. De même, la version française des conventions collectives devrait être tenue pour seule officielle. Dans le cadre de ces réformes, la langue de travail employée dans les industries, les maisons de commerce et les milieux d'affaires, sur tout le territoire de l'"Etat du Québec", serait obligatoirement le français. Il va de soi, également, que les institutions d'enseignement anglo-saxonnes de cet "Etat" seraient tenues de dispenser un enseignement du français correspondant au niveau de l'enseignement dispensé par ces institutions: primaire, secondaire et universitaire.

En 1963, on encouragera le gouvernement provincial, toujours désigné sous le nom de gouvernement de l'Etat du Québec, à intensifier sa politique en matière de représentation à l'étranger, en accordant une priorité aux pays d'expression française. Par la même occasion, on engage le même gouvernement à ouvrir des "maisons du Québec" dans les autres provinces canadiennes, en particulier là où les minorités francophones sont importantes.

L'année précédente, les congressistes avaient instamment prié le gouvernement du Québec de faire tout en son pouvoir pour accroître ses relations culturelles, économiques et sociales avec la France et de créer au plus tôt une délégation générale en Afrique française.

Ainsi, les résolutions des congrès de la Fédération des S.S.J.B. allaient couvrir presque tous les domaines de la vie publique québécoise. En 1964, les délégués allaient émettre des

voeux au sujet de deux domaines importants: l'éducation et les grands moyens de communication. Ils demandent au gouvernement provincial de s'opposer d'une manière absolue à l'empiètement fédéral, dans le domaine de l'éducation, qui s'exprime sous la forme de l'aide aux étudiants des provinces. Ils souhaitent également que le gouvernement songe à mettre sur pied une régie provinciale, c'est-à-dire "nationale", de la radio et de la télévision, indépendante de Radio-Canada.

On pourrait encore extraire, des actes de ces congrès, un certain nombre de revendications mineures. L'une des plus significatives, parce qu'elle indique le point de maturité que la conscience politique a atteint, recommande avec instance la diffusion de l'expression "Etat du Québec" (1963). La Fédération prie donc toutes ses sociétés affiliées de toujours utiliser, dans leurs déclarations, les mots "Etat du Québec", de préférence à "Province de Québec".

C - La situation actuelle

Devant les tendances sécessionnistes que manifestaient les prises de positions que nous venons de recenser, et le conflit qui avait fini par opposer la Fédération à la Société de Québec, on pouvait se demander si la Fédération n'était pas en train de dériver vers le séparatisme.

Le 25 avril 1965, le président G-H. Fortin prononça une conférence, précisément pour répondre à cette question. Il fait d'abord l'historique de la Société Saint-Jean-Baptiste, et du souci qu'elle a toujours eu de devenir politique des Canadiens-français. En 1961, elle prenait justement ce sujet comme thème de son congrès annuel. Depuis, toute son action, et surtout, l'éducation populaire

qu'elle cherche à faire, est centrée sur le thème: "Pour un Québec fort".

Aux yeux du président, les résolutions des congrès, de 1960 à 1965, ne font que refléter le souci d'affermir les structures de la province, dans tous les domaines. Quant au séparatisme, il n'est encore envisagé que comme une solution de dernier recours. Le passage où G.H. Fortin explique sa pensée, sur ce point, vaut la peine d'être cité au long, car on le retrouvera, sous diverses formes, dans les délibérations de la Société de Montréal, et parfois sous la plume des rédacteurs de l'Action nationale. Le point important à retenir, ici, c'est l'assimilation de la solution séparatiste, au droit de grève, dans les relations ouvrières-patronales.

"En somme, pour me servir d'une comparaison, je dirais qu'actuellement l'option séparatiste est pour la Saint-Jean-Baptiste ce qu'est le droit de grève pour les syndicats ouvriers. C'est la solution du dernier recours, c'est l'arme que l'on a à la table des négociations et qui fait souvent la différence entre les délais interminables avant d'entamer véritablement le dialogue, ou la différence entre une fin de non-recevoir pure et simple ou des propositions concrètes aux solutions envisagées. Rejeter le séparatisme a priori avant même d'entreprendre les négociations, ce serait une bêtise aussi grande que le syndicat qui s'engagerait à l'avance à ne pas faire la grève, même si tout ce qu'il demande est refusé."

Cette comparaison a de quoi étonner, car il n'est pas sûr que la S.S.J.B. ait étudié à fond le problème de la rentabilité du séparatisme. Il y a peu de choses, sur ce sujet, dans ses documents d'étude. Et cependant, elle semble envisager d'aller, dans les

négociations avec le Canada anglais, jusqu'à l'application de la solution séparatiste. Nous reviendrons sur ce point, dans nos conclusions.

La conférence du président de la Fédération se termine sur des propos qui tournent prudemment autour de la question, sans jamais l'aborder de front. Officiellement, dit-il, la SSJB n'est pas séparatiste. (Cet "officiellement" sous-entend sans doute qu'un nombre important de ses membres le sont). Cependant, poursuit le président, l'évolution du Québec dans le sens de l'émancipation est normale, et, à toutes fins pratiques, inéluctable. Mais, s'empresse-t-il d'ajouter, "Une plus grande émancipation, un Etat bien à nous et possédant tous les moyens de contrôler parfaitement ses destinées, cela ne veut pas nécessairement dire l'indépendance complète". Et il termine en disant qu'il appartiendra aux membres de la Société de choisir la formule politique qui conviendra à cet Etat. "Ces membres ont déjà rejeté l'intégration et le statu quo: il leur reste à choisir entre l'indépendance et les Etats associés."

Ce choix, les membres ne l'ont pas encore fait. C'est pourquoi il fallait ranger la Fédération des SSJB sous le signe de cette option minimum que représente le "statut spécial."

Cependant, la Fédération prépare actuellement un Mémoire qu'elle remettra bientôt au Comité parlementaire de la Constitution. Nous donnons ci-après quelques renseignements sur l'orientation générale de ce document, telle qu'elle a pu nous apparaître à travers les quelques renseignements que nous a fournis, à ce sujet, le Secrétariat de la Fédération.

Après un rappel historique et un aperçu de la situation actuelle du Canada français, au sein de la Confédération, le document doit énoncer quelques principes qui sont à la base des

solutions politiques préconisées. Ces principes sont les suivants: a) les Canadiens français constituent une nation; b) le Québec est l'Etat national des Canadiens français; c) cette nation, comme telle, a droit à l'autodétermination; d) le temps est venu de faire du Québec la patrie réelle des Canadiens français; e) pour que cette patrie soit réelle, il faut que l'Etat du Québec assume toutes les responsabilités d'un Etat moderne: politiques, sociales, économiques et culturelles.

Comment traduire des principes dans les faits? Le document doit tout d'abord déconseiller les "voies d'évitement", et parmi celles-ci, surtout le fédéralisme coopératif. Quant à l'option du "statut particulier", on estime qu'elle demeure confuse, faute d'études suffisantes portant sur ce sujet.

C'est dire que le document proposera un choix entre la formule des Etats associées, et l'indépendance, celle-ci étant considérée comme une solution de dernier recours, qu'il faudrait envisager seulement au cas où les autres solutions s'avéreraient irréalisables.

Le document favoriserait donc la formule des Etats associés, que la Fédération semble considérer comme mieux articulée que les autres. Elle présenterait, en particulier, les avantages suivants. D'abord, celui de proposer une modification sans perturbations; ensuite, celui de rapatrier tous les pouvoirs qui reviennent de droit au Québec, tout en laissant à l'une et à l'autre nation la liberté de participer à la nouvelle fédération. Resterait à énumérer les pouvoirs qui seraient à déléguer à la Fédération. Sur ce point, la pensée des Sociétés Saint-Jean-Baptiste demeure encore imprécise. L'image qu'elles se font de la structure des Etats associés n'est d'ailleurs pas également nette dans tous ses détails.

Elle s'inspirera sans doute de celle qui se trouve esquissée dans le Mémoire remis à la commission parlementaire par la Société de Montréal.

De toute manière, il est encore trop tôt (été 1965) pour dire si la Fédération des SSJB optera finalement pour la formule des Etats associées. Jusqu'ici, elle en a été retenue par les pressions exercées sur les sociétés-membres par la puissante section de Québec. Encore une fois, rien, dans les congrès de la Fédération, n'est assimilable à une prise de position nette en faveur de cette option. S'il faut absolument classer la Fédération quelque part, il faut donc dire qu'elle favorise au moins l'idée d'un statut spécial pour ce qu'elle tient à appeler "l'Etat du Québec."

Chapitre IV

La thèse des Etats associés

1. L'Action nationale
2. La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
3. Le Parti Socialiste du Québec

I - L'ACTION NATIONALE

L'Action nationale était particulièrement importante, pour notre sujet: la revue est ancienne, et elle est l'héritière directe des grands penseurs nationalistes de la première moitié du siècle. En dépit des racines qu'elle plonge dans le passé de l'idéologie nationaliste, la revue a subi, ces dernières années, une évolution analogue à celle qu'on peut observer dans la plupart des autres formations canadiennes-françaises. Longtemps cantonnée dans le domaine des revendications autonomistes, il semble que l'Action nationale ait tout fait pour croire au statu quo fédératif. En parcourant, année après année, les commentaires qu'elle donne de la situation canadienne, on a l'impression qu'elle perd peu à peu patience, devant l'immobilisme des relations fédérales-provinciales. Et elle finira par se prononcer, tout récemment, en faveur de la formule des Etats associées.

C'est cette évolution que nous allons tenter de suivre, en décrivant tout d'abord les principaux thèmes que développe la revue, depuis 1955.

A - Quelques thèmes nationalistes

1. La langue française

Comme dans les revue nationalistes de tous les pays, la défense de la langue occupe une place importante dans l'Action nationale. Une statistique exhaustive établirait, croyons-nous, qu'il y a au moins un article sur ce sujet, dans chaque numéro de la revue; et cela, pendant toute la période qui fait l'objet de notre étude. Par "articles sur la langue", nous entendons tout

d'abord des chroniques destinées à corriger les défauts linguistiques des Canadiens français, et ensuite, des textes visant à défendre les droits du français au Canada.

Parmi cette seconde catégorie, plusieurs signalent les menaces qui pèsent sur la langue française, au Canada, tandis que d'autres - et ils sont nombreux - font abstraction de la situation canadienne, et font tout simplement l'éloge du français comme langue, ou, tout simplement, de la langue maternelle comme instrument de formation de l'esprit et de la personnalité. Ce thème étant assez éloigné du sujet qui nous occupe, nous n'y insisterons pas davantage. Retenons, cependant, que dans la théorie politique qui mène à la thèse des Etats associées, la langue est un des éléments majeurs servant à caractériser une nation.

2. La défense des minorités

Les minorités: autre thème qui a retenu l'attention de tous ceux qui ont étudié les mouvements et les périodiques nationalistes. Ce thème est même, semble-t-il, caractéristique de ces mouvements, à l'exclusion des autres. On se préoccupe du sort des Acadiens, des Manitobains, des francophones de Colombie Britannique, des minorités de l'Ontario. On rend parfois compte des "voyages de liaison française". En avril 1961, on aura même un numéro spécial sur l'Acadie. La présence de ce thème est attendue, dans une revue nationaliste: ceux qui la lisent s'intéressent à la nation canadienne-française, et cette nation déborde les frontières du Québec. La vie des minorités situées hors-frontières est donc, à leurs yeux, aussi importante que celle des groupements situés dans la métropole.

3. Revendications diverses

Egalement caractéristiques des publications nationalistes, est l'importance accordée aux revendications. D'autres publications s'occuperont surtout de décrire le milieu, d'en étudier les principaux aspects ou l'histoire. En milieu nationaliste, on insiste beaucoup sur la défense des droits, les mouvements nationalistes ayant été fondés, en principe, parce que ceux-ci étaient menacés. Les adversaires du nationalisme auront habituellement beau jeu à dénoncer ce type d'action, qu'ils considèrent comme "négative".

En janvier 1955, par exemple, on dénonce l'espèce de ségrégation que l'Office National du Film exercerait à l'endroit des Canadiens français. Ceux-ci seraient, écrit l'auteur de l'article, non pas acceptés mais tolérés à l'Office. Dans le même numéro, J.M. Léger signale pourtant un des dangers de ces revendications: c'est qu'elles ne règlent rien, même quand on leur donne satisfaction. On venait justement de congédier la directrice anglophone des infirmières d'un hôpital de Montréal, à la suite de revendications nationalistes menées contre cette personne, qui s'était mal conduite à l'égard de ses inférieures de langue française. Le congédiement de cette directrice, note J.M. Léger, est une victoire douteuse, car on donne par là satisfaction aux Canadiens français sur un point mineur seulement. On espère par là leur faire croire que des changements en profondeur sont en cours, alors qu'il s'agit, en fait, de pures concessions de surface.

Nous citons ces articles à titre de simple illustration du thème. On peut rattacher à celui-ci, également, les nombreuses interventions de la revue, dans la querelle de l'hôtel Queen Elizabeth. La lutte sur un point tel que celui-ci est typique des mouvements nationalistes.

4. L'éducation

C'est là un thème qui n'est pas proprement nationaliste, du moins si l'on considère le traitement que lui donne une bonne partie des articles de l'Action nationale. Si nous le rangeons sous la présente rubrique, c'est simplement parce qu'il fait partie des thèmes fréquemment développés par la revue.

Dans ce domaine, il faut d'abord signaler l'importante "chronique de l'éducation", qui pendant de longues années, a été mensuelle. Elle fut longtemps tenue par P.E. Gingras. Cette chronique n'avait rien de nationaliste, car elle s'intéressait aux problèmes de l'éducation en eux-mêmes. En cela, elle ressemblait à une chronique sur le même sujet qu'on aurait pu trouver dans une autre revue. Cette chronique était très fortement axée sur les problèmes du financement de l'éducation, et s'inspirait des meilleures études sur le sujet.

Mais dès que surgirent les problèmes de la réforme de l'enseignement dans le Québec, la revue reprit, sur ce sujet, les thèses du nationalisme le plus conservateur.

En mars 1959, dans un article qu'il intitule "propos choquants", A. Roy s'oppose à toute réforme du "cours classique" et s'élève contre la pédagogie dite nouvelle. "Dommageable pour l'Eglise, néfaste pour l'esprit français, la caricature d'éducation que l'on établit au Québec prépare dans le silence le suicide collectif de la nation". On voit pourquoi nous parlons, ici, de traitement nationaliste de la question: l'auteur veut conserver une certaine forme d'enseignement, parce qu'il la considère comme un élément essentiel de la nation, et non en raison de la valeur qu'elle pourrait avoir en elle-même.

En septembre 1961, F.A. Angers aura un article, assez étonnant, vu l'évolution que subissait alors le catholicisme québécois. Intitulé "La singulière théorie du désengagement", cet article s'élève contre le départ des clercs de l'enseignement. La religion, dit en effet l'auteur, est un élément essentiel de la culture canadienne-française, et il est bon que la présence cléricale se perpétue, dans les maisons d'enseignement québécoises. Réaction nationaliste, là encore, et qui n'a rien à voir avec le fond de la question. A l'époque, certaines autorités ecclésiastiques s'étaient déjà prononcées pour le retrait des clercs, et leur décision était motivée par des considérants tout à fait théologiques. Comme son collaborateur, tout à l'heure, le directeur de la revue défend ici ce qu'il estime un élément essentiel de la nation.

En janvier 1962, on aura un article de P. Labarre contre la "formule Lacoste" pour l'établissement d'un secteur non- confessionnel dans l'enseignement. L'auteur estime que le projet, dans son ensemble, enlève la primauté à la religion dans l'enseignement, et la donne à la langue. Mais d'autre part, dans le même numéro, P. Allen donnera un compte rendu objectif de la fondation du Mouvement Laïque, et s'abstiendra de porter un jugement sur cet événement.

On le voit déjà, par les quelques articles que nous avons cités: sur le chapitre de la religion, la revue demeurera d'un traditionalisme tout à fait intraitable. Elle ne tolérera aucune remise en question. Cela apparaît à l'évidence dans un article de F.A. Angers intitulé "André Laurendeau n'a rien prouvé". Le directeur de la revue critique une émission télévisée au cours de laquelle A. Laurendeau avait dénoncé le contenu de certains manuels québécois destinés à l'enseignement du français. On prend occasion, avait-il

dit, de cet enseignement de la langue maternelle, pour inculquer aux enfants tout un ensemble de principes religieux et moraux, qui n'ont rien à y voir. L'auteur de l'article estime que l'argumentation d'André Laurendeau est mauvaise, et que ces manuels ne sont nullement à réformer.

D'octobre à décembre 1962, on aura une série d'articles de Jean Genest sur l'école neutre. L'auteur dit s'être minutieusement documenté sur l'histoire de l'école neutre dans les principaux pays européens, et surtout en France. Il conclut, bien entendu, aux méfaits de l'école neutre et de la suppression du secteur privé. Il ne peut qu'applaudir au financement du secteur privé par le gouvernement de Gaulle, et donner ces mesures en exemple au gouvernement du Québec.

En septembre 1963, la revue aura un numéro spécial sur le Rapport Parent et le Bill 60. L'éditorial de cette livraison se présente comme un "manifeste de l'Action Nationale". "Certes, dit ce texte, le principe d'un ministère de l'éducation nationale n'est pas de soi à condamner. Mais le principe d'un ministère de l'éducation qui ne reconnaît pas totalement, complètement, concrètement, au moins l'égalité du droit des parents et de l'Eglise, conjointement à ceux de l'Etat, attente gravement à ce qu'il y a de plus précieux, de plus profondément original et valable dans nos traditions nationales". Nouvelle manifestation, aussi peu équivoque que les précédentes, de l'esprit nationaliste. Une fois de plus, on ne retient que l'atteinte faite à ce que l'on estime être de l'essence de la nation; et cette considération l'emporte sur l'attention qu'on pourrait accorder au fond de la question, celle-ci étant dégagée de ses implications nationales.

En janvier 1964, nouvel article contre le Rapport Parent. Signé par E. Cinq-Mars, l'article critique le Rapport, en raison des principes suivants: a) L'école doit continuer la famille; b) les écoles non-catholiques sont interdites aux catholiques; c) l'enseignement chrétien ne vise pas seulement l'instruction religieuse, mais toutes les disciplines susceptibles de former l'esprit. On reconnaît ici les grands traits de l'argumentation dirigée contre la réforme de l'éducation, en milieu catholique traditionnaliste.

La liste des articles consacrés par l'Action nationale à la critique de ces réformes, est longue. Nous en avons cités seulement quelques-uns, pour illustrer l'argumentation qu'ils utilisent, et pour faire saisir les motifs qui animent cette critique. Ces motifs reflètent l'attachement à un certain passé, que l'on estime solidaire de l'"âme" du Canada français.

Passons maintenant à l'option économique de la revue, et voyons si les tendances traditionnalistes se retrouvent là, comme dans les domaines que nous venons d'explorer.

B - L'option économique

1. La tendance conservatrice

Une revue qui déclare son opposition inconditionnelle au Mouvement laïque (février 1963), aux idées de Cité libre janvier 1961) et aux critiques instituées par Jean Lemoyne dans son livre intitulé Convergences (avril 1962), sera très probablement conservatrice dans le domaine économique. L'Action nationale est en effet une des revues canadiennes-françaises où l'on a exposé et défendu la théorie corporatiste. Pour R. Bonin, par exemple, le corporatisme est une "doctrine de salut". Quant au directeur de la revue, il ne s'est pas

prononcé en faveur de cette formule dans l'Action nationale. Mais on sait qu'il a longtemps favorisé le corporatisme, comme on peut le voir dans un de ses textes publiés dans l'Actualité économique de mars 1955. F.A. Angers s'élève ici contre le "préjugé anti-corporatif". Ce préjugé, dit-il, s'est introduit à la faveur de la guerre: la théorie économique et sociale s'est trouvée associée aux régimes de Hitler et de Mussolini, et a subi le même sort qu'eux. Pour beaucoup, le corporatisme, c'est du facisme. Cette théorie n'est pourtant qu'une conception générale de l'ordre social où, entre la famille et l'Etat s'intègrent les professions organisées. La formule semble particulièrement intéressante à l'auteur de l'article, à cause du système de régie professionnelle qu'il introduit dans la société.

Il est inutile d'insister sur le fait que la revue sera toujours foncièrement opposée aux mouvements d'extrême-gauche. En octobre 1960, par exemple, un de ses correspondants qui vient d'effectuer une tournée à Cuba, s'étendra longuement sur les malheurs économiques et sociaux résultant de l'implantation du communisme dans ce pays. Dans le même numéro, E.R. Arès expose la doctrine sociale de l'Eglise, avec un optimisme qui n'est certes pas partagé par tous sociologues catholiques actuels.

Mais les aspects les plus intéressants de la doctrine économique de l'Action Nationale ne résident pas là. On les trouve plutôt dans les articles, assez nombreux, traitant de la situation des Canadiens français, et des moyens d'y remédier.

2. Les études économiques

Ces études sont dues à des spécialistes, la plupart professeurs à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal. Au point de

vue des solutions préconisées, elles semblent se répartir en deux groupes. Celles de P. Allen et R. Parenteau, d'une part, et d'autre part, celles de F.A. Angers. Les premières décrivent habituellement la faiblesse économique des Canadiens français, et, encore que cette tendance soit récente, elles admettent volontiers l'intervention de l'Etat, pour redresser cette situation. Dans un article de 1960 (juin), R. Parenteau conclura à la nécessité d'une participation active de l'Etat à l'exploitation des richesses naturelles du Québec. Dans cette perspective, il faut d'abord, dit-il, réformer en profondeur l'Etat provincial, sa philosophie politique et économique. Cette réforme, cependant, devrait s'opérer dans le sens, non d'une prise en charge de l'économie par l'Etat, mais dans le sens d'une vaste planification. Les articles appartenant à ce premier groupe admettent donc un certain dirigisme d'Etat, dans le domaine économique.

Ceux de F.A. Angers, tout en faisant sa part au rôle de l'Etat, font plutôt confiance à la formule coopérative, pour le relèvement de notre économie. En janvier 1956, traitant de l'avenir économique des Canadiens français, le directeur de la revue rappelle la "nécessité d'une planification économique au niveau provincial". Nécessité, surtout, de contrôler l'introduction des capitaux étrangers dans les investissements. Mais il terminera son article en disant que l'espoir est aussi, et peut-être surtout, à mettre dans la formule coopérative. En novembre 1959, traitant du problème économique des Canadiens français, F.A. Angers passe en revue les trois solutions susceptibles d'être envisagées pour le résoudre: les nationalisations, le coopératisme et l'institution de banques d'affaires. La première est à rejeter, pour ainsi dire, sans examen, car elle est en désaccord, dit l'auteur, "avec la philosophie de notre culture", qui est catho-

lique. Les banques d'affaires sont un excellent moyen de relèvement économique, et il faut tout mettre en oeuvre pour en installer, au Québec, un solide réseau. Mais c'est encore le coopératisme qui semble avoir la première place, parmi ces moyens. C'est "la formule tout en or pour la réalisation de notre libération économique".

S'il fallait caractériser d'un mot la doctrine économique de l'Action nationale, il faudrait dire qu'elle favorise la formule dirigiste d'un Welfare State qui demeurerait quand même plutôt conservateur, dans sa conception de l'économie.

C - L'option politique

Encore qu'il ne soit pas facile d'établir ici des distinctions nettes, on peut dire que deux combats se partagent les préoccupations politiques de l'Action nationale; le combat pour l'autonomie, dans le cadre des relations fédérales-provinciales, et le combat pour l'Etat national, formule plus récente, mais qui est quand même l'aboutissement des vues nationalistes professées par la revue.

Autour du premier thème nous grouperons surtout les commentaires provoqués par les conférences fédérales-provinciales; et autour du second, les diverses expressions auxquelles arrive le patriotisme, surtout dans la seconde moitié de la période que nous étudions.

1. Le combat pour l'autonomie provinciale

Dans un texte publié dans la livraison de janvier 1955, et qui est le dernier d'une série d'articles portant sur les problèmes de la centralisation aux Etats-Unis, en Suisse et au Canada, G. Legault se demande si la centralisation est actuellement inévitable. Il conclut qu'elle n'est pas inévitable, mais que son application au Canada pose des problèmes délicats, vu le caractère particulier d'une de ses

provinces. Celle-ci doit exiger le contrôle de sa propre fiscalité. Ce système de taxation, pour être efficace, devrait répondre aux conditions suivantes. Il devrait d'abord être progressif, adapté aux conditions économiques, sociales et psychologiques des contribuables. Il faudrait, en particulier, que la province ait part à l'impôt sur le revenu des individus et des corporations, et qu'elle possède l'exclusive perception des droits successoraux. Dans l'état présent des rapports avec le fédéral, il faudrait surtout refuser a priori toute mesure susceptible de limiter les droits fiscaux des provinces. Il faudrait enfin que le gouvernement provincial ait un organe permanent d'analyse des situations économiques, afin de pouvoir s'adapter rapidement aux mouvements de ses concurrents, dont le principal est Ottawa. En un mot, le Canada français n'exige rien qui puisse faire sursauter le Canada anglais: il veut tout simplement vivre.

Cet article préconise donc une solution mitigée, quant au partage des domaines fiscaux, et recommande, d'une manière très générale, des mesures de planification.

Le mois suivant, F.A. Angers tentera de répondre à certains adversaires de l'autonomie, qui trouvent trop négative l'attitude de ses partisans. L'accusation ayant été surtout portée par le Premier ministre St-Laurent, l'auteur fait le bilan des propositions autonomistes sur la question des accords fiscaux. Il rappelle d'abord que le plan Drew était lui-même, déjà, autonomiste. Le plan de l'Actualité économique, proposé en 1945, contenait des recommandations surtout positives: réduction des impôts fédéraux aux domaines des responsabilités propres au fédéral et reprise par les provinces de leurs propres champs de taxation, subventions de péréquation, création d'une conférence fédérale-provinciale permanente sur les problèmes

fiscaux. Plus tard, l'Action nationale, à travers maints articles, proposa un plan substantiellement identique à celui-ci. Puis ce furent les Chambres de Commerce, qui proposèrent l'exclusivité provinciale, en matière de droits sur les successions, la concurrence fédérale-provinciale dans l'impôt sur le revenu, et enfin, des subventions fédérales aux provinces désavantagées. Revenant aux critiques de M. Saint-Laurent contre les autonomistes, F.A. Angers conclut à la mauvaise foi d'Ottawa, en ce domaine.

Un peu plus tard, dans un article intitulé "Québec boude-t-il le Canada", Jean Deschamps défend les positions autonomistes du Québec, en faisant remarquer que la Province ne doit pas signer les accords fiscaux, tout simplement parce qu'elle est la seule, et la dernière, à respecter la constitution, dans sa volonté de résister au centralisme. En mai de la même année, l'éditorial commente la conférence fédérale-provinciale qui se tient à Ottawa. L'auteur de ces lignes se réjouit de ce qu'Ottawa consente à la déductibilité de l'impôt provincial sur le revenu. Mais il rappelle que si la bonne volonté du fédéral était totale, il consentirait à rembourser au Québec les 150 millions de dollars dont il est privé, depuis 1947, par le jeu des impôts fédéraux.

En juin 1955, après s'être demandé: "Ottawa est-il centralisateur?" G. Legault répond que le fédéral l'est de plus en plus, et cela, dans les domaines du pouvoir législatif, du pouvoir judiciaire, de la Défense nationale des affaires étrangères, de la sécurité sociale, et enfin, de la radio et de la télévision. Dans toutes ces considérations, les arguments constitutionnels sont constants. En septembre de la même année, par exemple, C. Pelletier constate que l'écart entre le droit et les faits, c'est-à-dire entre ceux-ci et les textes constitutionnels, est flagrant. Dans le domaine de la

fiscalité, Ottawa aurait pu s'orienter différemment. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a choisi l'option centralisatrice. De même, dans les autres domaines. "Quels que soient les textes et la portée qu'on leur donne, l'Etat fédéral aurait pu, sans sortir des limites de ses attributions, faire résolument du Canada un pays bilingue et biculturel, ainsi que l'y engageait l'esprit, sinon toujours très clairement la lettre, de la constitution". Or, il ne l'a pas fait. Donc, manifestation de sa mauvaise volonté. C'est dire que le Québec doit se tenir volontairement à l'écart des influences d'un gouvernement décidé à servir des intérêts contraires aux siens.

En mai 1956, F.A. Angers, toujours à propos des conférences fiscales, constate que "rien n'est réglé", et il reviendra fréquemment sur cette constatation, au cours des années qui suivront.

A partir de 1956, la question des subventions fédérales aux universités défrayera une bonne partie de la chronique. Sur ce sujet, il y aura d'abord un article retentissant de Michel Brunet, intitulé: "Quand le gouvernement d'Ottawa acceptera-t-il de se soumettre à la constitution?" L'auteur conclut son étude en ces termes: "L'Etat fédéral, s'il veut sincèrement aider la cause de l'éducation, pourrait en effet faire beaucoup. Il n'a qu'à laisser aux provinces les revenus dont celles-ci ont besoin pour s'acquitter des responsabilités que la Constitution leur reconnaît", celle de l'éducation étant, parmi celles-ci, l'une des plus importantes. Le mois suivant, Esdras Minville entrera dans le débat, et pour préconiser la même solution que Michel Brunet.

En janvier 1957, la revue publiera toute une livraison sur le sujet des octrois aux universités. On y trouve des articles de E. Minville, F.A. Angers, R. Arès, A. Laurendeau, P.E. Trudeau, P. Allen, M. Brunet, G. Fillion et P. Laporte. Tous, sauf celui de

P.E. Trudeau, sont dans le sens indiqué ci-dessus. Le texte de Trudeau avait d'ailleurs déjà paru dans Cité libre, et nous l'avons signalé, dans notre analyse de cette revue. L'auteur estime que les intentions d'Ottawa sont droites, qu'elles ne masquent aucune visée centralisatrice, mais que le financement de l'éducation revient quand même aux provinces.

Vers la fin de l'année, Michel Brunet reviendra sur le sujet, dans un article intitulé "Les Canadiens, l'Etat fédéral et l'éducation des citoyens du Canada". Ce titre est bien révélateur, et indique le lien qu'il y a entre les positions de la revue sur le sujet de l'autonomie et le livre, publié quelques années plus tôt, de Michel Brunet: Canadiens et Canadians. On retrouve ici l'idée qu'Ottawa est le gouvernement national des Canadiens anglais, et que les mesures centralisatrices ont pour but de favoriser cette "nation Canadian", au détriment de la nation canadienne, c'est-à-dire francophone.

Du reste, les idées du professeur Brunet influenceront un peu tous les aspects de la réflexion nationaliste et patriotique de l'Action nationale. La théorie des Etats associées, à laquelle la revue se rangera finalement, presque en même temps que la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, pourrait bien avoir sa source dans le livre de Michel Brunet. Mais nous reviendrons sur ce sujet dans le paragraphe ci-dessous.

2. La lutte pour l'Etat national

Il ne faut pas croire que l'Action nationale soit parvenue, brusquement, à la thèse des Etats associés. Dans l'évolution de la revue, nous croyons pouvoir distinguer trois moments: celui du nationalisme traditionnel qui ne remettait guère en cause la

Confédération, celui de l'impatience grandissante, et celui, enfin, des solutions nouvelles: séparatisme et Etats associés.

La tradition nationaliste. Dans la tradition nationaliste, l'expression du particularisme le plus marqué est compatible avec la fidélité au statu quo constitutionnel. Dans le numéro d'octobre 1955, un collaborateur écrit qu'il faudrait rebaptiser le Québec sous le nom qu'il portait pendant le régime français. "L'expression "Nouvelle-France" devrait être communément employée pour désigner le Québec, la province de Québec, à travers laquelle elle subsiste encore dans les liens et les garanties du pacte fédératif". Un an plus tard, le même auteur reviendra sur le sujet dans un texte intitulé "Surge, Nova Francia!"

Un peu dans la même veine, on aura l'exposé du programme patriotique de l'ACELF (Association Canadienne des Educateurs de Langue Française). Le statu quo fédératif, ici, n'est jamais remis en question, car on ne songe même pas aux aspects politiques de la vie de la nation. L'éducation patriotique se fera par l'enseignement, l'histoire et la langue. On s'efforcera de développer les "fondements philosophiques et théologiques" du patriotisme. Les sciences naturelles elles-mêmes: botanique, zoologie, géologie, etc. seront une occasion d'inculquer l'amour de la patrie. On enseignera aussi le civisme, le culte des héros du passé. On organisera dans les écoles des mouvements patriotiques, on imposera le chant hebdomadaire de l'hymne national, etc. On reconnaît ici, sans qu'il soit besoin d'y insister, tous les moyens d'action du nationalisme le plus traditionnel (avril 1956).

L'article de P. Allen, sur le comté de Pontiac, est à rattacher au même ordre de préoccupations. L'auteur se félicite de ce que ce

comté, qui comptait en 1851, 1/7 de francophones, en compte plus de 48 pour cent en 1951: thème de la reconquête démographique, qui est caractéristique de la tradition nationaliste canadienne-française. On semble à l'affût des moindres symptômes de bonne santé de la Confédération. Dans ce sens, voir l'article de Pierre Laporte, intitulé "200 ans après", publié à l'occasion de la nomination de M. Vanier au poste de Gouverneur général.

Il faut en fait reconnaître que l'Action nationale a accueilli dans ses pages toutes les formes du nationalisme existant au Canada français. Depuis celui qui rêve encore de la reconquête de l'Amérique par la race française (mai-juin 1958), jusqu'à celui de Jean-Marc Léger ou de Michel Brochu. Les tendances anti-progressistes s'expriment ici aussi librement que les autres. D. Beaudin, par exemple, s'en prendra à l'interprétation de l'histoire de Michel Brunet, et reprochera à celui-ci d'avoir accusé les nationalistes d'avoir été "agriculturistes" (mars 1960). I. de Buisseret s'élèvera, dans une longue série d'articles, contre Maurice Tremblay, et sa critique de l'"utopie" nationaliste (1960).

F.A. Angers, enfin, se portera à la défense du nationalisme, tel que le conçoivent une partie des collaborateurs de la revue (janvier 1959 et livraisons suivantes). Le patriotisme, explique-t-il, doit d'abord être régional. Ce principe a d'ailleurs été énoncé par nul autre que le Pape Pie XII. C'est dire que le sentiment d'appartenance au Québec passe avant celui d'être canadien. Mais, en tout ceci, nulle considération d'ordre politique: le débat se situe toujours au niveau de la nation; et F.A. Angers lui-même souligne que cette appartenance à la "patrie" est perçue d'abord au niveau du "sentiment".

Des éléments nouveaux. Mais la conception même du nationalisme allait bientôt subir un commencement de remaniement, sous l'influence de collaborateurs plus jeunes. Pierre de Grand'Pré aura une chronique mensuelle sur le thème de la "civilisation canadienne-française", dans laquelle il essaiera de donner une sorte de définition sociologique du Canada français. Il renseignera, par là, les lecteurs de l'Action nationale sur un certain nombre de thèmes qui circulaient plutôt dans d'autres périodiques: ceux, par exemple, de l'inquiétude spirituelle, et du catholicisme de "gauche" (juin 1956).

Mais l'influence de J.M. Léger est plus importante, à notre point de vue, à cause de son caractère politique. En avril 1956, il souhaitait qu'on arrive le plus tôt possible à "définir une politique du Canada français". Jusqu'ici, demande-t-il, en quoi a consisté le nationalisme, dans la masse canadienne-française? Il répond qu'on y trouve surtout, d'une part des réclamations pour le respect des droits du français, et d'autre part, opposition à la "conscription" et hostilité à l'immigration. Il est urgent, conclut-il, de reporter les préoccupations nationalistes sur l'économique, le social et le culturel.

En février 1957, il ira un peu plus loin, et réclamera la "priorité à l'action politique" qui a toujours été plus ou moins négligée par le mouvement nationaliste. En septembre 1959, c'est dans le même sens qu'il traitera du problème de la langue. Le salut de la langue, écrit-il, est lié, chez nous, au salut du Canada français comme tel. Le vrai combat n'est pas à mener au niveau de "campagnes" périodiques d'assainissement de la langue. "Véhicule de la pensée, miroir de notre situation, la langue ne peut être meilleure que notre système d'éducation, que notre conscience nationale, que notre état économique et social". Il avancera même



que l'assainissement de la langue "est lié profondément à la transformation non seulement du système d'enseignement, mais, bien au-delà, du régime politique".

Priorité, donc, à l'ordre politique: voilà un thème nouveau dans la revue, qui orientera bientôt dans un sens précis l'orientation de la revue.

L'impatience grandissante. Nous rangeons sous cette rubrique tout un ensemble de textes où se perçoit une volonté de remettre en question le statu quo fédératif, sans qu'aucune solution particulière ne soit envisagée par les auteurs de ces textes. En mars 1955, Michel Brunet traite de la "crise de conscience et prise de conscience du Canada français". Ce qu'il y a de nouveau dans la situation actuelle, écrit-il, c'est que la crise de conscience s'accompagne d'une prise de conscience collective, c'est-à-dire d'un vaste inventaire des ressources du Canada français, et d'une tentative d'éclairage net de la situation. Gérard Fillion, traitant un sujet voisin de celui-ci, estimera que la "différence" du Canada français n'est pas une raison de désespérer d'arriver à un Canada uni. Et il insiste sur les progrès récents réalisés dans le sens de la compréhension mutuelle entre les deux nations.

Un peu plus tard, Michel Brunet reviendra sur l'un des thèmes de ses écrits antérieurs, et expliquera que le Canada français est pris dans une situation assimilatrice. Le seul espoir de sortir de cette situation, estime l'historien, est que les dirigeants de la nation cherchent à y remédier par des initiatives culturelles, économiques et politiques.

Il est remarquable qu'à cette époque, pour un article remettant en question le statu quo, on en trouve habituellement un autre

exprimant une forme de fidélité à la Confédération. En mai 1957, Albert Lévesque reprend l'examen du problème. A ses yeux le dilemme devant lequel le Québec se trouve est le suivant: "Si le Québec accepte le centralisme du parti libéral fédéral, cela signifie pour la minorité canadienne-française un suicide culturel collectif...; si le Québec le refuse, cela signifie un suicide matériel collectif dans la formation d'un Etat français indépendant en Amérique du Nord... Tel est le dilemme auquel aboutit la politique centralisatrice du parti libéral." Le problème serait en voie de solution, écrit encore Albert Lévesque, si on se décidait à construire le Canada, sur la base du respect des deux nations; et les Canadiens français, pour leur part, ont le devoir de sauvegarder leurs particularités, "en vue du bien commun canadien".

"Faut-il quitter la Confédération"? se demande A. Séguin, en novembre 1957. Cet article, assez imprécis dans sa formulation, va jusqu'à envisager l'indépendance. L'auteur estime "qu'il ne nous est plus possible de rester dans la Confédération... Autant chercher à concilier l'eau et le feu". C'est qu'à ses yeux, l'Angleterre et le monde anglo-saxon sont congénitalement hostiles à tout ce qui est français. Nous revenons ainsi à une sorte de niveau mythique de la pensée nationaliste.

En avril et mai 1959, ce sera R. Arès qui abordera le problème. Il le traite avec sérénité, mais les solutions qu'il propose, nuancées à l'extrême, ne sortent pas du domaine des considérations abstraites. Pour résoudre le problème des deux cultures, il rappelle tout d'abord que culture et nation sont toujours liées. Quant à l'Etat, il est l'organe suprême de la société politique, et non de la nation. Ce qui permet de concevoir l'existence d'un Etat bi-national, et donc, bi-culturel. C'est le cas du Canada. Dans cette structure,

estime-t-il, l'essentiel à préserver est la culture de chaque nation. Concrètement, cela signifie qu'au Canada, le gouvernement provincial de Québec doit disposer de tous les moyens propres à assurer cette mission. Quels sont ces "moyens"? quels sont ceux que le Québec doit exiger, de toute nécessité? L'auteur, sur ce sujet, demeure muet. Il se contente de reconnaître au pouvoir central le droit à une certaine action culturelle dans le pays, mais qui doit toujours respecter les prérogatives provinciales.

Pour que l'illustration de ce thème soit complète, il faut rappeler ici les nombreux articles de F.A. Angers sur les relations fédérales-provinciales, surtout en matière fiscale. L'impatience du directeur de la revue se fait plus d'une fois sentir, à l'occasion de ces analyses.

Ces sentiments allaient marquer les journées d'études organisées par la revue, à l'occasion de son cinquantenaire. La livraison de mai 1963 donne le compte rendu, malheureusement trop succinct, de ces journées. On peut du moins percevoir qu'aux journées d'étude sur la Confédération et l'Indépendance, les prises de position sécessionnistes furent assez nombreuses. Le comité des relations fédérales-provinciales arriva à la conclusion qu'il fallait s'empresse de trouver des solutions aux problèmes soulevés par l'affrontement des deux ordres de gouvernement. L'autonomie actuelle, faisait-on remarquer, est si peu satisfaisante, qu'elle mène le Québec au "refus global de la Confédération actuelle". Cette impatience, de plus en plus marquée, n'allait pas tarder à se traduire dans les éditoriaux, rédigés par le directeur.

Celui de janvier 1964 s'intitule "Les phrases et les faits". La conférence fédérale-provinciale qui a eu lieu à Ottawa à la fin de novembre, estime F.A. Angers, s'est de nouveau terminée "par un

fiasco, qui s'ajoute à la liste de tous les fiascos où Ottawa se plaît à jeter la province de Québec". Il y a eu, rappelle-t-il, par les années passées, le fédéralisme dirigiste de MM. King et St-Laurent. Il y a eu le fédéralisme coopératif de MM. Diefenbaker et Pearson. Sous ces différentes formules, on ne trouve que des phrases, non des faits. "En arrivera-t-on demande l'auteur, à une troisième phase: celle du fédéralisme explosif? Les fêtes du centenaire de la confédération pourraient bien en être le début..."

Le directeur de l'Action nationale fait ensuite le point de la situation. Le vieux rêve de l'unité législative existe-t-il encore? Non, car les 9 gouvernements anglophones prennent le gouvernement d'Ottawa pour guide premier de leur économie et de leur race. Ils n'ont que des problèmes de routes et de construction, seul le Québec a un problème culturel". A quelles conditions la Confédération est-elle encore possible? "La pierre de touche de l'autonomie provinciale et de la survie de la confédération réside dans le retour d'une partie importante, aux provinces, des impôts sur les revenus et sur les successions.

Le vice fondamental de ces conversations fédérales-provinciales, poursuit l'éditorialiste, réside dans le fait que le Québec n'y a qu'une voix contre 10, alors que sa population compte pour un tiers de celle du Canada. "Le Canada n'est possible qu'à coups de concessions mutuelles, mais le Québec a fait toutes les siennes... qu'Ottawa fasse sa part, au moins une fois en cent ans!"

Pourquoi demande enfin F.A. Angers, en arrivons-nous à cette attitude? C'est que nos jeunes "ne comprennent plus les reculades de leurs aînés. Ils attendent des faits. Aucun Canadien français ne peut accepter de démissionner sur ce sujet de l'autonomie fiscale

de l'Etat du Québec. Nous pouvons perdre des batailles, mais nous ne pouvons perdre la guerre".

Notons qu'on trouve ici, pour la première fois sous la plume de F.A. Angers, l'expression "Etat du Québec". C'est dire que la pensée politique du directeur de la revue a mûri, tout récemment, dans un sens bien déterminé. En février 1964, l'éditorial qu'il signe a pour titre: "A quand le bi-culturalisme?" Il ne sert à rien de se le cacher, écrit-il: "chaque jour qui nous rapproche du centenaire de la Confédération tend à démontrer la validité de la thèse séparatiste". Et il renvoie aux réactions qui ont accueilli la création de la Commission royale d'enquête sur le bi-culturalisme; au refus récent d'accorder un poste de radio francophone à la ville de Toronto; au débat sur l'exposition universelle de Montréal.

Or, la "thèse séparatiste", on l'exposait déjà, dans les pages de l'Action nationale, depuis 1960; et la revue prendra bientôt position, par la voix de son directeur, en faveur de la thèse des Etats associés.

La thèse séparatiste. Raymond Barbeau, qui tint pendant un certain temps la chronique des livres, à la revue, rendait compte, en novembre 1960, de l'ouvrage du P. Louis Lachance, le droit et les droits de l'homme. Il y trouve le fondement philosophique du séparatisme. Selon l'auteur de ce livre, la souveraineté interne de la nation doit aller de pair avec sa souveraineté externe. C'est-à-dire que l'entité nationale doit être méconnue par les autres nations. "Chez nos penseurs politiques, commente R. Barbeau, il est plutôt rare de voir l'autonomie provinciale du Québec fonder inconditionnellement la souveraineté de l'Etat du Québec"; et il termine en souhaitant que la philosophie politique du P. Lachance

inspire, à l'avenir, les théoriciens de devenir du Canada français.

En février 1961, on pourra lire un article de J. Poisson: "La fin du régime colonial". L'auteur constate le phénomène général de décolonisation qui s'observe en Asie et en Afrique. Il fait ensuite la revue des mouvements séparatistes récents: L'Alliance laurentienne, l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec, le Rassemblement pour l'indépendance nationale. "Je crois, observe-t-il, distinguer un peu partout le sentiment qu'il faudra bientôt choisir entre des solutions nouvelles et l'abdication nationale. Pour ma part, je crois que l'Action nationale doit contribuer à une prise de conscience et à une analyse lucide et objective des problèmes que poseront ici, comme dans le reste du monde, la décolonisation, l'assimilation et les tendances aux regroupements supra-nationaux".

Plus tard (octobre 1962), le même auteur, dans un article intitulé "Cité libre ou R.I.N.?" s'élèvera contre les vues anti-séparatistes de Gérard Pelletier, car celui-ci, estime-t-il, ne cherche même pas à comprendre le point de vue de ceux qui veulent la sécession. L'année suivante, il aura encore un article animé par les mêmes tendances: "Le Québec colonial et l'information". Il y dénonce la manipulation des nouvelles exécutée par les agences canadiennes, et préconise la création d'une agence québécoise d'information.

Le second écrivain séparatiste important de la revue, sera Michel Brochu. Il eut d'abord un premier article, sur "l'impasse du bilinguisme". Le Canada, croit-il, avec Ottawa comme capitale, est un Etat unilingue, et rien n'indique que la situation puisse changer, à brève échéance, ni dans un futur éloigné. "L'impasse du bilinguisme au Canada est un cercle vicieux d'une construction, d'une structure si subtilement parfaite, qu'il n'est pas surprenant de voir

un nombre croissant de gens estimer que le seul moyen pour le Canada français d'en sortir avant qu'il ne soit complètement moulu et dénationalisé dans cet engrenage, se résume par le mot "indépendance". Tout le reste est duperie ou illusion".

Michel Brochu donnera ensuite à la revue une série de curieux articles sur les différents aspects de la vie sociale et économique dans un Québec indépendant: transports et communications, finances et affaires économiques, agriculture, forces armées, etc. L'auteur de ces articles est d'un optimisme absolu. Ses prévisions sont claires, et couvrent tous les secteurs de la vie publique. En mai 1965, R. Bonin nuancera les vues optimistes de M. Brochu, en écrivant un article sur "Les représailles possibles dans l'hypothèse d'un Québec indépendant".

Signalons enfin qu'en juin 1963, l'Action nationale publiait les impressions d'un Français qui venait de passer six semaines au Québec. L'auteur de ces lignes, Jacques Caulais, est frappé par l'ampleur et la diversité des mouvements séparatistes. Il les décrit sommairement, depuis le livre de l'abbé Morin jusqu'au R.I.N. Et il conclut en affirmant que la France a un devoir envers le Québec. Il ne faut pas, dit-il, qu'elle abandonne une seconde fois la Nouvelle-France.

Mais l'Action nationale n'a jamais exprimé le séparatisme que comme tendance. L'option à laquelle elle finira par se ranger officiellement, c'est celle des Etats associés.

La thèse des Etats associés. C'est en septembre 1957 que Jean-Marc Léger proposait, pour la première fois, une option politique qui allait bientôt être désignée par le nom d'Etats associés. Dans cet article, J.M. Léger rappelle tout d'abord qu'il n'y a, pour le

Canada français, aucun espoir dans la Confédération, car une association entre un élément fort et un élément faible est impensable. C'est dire que "la seule chance... de maintien, d'émancipation et d'épanouissement du groupe franco-canadien réside dans le Québec, dans l'utilisation intensive des prérogatives de l'Etat québécois". Jusqu'ici, poursuit l'article, nous n'avons pas su prendre suffisamment conscience de ce fait: des moyens, très limités certes, de l'Etat provincial, mais réels; de l'existence d'un Etat national pour les Canadiens français". Ce que l'auteur appelle désormais "l'Etat provincial" lui apparaît comme le seul moyen d'action économique, culturel et politique que possèdent les Canadiens français pour orienter leur destin. Et il conclut: "Faites dans Québec un Etat fort et une nation fière: le temps du mépris cesse dès lors et la fédération canadian dans sa forme actuelle ne peut plus durer, car elle est fondée sur l'égalité, l'injustice, l'assimilation. Alors, il sera possible de rouvrir le dialogue... et de faire, avec les Anglo-Canadiens, une association, non plus de type fédéral, mais confédéral... Et si alors l'élément anglophone refuse de faire une telle Confédération? Eh bien! il restera alors au Québec d'assumer sa pleine liberté politique".

On notera que la formulation des Etats associés s'accompagne ici d'un vocabulaire emprunté à Michel Brunet: la distinction de Canadiens et Canadians. Nous avons vu qu'en 1962 et 1963, l'impatience de la revue était allée grandissant. Celle-ci se détachait insensiblement du statu quo fédératif, et cherchait "de nouvelles solutions". C'est pourquoi elle allait opter clairement, en septembre 1964, et par la bouche de son directeur, pour la formule des Etat associés.

Il vaut la peine de s'étendre un peu longuement sur l'éditorial de ce numéro, intitulé "Etats associés et l'Action nationale". La

revue, rappelle tout d'abord ce texte, n'a jamais dénoncé le séparatisme. L'Action française est même née dans l'idée qu'il ne fallait pas craindre d'affronter intellectuellement jusqu'à la réalité d'un éventuel séparatisme. L'abbé Groulx, à cette époque, proclamait: "Notre Etat français, nous l'aurons!" Cela n'a pas eu lieu, parce que les Canadiens français ont toujours misé sur le fédéralisme.

"Mais cette ère paraît maintenant définitivement révolue. La Confédération est bien malade, d'avoir voulu nous digérer". L'Action nationale a été fédéraliste, et ne s'en cache pas, car elle croit qu'une Confédération n'est pas nécessairement centraliste. Le fédéralisme canadien de 1867 est en effet parfaitement acceptable, mais les Anglo-Canadiens n'ont jamais voulu le traduire dans les faits. "Etant donné la façon dont les textes juridiques sont compris aujourd'hui, l'opinion anglo-canadienne telle qu'elle est aujourd'hui, nos institutions politiques telles qu'elles sont aujourd'hui, perverties par un quart de siècle de révolution constitutionnelle centralisatrice le régime actuel est-il politiquement récupérable?"

F.A. Angers ne le croit pas. Nous n'avons pas le choix, dit-il: il nous faut mettre le Canada anglais devant le fait accompli d'une volonté décisive de s'assurer les conditions d'une vie nationale québécoise. La solution que favorise l'Action nationale n'est pas le séparatisme, mais celle d'une confédération d'Etats associés, qui supposerait: 1) reconnaissance de l'existence d'une nation canadienne-française; 2) son droit à réaliser son destin par le self-government; 3) l'association des deux nations pour former le Canada, sur un pied de parfaite égalité entre les deux; 4) pour les individus des deux nations, égalité des droits personnels, à titre de minorités privilégiées dans l'un et l'autre Etat.

"L'Action nationale prend donc position sur la ligne de la lutte pour le triomphe de l'idée des deux nations associées par deux Etats formellement reconnus comme souverains dans leur situation majoritaire propre: l'un français, l'autre britannique.

Quelques mois plus tard, l'éditorial revient sur l'un des points importants énumérés ci-dessus. "Il y a lieu de retenir la suggestion que soumettait, le mois dernier, M. Raymond Barbeau, à la Commission Dunton-Laurendeau, à savoir: que le droit à la sécession de Québec devrait être inscrit dans la nouvelle constitution des Etats associés". Dans la même livraison, trois articles, d'ailleurs assez nébuleux, développaient le thème des Etats associés.

Dans l'éditorial de mai 1965, le directeur se demandait: "La confiance est-elle encore possible?" Non, répond-il, il faut malheureusement le constater, elle n'est plus possible. Témoin, le dernier discours du trône, qui est plus centralisateur que jamais; remarquer, par exemple, l'insistance sur "la force et l'unité de la Confédération". Le gouvernement fédéral affirme sa volonté d'agir dans tous les domaines: mise en valeur des régions défavorisées, formation des travailleurs, réaménagement des quartiers délabrés des villes; et pour cela il entend obtenir "l'entière collaboration des provinces et la coordination de leurs politiques" avec celles du fédéral. "Cela, s'écrit F.A. Angers, est totalement inique et inacceptable." La solution, c'est la convocation des Etats généraux de la nation canadienne-française. Que la nation elle-même passe à l'action, mette au point une nouvelle constitution, qui pourra ensuite être négociée avec le Canada anglais, si celui-ci le désire.

Il faut noter en passant que l'option des Etats associés ne réunit pas l'adhésion de tous les membres de la rédaction de la revue. Dans le même numéro, Jean Genest écrit un article, sur la querelle

des nationalismes. Il constate que la pensée actuelle, dans le milieu qu'il connaît, dévolue vers la solution des Etats associés. Mais lui-même semble favoriser une formule qui serait fondée sur la reconnaissance des deux nations, plutôt que des deux Etats. Ce qui est certain, c'est que ce rédacteur est beaucoup plus modéré que son directeur, et qu'il est farouchement opposé au séparatisme.

Il faut enfin rendre compte ici de la journée d'étude organisée par l'Action nationale, le 25 avril 1965, sur le thème des Etats associés. Les principales allocutions prononcées à cette occasion sont rassemblées dans la livraison de juin de la revue.

Le texte de F.A. Angers s'intitule: "Les Etats associés, formule d'indépendance". Le directeur rappelle d'abord que la formule remonte, selon les uns, à J.N. Tremblay, et selon les autres, à J.M. Léger ou à Pierre Laporte. D'autre part, nous avons nous-mêmes signalé, ci-dessus, que la formule avait été esquissée par André Dagenais, en juin 1957, dans les Cahiers de la Nouvelle-France.

Quoi qu'il en soit de son origine, il faut surtout retenir qu'elle vient s'insérer entre le séparatisme et le fédéralisme coopératif: aux yeux de F.A. Angers, c'est là un de ses principaux mérites. Elle contient, d'abord, l'idée d'association, qui doit remplacer l'idée de confédération. Il s'agit donc d'un accord entre deux parties égales en droit. La structure majorité-minorité se trouve ainsi éliminée. La formule suppose implicitement le droit à l'autodétermination des deux parties, c'est-à-dire celui de s'associer ou de ne pas s'associer, au terme des négociations, et la parité des droits aux conférences constitutionnelles. La seconde idée qu'elle contient est celle d'Etats nationaux. F.A. Angers insiste enfin sur l'idée que cette formule est synonyme d'indépendance, et non de séparatisme.

Suit un texte de R. Arès qui s'intitule "Le statut particulier, minimum vital pour le Québec". Le directeur de Relations exprime ici une opinion qu'il n'a jamais voulu exprimer dans sa propre revue. Pourquoi un statut particulier? demande-t-il. Tout d'abord, à cause du caractère particulier du Québec, au point de vue historique, sociologique et politique. Ensuite, à cause de la faillite du fédéralisme traditionnel. Enfin, à cause des exigences actuelles du nationalisme québécois. En quoi peut consister ce statut particulier? demande-t-il ensuite. Les solutions entre lesquelles on peut choisir sont les suivantes. Si le Québec revendique la responsabilité exclusive de la nation canadienne-française sur son seul territoire, c'est l'indépendance; si elle la revendique sur tous ses nationaux au Canada, c'est le statut d'Etat associé qu'elle demande; si elle revendique la même responsabilité, mais en demandant la collaboration d'Ottawa, elle ne demande qu'un statut particulier. Quant aux manières d'obtenir ce statut particulier, on peut en envisager trois. La première est la voie des précédents: le Québec a déjà un commencement de statut particulier, de même par exemple que Terre-neuve. La seconde est la voie des amendements constitutionnels. La troisième est l'établissement d'une nouvelle constitution. De toute manière, il faudra certainement, dans cette constitution renouvelée, prévoir des "crans de sécurité" pour éviter les ingérences du pouvoir central, et le respect des domaines de liberté, qui devront certainement être agrandis.

Le texte de Jean-Marc Léger porte, d'une manière plus précise, sur la structure des Etats associés. L'auteur affirme d'abord que toutes les entreprises de réforme du fédéralisme canadien "nous paraissent vouées à l'échec, parce que fondées sur un découpage du Canada en 10 provinces, et non en deux nations". Le point important

est donc la reconnaissance des deux nations. A partir de là, la négociation avec les Anglo-Canadiens est possible. Le fédéralisme étant à rejeter, ces négociations devraient porter sur l'hypothèse confédéraliste. En régime confédéral, le pouvoir central est un pur agent de coordination, si bien que la liberté totale des associés se trouve respectée. La formule comporterait, en particulier, les points suivants: 1) autonomie intégrale des deux Etats nationaux; 2) détermination des domaines communs, comme les affaires étrangères, la souveraineté de chacun demeurant dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la recherche scientifique, du travail, de la sécurité sociale, de la radio et de la télévision; 3) chacun des deux Etats serait libre d'adhérer ou non à la confédération, et de s'en retirer à volonté; 4) représentation égale des deux nations dans tous les organes communs de gouvernement, et alternance à la présidence de la fédération; 5) bilinguisme strict des organes fédéraux; 6) traités de réciprocité pour les minorités; 7) coordination des armées nationales; 8) libre circulation des personnes dans les deux Etats.

On trouve enfin, dans cette livraison, un texte de J.Y. Morin, sur "L'éveil de la conscience nationale et ses conséquences politiques". Sans prendre position en faveur d'aucune solution particulière, l'auteur de ce texte constate, comme R. Arès, que la conscience politique des Canadiens français est parvenue à un tel point de maturité, qu'ils exigent au moins un statut spécial au sein de la Confédération. Quant à la solution des Etats associés, elle est susceptible de bien des modalités. J.Y. Morin les passe en revue, en signalant au passage les difficultés de réalisation de cette formule.

Au terme de son évolution, l'Action nationale a donc pris position en faveur des Etats associés, et elle cherche même à diffuser cette solution, par le moyen de la revue et de ses journées d'études. Rien, dans la doctrine nationaliste, ne laissait prévoir cette évolution. Comme nous l'avons vu, le directeur de la revue dira que le mouvement est resté fidèle à la confédération, aussi longtemps que celle-ci lui est apparue comme viable. S'il en est venu à une solution d'indépendance, c'est qu'à ses yeux, "la confiance n'est plus possible".

II - LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL

L'étude de J.P. Blain, L'idéologie nationaliste de la SSJB de Montréal (Thèse, Montréal, 1964), couvre seulement une partie de notre sujet, car elle s'attache uniquement à l'analyse du contenu du Bulletin de la Société (1952-1961) et de l'Information nationale (1962-1964). Elle laisse de côté certains documents, comme les actes des congrès, et les mémoires présentés par la Société aux commissions royales d'enquête. Les renseignements qu'elle nous fournit, au sujet de l'évolution de la Société sont précieux. On retrouve ici, bien entendu, tous les thèmes nationalistes traditionnels: langue et culture, minorités, doctrine nationale, etc. L'auteur de cette étude a observé qu'entre 1955 et 1959, une partie des thèmes de la revue a changé. Il y avait, par exemple, beaucoup plus d'intérêt pour les questions fédérales-provinciales, avant 1955, qu'après cette date. De 1952 à 1955, on prône toujours le patriotisme canadien, tout en continuant les revendications provincialistes adressées au gouvernement fédéral. A partir de 1956, les revendications ne cessent pas, mais le thème du patriotisme canadien cesse brusquement: on semble se tourner exclusivement vers l'Etat québécois. A partir de 1962, apparaît le thème de l'autodétermination. Il semble, par ailleurs, que ce soit surtout autour de 1959 que l'idée de la priorité de l'Etat du Québec ait fait son apparition. Cette date marquait le 125ème anniversaire de la Société. A cette occasion, le chanoine Groulx insista très fort sur l'idée de travailler à l'avènement de la souveraineté du Québec. C'est dire que la Société se voyait obligée de mieux définir son rôle par rapport à la réalité politique.

Il importe donc de suivre la pensée de la Société, dans sa progression lente vers une solution politique précise: celle des Etats associés.

A - La lutte pour l'autonomie

De simples sondages dans les périodiques publiés par la Société suffiront à illustrer sa pensée, au début de la période qui nous intéresse. En avril 1956, par exemple, le Bulletin commente les récents accords fiscaux dans un sens très favorable. "Il est normal, lit-on dans cette livraison, que les membres les plus fortunés de la Confédération contribuent dans une certaine mesure, à la prospérité de l'ensemble... Pour sa part, le Québec n'a aucune raison de se plaindre de la solution proposée. Par la bouche de son représentant autorisé, M. Duplessis, elle a accepté sans maugréer les propositions fédérales..." Cependant, la même année, la Société remettra au gouvernement provincial un mémoire recommandant l'institution d'un réseau québécois de Radio et de télévision.

Six ans plus tard, le ton aura complètement changé. L'Information nationale invite maintenant le gouvernement du Québec à "exercer sa souveraineté" (avril 1962) "La SSJB veut hâter l'avènement d'une société canadienne-française apte à diriger ses propres affaires sur le plan politique, économique, social et culturel... Elle n'accepte pas que le pacte confédératif actuel soit interprété comme une entente entre 9 provinces, d'une part, et le Québec, d'autre part... Elle invite le gouvernement du Québec à exercer sa souveraineté et à négocier avec le pouvoir fédéral, au nom de tout le Canada français, une nouvelle entente entre deux nations jouissant d'une égalité absolue". Peu après, dans le même organe, la SSJB se déclarera favorable à la nationalisation de l'électricité, et continuera à se préoccuper des problèmes économiques du Québec. Comme l'a noté J.P. Blain, cet intérêt pour l'ordre économique est apparu, dans la Société, en même temps qu'elle se détournait des problèmes fédéraux.

Entre ces deux dates vient se placer le mémoire de la Société à la Commission Tremblay. Dans ce texte, la Société rappelle tout d'abord les principaux points de son histoire, et les mesures qu'elle a prises pour orienter le destin du Canada français. Il n'est pas inutile de les énumérer ici. La Société a fondé la Caisse nationale d'économie, la Caisse nationale d'assurance-vie, la Société nationale de fiducie, la Société nationale d'assurance-vie, le Prêt d'honneur aux étudiants, l'Agence d'information Duvernay, et la Chaire de civilisation canadienne-française à l'université de Montréal. Telles sont les oeuvres dont la Société montréalaise peut se glorifier, après plus de cent ans d'existence.

Allons tout de suite au chapitre III de ce mémoire, qui s'intitule "La situation en 1954". Le gouvernement d'Ottawa, explique ce texte, est devenu, peu à peu, le gouvernement national du Canada anglais, qui a fini par constituer une véritable nation-Etat. Ce gouvernement se considère comme responsable du bien commun des Canadiens anglais, qui représentent 70 pour cent de la population du pays. Ainsi, la majorité canadienne-anglaise est-elle devenue omnipotente dans le gouvernement fédéral. En un mot, Ottawa est la capitale de la nation-Etat Canadian, si bien que l'autonomie provinciale n'a presque plus aucun sens, aujourd'hui, pour ces Canadians: faisant tous partie d'un Etat unitaire, ils n'ont que faire des différences provinciales.

Quant aux Canadiens-français, ils ont évolué exactement de la même manière, ce qui les a amenés à s'opposer de plus en plus à l'autre nation. Ils sont devenus conscients du fait que le gouvernement du Québec est le seul qu'ils peuvent mettre à leur service. Devant l'extension considérable des pouvoirs d'Ottawa, le réflexe

autonomiste s'est durci. Le Québec résiste, en particulier, à l'aliénation des droits fiscaux, alors que toutes les autres provinces, sur ce point, ont cédé leurs droits au pouvoir central. Ce qui est sûr, c'est que la situation décrite ci-dessus ne peut durer très longtemps. Il faut de toute urgence rechercher des solutions nouvelles.

Le chapitre suivant veut énumérer toutes les solutions qui paraissent alors possibles. La première consisterait à continuer la politique traditionnelle, qui est, dit le mémoire, une politique de soumission. Mais cette politique, l'expérience l'a montré, n'a rien réglé. Une autre solution consisterait à revenir au fédéralisme des années 1920-1930. Mais le gouvernement fédéral a pris tous les moyens pour empêcher ce retour: pensions de vieillesse, plan national d'assurance-chômage, allocations familiales, abolition du Conseil privé, pouvoir d'amender la constitution, Cour suprême avec juridiction nationale, etc. C'est dire que "l'ancien équilibre politique est définitivement rompu", et ce, de par la volonté du pouvoir central. Reste à envisager la possibilité d'une "politique canadienne-française". En effet, la solution du problème canadien-français ne peut venir que du gouvernement du Québec.

Le chapitre VI s'applique à décrire le "programme d'une politique canadienne-française". Au niveau de la politique culturelle, le mémoire recommande tout d'abord la création d'un Département de l'éducation nationale, l'institution d'un système de bourses d'études et la création d'un réseau autonome, c'est-à-dire provincial, de radio et de télévision. Au niveau de l'administration, on souhaite la création d'un ministère provincial de la justice et d'un Service civil. Par ailleurs la politique sociale de la province devra chercher à récupérer tout le domaine de la santé, du logement, de la législa-

tion ouvrière et des fonds de pension. On conçoit que dans le domaine financier, on envisage, outre la création d'un ministère provincial des finances, la reconquête de l'autonomie fiscale, surtout en ce qui concerne l'impôt sur le revenu des particuliers. La politique économique, enfin, doit comprendre la création de trois nouveaux ministères: Ressources naturelles, Développement économique et Coopération, et la mise en place d'un office provincial de la statistique.

Ce chapitre aborde ensuite la délicate question des rapports du Québec avec le Canada anglais. "La province de Québec demeure le seul endroit au monde où les Canadiens français ont une patrie bien à eux... Mais la patrie québécoise n'est pas et ne peut pas être un Etat pleinement souverain. Les Canadiens français ont toujours reconnu qu'ils doivent collaborer avec les autres habitants du pays et avec les dirigeants de l'Etat central... Ils ont la ferme intention de continuer dans la même voie."

Que demandent les Canadiens, aux yeux de la SSJB de Montréal? Tout simplement "les cadres minimums nécessaires pour maintenir leur fidélité culturelle". La solution recherchée réside donc, finalement dans "l'union de deux fidélités: la fidélité canado-britannique et la fidélité canadienne-française".

Comment tout ceci doit-il se traduire dans la réalité constitutionnelle? Sur ce point, le mémoire dit seulement que "l'Etat provincial du Québec doit être en mesure de demander à son partenaire anglo-canadien de compléter le statut spécial que la constitution de 1867 lui avait accordé".

On a donc vu apparaître, tout au long de ces pages, d'une part la distinction Canadiens-Canadians, tirée de Michel Brunet, et

d'autre part, l'esquisse d'une théorie des Etats souverains, qu'on se refuse aussitôt à admettre. Dans cette hypothèse, il ne reste en effet à envisager que la formule vague du "statut particulier".

A cette étape de son évolution (1954), la Société de Montréal est donc résolument fédéraliste. Toutes les solutions qu'elle envisage pour résoudre le problème du Canada français s'élaborent dans les cadres de la Constitution canadienne. Même le statut particulier qu'elle souhaite pour le Québec, elle affirme qu'il est déjà inscrit dans les textes juridiques.

Dans les recommandations qu'elle fera à la commission royale d'enquête sur l'enseignement, en 1962, sa pensée politique est encore à peu près au même point, encore qu'elle insiste très fort sur le caractère particulier du Québec. On reconnaîtra ici, d'ailleurs, certaines idées chères à la Fédération des SSJB.

L'orientation générale du mémoire à la Commission Parent est déjà exprimée par son titre: "L'éducation nationale". Il va donc s'agir avant tout, dans ce texte, des moyens à mettre en oeuvre pour préserver les valeurs propres de la nation canadienne-française. Une première série de recommandations concerne l'enseignement lui-même. On insiste, bien entendu, sur la primauté que doivent avoir la langue française et la conception chrétienne de la vie. La langue française doit demeurer, à tous les niveaux, l'instrument privilégié utilisé pour la formation générale de l'esprit. Dans ce but, on n'introduira la langue anglaise qu'après le niveau primaire. Tel est le point important, aux yeux de la SSJB de Montréal.

Pour le reste, on insistera sur l'importance de planifier et de subventionner la recherche scientifique, de même que la formation des maîtres. On se préoccupe aussi de l'organisation de la culture populaire, des bibliothèques québécoises, et l'on préconise, sur la

question des structures de l'enseignement, un retour à la tradition de l'université française.

Vient ensuite une série de recommandations qui nous intéressent de plus près. Elles concernent le milieu. En effet, estime la Société, la transformation de l'enseignement serait inefficace, si on oublie de transformer en même temps le milieu global dans lequel baignent les Canadiens français. C'est ici que reparaissent, avec plus de précision, les préoccupations autonomistes de la Société. On recommande, par exemple, que la version française des lois de la Province soit seule valide devant les tribunaux. Comme l'a déjà fait, et à maintes reprises, la Fédération des SSJB, on souhaite que les entreprises commerciales établies au Québec adoptent une raison sociale française. On insiste, également, pour que "le gouvernement provincial s'inspire d'une conception chrétienne de la vie" et pour que soit préservé le caractère confessionnel de l'instruction publique. Les dernières recommandations sont encore plus nettement autonomistes. En matière d'enseignement et de sécurité sociale, le gouvernement du Québec devra en effet rompre avec les plans conjoints préconisés par Ottawa, et réclamer dans ces domaines une autonomie complète. On recommande, enfin, la création d'une Société Radio-Québec, parallèle à Radio-Canada.

Aucune politique nouvelle n'apparaît ici. Mais il est évident que la SSJB de Montréal met tout en oeuvre pour engager le gouvernement provincial à se comporter comme l'organe suprême d'un Etat souverain. Seule, la question juridique n'est pas posée. Elle le sera, dans le Mémoire présenté par la Société à la Commission parlementaire de la Constitution.

B - La thèse des Etats associés

L'introduction historique qui ouvre ce document est importante. On y démontre que la rédaction de la Constitution de 1867 a été faite dans un esprit de centralisation, mais qu'un jeu de forces centrifuges s'est, très tôt, emparé de la vie politique canadienne. Contre la lettre de la Constitution, les provinces conquièrent peu à peu une assez large autonomie. Cette évolution se poursuit jusqu'à la seconde guerre mondiale. A ce moment, le gouvernement d'Ottawa fit une nouvelle offensive dans le sens du fédéralisme, à la suite de quoi toutes les provinces, sauf Québec, cédèrent aux pressions centralisatrices.

Depuis lors, l'évolution politique du Canada a conservé cette orientation. C'est dire, par le fait même, que le gouvernement d'Ottawa est canado-britannique, et nul ne peut reprocher aux Anglo-Canadiens de s'appuyer sur ce gouvernement. Mais en même temps, les Canadiens français ont pris conscience d'appartenir, eux aussi, à un Etat national, constitué par le territoire du Québec et par le gouvernement de cette province. "Cette constatation, qui a si longtemps tardé, entraîne une révolution politique. Il ne sert à rien de se le cacher... Investi de la lourde responsabilité d'assurer le progrès collectif des Canadiens français, le gouvernement du Québec est appelé à augmenter considérablement ses pouvoirs".

Jusque là, la Société ne fait que répéter ce qu'elle affirme depuis de nombreuses années. Mais elle ajoute que s'il faut encore faire l'union canadienne, ce sera forcément "en partant de nouvelles prémisses et en s'appuyant sur une nouvelle base". La Société va donc recommander une modification en profondeur de la Constitution.



Au chapitre des recommandations, elle réaffirme l'échec du centralisme. Elle rejette, également la formule dite du "fédéralisme coopératif", car, estime-t-elle, cette formule masque en fait une forme de centralisme. Elle n'est qu'un compromis, et non une solution nette. En effet, cette formule ne peut fonctionner que si toutes les provinces acceptent de "coopérer". Comment cela serait-il possible, puisque le Canada est fait de deux nations, dont les intérêts sont divergents? Au reste, cette formule signifierait encore que le Québec aurait à marchander avec une politique nationaliste anglo-canadienne, dont elle connaît déjà toutes les tendances et les manoeuvres.

Si l'unité canadienne doit demeurer, estime la Société, ce doit être sur la base des deux nations, et non des dix provinces.

Dans cette structure nouvelle, chaque nation serait encadrée par un Etat national. Il y aurait donc un Etat national francophone correspondant au Québec, et un Etat national anglophone correspondant à un nombre indéterminé de provinces. Le Québec devient alors un Etat souverain, de même que le Canada anglais. C'est dire que le gouvernement du Québec devient par le fait même le gouvernement national de tous les Canadiens français situés sur le territoire du Canada. C'est dire aussi que chaque habitant du Québec aura la nationalité québécoise.

La souveraineté de l'Etat du Québec étant ainsi assurée, celui-ci pourra ensuite s'associer au Canada anglais, de manière à former avec lui une véritable confédération. Dans cette structure, le pouvoir législatif de la Confédération serait exercé par un parlement unicaméral, où siègeraient, en nombre égal, des représentants des deux Etats. Les gouvernements des deux Etats formeraient le Conseil suprême de la Confédération, qui serait chargé de veiller à une

collaboration étroite entre les deux Etats, dans tous les domaines où ils auraient des intérêts communs: planification économique, politique monétaire, douanes, administration confédérale, transports continentaux, politique étrangère. La création d'une Cour confédérale devrait également être prévue, pour le règlement des litiges constitutionnels.

Quant à l'Etat du Québec, la Société souhaite pour lui un régime républicain. A ses yeux, il semble en effet que les Québécois penchent actuellement pour un régime de ce type. De toute manière, le type de régime devrait être choisi par voie de référendum. Comme il a été dit plus haut, le Québec aurait alors tous les pouvoirs d'un Etat souverain, dans les limites prévues par les exigences de son association avec un autre Etat.

Cette structure bi-étatique du Canada se retrouve dans le mémoire remis par la même Société à la Commission royale d'enquête sur le bi-culturalisme et le bilinguisme. Le mémoire porte sur la question précise du bilinguisme, et la Société estime que la sauvegarde de la langue française, élément essentiel de la nation québécoise, ne saurait être assurée que par un Etat québécois souverain.

La pensée politique de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal s'est donc arrêtée à la formule des Etats associés. Mais ce choix est récent et il est toujours possible que cette pensée, dans un délai plus ou moins bref, aille au delà, ou revienne en deçà de cette position.

III - LE PARTI SOCIALISTE QUEBECOIS

Le Parti Socialiste Québécois est né, à l'été 1962, de la scission intervenue à l'intérieur du Nouveau Parti Démocratique. La scission se produisit, principalement à propos de deux questions: l'interprétation du socialisme et la question nationale. Constitué en formation indépendante du NPD canadien, le PSQ pouvait, d'une part, professer un type de socialisme qui se situait à gauche de celui du NPD, et d'autre part, militer activement pour la solution du problème national du Canada français. Le parti allait bientôt avoir son organe, Le Peuple. D'autre part, l'année 1963 allait voir la fondation, à Montréal, du Club Socialiste Jacques Perrault, qui réunissait surtout des professeurs désireux de discuter entre eux de doctrine socialiste. De la réunion de certains membres de ce club, et de certains membres du PSQ, allait naître la revue Socialisme 64. Cette seconde revue n'est donc pas l'organe du parti, mais elle reflète certaines de ses préoccupations. C'est pourquoi nous parlerons de cette revue, à la fin de la présente étude.

A - Objectifs généraux

Le premier numéro du Peuple, comme il se doit, allait s'étendre assez longuement sur la scission intervenue au sein du NPD. "Quelques-uns, lit-on dans le Liminaire, se scandalisent que les initiateurs du Parti Socialiste du Québec aient rompu avec le NPD. Il était grand temps de rompre... Nous n'aurons plus à acclimater le socialisme de l'ouest du Canada à celui du Québec: nous aurons à créer le socialisme des Québécois." Ce ne sera pas, poursuit l'auteur de ce texte, un socialisme passe-partout, compatible avec une

multitude de régimes politiques. "Notre socialisme sera l'aboutissement de l'effort national tout entier prenant parmi nous son véritable sens... Nous aurons voulu détruire deux équivoques: une certaine conception socialiste amputée de la réalité nationale, et une certaine conception nationaliste privée d'orientation socialiste".

Dans un article de la même livraison, J.C. Lebel pose la même question: Pourquoi un parti indépendant du NPD? "Pour que les Québécois cessent de bouder le socialisme," répond-il. Les partis canadiens qui se donnaient pour socialistes, jusqu'à ce jour, ne pouvaient être acceptés par les Québécois, qui n'arrivaient pas à se reconnaître au sein de ces formations. Celles-ci avaient d'ailleurs été mises sur pied sans eux, et continuaient toujours de faire abstraction des problèmes spécifiquement québécois. "Notre point de vue, c'est que le peuple du Québec n'est pas contre le socialisme, mais indifférent à un socialisme qui lui impose de se nier lui-même, dans toute son identité. Le peuple aurait confiance dans un Etat socialiste, si cet Etat avait nom Québec... Au lieu de se condamner à la stérilité en boudant l'aspiration des Québécois à se donner un Etat national, le Parti Socialiste du Québec en fera l'une des pierres d'assise de son développement".

Il est remarquable que le parti ait récupéré un des intellectuels que nous rencontrons tout au long de l'évolution spirituelle et politique du Québec, depuis vingt ans: Pierre Vadeboncoeur. Au tout début de cette étude, nous avons signalé qu'il avait été le premier à prononcer, et très tôt, dans Cité libre, le mot de révolution. Plus tard, on le verra saluer l'apparition de Parti pris, puis de Révolution québécoise. Nous le trouvons maintenant dans les rangs du PSQ, et collaborant au premier numéro du Peuple. Son article s'intitule: "Le PSQ, un choix inévitable". Il vaut la peine de citer

d'assez longs passages de ce texte, qui nous paraît important. "La première chose qui nous est apparue, écrit Vadeboncoeur, c'est que le Québec évoluerait d'une manière distincte, par son propre dynamisme, comme une véritable nation, et que cette évolution... dépendrait peu de ce que l'on trouve ailleurs. Non seulement le socialisme aurait ici un contenu de classe, mais, dans l'effort du Québec pour exister, le socialisme arriverait à point nommé pour indiquer au moins une des grandes lignes... de la révolution nationale. Il prendrait part à cette révolution. Il s'en inspirerait et l'inspirerait".

Cette dernière phrase est à retenir, car elle exprime ce qu'il y a de plus central dans les préoccupations des fondateurs du PSQ. D'une part, le parti doit se nourrir de la problématique nationale des Canadiens français, et d'autre part, il doit aider à résoudre positivement les problèmes du nationalisme. Par rapport à la révolution nationale, poursuit Vadeboncoeur, il ne serait pas un élément distinct et surajouté, mais il vivrait de sa vie à elle, et son avenir se confondrait avec celui de cette révolution. Il aurait donc un tout autre sens que celui d'un pur système. Il aurait celui d'une aventure globale, celle du Québec, profondément irréductible par notre situation, notre passé, nos réactions, notre vouloir-vivre, à celle de toute autre partie du Canada". Ainsi esquissé, le développement du PSQ ressemble fort à celui de bien des partis nationaux qui ont mené un certain nombre de pays africains et asiatiques au statut d'Etat souverain.

Ces textes développent surtout le second des deux points en litige entre le NPD et le PSQ: le nationalisme. Le second point, qui est la conception même du socialisme, nous le trouverons commenté,

moins dans le journal du Parti que dans la revue Socialisme 64. Il en sera donc question, ci-dessous, dans la dernière partie de cette étude. Ici, nous donnerons plutôt un aperçu du Manifeste du PSQ, publié le 1er mai 1965, et qui renferme toute la doctrine sociale et politique du mouvement.

Les partis traditionnels, est-il dit au début de ce texte, ne publient guère de manifestes, tout simplement parce qu'ils n'ont pas de doctrine. Le PSQ, lui, en a une; et, comme tout parti socialiste, il apporte, d'une part, une critique de la société capitaliste, et d'autre part, des principes sur lesquels pourrait s'édifier une société nouvelle. Le Manifeste s'articule donc en deux parties.

Dans la critique du capitalisme, le PSQ s'élève d'abord contre l'injustice économique inhérente à ce système. Les décisions économiques sont laissées à une classe d'individus, et qui sont motivés par la recherche de leur intérêt particulier. Ces gens forment la classe bourgeoise. Cette situation a pour résultat de dépersonnaliser les relations humaines: elle institue de purs rapports de profit et d'exploitation, entre bourgeois, travailleurs et consommateurs. Or, le Canada est un des pays où se maintiennent avec le plus de ténacité les structures nées du libéralisme économique. Il est, en particulier, dominé par le colonialisme économique des USA. Et le Québec souffre tout particulièrement de cette situation.

A cette injustice économique, s'ajoute l'injustice sociale. Dans un tel système, les citoyens sont forcément inégaux, devant les biens auxquels ils ont, en principe, tous également droit: éducation, sécurité matérielle, loisirs, soins de santé, habitation, sort de la vieillesse, situation de la femme. Le Manifeste dénonce enfin une troisième injustice, qui est d'ordre politique. Le PSQ estime en

effet que les institutions politiques actuelles ne sont ni démocratiques, ni efficaces. Le député, par exemple, n'exerce plus son rôle de législateur. Le Conseil législatif est devenu inutile. Le système électoral est fondé sur le pouvoir de l'argent. C'est dire que l'Etat est l'instrument de la classe des possédants.

Le modèle social que propose le Manifeste doit, en principe, remédier à tous les inconvénients du système capitaliste. Le principe sur lequel est fondé ce modèle est l'égalité de tous les citoyens. La société socialiste, dit le Manifeste, se définit en effet par 1) la recherche du bien-être général de la population; 2) la poursuite d'une politique de développement économique et social; 3) l'approbation collective des principaux moyens de production; 4) la participation à la vie politique de tous les groupes sociaux.

Le parti provincial, pour sa part, insiste sur les points suivants: souveraineté de l'Etat du Québec; planification économique rigoureuse, afin que l'argent soit au service de tout le peuple; démocratisation absolue de la vie politique, c'est-à-dire réforme des partis, de l'administration et des modes de scrutin; mise en application d'un régime social d'égalité absolue pour la femme; sécurité sociale; démocratisation de l'enseignement.

D'après ces documents, il est difficile de dire où, exactement, se situe le PSQ, dans l'éventail des socialismes. Tout ce qui est sûr, c'est qu'il affirme rejeter le Welfare State du NPD. Jusqu'où irait-il, vers la gauche de ce parti, et de cette théorie économique? Il est sans doute trop tôt pour répondre à cette question, avec quelque précision, le parti n'ayant que trois ans d'existence.

B - La thèse des Etats associés

Les vues du PSQ sur le problème constitutionnel se trouvent formulées surtout dans un document qui a pour titre "L'Etat libre du Québec et la Confédération", et qui est en fait un projet de constitution.

Au début de ce document, comme dans tous ceux qui proposent pour le Québec le régime d'Etat associé, on rappelle que les Canadiens français forment une nation, c'est-à-dire une "communauté naturelle historiquement constituée par la langue, la culture, la formation psychologique, le territoire et la vie économique". Or, la constitution fédérative a réduit le Québec à l'état de dépendance économique. Menacés dans leur personnalité collective par cet état de dépendance, les Canadiens français désirent maintenant faire du Québec un Etat libre. Le Parti prévoit l'hostilité que ces aspirations peuvent soulever dans le Canada anglais. Pourtant, observe-t-il, l'établissement d'un tel Etat libre n'est pas incompatible avec le principe d'une association avec le Canada anglophone. De toute manière, estime le PSQ, toute formule de "fédéralisme coopératif" ou de "statut spécial" est impraticable au Canada français. Il faut plutôt créer une constitution du Québec, et ensuite, élaborer une nouvelle constitution du Canada.

Dans la constitution de l'Etat du Québec, il faudrait tout d'abord prévoir la proclamation d'une constitution québécoise des droits de l'homme. Viendrait ensuite la convocation d'une Assemblée constituante qui adopterait la loi fondamentale et la charte des droits dont il vient d'être question. Parmi les points de cette loi fondamentale, relevons les suivants. La langue française serait seule officielle sur le territoire du nouvel Etat, le statut des anglophones

étant par ailleurs prévu par la déclaration des droits. Tous les impôts seraient perçus par cet Etat. Celui-ci aurait compétence exclusive en matière d'éducation, de sécurité sociale, de législation de l'industrie et du travail, dans le domaine de l'agriculture et de la pêche, des ressources naturelles, du commerce intérieur, de l'établissement des banques à charte, des transports et communications, du pouvoir judiciaire et des principaux instruments de culture et d'information: radio, cinéma, presse et édition.

D'autre part, le PSQ prévoit les principaux points de l'organisation et des compétences de la Confédération. En premier lieu, la structure des institutions confédérales serait fondée sur l'existence de deux Etats égaux en droits. Le Conseil confédéral serait composé de délégués dont la moitié viendrait du Canada français, et l'autre moitié, du Canada anglais. Il serait, de même, essentiel de proclamer une charte confédérale des droits, afin de protéger efficacement les droits des minorités francophones et anglophones demeurant hors des frontières de leurs métropoles respectives.

Il faudrait, en outre, prévoir l'institution d'un haut tribunal constitutionnel, destiné à arbitrer les litiges entre les deux Etats. Tous les impôts étant perçus par chaque Etat, le Conseil confédéral déterminerait périodiquement le budget requis pour fins confédérales. Des accords confédéraux seraient signés prévoyant les modalités du commerce entre les deux Etats, le régime des douanes et la circulation des travailleurs. L'émission et le contrôle de la monnaie seraient de même, régis par un organisme confédéral. La fonction publique confédérale, enfin, serait rigoureusement bilingue.

Le PSQ a également publié une "Charte des droits de l'homme pour l'Etat du Québec", qui doit être la première pièce d'une éventuelle constitution renouvelée. Ce texte, rédigé par des spécialistes,

s'inspire de bon nombre de documents analogues, depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme, jusqu'aux éléments de constitutions provinciales canadiennes. Il entend rassembler toutes les garanties des droits prévues par ces documents. On y définit d'abord les droits politiques et les droits civils, et l'on insiste sur la non-discrimination, dans tous les domaines où elle est susceptible de s'appliquer. Vient enfin la définition des droits économiques et sociaux, des libertés personnelles et des libertés publiques.

On le voit: la pensée politique du PSQ est extrêmement concrète. Elle diffère, en cela, de la pensée de la plupart des mouvements que nous avons étudiés, sinon de tous. La revue Socialisme 64-65, qui participe, d'une manière non officielle, à la vie du mouvement, aura le même caractère.

C - La revue "Socialisme 64"

Rédigée, d'une part par un groupe de sociologues et d'économistes, et d'autre part par des dirigeants et des militants syndicalistes, la revue Socialisme 64 veut poursuivre une réflexion qui a pour but d'adapter le socialisme au XXème siècle, et au Canada français. En principe, elle ne manifeste aucun engagement politique. Les sympathies qu'elle entretient dans les milieux syndicalistes lui interdisent, d'ailleurs, d'exprimer trop ouvertement les tendances sécessionnistes que certains de ses membres pourraient avoir. Mais tout récemment, la politique de la revue semble avoir changé, sur ce point.

Dans la Présentation du premier numéro, on constate d'abord qu'au Québec, la "révolution tranquille" est un fait accompli, et qu'il faut maintenant chercher à dépasser celle-ci. Or, les forces dynamiques de la nation ont découvert, récemment, le socialisme.

D'autre part, la révolution socialiste ne peut se faire que par le peuple. D'où la nécessité, pour ceux qui ont découvert les possibilités de libération que porte le socialisme, de repérer et de décrire les problèmes du peuple. Tel est le but que se propose Socialisme 64. La revue sera donc un instrument de recherche, et elle visera à donner aux problèmes sociaux, économiques et politiques du Québec des solutions autres que celles du capitalisme qui sévissent encore, dans le régime de la "révolution tranquille". D'autre part - et ceci est important - Socialisme "se veut non orthodoxe et non dogmatique. Ces notions lui paraissent étrangères à l'essence même du socialisme".

Si nous avons souligné cette dernière remarque, c'est qu'elle distingue Socialisme des autres publications "de gauche" qui ont vu le jour récemment, au Canada français. La revue admet donc dans son équipe de rédaction toutes les tendances, car elle estime que le socialisme, loin d'être un dogme, est une doctrine qui peut s'adapter aux situations et aux idéologies les plus diverses. Cette équipe est donc tout le contraire d'une chapelle.

L'essai d'adaptation du socialisme à la réalité québécoise commence dès le premier numéro. Tel est le but de l'article intitulé "Matériaux pour la théorie et la pratique d'un socialisme québécois", et signé par E. Boudreau, J. Dofny, R. Martel et M. Rioux. Deux des auteurs, remarquons-le, sont des syndicalistes, et les deux autres, des universitaires. Le dilemme devant lequel le Québec se trouve est le suivant, écrivent-ils. On a, d'une part, les fédéralistes, qui sont prêts à sacrifier l'autonomie pour garder le standard de vie nord-américain, et d'autre part, les séparatistes, qui sont prêts à sacrifier le standard de vie pour l'indépendance.

Or, seuls les socialistes choisissent les deux à la fois; car il y a moyen, à l'intérieur d'un Québec Etat socialiste, de sauvegarder l'un et l'autre. Jusqu'aux années toutes récentes, le Québec s'est pensé comme une culture, alors qu'il faut le penser comme une société économique et politique. Or, seul le socialisme peut élaborer la théorie et la pratique d'une telle société. C'est dire qu'il faut, au Québec, réinventer le socialisme.

On a là, en quelque sorte, un article-programme. Les autres textes sont un commencement d'élaboration de ce qui vient d'être énoncé ici. On a d'abord une critique du capitalisme instituée par un groupe d'ouvriers de Montréal, dont on recueille le témoignage, et ensuite, un article de P. Bélanger et G. Fortin, qui dénonce le crédit à la consommation, comme une des formes les plus subtiles de l'exploitation capitaliste. La livraison se termine sur un article de M. Rioux qui révèle tout un aspect des tendances de la revue. Dans ce texte, l'auteur établit que les USA ont toujours "rejeté le socialisme comme idéologie et comme pratique socio-économique". Mais cela, poursuit-il, n'entraîne pas nécessairement l'échec du socialisme au Québec, car le Canada français présente des caractéristiques qui le distinguent nettement de la société américaine. Il a, en particulier, le "privilège du retard historique", qui le pousse vers la solution socialiste.

On voit déjà que la revue s'oppose nettement au socialisme tel qu'on l'entend habituellement en contexte nord-américain. Dans le numéro suivant (automne 1964), W.C. Beaching et M. Lazarus montreront que la défaite du parti CCF en Saskatchewan, après 20 ans de pouvoir, vient de ce que le parti n'a jamais osé attaquer les structures essentielles du capitalisme. Le peuple a renversé ce parti, parce

qu'il a constaté qu'il n'avait apporté aucun changement profond au système économique auquel se tiennent les partis traditionnels.

Chaque livraison de la revue se partage habituellement en articles théoriques et en comptes rendus de situations concrètes, prises dans le domaine international, aussi bien que dans le Québec: la coopération française, le problème des agriculteurs, la grève de Murdochville, les réalisations du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec, le conflit de La Presse, le syndicalisme étudiant, les problèmes de la déconfessionnalisation des syndicats, etc.

Parmi ces textes, on en trouve parfois qui expriment, d'une manière habituellement discrète, un engagement politique; celui, par exemple, de F. Dumont, qui s'intitule "L'Etat, la gauche et la droite". L'auteur adhère à l'idée d'une république du Québec, mais comme à un idéal dont la réalisation n'est pas pour un futur immédiat. Le Québec, estime-t-il, n'est pas prêt pour une telle transformation. Il faudrait d'abord tout un ensemble de réformes économiques et sociales qui prépareraient peu à peu le pays à un changement de statut politique.

Dans un article sur le syndicalisme des ingénieurs québécois (printemps 65), Y. Brunet et H. Dupuis observent que les ingénieurs de Montréal et de Québec se sont syndiqués, parce qu'ils ont pris conscience de leur état de salariés. Ils peuvent maintenant revendiquer plus efficacement l'extension de la langue française à toutes les industries où ils travaillent. La solution radicale de ce problème de langue, ce serait l'indépendance politique du Québec, remarque l'un des deux ingénieurs interrogés par l'auteur de l'article. On pourrait alors, remarque-t-il, implanter un système analogue à celui qui existe au Mexique: les fonds sont étrangers, mais tous les

cadres de l'industrie doivent être formés dans la langue nationale.

Il faut enfin signaler l'éditorial du dernier numéro (été 1965). Il s'intitule "La montée du socialisme". Au Canada, constate ce texte, et en particulier dans le Québec, les partis qui se réclament de la philosophie libérale sont en perte de vitesse. "Le Québec, aliéné économiquement et politiquement, n'échappera pas au mouvement mondial de libération à l'égard du capitalisme. Le Québec est placé dans des conditions historiques telles, qu'il peut, s'il le veut, construire le modèle de la société de demain". Soulignons tout de suite que dans ce texte, comme dans l'article que nous venons de citer sur le problème des ingénieurs, l'économique et le politique se trouvent intimement associés. Et il en est ainsi dans beaucoup de textes publiés dans Socialisme 65.

L'éditorial que nous résumons se poursuit exactement dans ce sens. "Nous croyons à l'unité des trois principes: nationalisme, démocratie et socialisme." Et le paragraphe qui suit semble bien énoncer une position politique précise: celle du PSQ. "Le nationalisme n'a cessé de gagner du terrain, de façon moins explosive, mais par contre beaucoup plus étendue. Suivant l'exemple des socialistes québécois, les partis politiques ont tous mis l'accent sur leur autonomie à l'égard des partis fédéraux. Traités de diviseurs il y a deux ans, les socialistes depuis lors ont servi d'exemple: tout le monde a compris que la séparation des partis fédéraux était la condition nécessaire à l'unification interne et à l'audience populaire: la Jeune Chambre de Commerce, le mouvement étudiant, et le mouvement ouvrier, jusqu'à un certain point, ont marché dans la même direction. Le gouvernement est mis en échec lorsqu'il veut rapatrier la Constitution de Londres. Les derniers ligaments du vieux pacte

colonial s'effritent les uns après les autres. La thèse des deux nations aboutit à la thèse des deux Etats".

La revue est donc sortie, tout récemment, de la réserve officielle qu'elle s'imposait. Elle semble proposer, tout comme le PSQ, la thèse des Etats associées. La conception qu'elle a du socialisme la poussait nécessairement vers cette prise de position. En effet, constate l'auteur de l'éditorial, "Les trois mouvements: nationalisme, démocratie et socialisation, fondent le socialisme"; c'est-à-dire le socialisme, tel que le conçoivent le Parti Socialiste du Québec et la revue Socialisme 65.

Chapitre V

L ' I N D E P E N D A N C E

1. "Liberté"
2. La revue socialiste
3. "Révolution québécoise"
4. "Monde nouveau"
5. "Québec libre"
6. "La Cognée"

I - "L I B E R T É"

Avant d'aborder les positions politiques de la revue, il faut d'abord esquisser son évolution générale, depuis les débuts, et donner un aperçu de la critique de la société québécoise qu'elle a voulu poursuivre.

1. Les deux époques de "Liberté"

Fondée au début de 1959, la revue Liberté est longtemps restée éloignée de l'engagement politique. Sous la direction de Jean-Guy Pilon, c'est-à-dire pendant ses douze premiers numéros, elle est restée surtout un périodique centré sur l'art et la littérature. Dans la présentation du premier numéro, l'équipe de rédaction n'assigne d'ailleurs qu'un but vague à la revue. Liberté sera avant tout "un centre de discussion des problèmes culturels; (elle) compte accueillir toutes les pensées valables et favoriser le dialogue. Elle n'est pas l'organe d'un groupe fermé". A lire cette présentation, on se demande ce qui a motivé le choix du titre de la revue. De toute manière, celle-ci n'a aucune visée séparatiste. Bien au contraire: "Liberté est une revue nationale, et à cette fin, elle désire s'assurer la collaboration des intellectuels canadiens, qu'ils soient de Montréal, de Winnipeg ou de Vancouver".

Le numéro 3 (mai-juin 1959) contient même une critique du nationalisme de Raymond Barbeau, sous la forme d'une parodie intitulée "Radio-Laurentie".

Un commencement d'engagement se dessine, à partir du numéro 6 (novembre-décembre 1959). Ce numéro est occupé par une enquête

sur l'"Intellectuel et la société politique". Mais cette enquête n'apporte aucun résultat auquel on puisse se fier: le questionnaire n'a manifestement pas été préparé avec rigueur, et on ne voit pas en vertu de quel principe on a choisi la douzaine de personnalités dont les réponses figurent dans la revue. La plupart répondent à la première question, la seule du reste qui nous importe ici. Cette question était formulée de la manière suivante: croyez-vous à la démocratie telle qu'on l'entend au Canada? La seule réponse séparatiste nette est celle de Raymond Barbeau, qui rêve de créer une "République démocratique de Laurentie". Les autres réponses (R. Duhamel, J. Ferron, F. Hertel, N. Kattan, F. R. Scott, J. Simard, P. Toupin) préconisent des réformes qui visent toutes à rendre plus efficace "le régime démocratique actuel".

Dans les numéros qui suivent, on a parfois un article qui procède d'un mouvement de révolte, tels celui d'André Belleau (mars-avril 1960) qui dénonce le caractère oppressif de notre système d'éducation, et un texte de mai-août 1960, qui fait l'éloge du Refus global de Borduas. Mais il faut attendre l'automne 1960 pour qu'un changement notable se fasse sentir dans l'orientation de la revue.

Avec le numéro d'octobre 1960, la revue change en effet de directeur. Jacques Godbout remplace Jean-Guy Pilon, et il s'empresse de faire le point de l'orientation de la revue, dans l'éditorial de ce numéro. Il constate surtout la présence d'agnostiques et de chrétiens, à Liberté; en cela, poursuit-il, l'équipe de la revue est bien le reflet du milieu, car "une grande partie de notre génération ne croit plus".

On ne sait pas encore ce que réserve cette mise au net des positions religieuses de la revue. Mais dès le numéro suivant, les textes s'orientent dans un sens bien précis (novembre-décembre 1960). Ce numéro est consacré presque entièrement à l'enseignement. Dans l'éditorial, Godbout proclame l'urgence d'une réforme totale de notre système d'enseignement, et son texte est en même temps une sorte de profession de foi anti-cléricale. Jacques Bobet, pour sa part, réclame la constitution d'un ministère de l'éducation, tandis que M. Blain prédit la fin du "colonialisme spirituel" et l'avènement prochain d'un système d'éducation démocratique et laïque. Fernand Ouellette constate l'échec des valeurs religieuses. Ce numéro accueille, en outre, trois lettres ouvertes refusées au Devoir, sur les mêmes thèmes: critique des structures cléricales de l'enseignement, et projet d'un ministère de l'Education.

C'est dire qu'avec le changement de direction de l'automne 1960, la revue s'orientait d'une manière beaucoup plus nette. La seconde époque de Liberté commence. Nous allons analyser le contenu des numéros de cette époque, en situant l'orientation politique dans le contexte de la critique globale du milieu québécois instituée par la revue.

2. La critique de la société québécoise

La critique instituée par Liberté est beaucoup moins cohérente et moins systématique que celle poursuivie par Cité libre. Aussi aurons-nous peu de choses à dire, sur ce sujet. Le thème le plus constant semble être celui de la laïcité: en mai-octobre 1961, article en faveur de l'école laïque; en mai 1962, tout un numéro est consacré à la critique des structures cléricales; celui de mai-

-194-

juin 1963 est consacré aux activités du Mouvement laïque de langue française, depuis sa fondation.

Mais cette critique a un caractère surtout revendicateur. Elle repose sur des structures intellectuelles faibles, et il est toujours difficile d'y retracer le fil d'une véritable argumentation. On perçoit seulement, de loin en loin, des thèmes que l'esprit relie spontanément, avec l'habitude d'un certain jargon, au vocabulaire de la révolution. Par exemple, le thème de l'engagement de l'écrivain (novembre 1961), ou celui de l'aliénation linguistique (mars-avril 1964). Sur ce dernier point, seul Jacques Godbout est explicite. "Il faut sauver la langue. Mais, cette fois-ci, par la désobéissance, par la rébellion et par la lutte... Jusqu'à ce qu'on voie que le B.N.A.A. n'était que le certificat de baptême pour une fausse-couche: la bikoultoure for everyone".

Au niveau de l'orientation politique, la pensée sera un peu plus nette. C'est ce qu'il nous faut maintenant montrer.

3. L'orientation politique

Dans son numéro 22 (avril 1962), Liberté rendra compte d'une longue entrevue avec André Laurendeau, au cours de laquelle celui-ci dira sa confiance dans une "Confédération refaite" et s'élèvera contre le séparatisme "qui détourne des tâches réelles". Mais tous les autres échos politiques iront dans un autre sens.

Contre le bi-culturalisme, la position de Godbout sera toujours nette: "Je préfère deux peuples qui s'affrontent avec franchise, à deux peuples qui se saluent poliment, comme des généraux à la retraite".

Mais - et il faut toujours ajouter cette nuance, quand il s'agit de Liberté - tous les collaborateurs de la revue n'ont pas cette netteté de vue. Yves Préfontaine, par exemple, dans un article sur la liberté au Canada français, déclare que "Notre parti pris, c'est l'homme!" Pour lui, la question politique est secondaire, par rapport à ce haut idéal. "En somme, il ne s'agit pas d'être ou de ne pas être séparatiste, mais de faire en sorte que nous ne devenions pas une génération encore plus aigrie que celle qui nous précède..." Mais dans le même texte, on tombe bientôt sur une phrase que l'on pourrait interpréter dans un autre sens: "Pour que ce rêve s'incarne, il faut des actes. Une révolution, ce peut être des poèmes, un art, une façon de se tenir debout..., mais c'est surtout une politique"; mais cette idée, une fois émise, n'est guère développée, ni précisée.

C'est peut-être lorsqu'ils s'élèvent contre Cité libre que les rédacteurs de Liberté sont le plus explicites. En répondant à l'article de P.E. Trudeau, "La trahison des clercs" (Cité libre, avril 1962), J. Poisson et J. Godbout font une nette profession de foi séparatiste (mai 1962 et juin-juillet 1962).

D'un numéro à l'autre, les tendances séparatistes continueront de se faire jour, à propos d'autres questions. Ainsi, le numéro 24 (juin-juillet 1962), consacré à "Nationalismes et cultures en Belgique", comporte une sorte de conclusion signée par M. Bluoïn, et qui va dans le sens du séparatisme: "Nous nous sentons une sorte de parenté avec les Belges. Nous appartenons à la même famille de peuples qui ne se sont pas choisis, que l'Histoire a contraints au mariage de raison ou au mariage forcé."

Un peu plus tard (janvier-février 1963), un article d'Aimé Césaire commencera à acclimater la notion de colonisation culturelle, dans la revue. Mais cette idée ne sera pas reprise, comme telle, dans les livraisons suivantes. En conclusion, disons qu'il n'y a nulle pensée politique cohérente, à Liberté, hors de celle de certains de ses collaborateurs, et ils sont peu nombreux. Jacques Godbout semble être le seul collaborateur régulier qui ait une pensée politique définie. Aussi, le retrouvera-t-on bientôt dans les rangs de Parti pris, ce qui ne l'empêchera pas de demeurer à la direction de Liberté.

A nos yeux, le mérite de Liberté aura été de faire le lien entre Cité libre et Parti pris. Volontairement éclectique, elle aura permis à quelques idées révolutionnaires de circuler dans un certain milieu intellectuel. Mais ces idées prenant corps dans un groupe, ce groupe ne pouvait choisir Liberté comme son organe d'expression. C'est ce que l'on peut conclure de l'examen du numéro 26 (mars-avril 1963), consacré à la "Jeune littérature".

4. Les premières armes de "Parti pris"

Imitant un geste posé, deux ans plus tôt, par Cité libre, Liberté invitait les "jeunes" à s'exprimer dans la revue. Ces jeunes, ce sont A. Major, P. Chamberland, A. Brochu, Y. G. Brunet, J. Renaud et M. Garneau; c'est-à-dire toute une partie de l'équipe qui, six mois plus tard, fondera Parti pris.

André Belleau présente ces nouveaux collaborateurs, de la manière suivante: "En fait, ils ne sont pas six, mais une vingtaine, dont les deux tiers au moins écrivent. Plusieurs sont étudiants. Plusieurs sont inscrits au Mouvement laïque et au R.I.N. La plupart

croient à l'action collective, considèrent le socialisme comme la voie et le moyen de l'Indépendance, ont lu Marx et Lénine, admirent Ferron, Vadeboncoeur et Miron... Leur projet immédiat: fonder une maison d'édition et une revue politique... Je sais que l'équipe de Liberté ne voit pas les choses de la même manière que Chamberland et Major. Ne pas le dire équivaldrait à prendre l'engagement de ceux-ci à la légère".

Ce numéro offre, avec des poèmes révolutionnaires de Brochu, Chamberland et Garneau, un texte de Chamberland, dont il suffit de citer le seul titre: "L'intellectuel québécois, intellectuel colonisé". Il faut aussi retenir le texte d'André Major, qui situe très bien cette nouvelle génération, par rapport aux précédentes.

Major se déclare contre toutes les formes de réformisme, et tout spécialement celui de Cité libre. "Nous avons appris la langue de la haine, dit-il. Pour lui, cela signifie qu'il faut haïr toutes les aliénations, et tout d'abord chercher à les comprendre, par la méthode marxiste. Le refus de dialoguer avec les générations antérieures est absolu. La libération économique et politique du Québec est l'objectif primordial du groupe. Même caractère absolu, dans les positions religieuses: on trouve ici une sorte d'affirmation passionnée de l'incroyance.

La netteté de ces positions était incompatible avec l'éclectisme de Liberté. Il n'est donc pas étonnant que ces "jeunes" aient tout de suite songé à fonder leur propre revue.

II - LA REVUE SOCIALISTE

Fondée en 1959, et très tôt reliée à la Ligue d'Action Socialiste pour l'Indépendance du Québec, la Revue socialiste a eu peu de diffusion dans la masse des lecteurs canadiens-français. Tirée à un petit nombre d'exemplaires, imprimée par le directeur lui-même, et avec des procédés artisanaux, elle était vouée à un rayonnement matériel restreint. Pourtant, la Revue Socialiste est importante, dans le développement du mouvement séparatiste: elle est le premier en date des périodiques québécois de gauche, et elle a eu une influence directe sur les jeunes qui fonderont Parti pris, en 1963.

Son directeur et fondateur, Raoul Roy, est un ouvrier. Au point de vue intellectuel, c'est un parfait autodidacte. Né sur une ferme, il travaille dans les chantiers jusqu'à l'âge de 28 ans. En 1941, il arrive à Montréal, et commence là sa vie d'ouvrier urbain. Mais ses préoccupations nationalistes remontent bien au delà de cette date. Au temps du groupe de Paul Bouchard, il était abonné à La Nation. A Montréal, il travaillera activement pour la Ligue pour la défense du Canada français, d'André Laurendeau. Mais ces mouvements ne le satisfont guère, car ils ignorent presque totalement l'aspect social du problème canadien-français.

A l'époque, les seules formations socialistes qui s'offraient, étaient le parti CCF et le Parti communiste canadien. En 1946, Raoul Roy s'intéresse à ce dernier parti, mais il fut bientôt déçu, car les communistes canadiens étaient fédéralistes. Il se porte ensuite vers le CCF; mais là, les Canadiens français ne sont pas chez eux, estime-t-il: telle est, en tout cas, la conclusion de sa brève association avec cette formation politique.

Ces diverses tentatives d'action politique au sein de formations déjà constituées mènent Raoul Roy jusque vers 1952. A cette époque, il décide de faire cavalier seul. De 1952 à 1957, c'est-à-dire jusqu'à l'apparition du mouvement de Raymond Barbeau, il y eut, estime Raoul Roy Roy, une sorte d'obscurcissement de la conscience nationale. Lui-même continuera de lire, de se renseigner, toujours seul; et celà, jusqu'à la fondation de la Revue socialiste, en 1959. La revue elle-même sera presque l'oeuvre d'un seul homme. Raoul Roy s'adjoignit en effet deux ou trois collaborateurs à peu près réguliers; mais la collaboration qui est, de loin, la plus importante, est celle qu'il apporte lui-même à la revue.

Le caractère de la Revue socialiste est marqué, semble-t-il, par deux influences majeures: d'une part, les lectures, et d'autre part, l'expérience politique canadienne du fondateur. Ses lectures lui avaient donné l'idéal socialiste. Cet idéal, il avait essayé de le vivre dans les formations politiques qui agissaient au niveau fédéral. Déçu par celles-ci, Raoul Roy fondera sa revue, avant tout pour promouvoir l'avènement d'un socialisme authentiquement québécois, et non plus canadien. Ainsi se trouvaient liées les deux idées de socialisme et de nationalisme.

Mais le socialisme de la nouvelle revue allait avoir un caractère encore plus particulier. En effet, Raoul Roy a toujours soin de souligner que le socialisme, ou plutôt les socialismes européens, sont avant tout centrés sur l'individu: en France et en Angleterre, comme dans les pays scandinaves, ils cherchent à promouvoir l'épanouissement, le bien-être et la sécurité des personnes. Dans les pays qui ont accédé récemment à l'indépendance, le socialisme était plutôt au service de la communauté nationale. Tel doit

être son rôle au Québec, estime le fondateur de la Revue socialiste. Le socialisme, ici, doit être, au premier chef, anti-colonialiste.

D'autre part, c'est bien d'un socialisme laïque qu'il s'agit ici. Pourtant, la revue a toujours eu soin de ne pas donner inutilement dans l'anti-cléricalisme. C'est là une mesure tactique, et sur ce point, la Revue socialiste est en désaccord avec les méthodes de Parti pris. Elle estime que l'indépendance est l'objectif prioritaire, devant lequel il faut faire taire les querelles d'allégeances idéologiques. Mais il est bien entendu que, l'indépendance une fois conquise, le régime socialiste envisagé par la revue serait nettement laïque. Soulignons enfin que Raoul Roy et ses collaborateurs sont contre la violence, et qu'ils envisagent plutôt un processus lent d'accession à l'indépendance.

Là où la Revue socialiste se rencontre avec Parti pris, c'est dans la dénonciation de la "pseudo-gauche" canadienne-française. Dans la présentation du premier numéro (printemps 1959), Raoul Roy dénonce le "vague et l'imprécision des idées" de cette pseudo-gauche, et "sa lâcheté, et l'absence de courage qu'il lui faudrait pour se montrer sous son vrai jour de collaboratrice des forces du Québec, dirigées par la nation dominante de la Confédération outaouaise".

Dans l'analyse que nous donnons du contenu de la revue, nous avons divisé notre exposé en deux parties: d'abord, les "propositions programmatiques" qui parurent dans le premier numéro, et qui sont le manifeste politique du mouvement; ensuite, l'ensemble des thèmes qui reviennent le plus fréquemment.

Les "propositions programmatiques"

On trouvera ici, en fait, tous les thèmes développés par la revue, mais agencés en un tout organique qui se présente comme un programme politique. Parmi ces propositions, nous en avons retenu treize, qui nous ont paru plus importantes pour notre propos.

La première (1) porte sur "la situation des Canadiens français". Ceux-ci, affirme le manifeste, forment "un peuple colonial opprimé." De vastes secteurs du Québec sont d'ailleurs sous-développés économiquement. C'est que son territoire est littéralement occupé par un pouvoir économique étranger: celui de la grande bourgeoisie de langue et de culture anglaise. Il ressort de là (2) que le prolétariat du Canada français est triplement exploité: d'abord comme prolétariat, ensuite, comme masse d'ouvriers sous-salariés, et enfin, comme Canadiens français. Il ressort également de là que le capitalisme (3) prend ici le caractère d'une colonisation économique, culturelle, et même démographique, dans certaines circonstances. En effet, les capitaux sont étrangers, et ils envahissent une région qui est déjà sous-développée. A l'intérieur de ce système, l'industrialisation du Québec ne peut se faire qu'au profit des colons capitalistes.

Le manifeste passe ensuite à l'examen des questions politiques. La Confédération "outaouaise" (4), explique-t-il, est une création artificielle de la bourgeoisie d'origine britannique, et de ses valets canadiens-français, dans le but d'organiser une économie d'envergure transcontinentale. Or, une "confédération" où l'une des parties est traitée en parent pauvre, est une duperie. En fait, la Confédération n'est qu'un camouflage, à la faveur duquel la

bourgeoisie anglophone a mis les Canadiens français sous tutelle. Cette situation se complique du fait que les Québécois sont en grande partie des "émigrés de l'intérieur" (5), c'est-à-dire des déracinés qui sont venus former, dans les villes, et depuis deux générations à peine, une masse prolétarienne anonyme.

Les solutions économiques qui ont été envisagées jusqu'ici par les Canadiens français ont le défaut de n'être jamais radicales. On a proposé, par exemple, le corporatisme (6). Mais il ne semble pas que cette théorie économique puisse faire disparaître le capitalisme et ses maux intolérables: crises économiques, chômage, misère dans l'abondance, guerres impérialistes, etc. D'autre part, le corporatisme aurait pour effet de pétrifier le Québec et d'en faire une sorte de "réserve" rétrograde, économiquement stagnante et culturellement stérile. D'autre part, le coopératisme (7), dont nos économistes ont tant fait état, n'est pas, lui non plus, une solution économique universellement et radicalement valable, même si elle peut apporter des résultats dans des secteurs restreints de l'économie.

Quant au séparatisme (8), il est vain de croire que son application immédiate représenterait le salut politique pour le Canada français: celui-ci est encore trop faible, à tous les points de vue, pour profiter immédiatement d'une telle expérience. Ce à quoi les Canadiens français doivent plutôt viser, c'est à se constituer progressivement en un Etat souverain. (9) Ils ont un droit naturel et imprescriptible à l'autodétermination: c'est un fait, ils doivent s'appuyer fortement sur ce point de droit. A partir de là, ils viseront à constituer, par étapes, la république nationale indépendante. "Seul l'Etat indépendant, générateur de libération

nationale, permettra à la communauté culturelle francophone de sortir de son isolement, de se placer sur la carte du monde, et de prendre part à la vie internationale".

Or, seul le socialisme (10), en empruntant la voie nationale, fournira les moyens d'utiliser l'autonomie pour faire évoluer les Canadiens français vers la souveraineté intégrale. La planification et le dirigisme économique ne suppriment pas les principales du capitalisme. Dans ce contexte, il va sans dire que la "gauche pan-canadienne" (11) n'est socialiste que de nom. De toute manière, le socialisme qu'ils proposent tournerait certainement à l'avantage exclusif des Anglo-Canadiens. Les socialistes québécois (12) doivent avoir pour objectif prioritaire la socialisation des grandes industries, des banques, de l'assurance, de l'électricité, du téléphone, de la distribution du gaz, des alcools, des transports et communications, etc. Le manifeste propose donc une forme très radicale de socialisme.

Ce socialisme, on le retrouve dans la dernière proposition, sur la solidarité prolétarienne (13). "L'établissement d'un front commun pour l'affranchissement des travailleurs dans le monde, ou en Amérique, ou au Canada en particulier, n'est possible que si le prolétariat des nations oppressives appuie de toutes ses forces les mouvements d'indépendance des groupes assujettis, tels que, par exemple, les Canadiens français". C'est pourquoi les travailleurs canadiens-français doivent donner leur appui à tous les mouvements d'émancipation qui existent actuellement à travers le monde.

Il est donc bien évident que le Québec indépendant envisagé par la Revue socialiste serait une république socialiste, sans doute analogue à celles que l'on trouve en Europe centrale. Le socialisme

dont il est ici question, en tous cas, va beaucoup plus loin que les formes les plus audacieuses du dirigisme économique. C'est pourquoi la revue exprime souvent son opposition aux partis canadiens qui arborent l'étiquette socialiste.

Opposition au NPD-CCF

Dans le numéro 2 (automne 1959), les deux partis sont dénoncés "parce qu'ils rejettent le socialisme". Le même auteur s'élève aussi contre la Ligue d'action civique de Jean Drapeau, parce que, en dépit de son intention d'étatiser les ressources essentielles, elle n'est pas franchement anti-capitaliste. Témoin, cette formule: "Il faut susciter l'intervention de l'Etat dans le secteur industriel uniquement comme stimulant, et il devra abandonner ce domaine au fur et à mesure que les capitaux privés canadiens-français pourront le remplacer dans l'industrie primaire et secondaire". Aux yeux de la Revue socialiste, Jacques Ferron dira son "adieu au PSD". Et il écrira: "La minorité anglophone du PSD du Québec est solidaire des forces colonialistes étrangères. Elle transforme ce parti en un bouclier idéologique de l'occupant exploiteur au Québec".

Dans le numéro suivant (automne 1961), Raoul Roy intitule un de ses articles: "Le Nouveau Parti sera autonomiste au Québec, ou ne sera pas". C'était là un titre prophétique, puisque la scission du NPD et du PSQ allait bientôt avoir lieu. De toute manière, Raoul Roy estime que l'étiquette autonomiste est la seule chance que le parti puisse avoir de réussir au Québec. Mais ce départ sera difficile, car les Anglo-Canadiens, en fait, ne croient pas au socialisme, et c'est justement de cela que le Québec a besoin.

Un peu plus tard (automne 1962), P. Schneider dira que le Nouveau Parti doit être anti-colonialiste. "Si le N.P., écrit-il, ne devient pas l'expression politique du socialisme anticolonialiste, il devra être abandonné aux éléments collaborationnistes".

Enfin, dans le dernier numéro que nous avons eu en main (hiver 1963-1964), Raoul Roy se penchera sur le sort du PSQ. Ce parti, dit-il, "se trouve dans une période intermédiaire entre l'immobilisme radoteur du NPD et le parti de gauche indépendantiste d'avant-garde qu'il doit devenir". Et il estime, tout comme Pierre Schneider, que ce parti aura atteint sa vraie taille, lorsqu'il se déclarera nettement anti-colonialiste. On remarquera d'ailleurs qu'à partir de ce numéro, le sous-titre de la revue ne fait plus mention du groupe d'action socialiste. Ce sous-titre est désormais libellé comme suit: "Indépendance, décolonisation, socialisme". Ce sont là, en effet, les trois grands thèmes que la revue développe, depuis sa fondation; on notera que ce sont aussi trois thèmes majeurs de Parti pris.

Une fois situé par rapport aux formations politiques existantes, le groupe de la Revue socialiste va tout naturellement développer les thèmes qui lui servent d'instruments dans la critique des partis politiques. Le colonialisme est un des plus importants parmi ces thèmes. Nous l'avons déjà vu, dans l'analyse des "propositions programmatiques". Mais, dès le troisième numéro, Raoul Roy revient sur cette idée, et se demande si le Québec n'est pas une sous-colonie. A ses yeux, en effet, "la Confédération est l'héritière des régimes coloniaux précédents et Ottawa est le légataire des pouvoirs impériaux de Londres vis-à-vis le Canada français". C'est

encore dans la revue de Raoul Roy qu'André Major, futur fondateur de Parti pris, dira que le livre de Franz Canon, Les damnés de la terre, est d'une importance majeure pour le Canada français.

"C'est la bible de la décolonisation, telle que vue par un représentant de la nouvelle génération indépendantiste et socialiste du Québec", dira une note de la Rédaction, pour présenter André Major.

C'est aussi dans la Revue socialiste que l'on trouve une certaine critique de Cité libre, dont les thèmes sont devenus courants, depuis le lancement de Parti pris. Le titre de l'article, qui est signé par l'Equipe tout entière, est bien significatif: "L'aliénation cléricale de Cité libre". Cette revue, lit-on dans l'article, fait de l'anticléricalisme bourgeois. Le clergé est en effet un bouc émissaire séduisant; on le charge de tous les maux du Canada français. Mais pendant ce temps-là, le véritable ennemi: le pouvoir central, n'est pas dénoncé. La position de Cité libre est donc parfaitement fausse: elle consiste à dénoncer le clergé, alors que le véritable ennemi, c'est le colonialisme. Cet article est suivi par un texte curieux d'André Major, qui s'intitule: "Le pan-canadianisme, c'est le cléricanisme".

Au terme de cette brève enquête, nous croyons avoir montré que la Revue socialiste a très bien préparé le terrain pour l'apparition des mouvements séparatistes de gauche, et en particulier, de Parti pris. Elle accueille dans ses pages certains de ses futurs collaborateurs, son directeur a une influence directe sur la plupart de ceux-ci. Mais surtout, la revue développe deux des trois grands thèmes de Parti pris: l'indépendance et le socialisme. Quant au laïcisme, s'il n'en est jamais question, c'est par pure mesure

tactique: nous l'avons vu. Mais dès que disparaîtra le souci de ménager les éléments séparatistes de droite, le terrain sera prêt pour le socialisme séparatiste et laïciste de Parti pris.

III - "REVOLUTION QUEBECOISE"

Nous y avons déjà fait allusion dans un chapitre précédent:

Révolution québécoise est née du désaccord qui intervint entre Pierre Vallières, d'une part, et d'autre part: deux groupes qui n'avaient rien de commun, bien au contraire: Cité libre et Parti pris. Vallières fut à la tête du mouvement qui allait donner à Cité libre, l'espace de quelques mois, l'allure d'une revue séparatiste. Mais, l'équipe fondatrice ayant de nouveau orienté la revue dans le sens du fédéralisme, Vallières se vit obligé de quitter cette formation. D'autre part, il ne sympathisait guère avec les collaborateurs de Parti pris, et pour des raisons d'ailleurs difficiles à démêler. Il semble qu'il y ait là surtout des oppositions de personnes. Celles-ci une fois surmontées, les deux mouvements tendront à fusionner. C'est en effet ce qui devait arriver. Fondée en septembre 1964, Révolution québécoise ne devait pas survivre une année entière; et le numéro d'août 1965 de Parti pris annonçait que Vallières passait au service de ce groupe.

Il faut donc s'attendre à trouver ici un peu les mêmes thèmes que dans Parti pris.

Orientation générale

C'est dans la présentation du premier numéro (septembre 1964) qu'on peut trouver la meilleure expression des objectifs généraux que poursuit le mouvement. On y lit d'abord qu'aux yeux de ses membres, "la seule façon de rendre le peuple québécois indépendant, de le libérer définitivement du sous-développement économique et culturel, c'est l'établissement d'une économie québécoise de type socialiste".

Mais l'étiquette socialiste, dans ce contexte, suppose automatiquement le rejet des partis politiques canadiens qui se disent tels: le CCF et le NPD. De même, Révolution québécoise rejette le socialisme suédois, où 93 pour cent des entreprises appartiennent au secteur privé, et le socialisme britannique, "où les socialisations servent à renflouer les secteurs non rentables de l'économie privée". Ce que le groupe veut instaurer, c'est un "socialisme véritable", qui comprendrait la nationalisation des grands moyens de production, de distribution et de financement. Ce socialisme permettrait d'organiser rationnellement, par une planification adéquate et obligatoire, les principaux secteurs de la production industrielle et agricole, dans le but d'abolir le chômage, les inégalités sociales et l'insécurité.

Quant à la revue, elle a pour but "de participer à l'élaboration d'une politique populaire, basée sur les réalités économiques et sociales, et sur des perspectives révolutionnaires". C'est là un programme assez vague. Les seules précisions que donne ce texte liminaire sont les suivantes. Tout d'abord, Révolution québécoise est pour la sécession, mais dans la seule mesure où celle-ci est liée à une révolution économique et sociale; hors de cette révolution, en effet, ce sont encore les intérêts capitalistes qui triompheraient, et qui seraient servis. Cependant, la revue ne se donne pas pour l'organe d'un parti politique; mais elle ne refusera pas d'appuyer les partis qui mèneraient la lutte pour un véritable socialisme québécois. En un mot, Révolution québécoise "veut être la conscience de classe de tous les travailleurs du Québec, intellectuels aussi bien que manuels, dans leur lutte pour abolir l'exploitation de l'homme par l'homme".

Cette présentation déploie déjà les quelques thèmes qui vont traverser les sept numéros de la revue qui ont paru.

Les thèmes majeurs

Il y a d'abord le thème de l'indépendance. C'est Pierre Vadeboncoeur qui aborde le sujet, dans le premier numéro: Pierre Vadeboncoeur, qui vient de Cité libre et des Syndicats chrétiens, et qu'on retrouvera encore dans Parti pris et au PSQ. Le titre de son article est à retenir car il indique le point précis sur lequel va porter la réfutation de la critique du séparatisme instituée par Cité libre; "l'indépendance, voie d'évitement ou voie royale?" Pierre Vadeboncoeur rend d'abord hommage aux efforts de réflexion sur nos aliénations entrepris par Parti pris, et cela, dans un contexte nettement séparatiste. Cette réflexion, dit-il, n'est pas encore rigoureusement scientifique, mais elle est plus réaliste que le "Manifeste pour une politique fonctionnelle", qui fait le jeu des partis politiques et des intérêts économiques en place. Ce texte, on s'en souvient, est l'un des plus importants publiés par Cité libre, et il était signé par les membres les plus importants de l'équipe de cette revue. Il exprimait, entre autres, une prise de position nettement fédéraliste. On y retrouvait l'idée que le séparatisme dispersait les énergies, et empêchait les Canadiens français de s'attaquer aux vrais problèmes. En réponse à ce texte, Vadeboncoeur montre que l'indépendantisme, loin d'être une voie d'évitement, est la "voie royale" de la réflexion et de l'action, au Canada français. A ses yeux, c'est précisément cette politisation des problèmes qui permet de leur donner enfin leur vraie dimension, et surtout, de lier en un seul tout leurs divers aspects.

Dans le premier numéro, Pierre Vallières analysera la "révolte crédiste" de 1960; à ses yeux, c'est là une révolte populaire, et qui équivaut à une revendication nationaliste contre l'oppression économique du pouvoir central. Toujours dans la même livraison, Jean Rochefort,

traitera des rapports entre socialisme et sécession. Il ne rejette pas à priori la formule des Etats associés: celle-ci serait acceptable, pourvu que l'Etat québécois soit alors socialiste. Il est bien évident, cependant, que les sympathies de Révolution québécoise vont à la sécession totale. Pourtant, Jean Rochefort tient à faire remarquer, dans un autre numéro (mars 1965), que dans l'ordre des priorités, le socialisme passe avant l'indépendance. Et il reproche à Parti pris d'intervertir cet ordre de priorités. Ce qui doit être premier, dit-il, c'est la libération nationale. Or, l'arme par excellence de cette libération, c'est le socialisme, et non la séparation comme telle. Tel est le traitement de la question de l'indépendance que l'on trouve dans Révolution québécoise. On voit en quoi la revue diverge d'opinion, sur ce point, avec Parti pris. Sur les autres points de doctrine, l'accord semble être total.

Un autre thème important de la revue, c'est la critique du réformisme québécois, tel qu'appliqué par le gouvernement Lesage. Dans le premier numéro, Yves Fournier dénoncera le "mythe René Lévesque". A ses yeux, rien n'est plus dangereux que ce type de réformisme, car il camoufle, sous certaines réalisations superficielles, comme la nationalisation de l'électricité, le véritable état de l'économie globale du Québec. Ce réformisme empêche ainsi l'avènement d'un socialisme intégral, et sert encore les intérêts du capitalisme. Plus tard, en janvier 1965, Jean Rochefort se demandera "Qui sont les traîtres"? Pour lui, ce sont non seulement les fédéralistes déclarés, mais aussi la "nouvelle vague réactionnaire" représentée par le parti libéral, et surtout par MM. Kierans et Lévesque. Ces hommes crient très haut le mot de révolution, et prennent des mesures qui ont tout l'air d'être des réformes en profondeurs, alors qu'en fait rien ne bouge, au niveau des structures:

on est toujours en économie capitaliste, mais on se donne l'air d'être en régime quasi-socialiste. Pierre Vallières, de son côté, verra les mêmes forces à l'action, dans l'attitude que prendront MM. Lesage, Pelletier et Ryan, à l'occasion du conflit de la Régie des Alcools. On aura là, écrit-il, une des multiples manifestations de la "grande offensive anti-ouvrière."

Il faut dire que le syndicalisme québécois s'attire souvent, lui aussi, les critiques de Révolution québécoise. G. Mathieu, par exemple, (janvier 1965) écrira que les syndicats font finalement le jeu du capitalisme, puisqu'ils ont été amenés par celui-ci à participer au pouvoir. Mais le rôle normal des syndicats devrait être tout autre. Ceux-ci devraient surtout contribuer à la politisation et à la radicalisation des masses laborieuses. Sur ce vice du syndicalisme québécois, et d'une manière générale, nord-américain, l'éditorial du numéro 7 (mars 1965) insistera encore: en croyant servir les intérêts des ouvriers, ce syndicalisme sert en fait les intérêts du capitalisme.

On voit donc que Révolution québécoise a une conception extrêmement radicale du socialisme. Elle rejette toute forme de réformisme, même la formule suédoise, qu'un article de janvier 1965 s'emploiera encore à dénoncer. Cette conception est très proche de celle de Parti pris, et on comprend que les deux mouvements aient fini par fusionner. On notera cependant que la revue, tout comme celle de Raoul Roy, n'insiste pas particulièrement sur le laïcisme. Est-ce souci d'éviter "l'aliénation anti-cléricale de Cité libre"? C'est peut-être tout simplement parce que ce mouvement était moins bien structuré, au niveau de l'équipe et au niveau de la doctrine, que celui avec lequel il finira par se confondre.

IV - "MONDE NOUVEAU"

En septembre 1958, Nos Cours, organe de l'Institut Pie IX de Montréal, changeait de nom et devenait Monde nouveau. Dans l'éditorial de ce numéro, on annonce une transformation de la revue. Celle-ci, désormais, cherchera à adapter la doctrine chrétienne à notre temps. On y trouvera des articles sur la vie spirituelle, la théologie, l'Écriture sainte, l'histoire de l'Eglise, la doctrine sociale catholique, mais toujours reliés aux problèmes de notre époque.

Telle était l'intention de la nouvelle rédaction. En fait, le changement annoncé n'affectait que le titre de la revue. Monde nouveau demeurerait l'organe de l'Institut Pie XI, école libre de formation chrétienne, qui dispensait un enseignement inspiré de la pensée catholique la plus traditionnaliste.

1. Orientation générale

La revue allait surtout se signaler par son anti-communisme et par son opposition à toute forme de socialisme. En mars 1959, par exemple, J. B. Desrosiers donne à la revue un article intitulé "Le socialisme, système à la mode". Les arguments invoqués contre le socialisme sont d'ordre théologique, et sont en grande partie tirés des Encycliques des Papes. Au cours des années 1959-1960, on aura une série de 19 articles, de Marcel Clément, contre le communisme. En 1960-1961, d'après la table des matières de la revue, on aura encore une vingtaine d'articles ou chroniques, sur le même sujet.

Il va sans dire que les tendances progressistes qui se manifestaient alors au Canada français, seront saluées avec pessimisme par la revue. En avril 1961, J. B. Desrosiers signale la fondation du Mouvement

laïque par un article intitulé "Un congrès anti-catholique sur l'éducation". L'auteur y développe l'idée que la minorité agnostique veut imposer sa politique à la majorité catholique du Canada français. Le compte rendu est d'ailleurs partiellement inexact, puisque nulle mention n'est faite des catholiques notoires qui font partie du Mouvement. En novembre de la même année, Marcel Clément s'élèvera contre les adversaires du projet d'université confessionnelle (université Sainte-Marie), en dénonçant, une fois de plus, les menées du laïcisme dans notre milieu.

En janvier 1961, le même auteur reviendra sur la question du laïcisme. "Le sachant ou non, les fervents du laïcisme font le jeu du communisme. Le communisme ne pourra entrer dans le Québec, qu'après avoir frappé l'Eglise, après l'avoir discréditée, minée dans l'esprit du public". Du reste, note Marcel Clément, l'organe du parti communiste canadien, Combat, déclare que la lutte pour la laïcité et pour la démocratisation de l'éducation fait partie de la lutte pour le changement de rapport entre les classes. La conclusion est facile à tirer: Mouvement laïque et communisme visent les mêmes objectifs.

Terminons en signalant que les livraisons de 1961-1962 contiennent 11 articles sur le communisme, et 6 contre l'école neutre; et celles de 1962-1963, 21 articles sur le Concile du Vatican. Ces indications donnent le ton de la revue, et le genre d'action qu'elle se propose de mener dans le milieu canadien-français.

Mais, en 1963 (novembre), la direction change de nouveau, et passe à M. Guy Poisson, prêtre de Saint-Sulpice (tout comme son prédécesseur). Cette fois, la revue semble animée par une véritable volonté de renouveau. Voici comment le nouveau directeur esquisse cette nouvelle orientation. "En élargissant l'éventail de ses collaborateurs et de ses rubriques, Monde nouveau va-t-il s'orienter différemment et pointer

le cap à gauche ou à droite? Le nouveau directeur de la revue n'a pas l'intention de tomber dans le défaut d'une gauche qui cherche le changement pour le changement, pas plus qu'il n'a l'intention de se réfugier dans un immobilisme tout aussi néfaste!... Cependant, le nouveau directeur refuse catégoriquement d'entrer dans la caravane des entrepreneurs en démolition qui circulent trop librement chez nous..." Il n'y a rien, en somme, de bien net, dans ce texte. La revue a l'intention de changer; mais dans quel sens? Elle ne le sait pas très bien.

2- Les positions politiques

Dans ce premier numéro de la nouvelle série paraît également un article de Joseph Costisella, qui semble bien être le principal responsable de l'orientation politique que la revue allait bientôt prendre. Son texte s'intitule "Le Québec en décomposition". Le Canada français, dit-il, est actuellement en état de révolution. "Les agents de la décomposition ont un nom au Québec: ils évoluent autour de la revue Cité libre: André Laurendeau, Gérard Pelletier, Jacques Hébert, Pierre Elliot Trudeau, etc." Or, poursuit Costisella, tous ceux qui vivent proche des jeunes savent que "des lendemains nouveaux se préparent activement". Et la libération du Canada français ne sera pas une libération type Cité libre, à l'anglo-saxonne. En cette conjoncture, quelle va être l'attitude des chrétiens, et spécialement des intellectuels catholiques? "Si l'Eglise ne s'associe pas au monde nouveau qui est en train de naître ("se faire tout à tous", dit l'Evangile), elle aura perdu une chance de plus... Le salut du Canada français catholique se trouve dans un Québec libre".

La position politique de la revue, et sa motivation, tiennent toutes dans ces deux phrases. On invite l'Eglise à opter pour le séparatisme,

surtout parce que ce choix politique est jugé le plus rentable, dans les circonstances actuelles.

Mais il est entendu que, sauf sur cette question du séparatisme, les idées de la revue n'ont pas changé. En novembre 1964, Joseph Costisella dénoncera le marxisme-léninisme de Parti pris, et dira qu'entre ce groupement et les chrétiens, aucune collaboration n'est possible. En février 1965, par ailleurs, il s'étendra longuement sur le "testament" séparatiste du Chanoine Groulx, tel qu'il s'exprime dans Chemins de l'avenir, qui venait de paraître.

Dans la même livraison, on admettra la collaboration de Roch Poisson, journaliste à L'Indépendance, et étudiant en sociologie à l'université de Montréal, qui expliquera qu'il fait partie d'une génération indépendantiste et socialiste.

Il faut signaler ici à quel point le contenu doctrinal des textes politiques publiés dans Monde nouveau est pauvre. Joseph Costisella, surtout, semble exprimer une sorte de conviction aveugle, qui se passe d'argumentation. Quand il aura besoin d'arguments, il ira les prendre ailleurs. En janvier 1964, par exemple, il prétend décrire "L'évolution économique des Canadiens français". Il le fait en résumant rapidement le livre de Michel Brunet, La présence anglaise au Canada, et s'empresse d'énumérer les solutions que le Québec peut envisager pour se dégager du "colonialisme économique". Il y a d'abord, dit-il, René Lévesque et le socialisme étatique; ensuite, Jean Lesage et le fédéralisme coopératif; Daniel Johnson et la nouvelle constitution; et enfin, l'indépendance de l'Etat du Québec. Lui-même ne voit de salut que dans cette dernière solution.

En mars 1965, dans un numéro spécial que la revue consacre au rapport de la commission Parent, le même auteur trouve le moyen de critiquer le rapport, toujours du même point de vue. Il dénonce les tendances "colonialistes" du rapport. Celui-ci, dit-il, est la négation de l'histoire nationale de la religion nationale et de l'éducation nationale. Tout cela, parce que les commissaires avaient dénoncé l'enseignement de l'histoire, tel qu'on l'avait longtemps pratiqué au Canada français, avec son caractère d'apologétique nationale et religieuse. Et Joseph Costisella de citer Franz Fanon: "Se battre pour la culture nationale, c'est d'abord se battre pour la libération de la nation, matrice naturelle à partir de laquelle la culture devient possible".

Il est certain que la revue, sous la direction de M. Guy Poisson, cherchait à se tourner de plus en plus vers les problèmes actuels. Après le Rapport Parent, ce sera le thème de l'injustice sociale, qui occupera tout un numéro. Il va de soi que la revue trouve là une occasion de plus pour condamner le communisme, rejeter le socialisme, et recommander la "socialisation" que préconisent les Encycliques des Papes.

En juillet 1965, enfin, la livraison tout entière sera consacrée à l'indépendance. L'éditorial, signé par le directeur, énonce clairement les motifs que la revue peut avoir de se prononcer sur cette question. L'Eglise, dit-il, n'a pas à se prononcer sur la question de l'indépendance, car il s'agit là d'engagement "purement temporel". Mais il faut souhaiter, avec le chanoine Groulx, que des catholiques s'engagent sur cette question, et qu'ils se compromettent à fond dans le mouvement indépendantiste. Il faut même que ces chrétiens inspirent la marche du Québec vers la souveraineté. "Car, de toute évidence, une indépendance faite sans les chrétiens risquera de se faire CONTRE

l'Eglise". C'est l'auteur lui-même qui souligne, et il ne fait pas là qu'attirer l'attention du lecteur sur la crainte qui motive sa prise de position.

La livraison est tout entière constituée de textes rédigés par des personnalités catholiques connues pour leurs positions séparatistes. Le premier est celui de G. Lamarche CSV, qui se demande si le moment de l'indépendance a sonné. Le moment idéal, dit-il, c'est celui où le peuple est pleinement "formé". Or, le peuple québécois est actuellement "formé": il a des cadres politiques solides, et il s'est aguerri dans la lutte. D'autre part, l'Eglise est favorable à l'indépendance. Et de citer un texte de Jean XXIII et diverses lettres d'évêques africains. Ici, l'argumentation est à peu près nulle. L'affirmation au sujet des "cadres politiques" de la nation n'est appuyée par aucune preuve. Et l'argument d'autorité - nous l'avons vu à propos d'Aujourd'hui Québec - peut être apporté pour réfuter, aussi bien que pour confirmer, la thèse de l'indépendance. A la suite de cet article, on trouve d'ailleurs une page où apparaissent quelques extraits de discours de Pie XII et de Jean XXIII, qui ont tous une portée très générale, mais qui, aux yeux des rédacteurs de Monde nouveau, sont de nature à appuyer l'option séparatiste.

Le texte suivant est de Georges-Henri Fortin, président de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste. Il répète ce qu'il a dit dans un discours que nous avons cité, ci-dessus: officiellement, les SSJB ne sont pas séparatistes, mais elles considèrent cette option comme une arme de dernier recours, assimilable au droit de grève, pour les ouvriers. Reconnaissons franchement, conclut-il, que "les séparatistes ne sont pas des pestiférés", et qu'il faut dialoguer avec eux.

Vient ensuite le témoignage de Maurice Leroux, ancien directeur des relations extérieures de la Fédération libérale du Québec, et qui a quitté le bureau du Premier ministre pour militer dans les rangs du R.I.N. "La libération du Québec ne pourra jamais s'effectuer dans les structures actuelles du fédéralisme Canadian, qu'il soit coopératif ou non". Suit une charge à fond contre le parti libéral, qui ne prend que des demi-mesures, alors que l'indépendance économique du Canada français, aux yeux de M. Leroux, est conditionnée par son indépendance politique.

On a enfin le témoignage des principaux chefs séparatistes connus pour leur catholicisme: René Jutras, André d'Allemagne, Marcel Chaput et Raymond Barbeau.

René Jutras, fondateur du Regroupement National, se préoccupe surtout des problèmes de la famille. Ce qui est premier, à ses yeux, c'est que la nation est l'éducatrice des individus, mais par le moyen de la famille. Or, les traditions familiales, qui ont permis aux Canadiens français de survivre, ont été littéralement sabotées par les tendances récentes qui agissent sur le Québec. Radio-Canada, par exemple, est l'un de ces principaux agents de démoralisation. Le second grand responsable est la Confédération, qui n'a jamais compris les "besoins prioritaires de la famille canadienne-française". Avec l'indépendance, le Québec pourra se donner un ordre social conforme à ses traditions et à son caractère propre, et dans lequel, avant tout, les prérogatives de la famille seront respectées.

Le texte d'André d'Allemagne développe le thème bien connu du colonialisme, sans apporter rien de nouveau sur cette question. Celui de Marcel Chaput est plus intéressant, car il aborde le problème de

l'indépendance, d'une manière imprévue. Son article s'intitule: "L'indépendance, affaire de logique". Il ne fait ici que résumer le mémoire qu'il a présenté à la Commission parlementaire de la Constitution. Son exposé contient d'abord trois "prémisses": les Canadiens français forment une nation, celle-ci a droit à l'autodétermination, le Québec est l'Etat national des Canadiens français. Suivent les "principes" sur lesquels doit reposer l'indépendance, et qui s'enchaînent comme suit: 1) La plénitude du pouvoir politique est la clé indispensable à toute nation qui veut s'engager dans la voie de son plein épanouissement; 2) Tous les secteurs de l'activité humaine sont interdépendants; 3) L'homme influence la société, et la société influence l'homme; 4) Dans une société, tout abandon de juridiction crée un vide de compétence au sein de cette société; 5) Pour être vivante et rayonnante, une langue doit correspondre à une nécessité sociologique; 6) Une nation ne peut vraiment s'épanouir que s'il y a concordance entre ses intérêts et les intérêts des individus qui la composent; 7) Il n'est pas de démocratie possible sans l'indépendance de la nation.

On pourra remettre en question ces principes, mais il y a au moins ici un effort pour fonder le séparatisme sur un ensemble de droits assez élaboré. Quant à Raymond Barbeau, il fonde l'indépendance sur une nécessité d'ordre économique. Il constate d'abord qu'il n'y a pas, au Québec, d'élite économique: notre infériorité est totale aux points de vue bancaire, industriel, financier et manufacturier". Nous sommes dans un état de servitude économique. Or, notre seul levier économique est l'Etat du Québec. Il faut donc que celui-ci intervienne énergiquement, non point cependant à la manière d'un Etat

socialiste, car Raymond Barbeau a d'autres raisons pour ne pas aller jusque là. "Une attitude réformiste qui accepte l'interventionnisme de l'Etat sans adhérer au socialisme, me paraît une position lucide, réaliste et conforme aux besoins de la nation". Mais l'Etat du Québec n'aura jamais la pleine liberté de planification et d'intervention dont il a besoin, aussi longtemps qu'il fera partie de la Confédération. L'indépendance politique est donc la condition indispensable de la libération économique.

La livraison se termine sur des entrevues accordées à la revue par diverses personnalités: Le chanoine Groulx, René Lévesque, Eric Kierans, Daniel Johnson, Michel Brunet et René Chalout. Tous préconisent des formes, plus ou moins mitigées, d'émancipation, et il serait inutile de reproduire les opinions connues par ailleurs, de ces personnes.

On voit donc quel est le sens de ce numéro spécial de Monde nouveau. La revue a voulu montrer que des chrétiens peuvent, eux aussi, être des militants de l'indépendance. Cette initiative a d'autant plus de poids que Monde nouveau est presque un organe officiel de l'Eglise canadienne. Organe de l'Institut Pie XI, dirigé par un clerc, rédigé au Grand Séminaire de Montréal, Monde nouveau ne pourrait certes pas s'aventurer dans des opinions qui seraient désavouées en haut lieu. Mais ce n'est là qu'une première prise de position, de la part de cette revue. Rien ne dit qu'elle conservera, longtemps encore, l'orientation qu'elle vient de prendre.

V - " Q U E B E C L I B R E "

Ce journal à périodicité très irrégulière commençait à paraître en avril 1964, en se donnant comme l'organe du "Front républicain pour l'Indépendance". Cette formation politique étant elle-même mal définie, il nous sera difficile de donner des précisions sur les structures de cette revue. Nous nous contenterons de faire ici une analyse de son contenu. Du reste, dans les premiers numéros, les articles ne sont pas signés, et c'est seulement peu à peu que des noms apparaîtront au bas des textes.

A nos yeux, Québec libre est intéressant, parce qu'il entretient des sympathies avec toutes les formations politiques séparatistes qui existent déjà, au moment de son lancement. Et surtout, parce qu'on y retrouve presque tous les thèmes du nationalisme actuel.

Il nous faut d'abord rendre compte d'un texte publié dans le premier numéro, et qui détermine les objectifs généraux de ce périodique.

1. Objectifs généraux

Ce texte s'intitule "Ce que veut le F.R.I.". Il affirme que ce mouvement a un caractère "révolutionnaire", et qu'il est engagé dans la lutte pour l'indépendance. Mais il faut surtout voir ce que Québec libre sous l'étiquette révolutionnaire, qui est commune à tous les séparatismes de gauche, et qui est même revendiquée par des associations idéologiquement plus conservatrices. "Le Québec, affirme ce texte, à l'instar de l'Irlande, de la Finlande et de l'Algérie, n'est pas une province de quiconque, mais une nation latine et de la langue de 5 millions d'habitants". Ce souci de comparer la situation québécoise avec celle d'autres pays, nous le retrouverons constamment

dans Québec libre.

Le F.R.I. déclare encore reconnaître aucune légitimité au "système établi, lequel découle de la conquête de notre pays par les armes". Il nie également "au gouvernement étranger d'Ottawa et à son appendice libéralo-collaborateur provincial (...) le droit de parler au nom du peuple québécois." Le mouvement reconnaît cependant que le régime dans lequel le Québec vit actuellement existe de facto, et il déclare son intention d'agir dans les cadres de la "légalité coloniale", sans pour autant reconnaître "aucune légitimité" à ce régime. Les cadres de son action étant ainsi définis, "le F.R.I. réclamera, conformément à la charte des Nations-Unies, l'accession du Québec à l'indépendance". Il invitera toutes les nations du monde éprises de liberté, et particulièrement les Etats anti-impérialistes et anti-colonialistes, à lui apporter leur soutien.

Tel est le programme du Front Républicain pour l'Indépendance. Au sujet des moyens d'action, on trouve ici peu de précisions. L'idée de chercher appui à l'étranger semble pourtant importante aux collaborateurs de Québec libre.

Le numéro 4 (septembre 1964) verra la suppression de la mention "Front Républicain pour l'Indépendance". En même temps, le journal fera état de son comité de rédaction et de direction. On y relève les noms de Jacques Lucques, J. M. Piotte (qui militait déjà à Parti pris), J. Poisson et R. Hamelin. Le journal donne également le nom de ses correspondants à Paris, au Caire, à Alger, à Mexico, à Buenos Ayres et à New York.

L'idée que le Québec est un territoire "occupé", est ici très importante. Le journal fera d'ailleurs souvent allusion aux patriotes de '37, comme pour bien faire entendre que, pour ses rédacteurs, tout

comme pour Papineau et Chénier, le Québec vit toujours dans un état violent, dont il cherche encore à sortir, après deux siècles d'"occupation". De là, l'importance que prendra ici l'idée de colonisation.

2. Le Québec: une colonie

L'éditorial du premier numéro, qui est signé "Chénier", s'intitule "La démocratie coloniale". Ce texte annonce déjà les articles nombreux et violents qui seront dirigés contre les forces policières, qui, pour Québec libre, sont au service des forces d'occupation coloniales: "Depuis trois ans, nous les indépendantistes québécois, sommes quotidiennement victimes de la violence directe ou indirecte des hommes du régime colonial". En effet, ce sont non seulement les répressions policières qui sont dirigées contre les séparatistes, mais les brimades et représailles de toutes sortes, et en particulier celles qui consistent à les priver de leur emploi.

Ce n'est pas un hasard si on trouve, dans le premier numéro, un article sur le livre de Fanon, Les damnés de la terre. Or, ce texte établit un rapport entre ce livre et une déclaration de l'historien Michel Brunet, dans ses Canadiens et Canadiens. "Le Canada, a écrit l'historien Michel Brunet, est un pays anglais, à l'intérieur duquel survit une province canadienne-française, véritable colonie économique et politique de la nation anglo-canadienne". C'est pourquoi, poursuit l'éditorialiste, "le dernier ouvrage de Franz Fanon devrait intéresser au plus haut point les Canadiens français". Suit alors un résumé des Damnés de la terre. La mention de cet ouvrage est capitale, car elle explique la nature des sympathies que Québec libre ira rechercher à l'étranger.

Dans le numéro 2 (mai 1965), on trouvera une analyse d'un livre de Memmi, toujours sur le colonialisme. L'article s'intitule "Il y a trois cents ans, nous avons cessé de vivre". L'auteur applique les considérations de Memmi à la situation québécoise. "Le colonisé, dit-il, n'a pas d'histoire, si on admet le fait qu'à un moment ou à un autre, il a cessé de la faire..." Telle est bien la situation des Canadiens français, poursuit l'éditorialiste, puisqu'ils ont perdu la maîtrise de leur destin, il y a deux cents ans. Dans la même livraison, un autre article affirmera que "les nationalismes n'ont de signification que dans un contexte de décolonisation". Plus tard, on prouvera aux agriculteurs qu'ils sont colonisés, c'est-à-dire exploités par un pouvoir étranger, et on les poussera à revendiquer l'indépendance politique du Québec. C'est encore à l'aide du même vocabulaire que Jacques Lucques décrira la situation des ouvriers québécois. A ses yeux, l'anglicisation progressive à laquelle ceux-ci sont contraints équivaut à un véritable génocide. Il accuse d'une manière générale, toutes les grandes entreprises anglophones, mais plus particulièrement l'Iron Ore Co. of Canada (juin-juillet 1964).

Cette idée de colonisation, Québec libre cherche à en donner une image concrète, d'abord par des reportages photographiques sur Montréal. Imprimés sur les pages centrales, ces reportages illustrent d'une manière extrêmement vive la théorie tirée de Fanon et de Memmi. Dans le premier numéro, le reportage portera sur "Le visage inhumain d'une ville colonisée". Il décrira surtout l'affichage bilingue à Montréal, celui surtout qui s'étale dans les grandes rues commerçantes. Ces images sont de nature à rejoindre directement, au niveau du sentiment, les moins séparatistes des Canadiens français. Le photographe a su capter non seulement les images du jargon "franglais", mais aussi

certaines combinaisons particulièrement irritantes des deux langues: "Café de la Madeleine - Beer-Wine-Liquors". Celui qui commente ces images a très bien senti que la même affiche, à Londres ou à New York, aurait un tout autre sens, et il exploite à fond ces éléments de la vie quotidienne à Montréal.

Ailleurs (décembre 1964), les pages centrales seront consacrées à la prospérité du Canada et au sous-développement du Québec, cette fois, le reportage s'intitule "Le Canada vit bien, grâce à l'exploitation du Québec". Dans le numéro suivant (janvier 1965), c'est le poste montréalais CJMS qui sera présenté comme une "synthèse de l'anti-Québec": là encore, c'est par le biais du pseudo-bilinguisme de ce poste que sera illustrée la notion de colonialisme. Ailleurs enfin (février 1965), ce sera la Confédération tout entière qui apparaîtra comme une engeance colonisatrice. C'est elle, affirme Québec libre, qui est responsable du chômage au Québec. "Le colonialisme politique et économique dont le Québec est victime, porte l'entière responsabilité du chômage et du paupérisme qui sévit aux quatre coins du Québec".

Dans ce contexte, on devine quel sort Québec libre fera aux Québécois de toutes tendances qui pourront être étiquetés comme fédéralistes.

3. La lutte contre le fédéralisme

Il est inutile de s'étendre longuement sur ce sujet, car les noms de ces "fédéralistes" sont bien connus. Il y a d'abord M. Maurice Lamontagne, et ensuite, ceux de MM. Ryan, Pelletier et Elliot-Trudeau, qui sont désignés comme "traîtres", parce qu'ils se sont

"désolidarisés de la cause nationale" (mai 1964). Le R.P. Richard Arès sera bientôt rejeté dans la même catégorie, à cause des propos, dans le sens de la bonne entente entre les deux nations, qu'il avait prononcés devant la Société Royale.

Mais les politiciens provinciaux, René Lévesque excepté, ne sont pas traités plus tendrement. M. Jean Lesage est formellement accusé de trahison (septembre 1964), surtout parce qu'il a accepté la visite de la reine au Québec (octobre 1964). Aux yeux de Québec libre, le vide qui s'est fait autour de la visite de la reine, est une véritable "victoire indépendantiste" (novembre 1964). Il signifie un rejet, par le peuple du Québec, de la Confédération, du colonialisme, et du "roi-règne Lesage". De même, Claude Ryan sera-t-il traité de "imposteur irlandais", dans le même numéro. Les députés créditistes sont d'ailleurs englobés dans la même réprobation (décembre 1964). Elus sur un programme anti-colonialiste, ils prêchent maintenant la bonne entente avec Ottawa. L'épithète de "roi-règne" reviendra souvent, à l'adresse du premier ministre Lesage; on reconnaît là encore le vocabulaire de la décolonisation (février et mars 1965). Dans le dernier numéro que nous avons dépouillé (avril 1965), on trouve encore un article sur les "traîtres nationaux" (MM. Lamontagne, Lesage, Favreau et Bona Arsenault) et un autre article, qui s'intitule "Le roi-nègre et sa gang". C'en est assez pour montrer la constance de la lutte contre l'idée fédéraliste, tout au long des livraisons de Québec libre.

Comme le journal eut souvent maille à partir avec les forces policières du Québec, on devine que la dénonciation des mesures "arbitraires" prises par la police et l'armée fera partie des thèmes anti-colonialistes développés par Québec libre.

4. La lutte contre les méthodes policières

Dès le premier numéro, on trouve un article dirigé contre l'armée. S'adressant aux militaires eux-mêmes, le texte affirme que le pouvoir central trompe ses soldats. Celui-ci prétend avoir besoin d'une armée pour maintenir l'ordre, mais en fait il ne la maintient que pour résoudre, artificiellement, les problèmes du chômage. Les soldats seront ainsi amenés à réprimer les menées des indépendantistes. Pourtant, poursuit le texte, ces séparatistes recherchent la libération des Canadiens français qui "depuis la conquête, vivent sous la domination des Anglo-Saxons". Québec libre engage ainsi les militaires à quitter l'armée, pour ne pas se trouver devant la nécessité de lutter contre leurs frères de race. Du reste, affirme encore un autre article du même numéro, les Canadiens français, dans l'armée fédérale, n'ont toujours été que de la chair à canons.

Dans le numéro suivant, c'est le "terrorisme policier" qui sera dénoncé, "la police coloniale ayant arrêté nos vendeurs de journaux". Dans le numéro 3, encore, on dénoncera la répression exercée par la RCMP contre le Front républicain pour l'Indépendance, à Montréal, à Québec, et en Mauricie. Dans ce contexte, on imagine que M. Claude Wagner apparaîtra comme l'"anti-Québécois" par excellence: tel sera le titre d'un article, dans le numéro d'octobre 1964. En novembre de la même année, ce sont MM. Lesage et Wagner qui seront désignés comme "outils de la RCMP". Plus tard (janvier 1965), le journal dira que le Premier ministre Lesage, en livrant la Justice à M. Claude Wagner, "vise à instaurer un climat de terreur et de haine qui ne peut déboucher que sur la violence et les règlements de comptes". Il est inutile d'illustrer davantage ce thème, car c'est

toujours dans les mêmes termes que les forces de l'ordre seront dénoncées. "L'oppression continue", lira-t-on encore dans un article de février 1965. En effet, "malgré la réprobation générale, les valets du colonialisme poursuivent leur sinistre travail; à court d'arguments, ces énergumènes dont l'ignorance crasse est la particularité dominante, font maintenant appel à la xénophobie". C'est que Québec libre a toujours prétendu être relié à des mouvements internationaux, et on commençait justement à lui en faire grief.

Il est certain, en tous cas, que le journal a toujours cherché à éviter l'esprit provincialiste. En particulier, il a toujours cherché des appuis parmi les penseurs européens, d'une part et d'autre part, auprès des pays récemment libérés de l'état de colonie.

5. L'ouverture sur le monde

Dans le premier numéro, c'est Michel Bernard, sociologue français, auteur d'un livre sur le Québec, qui donne un texte au journal. Il engage les "indépendantistes" à s'unir. Son séjour au Québec lui a donné le spectacle de l'ampleur des forces séparatistes, mais aussi, celui de leur extrême morcellement. Le séparatisme est fragmenté en factions rivales. Il faut au contraire, que les tenants de l'indépendance unissent leurs forces, conclut-il. Et c'est en fait à cela que s'emploiera, en partie Québec libre: nous le verrons dans notre dernier paragraphe.

Dans le numéro suivant, c'est le socialiste français Jean Cathelin qui écrira dans le journal. Il y affirme que la presse française a vraiment découvert le problème de l'indépendance au Québec, et que celui-ci commence à préoccuper l'opinion publique de son pays. On ne saurait dire dans quelle mesure cette affirmation est exacte.



Mais ce qui est sûr, c'est qu'on a là le genre de témoignage que Québec libre aime monter en épingle. Dans le numéro 3, c'est Jacques Cabanes, de Paris, qui écrira que "le monde a besoin du Québec". En septembre 1964, Québec libre fera grand cas des "prévisions du professeur Aron" au sujet de l'avenir politique du Québec, publiées dans le Figaro. En décembre de la même année, on rapportera les propos de l'économiste suédois S. Andersen selon lequel un Québec indépendant verrait sa richesse augmenter de 12 pour cent.

Mais l'intérêt du journal s'étendra aussi aux pays qui présentent une analogie de situation avec le Québec, soit parce qu'ils ont eu à souffrir de la colonisation, soit parce qu'ils sont sous-développés: Chypre et le Brésil (mai 1964), la fédération de Malaysia et l'Algérie (juin-juillet), le Sud-Yémen (septembre), le Chili (novembre), la Côte d'Ivoire (février 1965), le Congo ex-français (mars 1965) et le Sénégal (mai).

C'est à partir des situations concrètes de ces pays, que le journal cherchera à donner une image des problèmes de la décolonisation. Et l'on comprend qu'elle cherche aussi, en liaison avec ces problèmes, à donner une image du socialisme.

6. Le socialisme

Ce n'est certes pas là un des thèmes majeurs de Québec libre. Du reste, il faut reprocher au journal de donner une importance exagérée à l'aspect politique des problèmes, au détriment de leur aspect économique. Québec libre ne professe, en effet, aucune doctrine économique ferme. Les rares articles sur ces questions seront fournis par des collaborateurs occasionnels, souvent engagés dans d'autres formations idéologiques.

Dans le numéro 3, c'est Pierre Maheu, de Parti pris, qui parlera des grèves et de l'agitation populaire dont elles ont été l'occasion dans le Québec. L'auteur songe ici aux conflits de Dupuis frères, de Fashion Craft et d'Asbestos. Son texte est illustré d'une photographie de M. Jean-Louis Lévesque, accompagnée des mots suivants: "L'âge de pierre des relations ouvrières". Voici en quels termes Pierre Maheu voit l'état actuel de cette question. "Actuellement, la bourgeoisie parle d'Etat associé, elle fait mine d'assumer le nationalisme québécois. Mais nous ne serons pas dupes, car elle montre bien par ailleurs qu'elle ne cherche que son profit. Si nous voulons la libération du Québec, nous voulons plus encore celle des Québécois... Les capitalistes canadiens-français tentent de camoufler sous un nationalisme de surface l'exploitation de leurs ouvriers... Ce n'est pas seulement l'indépendance qui s'en vient, c'est la révolution; et les exploiters y seront balayés, peu importe leur nationalité... Et il n'y a pas cinquante moyens d'arriver à cela; il n'y en a qu'un seul: la révolution populaire contre les exploiters".

Au numéro 5, on aura un article sur la nationalisation des télécommunications. Le numéro 8 fera l'éloge de la Suède, "pays de l'abondance et de la justice sociale", dans les deux pages centrales du journal. Mais ce sera tout. Québec libre visant surtout à faire l'unité des forces séparatistes, on conçoit que le journal ait préféré se taire, sur des questions qui divisent ceux-ci. Il reste cependant que la sympathie marquée pour les pays ayant récemment accédé à l'indépendance s'exprime souvent dans des termes qui marquent également une certaine sympathie pour le socialisme.

Sur le thème de la religion, l'attitude du journal sera sensiblement la même.

7. La religion

C'est là encore un sujet qui pourrait diviser les séparatistes. Il en sera donc peu question. Pourtant, on ne peut s'empêcher de sentir que Québec libre n'est guère conservateur, dans ce domaine. Dans le numéro 2, on peut lire un article sur "Le clergé et l'indépendance". On y lit ce qui suit.

"Le F.R.I. est essentiellement politique. Il n'a pas l'intention de se mêler à la lutte entre cléricaux et anti-cléricaux. Toutefois, il s'interroge sur le rôle du clergé dans l'évolution pénible du Québec vers l'indépendance". Or, estime-t-il, le rôle des catholiques, dans la conjoncture présente, est pour le moins équivoque. "La présence de M. Ryan au Devoir, de M. Pelletier à La Presse, les déclarations pan-canadiennes du père Arès à la Société Royale, et divers autres faits, sont de nature à nous inquiéter". Et Québec libre pose alors la question: "Est-il fatal que le clergé se range du côté de l'ordre établi, même si cet ordre est funeste pour la nation?" En tous cas, répond-il, il en a été ainsi, à Cuba et au Kenya: c'est autour du clergé que se recrutaient les éléments contre-révolutionnaires? Quant à Québec libre, il se veut au-dessus des factions qui divisent actuellement les Canadiens français. "Le FRI est accessible aux croyants et aux incroyants; mais il entend observer avec toute la lucidité et la vigilance nécessaires, l'attitude du clergé envers la nation".

Il ne sera plus question de religion dans le journal, sauf une seule fois, sous la plume de Joseph Costisella, qui, à ce moment,

était en train de passer à la rédaction de Monde nouveau, et qui sera responsable de l'unique numéro séparatiste de cette revue. Costisella est connu pour ses idées séparatistes, et aussi pour son conservatisme idéologique. Son article ("Le clergé et l'indépendance", mars 1965) tend à montrer que, au moment des troubles de 1837, le bas-clergé était du côté des insurgés, tandis que le haut clergé seul était loyaliste. Il cite ensuite, comme le font toutes les revues catholiques, le passage de l'encyclique Pacem in terris contre le colonialisme. Et il tire de là la vision d'un catholicisme québécois fidèle à la cause de l'indépendance, du moins au plan des principes.

Comme nous l'avons dit, Québec libre ne prend pas autrement position, sur les questions religieuses, son souci étant avant tout de faire l'unité des formations vouées à la cause de l'indépendance.

8. Les autres formations indépendantistes.

Québec libre signalera avec sympathie les réalisations de tous les mouvements séparatistes, sans exception. Il les critiquera parfois, mais toujours d'une manière très modérée. Au sujet du FLQ, il dira tout simplement: "Ce n'est pas par la violence qu'on abattra le FLQ, mais seulement en faisant disparaître les injustices flagrantes contre lesquelles il se révolte"; ce qui laisse entendre qu'il serait bon que le FLQ soit supprimé.

Le numéro 2 fera beaucoup de propagande pour diverses publications séparatistes: Le Mauricien libéré, Le libérateur (Outaouais), Temps présents (région de Québec) et Résistance (Montréal). Le journal saluera, de même Hubert Aquin, au moment où il "choisira la clandestinité" (juin-juillet 1964). Plus tard, il défendra les détenus du FLQ, et réclamera pour eux le statut politique. Il manifestera sa sympathie pour Parti pris (février 1965), mais aussi pour le

ministre René Lévesque. Il approuve le ministre, lorsqu'il déclare que "le fédéralisme coopératif n'est qu'une fantaisie délirante qui conduirait à l'avortement du réveil de notre peuple". Pour Québec libre, ces déclarations sont autant de dénonciations dirigées contre ce qu'il appelle "les forces occupantes".

Tels sont les thèmes développés par ce journal, en moins d'une année d'existence. Ces thèmes finissent par former, ici, une véritable thématique, c'est-à-dire un ensemble organique de thèmes; et c'est ce qui fait, à nos yeux, l'intérêt de cette publication.

VI - " L A C O G N É E "

Comme l'indique son sous-titre, La Cognée est l'organe du Front de libération du Québec (F.L.Q.), mouvement qui encadre l'A.L.Q., c'est-à-dire l'armée clandestine de libération du Québec. Nous avons pu consulter les livraisons, d'abord mensuelles, puis bi-mensuelles, de cette feuille ronéotypée, depuis son premier numéro (octobre 1963), jusqu'à la livraison 1er janvier 1965. Nous ne pouvons dire si La Cognée a continué de paraître après cette date.

Disons tout de suite que nous retrouverons ici les thèmes que nous avons dégagés de la Revue socialiste, de Révolution québécoise, et surtout, de Québec libre: lutte contre la "colonisation", contre le fédéralisme, prises de position vis-à-vis des autres mouvements. La seule originalité de La Cognée, c'est qu'elle met l'accent sur les aspects techniques de la révolution par la violence. Mais commençons par indiquer, à l'aide d'un texte paru dans le premier numéro, les objectifs généraux du mouvement.

1. Objectifs généraux.

Ce texte s'intitule "Qui sommes-nous? Que voulons-nous?". Les porte-paroles de l'ALQ disent d'abord leur intention de libérer les "patriotes" emprisonnés à la suite des différents coups de mains perpétrés par l'organisation clandestine. Mais en attendant la réalisation de cet objectif limité, ils déclarent vouloir "demander des comptes aux coloniaux d'Ottawa et à leurs putains du Québec". Qu'est-ce à dire: demander des comptes? On ne le sait encore, et La Cognée se contente d'énumérer ceux auxquels elle destine ses coups: "aux maniaques du bilinguisme, aux souteneurs du fédéralisme, aux démagues bleus, rouges, cailles, aux aliénés qui attendent tout de René Lévesque, qui ne se rappellent pas qu'on attendait tout de Mercier, de

Gouin et de Chalout; aux capitalistes qui refusent des conditions de travail convenables et la libre association, etc..."

Ce vocabulaire, on le voit, ne diffère pas beaucoup de celui de Québec libre. Ici, comme là, le mot "révolution" a la même importance. "Nous balaierons tous ceux-là par l'action révolutionnaire. Nous lutterons aussi, en mémoire d'Asbestos, de Murdochville, de Louiseville, autant que des conscriptions de 1917 et 1943, que de Saint-Eustache et des Plaines d'Abraham... Nous suivrons la voie tracée en 1837. C'était il y a plus d'un siècle. Raison de plus d'en finir.... Nous ne voulons plus demeurer esclaves des étrangers, nous ne voulons plus de chômeurs au Québec, nous voulons que le français redevienne notre langue nationale..."

Telles sont les déclarations d'intentions qu'on peut lire dans ce premier numéro. Ailleurs, le bulletin reviendra sur certains points de ce programme. "Le but du FLQ est bien clair: la prise du pouvoir par un parti révolutionnaire démocratique... Nous rejetons l'électoratisme collaborateur, comme moyen d'accession à l'indépendance". Et enfin, dans le numéro de mai 1964, on pourra lire les noms des membres de l'équipe de rédaction: Francis Choquette, Pierre Gagnon, P.-A. Gauthier, Jean-Claude Hébert, Hudon Lamarche, Paul Lemoyne, Louis Nadeau. et Georges Simard.

2. La lutte anti-colonialiste

L'anti-colonialisme est un thème attendu, dans un journal comme La Cognée. Sur ce point, cependant, la pensée de ses rédacteurs paraît moins ferme que celle des écrivains que nous avons pu lire dans d'autres revues de même tendance. La Cognée englobe bien des choses sous le terme de colonialisme. Dans le premier numéro, par exemple,

sous le titre "Québec est une colonie", il est question, d'abord de la querelle de la Place des Arts de Montréal, et ensuite, d'une expérience tentée par la Commission des Ecoles catholiques de Montréal: celle d'enseigner l'anglais dès la première année du cycle primaire.

Dans le deuxième numéro, c'est sous cette étiquette que passent les commentaires sur le niveau de vie des Québécois. Ceux-ci, explique l'éditorialiste, sont loin d'avoir le "minimum vital", contrairement à ce qu'affirment couramment les politiciens. C'est en effet par rapport à la réalité nord-américaine qu'il faut définir ce minimum. Or, le niveau de vie du Québécois se situe 28 pour cent en dessous de celui de l'Ontarien, et 50 pour cent en dessous de celui de l'Américain. On appliquera aussi le même vocabulaire à la situation des paysans québécois.

En janvier 1964, le bulletin tentera d'expliquer les méthodes de ce qu'il appelle le "colonialisme anglais", tel qu'il s'est réalisé en Amérique du nord. L'auteur de l'article insiste sur le fait que l'occupant, en 1760, eut soin de s'appuyer sur le loyalisme du clergé. Il commença par laisser la liberté à l'Eglise, et en retour, obtint le loyalisme des clercs. Et notre auteur de conclure: "Le clergé a donc rempli ici, pendant assez longtemps, le rôle de "roinègre". La révolution de '37 fut bourgeoise et libérale, et c'est pourquoi elle rencontra une si forte opposition dans le clergé.

C'est encore en termes de colonialisme que La Cognée expliquera son refus de passer par la voie légale de l'électoratisme. A ses yeux, la chambre des Communes, qu'elle soit fédérale ou provinciale, abrite une "Assemblée coloniale"; et ce serait "jouer avec la dignité du peuple" que de prendre au sérieux une telle institution.

3. La lutte anti-fédéraliste

Colonialisme, fédéralisme: deux notions qui sont très voisines, dans l'usage qu'en font les mouvements dont nous nous occupons actuellement. Il va de soi, bien entendu, que La Cognée dénoncera des institutions comme les conférences fédérales-provinciales. Elle n'y voit qu'un instrument au service d'un pouvoir central parfaitement cynique. "Le gouvernement fédéral incite les provinces à la collaboration et à la bonne entente, mais se fiche de ces propositions en adoptant à l'avance une loi sur ce sujet. C'est de la collaboration à sens unique... Ces conférences sont des parodies de la démocratie. Les provinces peuvent seulement sauver la face" (novembre 1963). D'une manière générale, on peut dire que La Cognée est à l'affût des moindres faits qui peuvent être interprétés dans le sens d'une mauvaise volonté de la part du pouvoir central. En décembre 1963, le bulletin dira que "Trois fois, cet automne, nous fûmes trahis dans notre volonté de libération nationale. Trois fois le pouvoir fédéral a foulé les aspirations de tout notre peuple". Tout ceci, à propos des sous-marins commandés en Angleterre, et non aux chantiers de Lauzon, à propos des appareils de la Société TCA, construits en Ontario, et non à Montréal, et enfin, à propos de la conférence fédérale-provinciale.

Les commentaires que le bulletin peut faire sur ces événements ne présente rien de bien neuf, au stade où se trouve actuellement notre étude. On a l'impression d'une reprise mécanique de thèmes épars à travers les publications séparatistes. "Nous sommes prisonniers du carcan de la Confédération, et jamais nous ne pourrons y exercer nos droits, car politiquement et économiquement, nous sommes minoritaires et nous resterons minoritaires, au sein d'un Etat Can-

dian, quelles que soient ses structures... Des réformes constitutionnelles n'ont jamais pu supprimer le rapport colonisateur-colonisé." Et l'auteur de l'article conclut, comme le font souvent les rédacteurs de La Cognée: "Parce que notre cause est juste, nous vaincrons. Vive la révolution! Vive la république!"

Il va sans dire que l'agressivité du bulletin s'exerce à la fois contre ceux qu'il appelle les "collaborateurs" (MM. Pelletier, Trudeau, etc.) et contre les forces policières qui s'appuient sur des éléments francophones. En janvier 1964, La Cognée dénoncera ceux qu'elle appelle "nos harkis nationaux", prolongeant ainsi jusque dans les détails la métaphore colonialiste. Il s'agit des 26 Canadiens de langue française qui font partie des cadres supérieurs de la RCMP. "Les forces colonialistes, écrit le bulletin, travaillent à maintenir leur pouvoir et à conserver leurs privilèges, ils défendent leurs intérêts. Les forces policières du Québec obéissent aux ordres d'un pouvoir aveugle, aliéné par 200 ans de colonialisme: n'ayant pas atteint la conscience révolutionnaire, ils demeurent de bonne foi".

Comme dans Québec libre, on retrouvera ici l'épithète de "roi-nègre" adressée à M. Jean Lesage (15 février 1964). Au delà de ce personnage, l'organe du FLQ s'en prend à la "clique clérico-bourgeoise" qui a créé l'arsenal des mythes québécois, "afin de réduire à sa merci la conscience populaire et la volonté nationale". Parmi ces mythes, on énumère: La "survivance nationale, les minorités francophones hors du Québec. Mais, poursuit le bulletin, nous avons maintenant une nouvelle mythologie: celle de la révolution tranquille, de l'équipe "du tonnerre", du visage français du Québec, de l'achat chez nous, de la "belle province", et surtout, de René Lévesque (30 février 1964). Du reste, dira ailleurs le bulletin, le réformisme de l'équipe

actuelle ne trompe personne, car il est avéré que les gouvernements bourgeois se mettent toujours aux réformes quand ils se sentent menacés par une véritable révolution. Or, tel est bien le cas du gouvernement Lesage, conclut La Cognée.

Celle-ci s'emploie parfois à réfuter les accusations portées contre le FLQ. MM. Pelletier et Lamontagne, par exemple, avaient exprimé la crainte que la révolution, au Québec, ne donne lieu à une vague de fascisme. Le bulletin réfute cette allégation, et voit là une des faiblesses de l'argumentation anti-séparatiste des personnalités citées. A tous ceux qui proposent aux séparatistes de "revenir à l'esprit de 1867", la Cognée répond: "revenons à l'esprit de 1759" (15 mars 1964).

Mais venons-en au thème qui caractérise La Cognée, et qui fait sa véritable originalité, dans le concert des publications séparatistes: l'organisation technique de la révolution.

4. La technique de la révolution

Sous cette rubrique, il faut d'abord mentionner les commentaires que le FLQ fait, de ses propres coups de mains. Le 15 février 1964, par exemple, on commentera le vol d'armes effectué à la caserne des Fusilliers Mont-Royal. On saluera, également, les "patriotes" appréhendés par la "pseudo-justice canadienne" à la suite de ces événements (15 et 30 mai 1964). Le FLQ tente, par là, parfois de justifier, devant les résultats des événements qu'il a déclenchés. Le 15 septembre 1964, il s'expliquera sur le coup de main du 29 août, qui s'est soldé par la mort de deux hommes. "Nous ne sommes pas des bandits ou des assassins; ce sont là des accusations fallacieuses des forces policières. Nous sommes des hommes qui aimons notre patrie

et voulons que notre peuple se libère." Le texte poursuit la justification de l'action terroriste, en disant que chacun des militants qui prirent part au coup de main, portait sur lui une pièce d'identité, avec son nom, sa profession, et révélant son affiliation au mouvement révolutionnaire. Ces précautions ayant été prises, les prisonniers FLQ devraient être traités conformément aux stipulations des accords de Genève de 1949, sur la législation des conflits armés.

Une autre série de textes fait appel à certaines fractions de la population, pour les encourage à entrer dans la révolution. On dira, par exemple, aux "frères gaspésiens": "Vous avez bien raison, il ne reste qu'une solution: prendre son fusil et monter à Québec. L'armée de libération du Québec y a déjà pensé, elle s'occupe de trouver des fusils... Il ne faut cependant pas que vous pensiez que ce matin on va être chez vous et au Lac Saint-Jean, pour se battre avec vous autres; ça peut prendre un peu de temps; mais on va y aller... Il faut vous méfier du plan ARDA... Il ne reste qu'une solution: la mitraillette".

A la fin de mars 1964, il y aura un texte intitulé "Travailleurs, aux armes!" Ce texte fait la petite histoire des grèves: Asbestos, Murdochville, etc., et brosse un sombre tableau du "système d'oppression anglo-saxon", contre lequel les ouvriers sont appelés à se révolter. Plus tard, enfin (15 juillet 1964), un appel sera lancé aux policiers du Québec, pour les engager à ne pas lutter contre leur propre peuple, au profit d'une puissance "étrangère".

Sur la technique même de la révolution, les textes sont assez nombreux. En février, on renseignera les lecteurs sur l'importance de l'information, dans la lutte révolutionnaire. On insistera sur

l'importance de la discrétion, pour celui qui détient, d'une manière ou d'une autre, un renseignement important. Le 15 juin de la même année, on reviendra sur ce sujet, pour expliquer, cette fois, que les deux principes élémentaires de l'action révolutionnaire sont la discrétion, et le cloisonnement des sections, quelle que soit l'étendue de celle-ci.

Sur tout ceci, viendront parfois des précisions plus techniques. Les "directives" d'avril 1964 sont de cette sorte. Le texte énonce d'abord une constatation: "Notre lutte de libération nationale implique une prise de conscience par la population de sa condition de coloniser et d'exploiter..." On explique ensuite que le Québec est actuellement dans une phase "pré-insurrectionnelle". C'est l'étape de l'agitation, de l'organisation et de la propagande. On prépare ainsi le jour "J". Au niveau de l'organisation, il s'agit de constituer des cellules comprenant de 3 à 10 membres. Pour l'agitation et la propagande, il suffira de promouvoir des discussions à partir des textes de La Cognée, ou d'autres textes révolutionnaires, comme ceux de Parti pris. Cela vaut mieux, conclut l'auteur, que des actions illégales, comme les descentes de drapeaux.

Dans cette ligne de pensée, il faut surtout tenir une série d'exposés signés par P.-A. Gauthier, intitulés "Naissance d'une révolution". On y prévoit plusieurs modalités concrètes de la révolution, comme la formation d'un parti clandestin révolutionnaire (GPRQ), calqué sur le parti algérien de la résistance. Ce parti prendrait normalement le pouvoir, dès que les circonstances lui permettraient de sortir de la clandestinité. A d'autres moments, Hudon Lamarche parlera de l'utilisation des tracts (30 juin et 30 septembre 1964). Ailleurs enfin (15 et 31 août 1964), on expliquera la technique

de l'agitation, de l'infiltration et de la manifestation populaire.

Nous l'avons dit: cette insistance sur les aspects violents et subversifs de la révolution est une caractéristique de La Cognée comme du FLQ, dont elle reflète l'opinion. Il nous reste donc à voir comment ce mouvement apprécie les autres mouvements séparatistes.

5. Les autres mouvements

Un texte de Louis Nadeau donne la clé des attitudes que prendra La Cognée par rapport à ces mouvements. Il faut choisir, dit-il, entre la violence et la non-violence. Mais à quels critères peut-on se référer, en cette matière? Le critère moral ne condamne pas la violence, dans le cas du FLQ, car, si le meurtre est condamnable, les homicides commis à l'occasion d'une guerre de libération, ne le sont pas. Le critère d'efficacité pousse dans la même direction. Avec la non-violence, la libération du Québec risque d'être un processus qui traînera en longueur, et finira par ne pas aboutir; tandis que la violence va droit au but. (15 juin 1964).

On comprendra, dès lors, que l'"euphorie" de Parti pris ne plaise guère à La Cognée: en refusant d'adhérer à l'action violente, ce mouvement se contredit lui-même. (29 février 1964). Le bulletin sera, de même, très critique à l'égard du F.R.I., dont les thèmes, développés dans Québec libre, présentent pourtant une remarquable analogie avec ceux de La Cognée. Celle-ci craint que ce nouveau mouvement ne soit qu'une réincarnation du P.R.Q., récemment dissout. Il lui reproche surtout de "dénoncer la Révolution", parce que Québec libre s'était permis de désapprouver certains actes extrêmes de violence (mars et avril 1964). Le R.I.N., enfin, ne recevra pas davantage l'approbation du bulletin que nous analysons. Selon un article de

septembre 1964, "Le RIN est passé maître dans l'art du séparatisme intégral, du séparatisme permanent: division sur division, séparation sur séparation. Comme nous l'avons déjà dit, le RIN disparaîtra, à cause de ses contradictions internes. Nous sommes les premiers à le regretter, car il eût pu être utile, par son appui public à la Cause..."

Tels sont les thèmes développés par l'organe du Front de Libération du Québec, et aussi, la situation de ce mouvement par rapport aux autres formations séparatistes.

Chapitre VI

FORMATIONS DIVERSES

1. "Le Carabin"
2. "Le Quartier Latin"
3. "Relations"
4. "Maintenant"

I- "LE CARABIN"

Le Carabin, journal des étudiants de l'Université Laval, n'est pas plus facile à classer, au point de vue idéologique, que le journal de l'Université de Montréal. Le trait le plus intéressant du Carabin, à notre point de vue, c'est qu'il poursuit, depuis une quinzaine d'années, une critique de la société québécoise qui rappelle, par bien des côtés, celle de Cité libre. Nous décrirons donc tout d'abord les aspects de cette critique, avant d'aborder les opinions politiques du journal.

1. La critique de la société québécoise

Cette critique a souvent pour objet le gouvernement de la province, et en particulier le régime Duplessis. On retrouve ce thème fréquemment dans la chronique intitulée "L'actualité commentée", et qui fut maintenue dans le journal pendant de longues années. Mais on le retrouve aussi bien dans de nombreux articles.

Le 12 avril 1956, par exemple, M. Giguère décrira la stagnation de la vie politique au Québec, et dénoncera le verbalisme de la pensée nationaliste. "Beaucoup de gens, écrit-il, se réclament des valeurs autonomistes. Mais nos richesses naturelles s'en vont à l'étranger, à l'état brut, et à des prix dérisoires; l'autonomie de nos municipalités, commissions scolaires, hopitaux, est livrée aux caprices et fantaisies de l'arbitraire érigé en système; notre économie s'offre le luxe de chasser les nouvelles industries par des taxes prohibitives. Beaucoup de gens se réclament des valeurs démocratiques, mais d'autre part, nos libertés politiques font de plus en plus l'objet

d'un chantage systématisé..." Cette critique ne vise encore aucun objet précis, mais elle reflète du moins le mécontentement du milieu étudiant devant la situation globale, politique et sociale, du Québec.

C'est un peu le même thème qui sera repris par P. Sabourin, le 29 novembre de la même année. A propos des octrois fédéraux aux universités, il constate qu'étudiants et professeurs, c'est-à-dire l'élite de la nation, favorisent l'intrusion du gouvernement fédéral dans les affaires québécoises. L'élite du Canada français, dit-il, accepte donc de se faire diriger par l'étranger. La cause de cette attitude aberrante se trouve dans une absence totale de sens politique chez les Canadiens français. Ce n'est pas le gouvernement qui est à blâmer; celui-ci changerait, que les données du problème resteraient les mêmes: ce qui est à faire, c'est l'éducation politique du Canada français.

Au delà de la situation politique, c'est souvent le climat général du Canada français qui est remis en question. Revenant, par exemple, sur le thème du "droit à l'erreur", M. Boisvert s'étendra longuement sur le monolithisme idéologique du milieu (28 mars 1957). Dès que quelqu'un émet des opinions qui ne cadrent pas avec les idées reçues, dit-il, il devient tout de suite l'objet d'attaques violentes, et parfois, concertées. C'est que la vérité a ici un caractère totalitaire, qui vient surtout de ce que la survie du Canada français a été assurée par la rigidité de ses structures cléricales et politiques.

A partir d'octobre 1957, on aura même une "chronique radicale" qui développera surtout le thème de la libération idéologique du Canada français. Il y sera question, par exemple, des avantages

de la non-confessionnalité de l'enseignement, et de l'abus des notions d'autorité, de prudence et de traditions. A la même époque, M. Perron signera un éditorial extrêmement libre dénonçant à la fois le cléricalisme, le moralisme de l'enseignement religieux et les discussions à coups d'encycliques.

Au début de 1958, on reviendra encore sur le nationalisme canadien-français, et sur son caractère négatif. Ce mouvement, estime M. Laplante, s'est toujours construit contre le Canada anglais. Il faudrait maintenant qu'il se tourne, d'une manière positive, et sans autre intention que celle de la servir. "Alors, dans le respect des deux cultures, il sera possible d'envisager la construction du Canada, dans l'enrichissement réciproque des deux groupes". Mais la critique du nationalisme, quelle que soit sa forme, va habituellement de pair avec celle du Duplessisme. En mars 1958, J.C. Lebel décrira le "marasme de la politique québécoise". Son article sera un violent réquisitoire contre la politique du Premier ministre. Il ne faut pas oublier, cependant, que cette critique se développe dans un climat bien particulier: les étudiants venaient de remettre leur mémoire au gouvernement Duplessis, et les trois présidents d'associations étudiantes faisaient alors antichambre chez le Premier ministre. Le même auteur reviendra pourtant à la charge, l'année suivante, à la veille des élections provinciales (21 avril 1959). Il fait alors une revue pessimiste des partis en présence, et souhaite, sans grand espoir, une union des forces anti-duplessistes.

Plus tard, L. Duclos constatera que la mort de M. Duplessis a eu, au Québec, l'importance d'un fait sociologique. Depuis lors,

le Canada français a le sentiment de vivre en démocratie. C'est ce que nous allons maintenant montrer, en réservant cependant pour notre seconde section tout ce qui a trait au choix politique, c'est-à-dire à l'option fédéralisme-séparatisme.

Il faut d'abord noter que l'intérêt du Carabin pour les partis socialistes du Canada n'est pas récent. Le 20 avril 1956, par exemple, G. Lapointe dénonçait un article de L.P. Roy paru dans l'Action catholique, et qui s'intitulait "Cominform, socialisme et communisme au Québec". Cet éditorialiste disait que le parti CCF était implicitement condamné par l'Eglise, puisque socialiste. Il suggère même que ce parti pourrait être secrètement lié au parti communiste canadien. G. Lapointe s'insurge contre ces insinuations, et reproche à L.P. Roy d'avoir inconsidérément jeté le discrédit sur un parti dont le passé est pur de tout ce dont on l'accuse. "Ce sont, dit-il, des confusions de ce genre qui entretiennent chez nous la crise religieuse dont M. Roy a naïvement nié l'existence". Vu le peu de maturité politique des Canadiens français, conclut l'auteur, des articles tels que celui-ci peuvent être extrêmement nocifs.

En octobre 1957, le journal donne un long compte rendu du congrès PSD de Shawinigan. Mais le numéro du 20 mars 1958 sera plus explicite encore dans le sens d'un engagement politique. G. Gagnon, dans un texte intitulé "Avons-nous peur des mots?" dénonce la peur chronique que les Canadiens français éprouvent pour le socialisme. Or, dit-il, le socialisme canadien n'a rien d'anti-chrétien, si on le prend tel qu'il s'exprime dans les partis CCF et NPD. D'autre part, il n'est nullement centralisateur et anti-provincialiste,

et il respecte intégralement la propriété privée. P. Joncas décrit ensuite "La marche au socialisme" qui, selon lui, caractérise l'évolution actuelle du Québec, et même du Canada. Devant le nombre et l'urgence des problèmes sociaux dont souffre actuellement le pays, dit-il, le socialisme est inévitable; seul, il peut répartir également les richesses. Or, le PSD est éminemment le parti capable de réaliser cet idéal; c'est en cela précisément qu'il se distingue des autres partis canadiens. Suit, enfin, un exposé du programme du PSD, d'après les actes du congrès de Winnipeg, en 1956.

Le 11 novembre 1958, le Carabin titrera, en première page, "Du paternalisme à Radio-Canada", et dénoncera la censure imposée par la société d'Etat à une émission préparée par Michel Chartrand, leader provincial du PSD. Plus tard, en 1960, on aura de longs reportages sur le congrès du NPD tenu à Montréal. Ces rapports seront objectifs, et feront abstraction des opinions des rédacteurs. En 1962 (1er février), un rédacteur anonyme traitera du nationalisme canadien-français dans ses rapports avec le NPD. Il estime que, de tous les partis actuellement existants, c'est celui qui favorise le plus le nationalisme. A preuve, dit-il, le programme élaboré au cours du dernier congrès: autonomie provinciale très large, et reconnaissance, à Ottawa, du principe des deux nations. Le 13 février 1964, enfin, on trouvera dans le journal deux grandes pages consacrées au socialisme. On y trouvera également des articles plus courts consacrés respectivement à l'Union nationale, au R.I.N., au parti libéral et au PSQ.

Il faut en effet noter que les étudiants de Laval semblent s'intéresser, plus que ceux de Montréal, aux partis autres que le

NPD et le PSQ. L'engagement politique, pour eux, s'exprime en principe, au niveau de tous les partis déjà constitués. En janvier 1963, cette question sera longuement débattue à l'Association générale des étudiants de Laval. Certains membres de l'Association avaient déposé un projet de résolution tendant à faire reconnaître la nécessité d'un engagement politique précis pour l'AGEUL, considérée comme corps intermédiaire dans la société. A ce moment, les présidents de facultés, interviewés par les rédacteurs du journal, sont contre l'idée de cet engagement. Mais à la fin du mois (24 janvier), le Carabin annoncera que le grand conseil de l'AGEUL s'est prononcé en faveur d'un engagement politique. Et l'on voit tout de suite apparaître dans le journal (20 janvier) des articles rédigés par les jeunes Libéraux de Laval, le NPD de Laval et les jeunes Conservateurs de Laval.

Il faut signaler aussi que le journal se tient habituellement au courant des événements politiques courants: élections provinciales, conférences fédérales-provinciales etc. Autour ou en marge de ces événements, il enregistre des prises de positions assez fréquentes, sur les problèmes que posent le fédéralisme et le séparatisme. Il faut donc voir s'il se dessine des constantes, parmi les opinions ainsi exprimées.

2. Fédéralisme et séparatisme

Au début de 1957 (31 janvier) le journal publiera un article de P. Sabourin favorable à l'indépendance. L'auteur constate que la politique provinciale, comme la politique fédérale, tend à l'assimilation des Canadiens français. "L'autonomisme et l'anticom-

munisme politique de nos dirigeants provinciaux vise simplement à nous exploiter, en maintenant le système dépassé et inhumain du libéralisme économique du XIX^e siècle. Le tout, sous le couvert du nationalisme le plus bas et le plus chauvin." Quant au gouvernement fédéral, sa politique est évidemment centralisatrice, et comme telle, elle ne peut être que rejetée par le Canada français. En effet, il semble bien que le Canada deviendrait un Etat unitaire, à plus ou moins brève échéance, c'est-à-dire qu'il ne serait ni bilingue ni biculturel. Devant cette situation, la conclusion de P. Sabourin est nette: "Devant l'illogisme de l'autonomie et de la centralisation, le Québec, à l'ensemble de nombreux Etats qui obtiennent, sous nos yeux, chaque jour, leur indépendance, doit opter pour la seule solution logique: la séparation; pas un séparatisme conduisant à une dictature théocratique et inhumaine, mais bien un Etat indépendant, qui respecte le bien commun et l'intérêt général".

Mais cette opinion séparatiste côtoie de très près une opinion animée par une tendance sensiblement différente. Les mots suivants, en effet, Guy Bourassa signera un éditorial dans lequel il aborde la question de la participation de l'AGET à l'ACULF, ou Association canadienne des étudiants de langue française. Cette association dissidente ne lui semble pas heureuse, et il estime que Laval doit continuer à adhérer à la FNEUC, organisation nationale, qui a rendu de grands services, et qui représente pour les étudiants un cadre normal d'association. En septembre 1959, le séminaire national de la FNEUC provoquera encore des commentaires favorables au fédéralisme.

Si on examine les prises de positions au niveau des années 60, on retrouve la même dispersion. D'abord, des opinions assez fréquemment exprimées contre le séparatisme. En février 1960, par exemple, M. Chalout critiquera la notion d'autodétermination si souvent appliquée au Québec, et il conclura: "Quand les droits sont respectés, un nationalisme séparatiste n'a plus sa raison d'être. Or, pour les Canadiens français les principaux droits sont respectés." Le mois suivant, on publiera un article de Raymond Barbeau, mais en l'assortissant de commentaires plus ou moins ironiques émanant de la rédaction. Le 23 février de la même année, S. Montminy, B. Lavoie, Y. Roy et G. Larouche publieront une grande page d'analyses sur le séparatisme. Ils exposent d'abord objectivement les théories de R. Barbeau, et expliquent ensuite que, selon eux, les arguments du groupe Laurentien peuvent tous être réfutés. Leurs réponses sont surtout d'ordre économique, et s'appuient sur la faiblesse de l'économie canadienne. Ils peuvent ainsi conclure: "Un Québec indépendant dans un Canada qui ne l'est pas, nous paraît un rêve", car l'économie canadienne est totalement dominée par des intérêts étrangers.

Le 5 octobre 1961, L. Bouchard dira qu'à ses yeux, les séparatistes font du chantage. S'appuyant sur le fait que le Canada a besoin du Québec, ils menacent de se séparer, pour mieux obtenir ce qu'ils veulent. Pour cet auteur, l'idée séparatiste n'est donc pas une théorie ayant des traits fermes, mais une simple arme à utiliser en cours de négociations. A la suite de cet article, on peut lire un texte signé par un Anglo-Canadien, qui reconnaît les

torts dont ses compatriotes se sont rendus coupables envers les Canadiens français. Mais, dit-il, le Canada anglais a changé, il voit maintenant dans le Québec une sorte de rempart contre l'envahissement culturel des USA. La tendance à la compréhension mutuelle existe; il faut donc faire confiance à cette tendance, et rejeter le séparatisme.

En novembre 1961, les commentaires autour du congrès de l'ICAP sont très réalistes. Le thème du congrès était: "Le Canada, expérience ratée ou réussie". Parmi les opinions qui s'expriment dans le Carabin, une première présente la Confédération comme "une alternative". Devant l'incompréhension du Canada anglais, écrit l'auteur, le Canada français a perdu patience. Cependant, il reste encore un espoir dans le succès de la Confédération. Pourtant, "si, d'ici cinq ou six ans le virage n'est pas pris, il serait malhonnête de garder encore ce faux espoir. Ce n'est pas un ultimatum ou du chantage, c'est un simple choix à faire... Pourtant je veux bien encore travailler sincèrement pour que l'idéal d'une confédération où deux peuples seraient vraiment égaux devienne enfin une réalité."

Toujours dans la même livraison, un Canadien anglais, cherche à définir son identité nationale. Les Canadiens français, dit-il, croient volontiers que leurs compatriotes anglophones n'ont aucun caractère national propre. Mais au fond, le Canadien français cherche à enfermer le Canada anglais dans une définition. C'est là, poursuit l'auteur de ce texte, une tendance bien latine, mais qui est tout à fait étrangère à la mentalité anglo-saxonne. Et l'article se termine sur l'affirmation que la réalité anglo-

canadienne existe, même si elle est diverse et mouvante. On voit que ces deux textes, même s'ils sont pleins de bonne volonté, témoignent de bien des inquiétudes, de part et d'autre. Celui que nous allons maintenant citer est remarquable, à cet égard.

Ce texte s'intitule "le cul-de-sac canadien-français". L'auteur reconnaît que la solution séparatiste est dans la logique de la situation actuelle et historique des Canadiens français. "Mais ici, poursuit-il, nous hésitons. Nous ne sommes plus sûrs de rien. Au terme de notre démarche intellectuelle, nous n'avons pas le courage ou la témérité d'admettre les conclusions auxquelles nous sommes logiquement conduits... Au bas de la pente séparatiste, nous nous consumons en tergiversations. Il ne faut pas trop nous en blâmer. Il y a de quoi effrayer de plus téméraires, et surtout de plus clairvoyants. Le séparatisme est une aventure qui risque fort de mourir dans l'oeuf. Ses ennemis sont nombreux. Ils s'appellent: télévision, automobile, résidences d'été, bonne chère et congés payés... On ne demande pas à un peuple de troquer ses pantoufles contre sa dignité: la promotion de l'autonomie provinciale s'avère souvent d'un coût prohibitif". La conclusion de l'auteur est d'un pessimisme que l'on rencontre rarement, en ce domaine: "Des Canadiens français ne croient pas au séparatisme, parce qu'ils ne croient plus, momentanément du moins, au courage de la nation dont ils sont issus. De même, ils n'espèrent plus rien de la Confédération, parce qu'ils désespèrent à jamais des Canadiens anglais... C'est une situation intenable, c'est un cul-de-sac".

Pessimisme, sans doute; mais au moins, trouvons-nous ici nettement dessinée la double option devant laquelle se trouve le Canada français. Il est assez remarquable que les prises de

positions sur ce problème qui s'expriment dans le Carabin, à partir de cette date, tendent plutôt vers le séparatisme que vers le fédéralisme. Au parlement-école de Laval, par exemple, il se fondera un "Parti pour l'indépendance du Québec" (1er février 1962). Le 11 octobre, les "séparatistes de Laval" diront leur opinion sur le problème politique du Canada. Quatre-vingt-quinze ans de confédération, estiment-ils, ont montré que toute demi-mesure, en matière d'autonomie provinciale, mène à la perte effective de cette autonomie.

Un peu plus tard, en décembre de la même année, A. Joyal posera de nouveau la question: "Indépendance du Québec ou statu quo?" L'auteur se déclare favorable à l'indépendance, car, dit-il, toutes les fédérations qu'on peut prendre en exemple sont boiteuses: Belgique, Mali, RAU, etc. C'est un fait, poursuit-il, que les Québécois n'ont jamais été maîtres chez eux. Pour le devenir, il leur faut d'abord la pleine liberté dans l'exercice de tous les pouvoirs: économique, social et politique. A ceux qui disent que nous serons mûrs pour l'indépendance, le jour où nous serons maîtres de notre économie, il faut répondre que l'indépendance est le chemin normal vers cette souveraineté économique.- De même, quelques jours plus tard, le 13 décembre 1962, on annoncera la nomination d'un séparatiste notaire, à la tête du Carabin. On s'empresse de déclarer que le journal ne deviendra pas, pour autant, séparatiste, car il continuera, affirme-t-on, à respecter la liberté d'engagement politique. Mais cette nomination semble bien être un signe des temps. Elle apparaît comme l'aboutissement d'une vague d'opinion séparatiste, même si, de fait elle n'empêchera nullement les opinions fédéralistes de se manifester.

Au début de 1963 (10 janvier), R. Fournier fait écho à une conférence de Marcel Rioux, qui venait d'inviter la gauche traditionnelle du Canada français, c'est-à-dire celle de Cité libre, à se rallier à la cause nationaliste. Mais R. Fournier estime que ce souhait est utopique: cette gauche n'évoluera jamais vers le séparatisme, qui est, selon lui la forme actuellement obligée du nationalisme, car elle s'est toujours identifiée à l'antinationalisme de l'après-guerre. Dans la même livraison, G. Archambault commente la décision du Carabin de se retirer de la C.U.P. (Canadian University Press). Et il motive ce choix par la différence profonde qui sépare les deux nations. "Ceux qui ont déjà lu des journaux universitaires anglo-saxons se sont eux-mêmes rendu compte d'une réconciliation quasi-impossible entre notre conception du journalisme étudiant et celle des Canadiens anglais... La nature des journaux anglo-saxons ne correspond pas à nos besoins. Eux ont l'habitude de donner des informations à caractère plutôt local, qui ne sauraient intéresser nos étudiants. Nous, d'après notre propre constitution, faisons de notre Carabin un journal d'opinion plutôt que d'information. Au lieu de parler de tel couronnement de reine ou de telle performance sportive, nous insistons beaucoup plus sur l'étude de tel ou tel problème qui intéresse tout étudiant sérieux." Le même rédacteur exprime en même temps le projet que le journal a formé, d'adhérer à la P.E.N. (Presse étudiante nationale), d'expression exclusivement française, qui était alors en voie de formation.

Le même rédacteur exposera, un peu plus tard (24 septembre 1963) les griefs des étudiants francophones, dans la querelle de la FNEUC. Ceux-ci, dit-il, ne s'interrogent même plus sur la Fédération

nationale; pour eux, c'est une parfaite inconnue. "D'ailleurs, comment voulez-vous que FNEUC, groupant des étudiants de Vancouver à Terre-Neuve, soit efficace? C'est justement parce que les structures de FNEUC recouvrent des réalités géographiquement et socialement trop diverses, qu'elles ne permettent pas de satisfaire nos besoins." Les Canadiens français, pour leur part, exigent une structure bi-nationale. Si cela leur est refusé, ils sont résolus à chercher une solution hors de la FNEUC. Et l'auteur s'étend sur la différence de traitement des problèmes qui se manifeste à chaque réunion de l'organisme national. Différence aussi, de contenu des problèmes. Par exemple, les problèmes de la co-gestion et de la gratuité scolaire ne se posent nullement à l'esprit des anglophones.

Les opinions continueront ainsi de s'exprimer, sur le problème politique du Canada, et une étude statistique du contenu du journal montrerait, croyons-nous, une nette tendance dans le sens du séparatisme. Citons seulement, dans ce sens, l'éditorial du 12 mars 1964, qui se déclare en faveur d'un Québec libre. "Les récents développements sur la scène de l'actualité politique canadienne et québécoise accentuent de façon manifeste les deux solitudes dans lesquelles s'isolent Canadiens anglais et Canadiens français. Plus encore, ils dissipent tous les espoirs que nous conservions avec peine en vue d'une entente ouverte avec nos partenaires de l'agonisante confédération. Il apparaît maintenant que la seule solution à la promotion sociale, économique et politique du Canada français, réside dans un Québec indépendant, libre et maître de ses destinées". Et l'éditorial est signé par les membres de l'équipe de rédaction.

Il est à noter que cette réaction provoquée par la tenue de la dernière conférence fédérale-provinciale.

Encore une fois, tout cela ne suffit pas pour que nous classions le Carabin sous la rubrique séparatiste. Mais les brèves analyses que nous venons de faire permettent de conclure que les tendances majoritaires, dans la rédaction du journal, ont lentement glissé, entre 1955 et 1965, du fédéralisme au séparatisme.

II- "LE QUARTIER LATIN"

Il est difficile de classer le Quartier Latin, journal des étudiants de l'Université de Montréal, sous une option politique unique. Dans un périodique de ce genre, la liberté d'expression est telle, qu'on peut s'attendre, en principe, à toutes les nuances d'opinions, sur tous les sujets controversés entre Canadiens français. Mais il est évident que la politique est devenu un des domaines d'intérêt principaux du journal, au cours des dernières années.

1. Intérêts non-politiques

Nous ne passerons pas ici en revue tous les sujets, même importants, traités par le Quartier latin. Nous ne dirons rien, par exemple, des nombreux articles ayant trait à la vie étudiante, et plus précisément sur la défense des libertés de ce milieu. Une étude thématique complète devrait, aussi, accorder beaucoup d'importance aux sujets culturels, et plus particulièrement littéraires, de même qu'à la page sportive.

De notre point de vue, il est tout aussi important de noter l'absence de certains sujets. Par exemple, les thèmes qui caractérisent les revues nationalistes, en général, sont pratiquement absents des pages du Quartier latin. Rien, ou peu de choses, par exemple, sur le problème des minorités francophones, sur la langue française, sur les revendications reliées à l'idée de fierté nationale. Mais si l'un de ces sujets se trouve, par hasard, abordé, il se trouve tout de suite politisé; c'est-à-dire qu'il ne cadre plus avec l'optique nationaliste traditionnelle.

Un article comme celui de L. Bégin, paru le 6 décembre 1960, est à peu près unique en son genre. Il s'intitule "A Montréal, deuxième ville française du monde, Baptiste achète en anglais". La solution que propose l'auteur est la diffusion du français par le moyen des traditionnelles campagnes de refrancisation. De même, nous n'avons trouvé dans le Quartier latin qu'un seul article sur la question des manuels anglais à l'université (14 mars 1961), alors que l'Action nationale consacrera à cette question des études reposant sur des recherches très poussées.

Parmi les sujets non-politiques, il nous est apparu que ceux qui sont reliés à l'option religieuse étaient parmi les plus importants. C'est surtout la question de la confessionnalité qui retient l'attention de ces rédacteurs étudiants. En décembre 1960, on s'élèvera tour à tour contre le projet d'université jésuite et contre la confessionnalité des syndicats ouvriers. De même, on saluera avec enthousiasme la fondation du Mouvement Laïque (6 avril 1961), et l'on reviendra périodiquement sur le sujet. En septembre 1961, on aura un long compte rendu du congrès de l'I.C.A.P., où l'on fera le procès du clergé, soupçonné de menées anti-démocratiques. Le journal ne craint d'ailleurs pas d'accueillir des textes sur le Mouvement Laïque qui ont, pour ainsi dire, un caractère publicitaire, comme celui qui parut en première page du journal, le 13 novembre 1961. La section universitaire du MLF y présente le mouvement, dans tous ses détails: structure, objectifs, moyens d'action, etc.

Mais, comme nous le verrons au chapitre des tendances politiques, l'unanimité sur ces sujets n'est jamais absolue. Dans la livraison où le MLF faisait sa propre publicité, on aura un article sur :

L'Université neutre" qui se déclarera favorable à un enseignement supérieur confessionnel. Dans la même livraison, encore, plusieurs articles sur la pratique religieuse abordent la question sous un angle théologique, qui n'est guère celui de l'optique laïque. Le mois suivant, J. Girard ne voit que "faux problèmes" dans cette question de la déconfessionnalisation, car, estime-t-il, les clercs peuvent faire d'excellents professeurs.

Le 5 février 1963, cependant, le Quartier latin titrera, en première page: "Nous voulons un recteur laïc"; et le journal reviendra, le mois suivant, sur cette question, par le biais de la résolution votée par l'Association Générale des Etudiants en faveur de cette mesure. Malgré l'expression d'opinions plus conservatrices, ou modérées, il faut dire que la tendance générale du journal est à l'anti-cléricalisme. En septembre 1963, on dénoncera très solennellement les amendements au Bill 60 proposés par les évêques de la province. Plus récemment, le Quartier latin s'en est pris très violemment à certaines publications de droite ("Il faut assassiner Aujourd'hui Québec", 14 janvier 1965). Le journal annonçait également (19 janvier 1965) la scission intervenue entre la section universitaire de la Société Saint-Jean-Baptiste, et la société de Montréal. Les étudiants se sont retirés du mouvement, explique le journal, parce qu'ils ne peuvent plus tolérer son caractère confessionnel. Dans la même livraison, un rédacteur propose d'ailleurs la fondation immédiate d'une "Société Louis-Joseph Papineau"!

2. Les tendances politiques

Il faut d'abord rappeler ici l'existence d'un problème qui a particulièrement contribué à sensibiliser les étudiants aux tensions existant entre les deux groupes ethniques: c'est le conflit, d'abord latent, puis manifeste, intervenu au sein de la F.N.E.U.C. (Fédération nationale des étudiants des universités canadiennes). Le 10 octobre 1961, revenant du congrès annuel de cet organisme, Christiane Verdon dira qu'elle a pris conscience du fossé qui sépare les Canadiens français des Canadiens anglais. Il y a d'abord l'obstacle de la langue. Mais, celui-là une fois franchi, reste celui des mentalités. "A la fin du congrès, la fameuse proposition qui faisait trembler à l'avance les délégués de langue anglaise est venue à l'ordre du jour. Notre université demande que, vu le caractère bi-national et bi-culturel de notre pays, une commission soit formée, dans le but d'étudier les projets de re-structuration de la FNEUC. Le terme "bi-national" a eu l'effet d'une douche froide sur plusieurs représentants anglo-saxons. Après de longs pourparlers, les deux camps en sont venus à un compromis: la traduction anglaise de la proposition ne renferme pas le mot "bi-national"... mais tous ont été avertis que le mot se trouve bien dans le texte français". L'année suivante (27 novembre 1962), nouveau compte rendu de congrès, où l'on perçoit le même son de cloche. Sur toutes les questions d'ordre culturel, écrit le chroniqueur, il y eut désaccord entre le Québec et l'organisation canadienne. "Mais, conclut-il, somme toute, il y eut et il y aura encore de l'espoir dans un organisme qui ne demande qu'à se réaliser au sein de la collectivité canadienne".

Le 15 octobre 1963, le ton sera tout différent, car le dernier congrès aura consommé la rupture amorcée les années précédentes. La pierre d'achoppement fut encore la question du caractère bi-ethnique de l'association. On finit alors par décider la création de deux associations étudiantes, une française et l'autre anglaise, qui se fédéreraient dans une U.C.E., ou Union Canadienne des Etudiants. Les Québécois, quant à eux, étaient déjà prêts à franchir cette étape, car l'U.G.E.Q., ou Union générale des étudiants du Québec, était, à cette époque, pratiquement fondée.

L'année suivante, le compte rendu du congrès national s'intitulera: "Le 7e séminaire de l'UCE, image d'un Canada moribond". Le thème de la rencontre était en effet le nouveau concept du fédéralisme". Les délégués québécois constatèrent que, dans les autres provinces, il y avait une ignorance totale du Québec, et surtout, de sa mentalité et de ses problèmes. Ignorance, surtout, dit le chroniqueur, des concepts nouveaux qui ont surgi récemment dans le milieu canadien-français. Les Anglo-Canadiens, par exemple, n'arrivent pas à comprendre que l'autonomie est un concept périmé, et qu'il est désormais remplacé par celui de "souveraineté". Le même numéro contient d'ailleurs un article intitulé "L'UCE est mort, vive l'UGEQ"! En effet, les associations étudiantes des universités de Montréal et de Sherbrooke s'étaient retirées de l'Union nationale, tandis que celle de Laval demeurait encore hésitante. Aux yeux des Montréalais, cependant, seule existait désormais, l'Union provinciale.

On devine donc que dans le Quartier latin, très peu d'articles touchant la politique canadienne traiteront la question avec indif-

férence. Parmi ces textes, il faut d'abord distinguer tout un ensemble d'articles destinés à informer objectivement le public étudiant sur la vie politique. Et ensuite, des prises de position sur le problème du fédéralisme et du séparatisme.

Les textes du premier type sont parfaitement illustrés par ceux que le journal fit paraître, dans le cadre d'une enquête sur l'Indépendance du Québec. Sous cette rubrique, on trouvera là, du 7 mars au 20 avril 1961, des textes de Walter O'Leary, André Laurendeau, Michel Brunet, Jean-Marc Léger, Raymond Barbeau et J.Y. Morin. Le choix des personnalités interrogées manifeste une intention d'information objective. A la suite du dernier de ces textes, L. Bégin tirera les conclusions de l'enquête. Toutes ces personnalités, dit-il, s'accordent sur les points suivants: existence d'une nation canadienne-française et négation implicite de la nation "canadienne"; et deuxièmement, nécessité de bâtir un Québec fort, soit à l'intérieur, soit en dehors de la Confédération. En décembre 1961, on rendra compte, d'une manière tout aussi objective, d'un débat entre étudiants sur le séparatisme.

Dans bien des cas, on pourra croire que ce souci d'information est quand même tendancieux, car il semble tenir beaucoup à renseigner les étudiants sur les mouvements séparatistes. Le 12 décembre 1961, R. Paquin rendra compte d'une réunion importante du R.I.N., et donnera le détail des discours de Pierre Bourgault et de Marcel Chaput. Le 6 février, long compte rendu d'une réunion de l'Alliance laurentienne. Le 13 février, R. Aubin s'efforcera de dire, toujours aussi objectivement, ce qu'est le R.I.N. Le journal s'efforce donc de suivre, semaine après semaine, les activités des principales

formations politiques de la Province. Mais, ce faisant, il n'accorde aucune intention aux partis politiques traditionnels, et ne s'occupe que des formations récentes.

La formule des enquêtes périodiquement à la mode. Ainsi, en mars 1963, le journal demandera des articles sur le "Québec de demain" à Louis O'Neil, P.E. Trudeau et Raymond Barbeau. En février 1964, on publiera même quatre grandes pages consacrées aux opinions d'étudiants canadiens-anglais au sujet du Québec. L'un d'eux, L. Proctor, déplore que le Québec redevienne nationaliste, car pour lui le nationalisme est synonyme d'ignorance de tout ce qui se passe hors des frontières provinciales. Il ajoute même: "C'est avec un grand désappointement que nous voyons le Québec rejeter leurs vieux systèmes de gouvernement et d'éducation pour tenter de bâtir un Québec neuf". Un autre, K. Shaw, déplore l'esprit revendicatif du Québec actuel; il y voit une sorte de "haine" des "Anglais", et une tendance à accuser ceux-ci de tous les maux dont souffre le Canada français. Les autres textes sont plus conciliants, mais manifestent souvent, à leur insu, une ignorance flagrante de certaines catégories québécoises, pour ne pas dire françaises. Ainsi, D. Izenberg conclut son exposé en disant: "Nous pouvons espérer qu'à un moment de l'avenir il n'y aura plus deux nations au Canada, la française et l'anglaise, mais plutôt synthèse des deux au sein d'une seule: la nation canadienne". Seul, le dernier témoignage rend un son nettement différent des autres. M.H. Mill est en effet d'avis que ce que les Anglo-Canadiens ont de mieux à faire, c'est d'accorder au Québec le droit à disposer de lui-même." Ici encore, on le voit, le Quartier latin a essayé de déployer tout l'éventail des opinions qui se présentaient, sur le

thème qu'il proposait.

Bien entendu, la frontière entre information objective et engagement politique est parfois aisée à franchir. Par exemple, lorsque R. Denis, dans la livraison du 16 février 1965, explique que la section universitaire du R.I.N. compte plus de membres que tous les autres clubs politiques de l'Université de Montréal, il faut déjà de la publicité pour le mouvement auquel il adhère.

L'engagement politique du journal se manifeste de bien des manières. En novembre 1961, par exemple, J. Lasalle publiera un article favorable à l'Indépendance, et le signera avec la mention "R.I.N., section étudiante". Deux semaines plus tard, Francine Tougas, rendant compte d'une entrevue avec Marcel Chaput, alors président du R.I.N., se montrera nettement favorable aux idées émises par le chef séparatiste. Dans la même livraison, un autre membre du R.I.N. étudiant critiquera les positions anti-séparatistes de Cité libre; il fera remarquer que depuis 1945, quarante pays ont accédé à l'indépendance, et prédira que le Québec sera le quarante-et-unième.

Mais, le 23 novembre 1961, Y. Godbout allait formuler de sévères critiques à l'endroit de R. Barbeau, dont il trouve les arguments séparatistes peu convaincants. Les opinions moins favorables à l'indépendance s'expriment donc parfois dans le journal. Quelques jours plus tard, le 28 novembre, J.M. Rodrigue dira que deux solutions s'offrent actuellement au Québec: le fédéralisme et l'indépendance, mais il se contentera de dire que le choix entre ces deux solutions est difficile à faire.

Au début de 1962 (23 janvier), L. Payette se prononcera contre le rapatriement de la constitution, et pour des motifs séparatistes. A ses yeux, le Canada n'est pas la patrie des Canadiens français. On ne saurait donc, dit-il, "rapatrier" la constitution canadienne, au point du vue du Québec. Vers cette époque, un certain nombre d'articles relatifs à la question de l'indépendance deviennent en même temps des textes publicitaires en faveur du R.I.N. On en trouvera deux, par exemple, dans la livraison du 25 janvier 1962. Mais cela n'empêche pas que l'on trouve, dans la même livraison, un texte plutôt humoristique relatant l'une des dernières réunions de ce mouvement. Cet article, par endroits, est presque une caricature des groupements séparatistes.

Le 9 octobre 1962, à l'approche des élections provinciales, D. Arcand exposera avec plus de précision les idées politiques du journal. Son texte s'intitule: "De la nécessité d'un machiavélisme." Le Quartier latin, dit-il, a décidé d'appuyer le parti libéral, aux prochaines élections. Ce n'est pas que le parti, comme tel, ait les sympathies du journal. Mais il se fait que, d'une part, il ne peut être question de soutenir l'Union nationale; ni le N.P.D., qui est trop faible, dans le Québec. Il faut donc soutenir le parti libéral, qui va sûrement gagner, et qui a dans ses rangs un René Lévesque, et à son crédit, certains projets démocratiques, comme la réforme du système de l'enseignement provincial. A cette époque, d'ailleurs, d'assez nombreux articles suivent la politique provinciale, pour y souligner, chaque fois, les mesures socialisantes du gouvernement Lesage. Le 4 octobre, J. Girard engagera encore les étudiants à voter libéral. "Si nous croyons à la nationalisation, il faut

appuyer à fond René Levesque... Cette campagne est l'occasion rêvée de manifester notre vitalité et de témoigner de nos idées. Allons-nous la rater?"

Les élections une fois passées, le journal continue de préciser sa position, par rapport au parti libéral. Pour N. Lacroix (6 novembre 1962), Jean Lesage n'est qu'un "béné-oui-oui" totalement donné à la cause fédéraliste. Pour R. Mackay, membre du R.I.N. universitaire, le gouvernement Lesage n'est qu'une étape vers autre chose. La libération économique du Québec n'est encore qu'amorcée, et pour qu'elle se réalise pleinement, il faudra en venir à une solution plus radicale: l'indépendance. Le même rédacteur, en février 1963, continuera de manifester ses opinions séparatistes ("Requiem pour une constitution"). En octobre de la même année, L.P. Aubert annoncera triomphalement la fondation du P.S.Q., et annonce que la "jeunesse socialiste du Québec sera révolutionnaire". Cependant, comme nous l'avons vu à diverses reprises, cela n'empêche pas que l'on entende, de temps à autre, quelque note discordante. Le 17 octobre de la même année, par exemple, G. Bertrand dira qu'à ses yeux, le séparatisme de Parti pris n'est sérieux, car il est proposé à la manière d'un a priori qui n'est jamais remis en question.

Mais il est certain que les textes à tendance séparatiste sont plus nombreux que les autres. Et cette tendance semble aller en s'accroissant, à mesure que l'on se rapproche de 1965. En septembre 1963, M. Beaulieu réclamera le statut politique pour les prévenus du F.L.Q. En mars 1964, J. Melançon rendra longuement compte d'une conférence de René Lévesque, dans laquelle celui-ci avait expliqué que les priorités du Québec étaient inconciliables avec celles d'Ottawa,

dans tous les domaines: éducation, fonction publique, industrie, chômage. agriculture. Et le compte rendu est fait de telle manière que l'on devine aisément de quel côté vont les sympathies politiques du chroniqueur. En septembre 1964, Serge Ménard aura deux articles qu'il faut relier l'un à l'autre. Dans le premier il déclarera que le Quartier latin "se découvre socialiste", sans pour autant être doctrinaire en ce domaine. Mais il se fait, dit-il, que le journal se trouve plus d'affinités avec le socialisme qu'avec le capitalisme. Ce n'est pas là une prise de position nette, mais elle est quand même en accord avec l'intérêt que le journal a déjà manifesté pour les mesures de socialisation du gouvernement Lesage. Le second article s'élève contre le fédéralisme coopératif, car, écrit Serge Ménard, cette formule est inviable, dans un pays qui présente aussi peu d'homogénéité que le Canada actuel.

Plus tard (5 novembre 1964), F. LeDuc livrera ses impressions sur le Canada anglais, à la suite d'un colloque tenu à Toronto sur le thème "The changing face of English Canada". Les Canadiens anglais, dit-il, n'ont pas le sentiment positif d'une identité nationale. Ils n'ont, en ce domaine, qu'un sentiment négatif: ils ne se sentent ni Américains, ni Anglais, ni Canadiens français. Mais par ailleurs les provinces ont des traits particuliers, et en ont conscience; par exemple, la Colombie, les Plaines, l'Ontario, les Maritimes. Et F. LeDuc conclut: "La nation English Canadian nous apparaît bien comme une fiction. Comment le gouvernement du Québec pourrait-il continuer de mener une politique canadienne fondée sur une telle présomption? Le Canada français... accepte, comme porte-parole, son gouvernement. Mais qui personnifiera l'autre.

Le 19 janvier 1965, enfin, un article non signé annoncera que "Le prochain gouvernement sera la révolution". L'auteur observe que l'opposition parlementaire est actuellement inexistante à Québec. Remplacer celle-ci par un autre parti n'amènerait aucun changement substantiel. Il faut donc, dit-il, en arriver à la révolution. Le nouveau gouvernement serait alors, vraiment, le gouvernement du peuple souverain.

Telles sont les prises de positions politiques que nous avons pu relever dans le Quartier latin. Nous les avons illustrées par des textes qui nous ont paru significatifs de l'ensemble. Mais si nous avons hésité à classer ce journal dans notre cinquième chapitre, c'est que l'indépendance est, pour la grande majorité des rédacteurs, une solution globale, qui n'est jamais contredistinguée des quatre autres solutions: il n'est guère question, dans le Quartier latin, d'un statut spécial pour le Québec ou de la thèse des Etats associés. C'est dire que les prises de positions séparatistes, sauf quand elles sont signées par des membres du R.I.N., sont la plupart du temps négatives: elles impliquent un rejet du fédéralisme, mais demeurent très imprécises, quant à la forme que pourrait prendre l'indépendance. C'est pourquoi nous avons classé ce périodique parmi les formations dont les opinions politiques sont difficiles à définir avec précision.

III- LA REVUE "RELATIONS"

Parmi toutes les revues du Canada français, Relations est caractérisée par le fait que sa rédaction est assurée, presque exclusivement par des clercs. C'est sans doute ce qui explique la remarquable homogénéité idéologique de la revue, depuis ses débuts. Il y a bien eu un "tournant" dans l'histoire de la revue, mais cet événement fut d'une nature bien particulière, comme nous le verrons ci-dessous.

1. Orientation générale

Chacun des grands thèmes qui marquent le contenu de la revue est habituellement développé par un rédacteur, qui en devient, pour ainsi dire, le spécialiste. Il y aura, par exemple, l'anti-communisme (L. d'Appolonia et J. Ledit), la doctrine sociale de l'Eglise (R. Arès), le syndicalisme confessionnel (J. Cousineau), le retour à la terre et la colonisation (A. Dugré), les minorités francophones (A. Plante), la moralité publique et la langue française (J. D'Anjou). On reconnaît là un ensemble de thèmes qui caractérise, en général, les périodiques catholiques de tendance nationaliste. En effet, Relations est avant tout une revue confessionnelle, et ensuite seulement, elle s'intéressera aux différentes questions qui intéressent le milieu canadien-français.

La première époque de la revue fut surtout marquée par son intérêt pour les questions sociales (1942-1948). Entre autres manifestations de cet intérêt, il faut retenir, car elle est capitale pour l'histoire des Relations, la publication d'une longue série

d'articles dus à un rédacteur qui n'était ni clerc ni canadien-français: Burton Le Doux. Le premier de ces articles parut dans l'une des premières livraisons de la revue, et le dernier allait amener la démission forcée du directeur et le remaniement de l'équipe de rédaction.

Le premier s'intitule "Psychologie historique du Canada français" (mars 1942), et l'on verra qu'il s'inscrit dans la plus pure tradition de notre nationalisme. La thèse que développe l'auteur est celle d'un Canada français qui remonterait, en droite ligne, à la pureté idéologique et morale de la société médiévale. En effet, ce qui fut implanté "sur le rocher de Québec et sur l'île de Montréal, il y a trois cents ans, c'est la culture de cette France qui ne fut pas touchée par les idées britanniques élaborées durant et après la Réforme. Ce n'est pas précisément la culture du 17^e siècle français, ainsi que l'affirment la plupart des historiens; c'est plutôt l'essence de cette force dynamique engendrée au sein de la société chrétienne au temps de la Réforme." Telle est donc l'origine de la civilisation canadienne-française; et plus loin, l'auteur précise que celle-ci tire ses formes essentielles de la culture qui prédominait, en France, durant la période qui va du XI^e au XIV^e siècles. Et de conclure: "C'est à ces siècles que les Canadiens français doivent retourner pour retrouver leurs racines culturelles... (car ils sont) de leur plein droit, les continuateurs de la plus grande des traditions françaises, une traditions étouffée dans une France moderne qui s'est effondrée en 1940".

Quelques mois plus tard (mai 1942), Le Doux décrira le Canada français comme "une communauté médiévale moderne"; et en octobre,

il dira comment, à ses yeux, le Québec se trouve "à la croisée des chemins". En effet, explique-t-il, les Etats modernes sont corrompus par "le nationalisme et le modernisme", et les classes populaires commencent justement à se révolter contre les conséquences économiques et sociales de ces déviations idéologiques. Cependant, à l'abri de cette "muraille" que constituent sa religion et sa situation historique, le Canada français "a maintenu un mode de vie inspiré du moyen âge, étonnamment exempt de toute contamination par le modernisme en progrès, qui avait envahi peu à peu le monde extérieur". Mais il se fait que les Canadiens français tombèrent sous la domination des Anglo-Saxons. Ceux-ci tentèrent alors de les réduire, par d'autres moyens que ceux qu'ils employèrent avec les Indiens. Les maîtres imposèrent à leurs ouvriers francophones des conditions de travail telles, qu'on peut parler ici d'un commencement de génocide. Il n'y a qu'à voir les statistiques de la mortalité infantile et des décès par tuberculose, pour constater l'effet de ces conditions insalubres de travail. Pour la défense du Canada français, Burton Le Doux va donc commencer à dénoncer, d'une part, les bas salaires que l'on paie aux ouvriers québécois, et d'autre part, les conditions de travail inhumaines qu'on leur impose.

Il commence alors à s'attaquer au complexe gigantesque de l'industrie anglo-saxonne, qui à ses yeux, paralyse l'économie canadienne et québécoise, par le moyen des grands cartels. En 1944, B. LeDoux aura cinq longs articles sur ces cartels. En 1945, encore deux articles, toujours au sujet du réseau international des cartels qui étouffent partout la concurrence, entraînant ainsi le chômage, la stagnation de l'économie, etc. "Actuellement, conclut-il, le pouvoir au Canada est aux mains d'un petit groupe de chefs politiques,

d'industriels et de financiers qui sont les agents du régime impérial". La série continue en 1946: quatre articles, dont nous retiendrons surtout celui d'avril, plus directement relié à notre sujet.

Dans ce texte, Burton LeDoux expose de nouveau sa théorie de la déchéance économique et sociale du Canada français. "Au début de la conquête, et à venir jusqu'à l'aube de ce siècle, l'économie canadienne fut sous le contrôle à peu près exclusif de monopoles coloniaux anglais ou de monopoles impériaux, c'est-à-dire d'organisations financières agissant de concert avec le gouvernement impérial. Pendant cette période, et quels que fussent les changements politiques, le Canada, au point de vue de l'économie, demeura une colonie de la Grande-Bretagne. Dans cette colonie, les Canadiens français représentaient la "main d'oeuvre indigène", et l'élément anglais, une branche de l'organisation impériale britannique. Les gouvernements de colonies ont toujours eu l'habitude d'exploiter le "travail indigène" avec moins de respect que le travail de leurs compatriotes. Comme représentants du "travail indigène", les Canadiens français en général furent moins payés que les nationaux anglais qui suivirent ici le char des vainqueurs. Telle est l'origine historique du niveau relativement bas des salaires au Québec".

Vers la fin de 1946, LeDoux revient sur le tableau global de la situation mondiale, comme il le fait périodiquement (octobre). Il constate une fois de plus que le monde est en train de se perdre, et il propose une sorte de regroupement supranational des peuples, dont le modèle serait "la fédération chrétienne médiévale". Pendant l'année 1947, on pourra encore lire un article du même auteur. Mais

c'est en mars 1948 qu'allait paraître la très longue étude sur "la silicose, de Saint-Rémi d'Amherst à l'Ungava". Le sérieux de cette étude était d'ailleurs cautionnée par un éditorial signé par le directeur jésuite de la revue. Cette livraison, qui s'ouvrait sur un impressionnant tableau des victimes de la silicose, constituait un violent réquisitoire contre les conditions insalubres de travail imposées aux ouvriers canadiens-français par les entreprises minières anglo-saxonnes. Ces compagnies réagirent d'ailleurs avec la même violence, et démentirent les allégations de Burton LeDoux. Nous ne referons pas ici l'histoire de cette querelle, qui aboutit à la destitution du directeur de la revue et de deux de ses principaux collaborateurs. Dans la livraison de juillet 1948, le directeur intérimaire publiait une "rectification", et disait qu'il fallait regretter la publication du numéro de mars. L'affaire était close, au moins en ce qui concernait Relations, mais la revue ne retrouva jamais, après cette date, l'audience relativement large qu'elle avait eue, au cours des six premières années de son existence. Son attitude, dans toutes les questions d'intérêt quelque peu immédiat, sera dorénavant caractérisé par une extrême prudence. Sauf dans les questions engageant directement la doctrine catholique, Relations refusera toujours de s'engager.

Cette orientation générale sera confirmée par le directeur de la revue, R. Arès, à l'occasion du 15^e anniversaire de Relations (octobre 1956). Les causes que sert la revue, écrit-il, sont les suivantes: a) l'Eglise; b) la personne humaine et la justice sociale; c) la communauté canadienne-française et la patrie canadienne, sous le signe de la bonne entente entre les groupes ethniques et le respect des droits de chacun; d) l'ordre international.

Si nous nous sommes étendus un peu longuement sur les articles de B. LeDoux, c'est bien entendu, parce qu'ils illustrent les préoccupations sociales de la revue. Mais c'est aussi parce qu'ils montrent aussi que la revue admettait volontiers l'expression d'un nationalisme extrêmement conservateur, qui n'envisageait rien de moins, pour le Canada français, que le retour à un certain moyen âge.

Relations continue de se vouloir non-engagé, mais en fait la revue continuera toujours de favoriser l'expression des idées les plus conservatrices. Ses collaborateurs principaux refuseront toujours d'admettre, comme un fait normal, l'évolution idéologique récente du Canada français. En avril 1956, par exemple, R. Arès donnera son opinion sur la "crise religieuse du Canada français", à propos d'un débat entre clercs et laïcs, qui avait eu lieu à l'Université de Montréal. Il regrette surtout que le débat se soit situé sur ce qu'il appelle "le plan exclusivement humain", alors qu'il aurait dû se dérouler "sur le plan surnaturel". C'est dire que le directeur de Relations refuse d'admettre l'existence même du problème. Il conclut d'ailleurs que, si crise il y a, elle est le fait d'une simple minorité.

Pour préciser l'orientation générale de la revue, nous indiquerons ici quelles sont ses positions, devant les problèmes que posent, d'une part, l'économie, et d'autre part, l'éducation.

Les options économiques de la revue sont exactement celles qu'on peut attendre d'un périodique qui se veut fidèle à la doctrine sociale de l'Eglise. En mai 1956, R. Arès proposera cette doctrine comme source de solutions idéale pour les problèmes sociaux et économiques.

En septembre de la même année, J. Cousineau écrira que les catholiques canadiens sont désormais "libres" de choisir le parti CCF, car cette formation politique, depuis son dernier congrès, s'est modifiée au point qu'on ne peut plus le considérer comme "socialiste". De même, en 1958, le directeur de la revue aura une série d'articles sur la "justice sociale", dans lesquels il critiquera très sévèrement le socialisme. Il reconnaît cependant que le libéralisme a contribué à faire naître le "problème social", en faisant apparaître, d'une manière flagrante, l'injustice du sort qu'il imposait aux travailleurs. R. Arès reconnaît ici que le socialisme a remis en valeur l'idée de justice sociale. Mais il lui reproche, tout d'abord, sa philosophie matérialiste, et l'importance exagérée qu'il accorde aux explications d'ordre économique. Il refuse aussi l'étatisme et l'"égalitarisme" auxquels conduit forcément le système. A ses yeux, seule la doctrine sociale de l'Eglise permet d'éviter à la fois les inconvénients du libéralisme économique et ceux du socialisme. En mai 1962, le même auteur se penchera sur les problèmes idéologiques que pose le mouvement actuel de socialisation au Québec. Il constate qu'il y a là-dessous une idée socialiste, et que celle-ci est en train de gagner tous les domaines de la vie sociale. Devant ce fait, R. Arès se contente de faire, selon sa manière, des observations très générales. Il rappelle que l'Etat a charge du bien commun. Jusqu'où celui-ci doit-il suppléer les fonctions des individus? A cette question, dit R. Arès, on ne peut donner une réponse générale. Tout ce qui est sûr, dit-il, c'est qu'au Québec, notre fidélité chrétienne nous engage à mettre l'accent sur l'homme, plutôt que sur la collectivité conçue comme une entité anonyme. Les autres textes abordant le même

sujet n'apporteront pas plus de précisions. En octobre 1963, par exemple, I. Desrochers expliquera aux lecteurs de Relations qu'il ne faut pas confondre socialisme et socialisation, la seconde seule de ces deux doctrines étant compatibles avec la pensée catholique. Encore que la revue se soit très peu prononcée sur ce sujet, il semble pourtant qu'elle soit, en principe, d'accord avec toutes les mesures économiques et sociales qui pourraient être le fait d'un Welfare State de type plutôt conservateur.

Dans ce contexte, on peut prévoir que le traitement du problème de l'éducation sera largement dominé par la question de la confessionnalité. La revue se prononcera, d'une part, contre les octrois fédéraux aux universités. En septembre 1956, R. Arès montrera qu'aux Etats-Unis même, les commissions d'enquête concluent qu'il est dangereux d'admettre le principe de l'aide fédérale aux institutions d'enseignement. En décembre de la même année, le même auteur réaffirmera que l'éducation est du ressort exclusif des provinces, et verra, dans les propositions fédérales, une tentative d'empiètement d'Ottawa sur les droits provinciaux. En juin 1957, P. Angers, traitant du financement de l'enseignement supérieur, conclura que celui-ci doit être assuré par les provinces. Mais dès qu'il s'agira, précisément, de la responsabilité du gouvernement provincial en cette matière, Relations refusera toute solution de type socialiste. "La mainmise de l'Etat sur l'éducation, écrira M. Marcotte, en août 1958, est un des dangers majeurs de notre temps. Contre ce monstrueux détournement de l'influence la plus intime et la plus puissante que l'homme exerce sur l'homme, tous doivent être unanimes à résister avec la dernière énergie". En juin 1961, un autre rédacteur s'élèvera

contre l'idée de la non-confessionnalité de l'enseignement, en s'appuyant, une fois de plus, sur l'argument de la majorité. "Qu'un millier ou deux, ou davantage, si l'on veut, désirent des écoles agnostiques, est-ce une raison pour qu'on en impose à toute la province"? Le traitement de ces deux questions est donc étroitement conditionné par le caractère confessionnel de la revue.

2. L'option politique

Les idées politiques de la revue ont toujours été exprimées par son directeur, R. Arès. Auteur d'un livre sur le nationalisme, celui-ci revient fréquemment sur la question des relations entre Québec et Ottawa. Mais ses prises de positions sont toujours d'une extrême prudence, et il se cantonne habituellement dans l'énoncé de principes très généraux. Cette attitude, de sa part, est délibérée, car il estime qu'il n'a pas à faire autre chose, dans Relations, revue officiellement catholique, et de plus rédigée en grande partie par des membres du clergé. Quand il voudra prendre plus nettement position sur les problèmes politiques, il enverra ses textes à d'autres revues, comme par exemple, l'Action nationale.

D'une manière générale, on peut dire que R. Arès est conscient des problèmes que pose le fédéralisme. En mars 1956, par exemple, il aura un article intitulé: "Croit-on encore au fédéralisme, aux Etats-Unis?" Les commissions d'enquête qui ont étudié le sujet, dit-il, avaient précisément pour mission d'étudier des problèmes analogues à ceux qui se posent actuellement au Canada (commission Kestnbaum). Or, ces enquêtes sont loin d'encourager une évolution dans le sens d'une plus grande centralisation. Et R. Arès de conclure: "A l'heure où, au Canada, cer-

taines gens ne cessent d'invoquer et de réclamer l'intervention du gouvernement fédéral et sa participation toujours croissante au financement de travaux et d'institutions qui relèvent de la compétence des provinces, il n'est pas sans intérêt d'entendre nos voisins des Etats-Unis réaffirmer avec autant d'énergie leur fidélité à un authentique fédéralisme". Le mot fédéralisme est évidemment synonyme, ici, de structure décentralisée. Plus tard, (janvier 1958) il constatera que la dernière conférence fédérale-provinciale n'a encore rien réglé. Les provinces, dit-il, se divisent actuellement en trois groupes. Il y a d'abord les provinces à plans généraux (Manitoba, Colombie, Ontario), qui proposent des plans bien structurés; il y a ensuite les provinces à cas spécial: ce sont surtout les Maritimes; il y a enfin les provinces à principes, et dans cette catégorie, seul le Québec trouve place. Celui-ci a donc le devoir de continuer à lutter pour l'autonomie, car il est la dernière province à lutter, en fait, pour la cause de la confédération.

Tel est le problème politique. Reste le problème national, que R. Arès a longuement étudié, depuis une vingtaine d'années. Ce qu'il a à dire sur le sujet se résume pourtant dans quelques formules de portée très générale. En juin 1957, par exemple, il tentera d'apporter des "précisions sur le patriotisme canadien-français". Le Québec, dira-t-il, réalise pour les Canadiens français la plupart des conditions de la patrie. Il est pour eux une patrie nationale; tandis que le Canada demeure leur patrie politique. D'où il découle qu'ils ont des devoirs envers le Québec et des devoirs envers le Canada. "En un mot, s'ils veulent accomplir intégralement leur devoir patriotique, les Canadiens français doivent rester fidèles à la fois à leur nation, à leur province et à leur pays; rien dans la doctrine ni dans le droit ne les oblige à renoncer

à l'une quelconque de ces fidélités". En janvier 1960, il écrira une sorte de réponse à l'étude de Maurice Tremblay sur le nationalisme canadien-français. Celui-ci accusait Groulx et Minville d'avoir répandu l'idée que le groupe ethnique et national "est le groupe suprême auquel sont dues les ultimes loyautés". Pourtant, fait remarquer R. Arès, ces deux théoriciens ont toujours bien distingué nationalisme et civisme. Pour sa part, il est d'avis qu'il faut nettement distinguer nation et Etat, et qu'il ne faut pas faire de l'Etat national un objectif à atteindre à tout prix. Les deux notions et les deux réalités peuvent fort bien ne pas se recouvrir. C'est le cas actuel du Québec, et cette situation définit deux ordres distincts de devoirs.

En mars de la même année, abordant directement la question de la ~~révision~~ de la ~~consitution~~ canadienne, le même auteur ne sera guère plus précis. C'est d'abord, dit-il, l'A.A.B.N. qui est à réformer, ensuite de quoi le Canada pourrait lui-même modifier la constitution de 1867. A ce moment, il faudrait trouver une formule de coexistence entre les deux groupes nationaux. Mais pour le Québec, poursuit-il, la question est de savoir si l'autre groupe ethnique est prêt à garantir au peuple canadien-français cette liberté et cette sécurité de se gouverner lui-même, en ce qui concerne sa vie familiale, culturelle, sociale et religieuse. L'auteur passe sous silence les ordres économique et politique, ce qui nous laisse sans grandes précisions au sujet de sa pensée globale. En avril 1961, traitant plus précisément de l'"Etat québécois", il constatera la présence dans le Québec actuel de trois courants de pensée: socialisme, nationalisme et laïcisme. Ces trois courants se rencontrent même dans l'actuelle politique du gouvernement provincial. Devant ce fait, R. Arès dira simplement que l'Etat est au service du

bien commun, et qu'il ne doit pas servir des intérêts particuliers, c'est-à-dire les idées d'une minorité socialiste, laïciste ou séparatiste. Ce rappel de principes étant fait, R. Arès ne développe pas davantage sa pensée.

Comme nous le disions ci-dessus, lorsque R. Arès prendra position, d'une manière un peu plus nette, sur le problème politique, ce sera ailleurs que dans Relations. Aux journées d'études de l'Action nationale sur les Etats associés, par exemple, il présentera une communication pour dire que le "statut particulier" est le minimum que le Québec puisse actuellement réclamer.

Quant à Relations, la seule position politique nette qui s'y soit exprimée, en dehors des textes cités ci-dessus, est celle de R. Bourgault. Cet auteur, philosophe et théologien, dans une série d'articles sur le biculturalisme (juin et mai 1964) a tenté d'établir un lien nécessaire entre les notions de culture et de nation. Sa conclusion est nette: "L'Etat du Québec, unilingue et français, sera donc aussi un Etat national, promoteur de la culture de la majorité de ses ressortissants". Mais, dans la revue, cette opinion est demeurée isolée, et n'a guère soulevé d'échos.

III - LA REVUE "MAINTENANT"

La revue Maintenant n'est pas facile à décrire avec précision, car elle refuse de se définir elle-même, sinon d'une manière négative. Elle naquit, en 1962, d'une nouvelle orientation donnée à la Revue dominicaine. Sans cesser d'être confessionnelle, la revue voulait avant tout se rapprocher de l'actualité.

1. Orientation générale

Dans la première livraison, le nouveau directeur présentait sa revue, mais sans chercher à la définir. "Maintenant, écrit-il, se veut fidèle à l'Eglise, loyal au monde, en faisant porter ses analyses sur l'évolution politique et sociale, les mouvements idéologiques et culturels, toutes ces structures dans lesquelles l'homme chrétien accomplit son destin et exerce son influence".

Sans le dire nettement, Maintenant allait, jusqu'à un certain point, prendre la relève de Cité libre, au moment où cette revue cessait de faire la critique interne du christianisme, pour se tourner davantage vers les problèmes du fédéralisme et du séparatisme. Les accusations de "gauchisme" commenceront donc très tôt à pleuvoir sur elle. Pourtant, dans les débuts, la plupart des rédacteurs avaient adopté une attitude critique relativement modérée. Sur toutes les questions controversées en milieu catholique, les prises de positions essaient manifestement de se situer à égale distance des extrêmes. Sur la psychanalyse (janvier 1962), on dira que l'Eglise ne la condamne pas, mais qu'elle recommande, en ce domaine, un usage prudent. Sur l'école non-confessionnelle, on fera remarquer, dans le même numéro, que les textes officiels de l'Eglise se partagent en deux catégories: les uns reconnaissent le bien fondé de la séparation de l'Eglise et de

l'Etat, les autres recommandent aux parents chrétiens d'envoyer leurs enfants à l'école paroissiale. Même sur des points où la modernisation de certaines pratiques ecclésiastiques est en cause, les opinions émises dans la revue se caractérisent par une extrême prudence. Parlant, par exemple, du "Racket des lampions" dans les églises catholiques, H. M. Robillard est d'avis qu'il ne faut pas trop rapidement dénoncer cette pratique, qui demeure un "signe sensible", un moyen concret d'exprimer certains sentiments religieux (février 1962). Un autre thème fera également son apparition dans les premiers numéros: celui du dialogue oecuménique; et l'on verra bientôt, au sommaire de la revue, des textes signés par des pasteurs protestants.

Ces tendances libérales, même sous leur expression timide, allaient tout de suite soulever un certain nombre de protestations. Le R. P. Benoit Lacroix rend compte de ces critiques, dès la deuxième livraison. On accuse Maintenant, dit-il, de professer un christianisme qui n'est "ni chair ni poisson"; en un mot, c'est la religion du Devoir et de Cité libre. Le P. Lacroix ne répudie pas ces apparentements, et explique que la véritable pensée chrétienne doit s'exprimer sous le signe du respect des personnes et du dialogue. Deux mois plus tard, le R. P. Dallaire écrira que "Maintenant heurte violemment certaines sensibilités..." On classe spontanément la revue, dit-il, dans le courant d'idées qui s'exprime par le moyen du Frère Untel, des Editions de l'Homme, du Mouvement laïque, de Cité libre, de Liberté, des abbés Dion et O'Neil, de Radio-Canada, du Nouveau Journal et du Devoir nouvelle manière. (avril 1962). Encore une fois, il semble que Maintenant soit plutôt flatté de ce voisinage, et que ses rédacteurs sont contents, lorsqu'ils constatent que la masse des lecteurs classent la revue "à gauche".

Quant à eux, ils ne font aucun effort pour se situer, dans le très large éventail d'opinions ainsi désigné. Ils savent avec certitude qu'ils ne sont pas à droite, témoin la dénonciation d'une "nouvelle droite, plus virulente que l'ancienne", qui aurait fait son apparition au Québec, tout récemment (juin 1962).

D'une manière générale, disons que la revue 1) cherche à prendre une position non conservatrice, dans toutes les questions controversées entre catholiques, et 2) approuve aveuglément toutes les mesures de socialisation et de démocratisation mises en vigueur par le parti libéral québécois, depuis son accession au pouvoir. Maintenant sera ainsi amené à prendre, sur la question du Bill 60, une position diamétralement opposée à celle de Relations: la revue approuvera la réforme de l'éducation, sans formuler la moindre réserve, du point de vue confessionnel. Cela, du moins, dans les articles officiellement consacrés à ce sujet. Mais là encore, elle admettra, ou plutôt introduira, dans ses pages, l'expression d'opinions plus nuancées, sur le même sujet. Le R.P. Robillard, par exemple, écrira, au sujet de la remise en question des structures confessionnelles de notre enseignement, qu' "il ne faut rien précipiter" (juin 1962).

Plus tard, on réclamera un système "pluraliste", à l'intérieur duquel le secteur confessionnel pourrait co-exister avec le secteur neutre. Dans la même livraison (septembre 1962) s'exprimeront les craintes qu'inspire aux lecteurs de Maintenant la création du Mouvement laïque. On y trouve "trop peu de sérénité", on s'étonne devant la volonté du Mouvement d'aller jusqu'à la laïcité totale, et on conclut en disant qu'il est difficile pour des catholiques d'adhérer à ce mouvement.

Par moments, la revue aura de ces coups d'audace qui ont fait sa réputation. En novembre 1962, par exemple, P. Saucier fera écho à l'article très violent, paru dans Cité libre, sous la plume de Gérard Pelletier, contre les Ligues du Sacré-Coeur. Une revue dirigée par une communauté religieuse prenait ainsi nettement position contre un mouvement dirigé par une autre communauté. De même, en 1963, la revue publiera toute une série d'articles sur le problème de la régulation des naissances, et présentera, d'une manière volontairement percutante, les revendications des catholiques en cette matière.

Ces audaces aboutiront à la destitution, à l'été 1965, du directeur de la revue, par le supérieur général des Dominicains. A la suite de cette mesure, jugée arbitraire, dans les milieux sympathiques à Maintenant, la plupart des membres de l'équipe de rédaction démissionnèrent. Il est encore trop tôt pour savoir si la revue recommencera à paraître, et quelle sera sa nouvelle tendance. Du reste, cela importe peu à notre sujet. Les audaces de Maintenant étaient surtout théologiques. Elle favorisait la libre expression de toutes les opinions. Ses idées sur l'ordre économique, si elle en a, se sont rarement exprimées. Dans ce domaine, on peut seulement dire que l'audace de la revue ne semble pas vouloir aller au delà de celle qui anime la politique de démocratisation du parti libéral provincial. Quant à ses idées politiques, on peut dire qu'elles sont toujours demeurées flottantes. Il n'y a là rien d'étonnant, dans une revue dont la thématique générale est elle-même difficile à définir.

2. L'orientation politique

Comme dans les ordres d'opinions, la revue désigne sans hésitation ce à quoi elle s'oppose, dans le domaine politique, mais hésite à défi-

nir ce à quoi elle adhère. Dans la seconde livraison, R. Hurtubise aura un article intitulé "Séparatisme et constitution canadienne", dans lequel il dira que toute solution séparatiste est utopique, car elle supposerait d'abord un amendement de la constitution canadienne, pour permettre au Québec de faire sécession. Dans le numéro de janvier 1963, l'abbé Louis O'Neil se demande ce qu'il faut penser du séparatisme. On peut, dit-il, voir la séparation des deux nations comme un idéal auquel le Canada pourrait arriver, dans un avenir plus ou moins lointain. Mais l'auteur doute que la réalisation immédiate de cette option soit souhaitable. Il doute même qu'elle soit souhaitée, car il estime que les Canadiens français tiennent à la Confédération, à cause du haut niveau de vie qu'elle leur permet.

Dans la même livraison, G. Pinsonnault semble opter pour la thèse des Etats associés. Les Canadiens français, répète-t-il après bien d'autres, forment une nation, et qui a droit, comme telle à l'autodétermination. L'avenir du Canada réside dans une véritable confédération, c'est-à-dire une association libre de plusieurs Etats indépendants. C'est la seule formule, croit l'auteur, qui puisse sauver la souveraineté politique et économique du Canada français.

En mai 1963, pourtant, un article de M. Belleau favorisera le séparatisme: "Parmi tous les arguments que l'on peut invoquer en faveur de l'indépendance du Québec, je ne veux en retenir qu'un seul...: Le Canadien français est un apatride; il est un citoyen à la recherche d'une patrie, et ce n'est que dans un Québec libre et français qu'il trouvera cette patrie". Et M. Belleau continue à développer sa pensée en montrant que les allégeances canadienne et québécoise sont inconciliables.

L'année suivante, sous le titre de "Révolution ou démission?" (juin 1964), J. G. Vennat fait la revue des mouvements de gauche qui existent alors au Canada français, depuis l'Alliance Laurentienne de Raymond Barbeau, jusqu'au Front républicain pour l'Indépendance; et il conclut que le pays est devant une poussière de mouvements inefficaces, qui piétinent sur place, ou se dévorent les uns les autres. Cette apparente révolution, dit l'auteur, pourrait bien être une forme, inavouée, de démission nationale.

Il faut signaler aussi qu'en 1963 et 1964, Maintenant aura une chronique politique mensuelle tenue par C. Déry. Cette chronique est un compte rendu de positions. Une seule fois, le chroniqueur sort de son habituelle réserve, pour recommander discrètement une solution politique qu'il rattache lui-même à sa thèse des Etats associés. Cette chronique s'intitule "Ottawa prépare son linceul" (août 1964). Il s'agit surtout ici des revendications du Québec. "Il faudra nécessairement, pour être positif et logique dans les revendications du Québec, réclamer la tenue d'Etats généraux de la nation canadienne-française et procéder non pas au rapiéçage d'une constitution désuète et périmée, mais à la rédaction d'un nouveau pacte entièrement renouvelé, à l'échelle nationale... Une vraie confédération, au sens strict du mot, suivant les études déjà menées sur le sujet, pourrait faire muter les provinces au stade d'Etats associés souverains et libres".

Dans le même sens, la revue publiera plus tard (avril 1965) l'opinion de Solange Chaput-Roland sur le rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Le rapport, dit cette journaliste, révèle l'incompréhension totale du Canada anglais à l'endroit du Canada français. Or, la situation lui semble

bien difficile à redresser. "Il nous reste pourtant à inventer un Canada dans lequel tous choisirent de vivre et de mourir. Pour ma part, malgré la levée de boucliers contre la thèse des Etats associés, je la crois valable, difficile à réaliser, mais souhaitable. Elle rendra service à notre économie dégradée. Le rapport Laurendeau-Dunton me le prouve de façon claire; sans doute ai-je un peu forcé la note, mais au moins, ma conclusion n'est pas discordante". L'auteur veut dire qu'en dépit de son pessimisme, elle continue de rejeter la solution séparatiste.

Mais ce sont là des opinions de collaborateurs isolés. Il fallait quand même les passer en revue, car Maintenant fait appel à un très large éventail de collaborateurs. Mais la température politique de la revue, comme telle, s'exprime plus fidèlement dans les trois articles dont nous allons maintenant parler. Les deux premiers sont de Pierre Saucier, le principal rédacteur de la revue, et le troisième est signé par trois Pères Dominicains.

Le premier article de Pierre Saucier, "Nationalisme et patriotisme" (juin 1964) ne contient rien de très original. L'auteur y établit qu'il y a un lien entre patrie, nation, culture nationale et langue nationale. Il termine sur un éloge du patriotisme qui exclut le séparatisme, car, dit-il, c'est le peuple comme nation, et non comme entité politique, qui est ici en cause. Le second article renseigne mieux sur la pensée politique "officielle" de Maintenant ("Réformiste ou révolutionnaire?", novembre 1964). Pierre Saucier fait ici la revue des socialismes qui existent actuellement au Canada français, et il les critique tous, sauf celui de Socialisme 65, qui, en principe, exclut l'engagement politique. Et il conclut, d'une manière qui est, croyons-nous, bien typique de la manière de Maintenant: "Pour l'instant, le socialisme

révolutionnaire est encore à l'état brut et mythique. Il lui faudra poursuivre une investigation rationnelle et scientifique. L'hypothèse partipriste peut se révéler féconde, mais elle demeure une théorie, une option parmi d'autres. Dans le contexte actuel plusieurs options s'offrent à nous. Fédéralisme coopératif, politique fonctionnelle, néo-nationalisme capitaliste montrent déjà de nettes insuffisances. La situation commande l'examen de toutes les solutions. Pour ma part, je suis persuadé que la seule issue débouche sur l'indépendantisme marxiste et laïciste. Je me refuse à la perspective du parti unique, de la dictature de classe, du laïcisme sectaire et du socialisme intégral, tout autant que du statu quo néo-libéraliste. A la trinité partipriste (indépendance, laïcité, marxisme), il est permis d'opposer une autre triade, qui pourrait et, par exemple, un Etat québécois souverain, social-démocratique et pluraliste. La solution peut bien se trouver entre les réformettes citélibristes et le bain de sang partipriste. Le christianisme authentique demeure une source vive d'inspiration, car il est porteur de valeurs révolutionnaires. Celles-ci pourraient très bien se concrétiser dans une république indépendante, respectueuse de la liberté démocratique et de la justice sociale."

Il est clair que l'auteur de ces lignes n'opte pour aucun modèle politique net. Mais il sait fort bien ce qu'il rejette: il ne veut être ni du côté de Cité libre, ni de celui de Parti pris. Il se situe donc dans un entre-deux qui se définit seulement par sa référence aux deux extrêmes. Une fois de plus, la position de Maintenant est négative, et elle s'exprime dans un vocabulaire très imprécis. En d'autres termes: la revue ne veut pas s'engager politiquement.

Ce refus de l'engagement a sans doute plusieurs motivations. Motivation d'ordre religieux, tout d'abord, avec la classique distinction

du "spirituel" et du "temporel". Tel est le thème de l'article signé par les PP. Gignac, Harvey et Côté, dans le numéro de janvier 1965. Un chrétien, au Québec, doit-il être fédéraliste ou séparatiste? demandent-ils. Et ils répondent en commençant par déclarer que leur point de vue "ne sera pas d'ordre politique, mais théologique". Voici d'abord les principes. "L'ordre politique n'est pas étranger à l'ordre de la foi. Le chrétien, par son baptême et par sa foi au Dieu Père et Créateur de toutes choses, est pleinement chez lui au milieu de la cité terrestre. Sa foi, pourtant, lorsque se présentent à lui diverses options politiques ne lui prescrit aucun choix ni aucun refus, pourvu que ces options ne soient pas incompatibles avec ce qu'il croit. Devant les choix concrets, les chrétiens sont donc totalement libres. "Au regard de Dieu qui a créé le ciel et la terre et qui a créé l'homme, toute valeur terrestre, toute valeur humaine est fondamentalement bonne. Qu'un groupe d'humains, unis par les liens d'une même langue, et d'une même culture, veuillent se constituer en Etat autonome et posséder une personnalité politique propre, rien là ne va contre le dessein de Dieu". Par ailleurs, l'option fédéraliste aura la même valeur, car "il est également naturel à des adultes de s'unir dans une action commune, à la recherche d'un bien commun... Le fédéralisme, comme la formule intermédiaire des Etats associés, est donc également compatible avec l'ordre naturel établi par Dieu le Père et Créateur de toutes choses".

Ce n'est pas à dire, bien entendu, que les chrétiens, comme tels, doivent se retirer de la vie politique. Bien au contraire, poursuivent les auteurs, la foi invite les chrétiens du Québec "à être présents à l'évolution actuelle de notre vie politique. Le coin de terre que le chrétien partage avec ses compatriotes n'est pas sa seule patrie; sa

patrie dernière est en haut, dans le Royaume des Cieux". Mais la patrie terrestre n'est pas sans rapports avec cette dernière. "Au milieu de la crise politique que nous traversons, un chrétien ne peut demeurer indifférent, en retrait ou prétentieusement au-dessus de la mêlée... La foi, au contraire, invite chaque chrétien à s'engager politiquement". On aura donc des chrétiens séparatistes et des chrétiens fédéralistes: voilà le seul mot d'ordre que Maintenant, revue d'inspiration chrétienne, croit pouvoir donner à ses lecteurs.

Voilà pour le motif religieux de ce non-engagement. Mais ce n'est peut-être pas le seul. Les lecteurs de Maintenant se recrutent peut-être parmi des groupes qui ont d'autres raisons de ne pas s'engager. Là-dessus, il nous est difficile de donner des précisions, le fichier des abonnés n'ayant jamais été analysé. Il semble cependant que la revue soit lue surtout par des gens d'âge mûr, de culture moyenne, et de fortune également moyenne. Elle a certainement très peu d'adhérents enthousiastes parmi les jeunes, parmi les intellectuels et parmi les classes laborieuses. C'est dire qu'en vertu de leur situation de fortune et de leur âge, ils ont tout intérêt à ce que les structures politiques et économiques du Canada demeurent ce qu'elles sont. Mais d'autre part, ils ont tout juste assez de culture pour savoir que des changements profonds sont nécessaires. C'est pourquoi ils expriment les velléités de réformes, et d'une manière un peu anarchique, mais se refusent cependant à un engagement politique net, que ce soit celui de Cité libre ou celui de Parti pris. Telle est l'hypothèse limitée que l'on peut émettre, à ce sujet, pour l'instant.

C O N C L U S I O N S

Une première remarque à faire, au sujet des études qui précèdent, c'est qu'on peut difficilement en tirer autre chose que des conclusions hypothétiques. En effet, au moment où nous rédigeons ces conclusions (septembre 1965), nous sommes encore très proche du dernier remous qui a traversé les formations dont nous nous sommes occupés. Si la mort de Maurice Duplessis a été une date importante, dans l'histoire du Québec, il semble bien que les années 1962-1964 aient marqué un nouveau tournant, dans cette histoire. C'est le moment où les changements profonds déclenchés par la mort du "chef" ont commencé à se traduire en clair dans la vie et dans l'expression écrite des mouvements.

C'est au cours de ces années que Cité libre aura sa phase "séparatiste", et que naîtront le Rassemblement des Créditistes et le PSQ, de la scission intervenue au sein de formations politiques plus anciennes, et sur des points de doctrine touchant de près à la question nationale canadienne française. En même temps, les groupements nationalistes traditionnels se décideront à prendre une nouvelle orientation politique. L'Action nationale, après deux ans d'impatience, se déclarera pour les Etats associés, en septembre 1964. Cette période d'impatience avait commencé en 1962, au moment où les mêmes réactions se faisaient jour, aux Sociétés Saint-Jean Baptiste de Québec et de Montréal, de même qu'à la Fédération des Sociétés. C'est en mai 1963 que le parti de l'Union nationale déposait en Chambre le projet de convocation des Etats généraux. Quelques mois plus tôt, en janvier, les Jeunes Chambres de commerce amorçaient ce qu'elles appellent elles-mêmes leur virage à gauche.

C'est encore à la même époque que commenceront les activités subversives du F. L. Q., et que naîtront, d'une part, le R. I. N. et Parti pris, et d'autre part, la plupart des revues séparatistes dont nous avons parlé. Ce n'est pas un hasard, non plus, si la réaction d'Aujourd'hui Québec se déclare dès la fin de cette période, et si les déclarations anti-séparatistes de la F. T. Q. interviennent aux congrès de 1961 et de 1963.

Le dernier "tournant" est donc tout proche de nous, et nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses, quant aux conséquences politiques qui pourraient en découler. Ces hypothèses, nous les formulerons ici, en tentant d'établir, entre les diverses parties de notre étude, le plus grand nombre possible de corrélations.

*
* *

Considérons d'abord la première option, celle du Statu quo fédératif. Cette option se trouve, croyons-nous, assez mal illustrée par les quatre groupes que nous avons étudiés. Seul Cité libre représente un cas net de fidélité à la Confédération. Aujourd'hui Québec et Vers Demain sont plutôt anti-séparatistes, et font peu état de leurs fidélités politiques. D'autre part, ce sont des groupes très marginaux, par rapport à l'ensemble de la société canadienne-française actuelle. La position politique de la C.S.N., enfin, n'est pas nette, et tout indique que celle-ci pourrait changer, à la suite des changements intervenus, au niveau de la présidence du mouvement. Il reste donc Cité libre, qui témoigne pour toute une partie de la génération des hommes de quarante ans, et qui a des raisons doctrinales d'adhérer au Statu quo.

Observons cependant que ces quatre groupes ont ceci de commun, qu'il se présentent officiellement comme chrétiens. Et même si la conclusion s'applique imparfaitement à Cité libre, ne pourrait-on pas voir là l'indication d'un lien entre conservatisme religieux et conservatisme politique? Oublions la note péjorative que le mot de conservatisme peut comporter, et voyons si cette hypothèse peut être confirmée, infirmée ou nuancée, par l'examen des autres éléments de l'éventail politique.

A l'autre extrémité de cet éventail, nous trouvons les séparatistes. Au moment de sa résurrection, en 1957, le mouvement séparatiste devait s'inspirer des maîtres à penser du nationalisme traditionnel, et en particulier de l'abbé Groulx. Laurentie fut donc un mouvement chrétien. Mais il est remarquable que le mouvement, en se scindant, et en donnant successivement naissance au PRQ et au RIN, devait s'orienter de plus en plus vers une position laïcisante. Quant aux formations séparatistes que nous avons étudiées ici, on peut dire qu'elles se répartissent en deux catégories. Les unes se situent à l'extrême opposé de la pensée chrétienne, tandis que les autres font délibérément abstraction de la question religieuse, afin de ne pas s'aliéner la majorité catholique du Québec. A ce dernier groupe appartiennent la Revue socialiste, Québec libre et la Cognée; mais il est bien évident que leur attitude par rapport à la religion est purement tactique.

A travers ces mouvements, l'option économique semble avoir le même sort que l'option religieuse. Dans le camp séparatiste, ou bien l'on est socialiste (et l'on se situe, par là, nettement à gauche de la formule du Welfare State), ou bien l'on s'abstient d'aborder le problème, toujours pour éviter de diviser les forces séparatistes.



Un seul groupement ne cadre pas avec ce schéma: c'est le Regroupement national du Dr. Jutras. Mais c'est là un groupe peu important, et peu influent, semble-t-il. D'autre part, l'unique numéro séparatiste de Monde nouveau tend plutôt à confirmer notre hypothèse. Il témoigne de ce que les catholiques, dans le mouvement "indépendantiste", se sentent eux-mêmes en perte de vitesse. Joseph Costisella, responsable de cette livraison, a voulu montrer que les catholiques peuvent "eux aussi" militer pour l'indépendance. Si l'on commence à éprouver le besoin de trouver des preuves à cette assertion, c'est que celle-ci est mise en doute, depuis un certain temps déjà, par les faits eux-mêmes.

Les observations qui précèdent tendent à montrer que ces trois idéologies: séparatisme, laïcisme et socialisme, sont spontanément perçues par la conscience canadienne française actuelle comme liées entre elles, à titre d'éléments fondamentaux d'une situation-limite vers laquelle la société québécoise est en train d'évoluer. C'est dire qu'on ne peut songer à repérer ces idéologies dans la conscience claire du Québécois moyen. Autrement dit, un sondage d'opinion de type Gallup donnerait sans doute, à la date actuelle, une image de la Province qui ne serait ni séparatiste, ni laïciste, ni socialiste. On sait que la sociologie de la littérature assigne à celle-ci une fonction prospective, par rapport au contenu manifeste de la conscience sociale. Tout indique que la sociologie des idéologies peut être construite sur le même modèle. Tout comme une grande oeuvre littéraire, une idéologie énonce, non pas ce qui est, mais ce qui sera; ou, si l'on veut: non pas ce qui est perceptible, au niveau de la conscience claire, mais bien plutôt cela qui est enfoui à un niveau plus profond de la conscience, et qui est déjà en train de modeler l'avenir.

C'est pourquoi les idéologies ne sont pas susceptibles d'une étude quantitative: elles ne peuvent pas se révéler, à la faveur de sondages d'opinions. Mais elles émergent spontanément, dans des individus ou des groupements restreints, et trouvent là, pendant un temps parfois assez bref, une expression qui pourra paraître un phénomène isolé, au regard de l'opinion dite publique. On conçoit aussi que la première expression d'une idéologie soit incohérente, fragmentaire, et à peu près dépourvue d'armature conceptuelle. Et de fait, on observera l'extrême pauvreté conceptuelle de l'actuelle idéologie séparatiste, qu'on la prenne chez Raymond Barbeau, chez Marcel Chaput ou chez le Dr. Jutras. C'est seulement avec Parti pris qu'elle commencera à s'inventer une structure.

Pour les mêmes raisons, on comprendra que les idéologies sont d'abord perçues et exprimées par des groupes minoritaires. De par leur nature, elles ne peuvent pas correspondre à un phénomène de prise de conscience, au niveau de la masse. Aussi, les trois idéologies qui sont actuellement en train d'émerger dans la conscience québécoise, n'ont-elles été perçues et exprimées, jusqu'ici, que par une poussière de groupements, tous plus éphémères les uns que les autres, souvent antagonistes, et dont il est très difficile d'apprécier l'importance quantitative. Ces groupes sont non seulement minoritaires, mais on peut dire qu'ils sont marginaux, par rapport à la masse, définie statistiquement, de la société: les groupements reflétant nos trois idéologies se recrutent presque exclusivement chez les jeunes.

Raison de plus, dira-t-on, pour dire qu'on assiste là à un phénomène de génération, voué à disparaître avec la génération qui lui a donné naissance. Ainsi en a-t-il été des vagues successives du nationalisme canadien français, depuis un siècle, renaissant, et aussi mourant, à l'occasion de chaque tournant décisif de l'histoire économique et sociale du Québec.

A cette objection il faut répondre que la situation actuelle comporte un élément nouveau, et qui ne se retrouve certes pas, au cours de l'histoire idéologique du siècle passé: c'est que l'idéologie nationaliste tend maintenant à contaminer tout l'éventail des opinions sociales, économiques et politiques des Canadiens français. C'est-à-dire que, si l'on observe l'ensemble des prises de positions intervenues dans les groupements qui sont actuellement en place, et dont l'importance quantitative est indiscutable, on constate qu'elles sont toutes influencées, d'une manière ou d'une autre, par l'existence de ce pôle idéologique extrême occupé par le séparatisme, de la icisme et le socialisme.

On constate tout d'abord qu'à l'extrême opposé de ce pôle, des groupements également minoritaires et marginaux (Aujourd'hui Québec, Vers Demain), reconnaissent, en le dénonçant, le lien entre nos trois idéologies: ils aperçoivent, aussi clairement que les séparatistes, la situation-limite vers laquelle tend la société canadienne-française; avec cette différence que, pour eux, cette situation représente le mal suprême.

Mais nous avons assez parlé des deux pôles extrêmes de notre éventail d'opinions. Il est temps que nous examinions les trois catégories intermédiaires qui prennent place entre ces deux pôles.



Cité libre étant toujours excepté, nos deux catégories extrêmes (Statu quo et Séparatisme) ont les caractères suivants: elles sont formées de groupes marginaux, quantitativement peu importants dans la société québécoise; ces groupes ont une conscience aiguë de la triple idéologie dont il est ici question; et enfin, sauf à Parti pris, l'expression qu'ils donnent de l'idéologie est surtout émotive, et demeure pauvre au point de vue conceptuel.

Les catégories intermédiaires (Statut spécial, Réforme constitutionnelle, Etats associés) ont des caractères tout opposés: ils comprennent des groupes quantitativement très importants, établis depuis longtemps dans la société québécoise, et ayant parfois le caractère de corps intermédiaires. Ce sont, d'une part, les partis politiques officiels (Libéraux, Union Nat., P.S.Q.) et les grands syndicats (C.S.N., F.T.Q.); et d'autre part, l'ensemble des grandes formations patriotiques traditionnelles (Action nationale, Fédérations diocésaines ou nationale des SSJB), ou encore des groupements professionnels, comme les Jeunes Chambres.

Considérons tout d'abord les groupements qui se sont ralliés à la thèse des Etats associés. Contrairement à la plupart des formations rangées sous les options du Statut spécial et de la Réforme constitutionnelle, celles-ci sont avant tout consacrées à la défense d'une idéologie; nationaliste, dans le cas de l'Action nationale et la SSJB de Montréal, socialiste, dans le cas du PSQ. Notons aussi que dans deux cas sur trois, ces groupements rejoignent un nombre relativement restreint de membres: environ 1500, pour l'Action nationale, et environ 500, semble-t-il, pour le PSQ. En d'autres termes, le conflit de l'intérêt et de l'idéal intervient moins dans ces mouvements qu'ailleurs. C'est dire que devant une thèse comme celle des Etats associés, aucune raison extérieure aux

considérations idéologiques ne pourra les contraindre à se rabattre sur une option de repli (comme ce sera le cas, pour la plupart des formations rangées sous les options II et III).

Quant à la thèse des Etats associés, observons qu'elle se rencontre avec la thèse séparatiste, sur un point fondamental: la nécessité, pour le Québec, d'accéder au statut international d'Etat souverain. Et si on considère certains de leurs aspects pratiques, les deux thèses ne se distinguent plus l'une de l'autre. Par exemple, tous les tenants des Etats associés disent bien qu'après avoir déclaré sa souveraineté, le nouvel Etat du Québec offrirait au Canada anglais de former avec lui une Confédération multi-étatique. Et ils ajoutent que, advenant un refus de ces éventuels partenaires anglophones, il resterait au Québec, à se constituer en Etat indépendant. Mais il faut bien reconnaître qu'au moment même où cette thèse est formulée (1963-1965), la probabilité d'une réponse positive, de la part du Canada anglais, est extrêmement faible. Si bien que la thèse des Etats associés est une formule qui a neuf chances sur dix d'équivaloir à l'indépendance, au moment où elle prend consistance comme option politique spécifique. (Cette dernière remarque est importante, car il faut réserver la possibilité théorique de l'évolution de l'opinion anglo-canadienne, à plus ou moins brève échéance, par rapport à ce problème).

Mais alors, dira-t-on, pourquoi ces mouvements ne se rangent-ils pas résolument sous l'option séparatiste? Ils adhèrent au contenu politique du séparatisme, mais ils refusent d'en assumer l'étiquette, le nom. (A ce sujet, voir la très scolastique distinction entre indépendance et séparatisme, inventée par l'Action nationale: la thèse des Etats associés serait une solution indépendantiste, mais non point séparatiste). Cette distinction est capitale, et elle s'explique, croyons-nous, comme suit

Selon l'hypothèse que nous avons posée, au point de départ, l'idée de séparatisme est indissolublement liée, dans la conscience québécoise actuelle, à celles de laïcisme et de socialisme. En d'autres termes l'étiquette séparatiste a une portée symbolique. Elle exprime que le changement de statut politique est seulement un aspect de la modification qui doit affecter, globalement, la société québécoise. L'étiquette séparatiste a valeur de symbole, en ce sens qu'elle annonce l'extension de l'idée de libération, à tous les secteurs de la vie québécoise: au niveau de l'idéologie religieuse, morale et sociale, dit-elle, le changement devra être aussi profond que peut l'être, au niveau politique, le passage de la dépendance à l'indépendance. En un mot, ce qui est capital, dans l'idéologie séparatiste, ce n'est pas son aspect politique, mais c'est l'image même de la séparation. La séparation d'avec le passé - le passé religieux et social, aussi bien que le passé politique: voilà ce qu'elle annonce.

Si cette hypothèse est exacte, on comprend qu'un Québécois ne peut assumer l'étiquette séparatiste, s'il a un certain âge, s'il appartient à un certain milieu, et si sa pensée est tributaire de certaines traditions idéologiques du milieu québécois. En ce sens, ni l'Action nationale, ni les Sociétés Saint-Jean-Baptiste ne peuvent se permettre d'être "séparatistes"; et nous mettons ce mot entre guillemets, pour bien faire comprendre qu'il s'agit ici de l'étiquette, et de sa portée symbolique, et non du contenu de la notion, car nous avons vu par ailleurs que ces mouvements, dans la pratique, adhèrent au séparatisme politique. Sans nous étendre sur des considérations psychologiques qui pourraient être ici développées, disons qu'on ne peut, à la fois, appartenir à la génération des pères, et se donner pour tâche de remettre en question le passé, comme tel. Pour aller jusque là, il faut appartenir à la génération des fils. C'est bien à cette génération qu'appartiennent

les groupements séparatistes dont il a été question ci-dessus. Et la remise en question à laquelle ils procèdent ont le caractère désordonné, émotif, fragmentaire, qu'on peut en attendre. Ces fils deviendront bientôt des pères, et changeront sans doute de camp. Telle est la réflexion qui vient spontanément à l'esprit. Mais cela n'est pas si sûr. Car, au moment où le passage pourra s'opérer, l'autre camp, celui des pères, sera peut-être très différent de ce qu'il est aujourd'hui. Actuellement, en tous cas, il semble en train d'évoluer dans un sens bien précis: les pères cherchent manifestement à s'aligner sur les fils, autant qu'ils le peuvent. Les pères, c'est-à-dire les hommes en place, ceux qui font partie des corps constitués et qui ont les clés du pouvoir. C'est ce que nous avons commencé à montrer, en réfléchissant sur l'attitude des groupes qui adhèrent à la thèse des Etats associés: ces groupes adhèrent en fait au séparatisme politique. Nous avons dit pourquoi les formations nationalistes qui en font partie ne peuvent revendiquer l'étiquette séparatiste, comme telle. Quant au PSQ, il peut avoir d'autres raisons d'adopter la même attitude; la plus forte de ces raisons réside sans doute dans le fait qu'il a partie liée avec les milieux syndicalistes, dont il va être question ci-dessous.

*

*

*

Il nous reste maintenant à examiner les options II et III:
la Réforme constitutionnelle et le Statut particulier.

Ces options ont ceci de particulier, qu'elles sont très difficiles à définir. Tout le monde sait ce que c'est que le Statu quo fédératif et le séparatisme; la thèse des Etats associés est assez bien structurée; mais tout le monde sait aussi qu'on peut mettre n'importe



quoi sous les deux étiquettes dont il est maintenant question. Pratiquement, nous les considérerons comme formant une seule catégorie, dans laquelle viennent tout naturellement se ranger les formations qui, pour une raison ou une autre, ont été contraintes d'adopter une option politique de repli.

De cette catégorie, nous pouvons tout d'abord, pratiquement, éliminer la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, qui se situe très proche de la thèse des Etats associés, et qui a peut-être déjà officiellement adhéré à cette thèse, au moment où nous écrivons ces lignes. (Tel était le résultat prévu, pour la dernière réunion de l'exécutif). Notons aussi que le repli récent de la SSJB de Québec sur des positions moins autonomistes, représente un cas unique, dans l'histoire récente de ces Sociétés. Observons aussi que la Fédération des Jeunes Chambres a été sur le point de remettre au Comité parlementaire de la Constitution un mémoire presque séparatiste, et qu'elle en a été retenue par la crainte de voir quelques Chambres numériquement importantes se retirer de la Fédération.

Ce que nous venons de dire des Jeunes Chambres illustre déjà cette lutte de l'intérêt immédiat et de la poursuite de l'idéologie, que nous allons constamment retrouver, ci-dessous.

Les autres formations comprises dans cette catégorie sont, d'une part, les deux partis traditionnels (Libéraux et Union nationale), et d'autre part, les deux grands syndicats (FTQ, à laquelle on peut joindre la CSN, pour les raisons que nous avons esquissées ci-dessus).

Dans tous les cas, il s'agit de groupements qui s'adressent à la masse des Québécois, et qui sont caractérisés par le grand nombre de leurs membres. Ils devront donc veiller, au premier chef, à ne pas risquer de voir leurs effectifs diminuer, par le fait d'une prise de



position qui heurterait la conscience populaire. Selon l'hypothèse que nous avons posée au point de départ, la triple idéologie du séparatisme, du laïcisme et du socialisme, ne peut se trouver dans la conscience claire de la masse. De là, le conservatisme politique des Syndicats, dont les objectifs primordiaux sont le bien-être et la sécurité matérielle des travailleurs. Ici, les questions d'intérêt jouent à plein, et masquent totalement la poursuite de l'idéologie. Elles la masquent, bien entendu, au seul niveau des décisions syndicales, et non au niveau de la conscience populaire. Les deux partis politiques, précisément parce que leurs objectifs sont d'abord politiques, seront obligés de mieux tenir compte de toutes les tendances de cette conscience populaire. D'une part ils seront contraints de se tenir assez loin des solutions impliquant une indépendance politique au sens strict, pour ne pas risquer de voir brusquement diminuer leurs effectifs; mais d'autre part, ils se sentiront obligés de répondre au sentiment confus que l'électeur moyen peut avoir de la situation-limite vers laquelle le Québec semble en train d'évoluer. De là, ce flirt extrêmement complexe des partis politiques avec l'idéologie séparatiste. A l'exemple des mouvements nationalistes traditionnels, le Parti libéral et l'Union nationale tenteront d'annexer tout une partie du vocabulaire de l'indépendance: Etat du Québec, autodétermination, souveraineté nationale, etc.

L'actuel gouvernement provincial a largement traduit dans les faits l'effort qu'il fait pour s'aligner sur la triple idéologie, sans jamais adhérer théoriquement, ni au séparatisme, ni au laïcisme, ni au socialisme. Il faut enfin rappeler que les deux partis politiques ont collaboré à la mise en place de ce mécanisme extrêmement audacieux qu'est le Comité parlementaire de la Constitution. Nous disons audacieux,



car les travaux de ce comité doivent normalement aboutir à la convocation d'Etats généraux. Disons enfin que les résultats actuels de ces travaux semblent bien confirmer notre hypothèse: la grande majorité des mémoires qui ont déjà été soumis à ce Comité proposeraient des solutions politiques soit séparatistes, soit alignées sur la formule des Etats associés.

*

* *

Terminons en soulignant un seul point des constatations qui se dégagent de notre enquête.

Quel que soit le cadre politique dans lequel le Québec cherchera à redéfinir sa position dans la réalité nord-américaine, il semble certain que ce cadre devra lui permettre d'exister à la manière d'un Etat souverain. C'est ainsi que nous interprétons les prises de positions et l'évolution des formations que nous avons étudiées. Le Canada français a pris conscience du fait qu'il forme une entité culturelle et nationale nettement distincte de tout ce qui l'entoure. Il veut maintenant se constituer en une entité politique tout aussi nettement définie. "Séparé", comme groupe linguistique et culturel, du reste de l'Amérique du Nord, il commence à trouver normal d'être tout aussi séparé, comme groupe politique. Cette idée que tous les ordres de la réalité sociale doivent se correspondre, est capitale, et nous l'avons trouvée partout, dans les pages qui précèdent.

Le Canada français semble bien arrivé à l'idée qu'il y a là une question de droit naturel. De là, le succès et l'influence de la thèse de Michel Brunet, qui fut le premier à donner l'image d'un Canada fait de deux nations, l'une dominatrice, et l'autre dominée. Brunet a employé même, dès cette époque, et sans doute sans se rendre compte de la portée



du mot, l'expression de "colonisation". La fortune récente de ce mot, comme du livre de Fanon, et du vocabulaire qu'il entraîne, s'explique encore par les mêmes tendances. Il est sans doute inexact d'appliquer à la réalité québécoise la notion de colonisation. Là n'est pas la question. Ce qui importe, c'est de remarquer l'énorme fortune de cette notion, et du vocabulaire qui l'accompagne. L'idéologie séparatiste allait trouver là un ensemble de catégories susceptibles d'exprimer tous les aspects de la situation actuelle du Canada français, et de la situation-limite vers laquelle il semble bien en train de tendre.

Or, cette situation-limite, les "séparatistes" ne sont pas les seuls à en faire leur idéal: elle polarise l'évolution récente de toutes les formations québécoises que nous avons étudiées. Le mouvement général de cette évolution prend l'allure d'une dérive progressive vers cette situation. C'est ce que nous avons essayé de montrer, dans les lignes qui précèdent; et celles-ci n'avaient d'autre but que de rapporter à la réalité globale du Québec les différentes monographies qui composent ce Rapport.

Rappelons enfin que nous ne proposons ici rien de plus qu'une hypothèse, et que celle-ci se dégage d'une base relativement étroite de recherche. Resterait à l'éprouver, en menant une enquête plus systématique, à travers la réalité québécoise.



C O N C L U S I O N

De l'idéologie nationaliste à l'idéologie nationale

Je ne suis pas séparatiste:
ce sont eux qui sont "atta-
chistes".
(Jeunes Chambres de Commerce)

Les pages qui précèdent sont composées d'un certain nombre de monographies, et celles-ci se présentent comme des études objectives sur des mouvements ou des publications canadiennes-françaises.

Objectives, elles le sont dans leur principe, et là seulement, c'est-à-dire au niveau de l'intention directrice et de la méthode mise en oeuvre. Mais l'objectivité se trouve compromise, dès que l'on aborde la recherche effective, dès que l'on passe au niveau des faits et des résultats. Aussi "empirique" que l'observateur prétende être, il n'est jamais pleinement "détaché de son sujet". A son insu, bien entendu, mais très réellement, il ne peut pas ne pas être partial. Autrement dit: observation et interprétation sont constamment liées - si bien qu'observer sans en même temps interpréter, ce serait se condamner à être un témoin passif, un témoin sur lequel la réalité n'aurait pas de prise, et qui, finalement, n'observerait pas. Observer c'est interpréter. Les faits, les situations, les données "extérieures" à soi, on ne les perçoit que traversées par une signification. L'objet, quel qu'il soit, ne peut être perçu avant son sens. C'est le sens qui rend l'objet observable.

La seule garantie d'objectivité qu'un chercheur puisse se donner, au niveau du travail effectif, c'est de demeurer très conscient du fait que chacune de ses observations est liée à une interprétation. Il aligne des faits, mais en les rapportant sans cesse à un ensemble, par rapport auquel ils prennent un sens. Autour d'un détail précis qui en est comme le foyer, le travail de la recherche est, à chaque instant, la lecture d'une situation globale.

Prendre conscience, devant nos lecteurs, de l'interprétation qui a constamment orienté, motivé, coloré nos observations; et ensuite, nous demander si une autre lecture de la situation globale ne pourrait pas être donnée, à partir des mêmes monographies: tel est le but de ces Conclusions.

*
* * *

L'interprétation qui s'est constamment trouvée à l'horizon de nos recherches, on la trouve assez nettement formulée dans l'Introduction générale: il y aurait eu, dans la société québécoise, entre 1955 et 1965, "une sorte de dérive générale vers des solutions de plus en plus autonomistes" (ci-dessus, p. 3). Cette hypothèse fut d'ailleurs le sujet principal des conversations que nous eûmes, au printemps de 1965, avec MM. Barker et Lévesque, et qui devaient aboutir à l'établissement du plan d'ensemble du Rapport no 820-195. La première partie (Idéologies) décrirait les cinq options politiques, tandis que la seconde (Mouvements) porterait tout entière sur quatre groupes

séparatistes. Ce dernier choix découlait évidemment de l'hypothèse dont nous venons de rappeler la formulation.

Nous tenons à faire remarquer ici à quel point ce choix et cette hypothèse sont datés, à quel point ils sont liés à la situation globale du Québec, telle qu'elle pouvait apparaître, au printemps et même à l'été 1965. La vague séparatiste faisait encore, un peu partout, des remous. On était encore très proche du dernier tournant qui avait marqué l'évolution des mouvements dont nous devons nous occuper.

En effet, si la mort de Maurice Duplessis a été une date importante, dans l'histoire du Québec, il semble bien que les années 1962-1964 aient marqué un nouveau tournant, dans cette histoire. C'est le moment où les changements profonds déclenchés par la mort du "chef" ont commencé à se traduire en clair, dans la vie et dans l'expression écrite des mouvements.

C'est au cours de ces années que Cité libre aura sa phase séparatiste, et que naîtront le Rassemblement des Crédiistes et le PSQ, de la scission intervenue au sein de formations politiques plus anciennes, et sur des points de doctrine touchant de près à la question nationale des Canadiens français. En même temps, les groupements nationalistes traditionnels se décideront à prendre une nouvelle orientation politique. L'Action nationale, après deux ans d'impatience, se déclarera pour les Etats associés, en septembre 1964. Cette période d'impatience avait commencé en 1962, au moment où les mêmes réactions se faisaient

jour, au Sociétés Saint-Jean-Baptiste de Québec et de Montréal, ainsi qu'à la Fédération des Sociétés. C'est en mai 1963 que le parti de l'Union nationale déposait en Chambre le projet de convocation des Etats généraux. Quelques mois plus tôt, en janvier, les Jeunes Chambres de commerce amorçaient ce qu'elles appellent elles-mêmes leur virage à gauche.

C'est encore à la même époque que commenceront les activités subversives du FLQ, et que naîtront, d'une part le RIN et Parti Pris, et d'autre part, la plupart des revues séparatistes dont nous avons parlé dans notre chapitre V. Ce n'est pas un hasard, non plus, si la réaction d'Aujourd'hui Québec se déclare dès la fin de cette période, et si les déclarations anti-séparatistes de la FTQ interviennent aux congrès de 1961 et de 1963.

Au moment où nous commençons notre recherche, le dernier "tournant" était donc une réalité très présente, et il était difficile de ne pas y voir comme le point de fuite de toutes les tendances qui semblaient alors traverser la société québécoise. Nous-même, en septembre 1965, rédigeant des conclusions provisoires pour cette première partie du Rapport, nous interprétions l'évolution générale du Québec en termes d'une "dérive vers des solutions de plus en plus autonomistes". Les formations nationalistes traditionnelles: SSJB et Action nationale, toutes consacrées à la poursuite d'un idéal, semblaient s'être rapprochées, autant qu'elles le pouvaient, des séparatistes (Etats associés); tandis que les formations politiques à large audience populaire: partis politiques et syndicats, témoins de l'inévi-

table conflit entre l'idéal nationaliste et des intérêts plus immédiats, adoptaient des positions "de repli" (Réforme constitutionnelle et Statut spécial), tout en poursuivant, avec les séparatistes, une sorte de "flirt", fait tantôt de déclarations verbales, et tantôt aussi - il faut le souligner fortement - de très concrètes mesures administratives.

A la réflexion, cette interprétation paraît très superficielle. Elle traduit cette idée simple - trop simple, puisqu'elle est déjà une idée reçue - que "tout le monde est devenu séparatiste". Selon l'analyse de la situation que donne le Manifeste 1964-1965 de Parti pris, la nouvelle vague nationaliste, née en 1957 avec l'Alliance laurentienne, a non seulement engendré toute une poussière de mouvements séparatistes, mais elle aurait, de là, gagné le parti libéral, les SSJB, les Créditistes, le chef de l'Union nationale - "enfin tout le monde". Telle est à peu près, on l'aura tout de suite noté, l'idée qui court à travers nos 24 monographies, telles que nous les avons rédigées, au cours de l'été dernier.

Avec trois mois de recul (décembre 1965), nous revenons maintenant sur ces monographies, pour rédiger de nouvelles et définitives conclusions. Définitives: en ce sens seulement, que ce seront les dernières que nous écrirons, avant de soumettre le Rapport à MM. les Commissaires. Mais ces nouvelles conclusions seront tout aussi hypothétiques, tout aussi datées, que les premières. Or, il est un fait qui ne peut manquer de retenir l'attention, au moment où nous écrivons: c'est que tous les

mouvements séparatistes sont actuellement en veilleuse. Les grands organes d'information ne leur font plus la publicité qu'ils leur faisaient, il y a encore quelques mois. Eux-mêmes ne se manifestent guère, et les plus dynamiques, les plus brillants d'entre eux (Parti pris, par exemple) semblent avoir perdu la popularité dont ils jouissaient naguère dans les milieux étudiants. Cette constatation en amène une autre: bon nombre de publications séparatistes dont nous avons rendu compte, étaient en train de disparaître, au moment où nous rédigeons notre Chapitre V. Bien entendu, on ne peut conclure de là à la mort définitive du séparatisme. Mais ce qui est vrai, c'est qu'il y a actuellement une accalmie; et celle-ci permet à l'observateur de prendre, par rapport aux événements des dix dernières années, un recul que rien ne l'invitait à prendre, il y a quelques mois. Et ce recul laisse déjà deviner que les mêmes monographies pourraient servir à donner une tout autre image de la situation globale.

Dans cette perspective, les conclusions que se dégagent de la seconde Partie du Rapport prennent un relief particulier: l'idéologie séparatiste y apparaît comme extrêmement instable. Et si cela est vrai, nous aurions tort de faire de celle-ci le centre de gravité de toute l'évolution récente du Québec. Elle n'est peut-être que le symbole - violent, schématique, durci - d'un bouleversement global dont l'épicentre, pour ainsi dire, est ailleurs. Le phénomène vraiment nouveau de ces dernières années, c'est celui d'un Québec qui, étant passé du stade de société archaïque à celui de société moderne, a enfin traduit

ce passage dans des institutions économiques et sociales. Le nationalisme est au contraire un phénomène récurrent, et celui d'aujourd'hui n'est pas substantiellement différent de celui que connurent les premières années du XX^e siècle. Ainsi, le centre de gravité de toute l'évolution récente du Québec pourrait fort bien se trouver quelque part parmi les groupements que nous avons rangés sous les options II et III (Réforme constitutionnelle et Statut spécial), dont l'action est avant tout sociale, et qui, de notre point de vue, se caractérisent par une sorte d'indécision politique.

Ces observations fournissent les éléments d'une hypothèse que nous utiliserons pour donner une nouvelle lecture de nos monographies. Cette hypothèse, on peut la formuler de la manière suivante: on assiste actuellement à l'agonie de l'idéologie nationaliste, provoquée par l'émergence d'une idéologie de remplacement, qui est avant tout sociale. Nous donnerons à celle-ci le nom d'idéologie nationale, pour des raisons qui apparaîtront clairement, en cours d'exposé.

Cela dit, l'hypothèse qui nous a guidé dans l'élaboration des monographies ne se trouve nullement invalidée. Elle demeure exacte, mais au seul niveau de l'observation superficielle. Il y a quelque chose de vrai dans l'idée que "tout le monde est devenu séparatiste". C'est sans doute ainsi que les choses se sont passées, au niveau de la conscience claire. Hommes politiques, patriotes, chefs de mouvements divers: tous ceux qui ont été à l'origine de décisions ayant une incidence politique,

depuis 1955, ont certainement eu le sentiment de "faire un pas vers le séparatisme". Mais c'est le propre d'une idéologie globale que de ne pas être perçue par la conscience claire, au moins au niveau de la masse. Pour en expliciter les composantes, il faudra donc recourir à une méthode d'observation moins superficielle, dont les principes apparaîtront, au cours des lignes qui suivent. Les résultats d'une telle analyse ne peuvent être qu'inattendus, puisqu'ils sont obtenus au terme d'une opération de déchiffrement. Ils expriment ce qui, par définition, ne se trouve pas dans la conscience claire des citoyens. Quelle que soit la valeur "objective" de ces résultats, ils auront en tous cas le mérite de remettre en question l'image - en fait très traditionnelle, et à cause de cela même, monolithique - d'un Québec crypto-séparatiste dans tous ses comportements.

*
* . *

Remettons d'abord sous les yeux du lecteur le tableau complet des options politiques et des mouvements qui s'y rattachent, en tenant compte de ceux dont il sera question dans la seconde partie de ce rapport. Mais déjà, pour que le tableau soit utilisable, il faut chercher à lui donner une forme plus simple, en réduisant au minimum les diversités que l'observation superficielle laisse subsister. Ainsi, les mathématiciens procèdent-ils au smoothing, au "lissage" des courbes qu'ils obtiennent à partir des données brutes de leurs calculs. Le tableau suivant ne fait que reproduire le plan matériel de notre étude, mais il

indique aussi, d'une manière schématique, les regroupements qu'il faut y effectuer:

I	II	III	IV	V
<u>Statu quo</u>	<u>Réforme const.</u>	<u>Status spéc.</u>	<u>Etats assoc.</u>	<u>Séparatistes</u>
Cité libre	(SSJB Québec)	Féd. libérale	Action nat.	Liberté
Auj. Québec	F. T. Q.	Féd. SSJB	SSJB Mtl	Révol. québ.
Vers Demain	Union nat.		P. S. Q.	Revue socialiste
C. S. N.	Jeunes Chambres			Monde nouveau
		<u>Non-engagés</u>		Québec libre
		(Le Carabin)		F. L. Q.
		(Le Quartier latin)		Alliance laur.
		Relations		P. R. Q.
		Maintenant		R. I. N.
				R. N.
				Parti Pris

Le critère de ces regroupements étant l'option politique, il est normal que nous ayons une classe hors-catégorie, celle des "non-engagés", qui pourra éventuellement accueillir les groupes dont l'option politique n'est pas nette. Disons tout de suite que l'étiquette s'applique improprement aux deux journaux étudiants. Comme nous l'avons vu, ils sont inclassables, plutôt que non-engagés; aussi, les éliminerons-nous de notre tableau. Ils manifestent des engagements divers, parfois contradictoires; tandis que les deux revues confessionnelles, Relations et Maintenant, refusent de se prononcer, sur les questions politiques. La classe des non-engagés peut aussi absorber les deux publications catholiques d'extrême-droite: Vers Demain et Aujourd'hui Québec. Politiquement, elles se

définissent d'une façon toute négative. Elles sont anti-séparatistes: cela est certain; mais elles font peu état de leurs fidélités politiques. La revue confessionnelle Monde nouveau est dans le même cas. Son unique numéro séparatiste ne suffit pas à en faire une publication politiquement engagée. Du reste, dans le numéro suivant, le directeur s'est empressé de faire une mise au point qui ramène pratiquement la revue à une position de non-engagement.

Pour que le "lissage" du tableau soit complet, observons que la position politique de la CSN n'a jamais été très nette. Tout indique que celle-ci est en train de changer, à la suite des modifications intervenues, au niveau de la présidence. Les deux grands syndicats tendraient ainsi à se rapprocher, et se retrouveraient tous deux sous l'option II. D'autre part, la Fédération des SSJB peut, pratiquement, être rangée sous l'option des Etats associés, compte tenu du Mémoire qu'elle a préparé pour le Comité parlementaire de la Constitution. Disons enfin que la SSJB de Québec illustre très mal l'option II, et que son évolution récente demeure un cas unique dans l'histoire de ces Sociétés. A toute fin pratique, nous l'éliminerons donc de nos considérations. Nous en ferons autant du PSQ, qui apparaît sous l'option IV. Il s'agit là, en effet, d'un groupe très restreint, et dont la signification dans la société québécoise est difficile à déterminer.

On voit la portée des simplifications que nous venons d'opérer: nous voulons tirer nos conclusions à partir des seules données qui sont à coup sûr significantes. Dans le même but, nous regrouperons sous une seule option les catégories II et III (Réforme constitutionnelle et Statut spécial), qui ont en commun de se définir négativement. C'est là que se retrouvent tous ceux qui, pour des raisons que nous aurons à déterminer, refusent la Confédération actuelle, sans toutefois envisager l'accession du Québec à la souveraineté politique. Pourtant, ces groupes ne peuvent être considérés comme des non-engagés. Mais la réponse qu'ils donnent aux problèmes du Québec n'est pas d'abord politique: elle est sociale. Les options IV et V (Etats associés et Séparatisme) pourraient aussi, d'un certain point de vue, être rapprochées: elles ont en commun de réclamer pour le Québec un statut d'Etat souverain. Mais des différences irréductibles interviennent, entre ces deux options, et force nous est de les respecter.

Ainsi, c'est à partir d'un tableau simplifié que nous poursuivrons désormais nos réflexions:

Pour expliquer que les idéologies agissent au niveau de la masse, sans jamais y être perçues clairement, la sociologie marxiste a créé la notion de "conscience possible". L'idéologie est présente dans la masse, mais nul sondage d'opinion ne saurait la révéler, puisque celui-ci n'atteint jamais que la conscience claire. A ce niveau de la société, elle est une force agissante, jamais perçue d'une manière réfléchie. Cette action multiforme et omniprésente marque aussi l'extension de la prise de conscience dont l'idéologie pourrait être l'objet (conscience "possible"). Mais il suffit que cette prise de conscience ait lieu dans des individus isolés (c'est le cas des oeuvres littéraires) ou des groupes restreints (c'est le cas des mouvements sociaux à faible recrutement). Dans ces individus ou ces groupes, la conscience claire est alors co-extensive à la conscience possible. Et il importe peu que l'expression de l'idéologie, pour elle-même, soit quantitativement faible. Il suffit qu'elle existe, même sporadiquement: la conscience populaire y reconnaît d'instinct l'image de ce qui s'agite, dans ses profondeurs. Ainsi, de la situation québécoise récente: les mouvements séparatistes étaient quantitativement peu importants, et cependant "tout le monde" s'est mis à "dériver" dans la direction qu'ils désignaient.

Mais, nous le disions ci-dessus, il est superficiel de voir dans les élites de simples guides qui orienteraient la société dans un sens non prévu par elle. En fait, c'est la masse qui produit les élites, qui se donne les élites dont elle a besoin pour s'entendre annoncer en clair les idéologies qui

la portent. Les élites apparaissent dès lors comme un mécanisme de "feed back", c'est-à-dire d'auto-régulation et de rétroaction de l'idéologie sur elle-même. Les élites sont des guides; mais c'est la masse qui se les donne, pour atteindre les buts qu'obscurément elle poursuit.

Pour connaître les tendances profondes d'une société, à un moment donné, il faut donc interroger les élites: elles ont pour mission d'exprimer, en les isolant souvent d'une de l'autre, les différents aspects, les différentes composantes de l'idéologie globale. Revenant à notre tableau, nous dirons donc que les catégories I, IV et V, de même que les non-engagés, remplissent une fonction sociale extrêmement importante: celle d'expliquer le contenu idéologique qui, au niveau de la masse (II-III) demeure toujours à l'état latent.

Laquelle de ces élites faut-il d'abord interroger? Il n'y a certainement pas lieu de prendre pour point de départ de nos réflexions les catégories les plus marginales: les non-engagés, ou même la catégorie I, qui est représentée par un seul groupe. Le plus sage est d'aller aux options IV et V, qui portent à coup sûr des significations faciles à déchiffrer.

*
* *

Considérons d'abord IV et V comme formant une seule catégorie de choix politique. Nous avons le droit de le faire, pour deux raisons. D'une part, ces deux options rassemblent toutes les formations qui réclament l'étiquette "nationaliste". D'autre

part, si l'on considère certains de leurs aspects pratiques, les deux thèses en présence (Etats associés et Séparatisme) se distinguent à peine l'une de l'autre. Par exemple, les tenants des Etats associés disent bien qu'après avoir déclaré sa souveraineté, le nouvel Etat du Québec offrirait au Canada anglais de former avec lui une Confédération multi-étatique. Et ils ajoutent que, advenant un refus de ces éventuels partenaires anglophones, il resterait au Québec à se constituer en Etat indépendant. Mais il faut bien reconnaître qu'au moment où cette thèse est formulée (1963-1965), la probabilité d'une réponse positive, de la part du Canada anglais, est extrêmement faible. Si bien que la thèse des Etats associés est une formule qui a neuf chances sur dix d'équivaloir à l'indépendance, au moment où elle prend consistance comme option politique spécifique. Qu'ils soient conservateurs, comme l'Action nationale, ou qu'ils se réclament de l'extrême-gauche, comme Révolution québécoise, ces groupes ont en commun de définir le Canada français par opposition au Canada anglais. Il représentent une idéologie qui est sinon exclusivement, du moins très nettement tournée contre une certaine réalité extérieure au Québec. Il n'est que de voir l'agressivité des mouvements séparatistes et le chantage politique auquel se livrent les tenants des Etats associés. Pour reprendre les paroles du président de la Fédération des SSJB: l'option séparatiste serait assimilable au droit de grève; c'est une "arme" que l'on apporte à la "table des négociations" (ci-dessus, p. 131). La métaphore est reprise spontanément par Jacques Godbout, dans le titre

de son dernier roman, Le couteau sur la table (Paris, Le Seuil, 1955), qui est comme une version séparatiste des Two Solitudes de Hugh McLennan.

Mais l'image n'est pas nouvelle, et les SSJB rappellent à juste titre que l'abbé Groulx proclamait, dès 1904: "Notre Etat français, nous l'aurons". On reconnaît dans cette attitude défensive le trait le plus caractéristique du nationalisme canadien-français, sous la forme qu'il a prise, depuis le début du siècle. Il pouvait difficilement en être autrement, puisque les poussées de nationalisme ont toujours coïncidé avec des moments: guerres, crises économiques, etc, où l'identité du Canada français comme société différenciée, était remise en question. Par la voix de ses élites, celui-ci projetait alors devant soi une image cohérente de lui-même, image d'une société francophone, catholique et rurale, dont l'élément intégrateur était l'idée de nation.

Selon l'hypothèse proposée par Fernand Dumont, cette image se serait constituée dès le début de ce siècle, c'est-à-dire dès le moment où le Québec commença à quitter l'état de société rurale pour devenir de plus en plus une société urbaine. En d'autres termes, c'est dans la mesure où le caractère rural et catholique du Canada français était menacé, que se développait l'idéologie nationaliste; et l'on peut dire aussi que l'image de la nation se durcissait, dans la mesure où s'effritaient le catholicisme, d'une part, et le caractère rural, d'autre part. Ainsi, le nationalisme apparaît-il comme un comportement symbolique: il était comme l'affirmation forcenée du dernier carac-

tère par lequel la société québécoise pouvait encore se percevoir comme différente de ce qui l'entourait: la langue et la culture françaises. D'où le caractère anti-anglais de ce nationalisme. Car, pour tout le reste, le Québec était de moins en moins différent de l'autre moitié du Canada: il devenait rapidement tout aussi urbain que bien d'autres régions du pays, ce qui entraînait la remise en question, à très brève échéance, de ses comportements religieux.

C'est pour dire clairement cette vérité que la revue Cité libre fut fondée. Le nationalisme, sous la forme que lui donnait le régime Duplessis, était devenu un comportement exclusivement symbolique, c'est-à-dire un parfait mensonge. On avait, d'une part, l'affirmation d'une identité québécoise contre les dix autres provinces, et d'autre part un néant de mesures économiques, sociales et culturelles qui eussent donné à cette identité une réalité concrète. Aux problèmes économiques, sociaux et culturels, on se contentait de donner une solution "nationale", c'est-à-dire purement verbale: voilà ce que Cité libre ne cessera de répéter, jusqu'à la mort de Maurice Duplessis, et quelque peu par la suite.

La chance du parti libéral, en 1960, ce fut d'avoir su combler, par le simple jeu de l'opposition politique, le vide creusé par le régime antérieur. Mesures économiques, institutions sociales et culturelles: le Québec fut rapidement doté de structures qui traduisaient dans la réalité son accession au statut de société industrielle moderne. Désormais, il était clair que

le Québec n'était plus une société rurale; et les longues tractations, les polémiques aussi, qui allaient aboutir à la création d'un ministère provincial de l'Education, supposait une revision en profondeur des rapports qui s'étaient établis dans cette société, entre la religion et le pouvoir civil représentant la "nation". L'identité nationale se trouvait ainsi brutalement remise en question. Il fallait s'attendre à une nouvelle vague de nationalisme.

Ouvrons ici une parenthèse pour corriger le langage "causal" que nous ne pouvons pas toujours éviter d'employer. Nous l'avons dit plus haut: quand on observe, au sein d'une société, l'interaction l'une sur l'autre de la masse et des élites, on ne peut jamais dire que ceci est cause de cela. On n'a jamais qu'une situation globale, et qui présente, simultanément, des faces différentes et complémentaires. Les mesures prises par le gouvernement provincial n'ont pas déclenché une nouvelle récurrence du nationalisme canadien français, pas plus que celui-ci n'a poussé le gouvernement à prendre telle ou telle mesure. Mais ce qui est vrai, c'est qu'on a, d'un côté, des comportements qui tâtonnent vers leur but, à travers les aléas de la vie publique (la socialisation du Québec résulte des interactions complexes entre le pouvoir, l'opposition et la pression des corps intermédiaires); et de l'autre côté, l'affirmation claire et brutale, par la voix d'une élite, de l'idéologie qui travaille la société, dans la poursuite apparemment aveugle de ses buts. C'est bien selon ce modèle qu'il faut concevoir les rapports de la "révolution tranquille" et de la dernière vague nationaliste.

Lorsque le nationalisme reparut, en 1957, il ne pouvait avoir d'autre fonction que de réaffirmer l'identité québécoise menacée. Il devait donc chercher à intégrer les éléments traditionnels de la nation, et tout d'abord, la religion. Il s'inspira directement de l'Abbé Groulx: l'Alliance Laurentienne, avec sa devise: "Dieu, famille, patrie", fut un mouvement chrétien. Mais l'élément rural ne se laissait pas aussi aisément intégrer que l'élément religieux. Il fallait à Raymond Barbeau une doctrine sociale et économique bien structurée. Il crut bien faire en ressuscitant le plus périmé des systèmes: le corporatisme. Mais ce comportement était encore symbolique. Il signifiait que le nationalisme renaissant refusait de voir le Québec autrement que comme une société archaïque. Le corporatisme, on le sait, est une idée toute médiévale: il suppose, en particulier, l'existence d'une "chrétienté" que les temps modernes ont précisément battue en brèche. En l'absence de l'élément rural, le corporatisme avait un rôle de suppléance, au sein de l'idéologie: il perpétuait, à sa manière, l'élément archaïsant de l'identité nationale.

Mais l'histoire ultérieure de cette nouvelle poussée du nationalisme allait montrer que celui-ci était désormais invivable, au moins sous sa forme traditionnelle. L'Alliance disparut, puis ressuscita pour donner naissance au PRQ et au RIN, qui devaient s'orienter de plus en plus vers des prises de positions laïcisantes. Apparurent ensuite, ou simultanément, la poussière de formations séparatistes dont il est question

dans ce rapport, plus cinq ou six autres, plus éphémères que celles-ci, et dont nous ne nous sommes pas occupés. D'un mot, disons que ces formations se répartissent en deux catégories. Les unes se situent à l'extrême opposé de la pensée chrétienne, tandis que les autres font délibérément abstraction de la question religieuse, afin de ne pas s'aliéner la majorité catholique du Québec. A ce dernier groupe appartiennent la Revue socialiste, Québec libre et le FLQ; mais il est bien évident que leur attitude par rapport à la religion est purement tactique. A travers ces mouvements, l'option économique semble avoir le même sort que l'option religieuse. Dans le camp séparatiste, ou bien l'on est socialiste (et par là, on se situe nettement à gauche de la formule du Welfare State), ou bien l'on s'abstient d'aborder le problème, toujours pour éviter de diviser les forces séparatistes. Un seul mouvement ne cadre pas avec ce schéma: c'est le Regroupement national du Dr. Jutras. Mais c'est là un groupe peu important, et peu influent, semble-t-il.

Que conclure de ceci? Que le nationalisme, dès qu'il est reparu, en 1957, n'a pas pu survivre sous sa forme traditionnelle, et a tout de suite cherché un nouvel équilibre. La composante archaïque-rurale et la composante religieuse ont été remplacées par leur exact contraire: socialisme et laïcisme, tandis que l'aspect proprement national de l'idéologie se radicalisait, pour donner le séparatisme. Et il est clair que ces trois éléments sont actuellement perçus par la conscience québécoise comme solidairement liés, et comme définissant une sorte

de situation-limite vers laquelle le Québec tout entier serait entraîné de tendre: on dit couramment que le Québec "s'en va vers le socialisme ou vers le séparatisme, et que les institutions publiques se laïcisent de plus en plus.

Ce n'est pas notre rôle de dire, ou plutôt de prédire "où le Québec va s'arrêter". Nous croyons cependant que le nationalisme québécois joue encore sa fonction de comportement symbolique: même, et surtout peut-être, sous sa forme séparatiste. Le séparatisme politique traduit, sur ce plan de symbolisation privilégié qu'a toujours été pour nous l'image de la nation, les transformations profondes qui sont en cours dans la société québécoise. L'important, dans ce comportement, ce n'est pas son aspect politique, quelque voyant et bruyant qu'il apparaisse, mais c'est l'idée de séparation qu'il concrétise. Le nationalisme canadien-français a toujours procédé ainsi: pour exprimer ce qui se passe à l'intérieur de la société québécoise, il emprunte ses métaphores à l'ordre politique, et dans la seule mesure où celui-ci permet de définir le Québec par rapport à ce qui lui est extérieur. "Je me sépare de la Confédération": voilà ce que proclame le Québec, par la voix de ses élites nationalistes. Mais en fait, cela signifie: "Je me suis séparé de mon passé archaïque, je suis devenu une société moderne."

Que l'étiquette séparatiste soit perçue par la conscience québécoise comme symbolique d'un changement beaucoup plus profond, cela se trouve confirmé, nous semble-t-il, par deux

séries d'observations. Il y a d'abord le fait, très remarquable, que tous les groupes non-engagés qui apparaissent sur notre tableau sont nettement confessionnels. Relations, Maintenant et Monde Nouveau sont dirigés par des clercs; et le moins que l'on puisse dire de Vers Demain et d'Aujourd'hui Québec, c'est qu'ils sont catholiques. Ces groupes, croyons-nous, perçoivent obscurément la logique de la situation actuelle: s'engager politiquement, c'est risquer d'être entraîné dans cette dérive générale qui pousse le Canada français vers une certaine situation-limite qui contient, à titre d'élément essentiel, la remise en question de tout l'univers religieux. Exprimer, même timidement, que le Pacte fédératif ne va peut-être plus de soi: ce geste n'a aucune importance en lui-même. Sa signification est ailleurs; et les élites perçoivent très bien qu'en posant ce geste, elles reconnaissent que le pacte sacré qui unissait la nation à son passé rural et religieux, a été rompu. Il y a donc incompatibilité entre la nature des groupements confessionnels et les conditions actuelles de l'engagement politique. L'unique numéro séparatiste de Monde nouveau fournit une contre-épreuve de cette constatation. Il témoigne de ce que les chrétiens, comme tels, ont beaucoup de difficulté à se situer par rapport aux composantes nouvelles de l'idéologie globale. Monde nouveau a voulu montrer que les chrétiens peuvent "eux aussi" militer dans le sens du séparatisme. Certitude douteuse, et qui l'est plus encore, au terme de la "preuve", car la revue n'a fait rien d'autre que nouer une gerbe de témoignages individuels. L'abbé Groulx, le P. Gustave Lamarche, Raymond Barbeau,

Marcel Chaput, et quelques autres: voilà des séparatistes, et qui sont catholiques. Mais cela prouve tout simplement qu'il existe quelques individus capables de tenir une position ambiguë (et dont l'incohérence interne apparaît dès qu'ils essaient de s'expliquer).

L'autre observation découle de la structure des options IV et V. Celles-ci, disions-nous, ont en commun de réclamer pour le Québec un statut d'Etat souverain. Les groupes rangés sous l'option IV adhèrent donc au contenu politique du séparatisme, et cependant, ils se refusent à en assumer l'étiquette. Pour justifier théoriquement cette attitude, l'Action nationale a inventé la distinction, toute verbale, entre indépendance et séparatisme: la thèse des Etats associés serait une solution "indépendantiste", mais non pas "séparatiste". Cette distinction est remarquable, et justement à cause de son caractère scholastique: elle ne porte que sur des mots. Elle permet aux groupes nationalistes traditionnels (Action nationale et SSJB) d'accepter le contenu du séparatisme, tout en refusant l'étiquette. Et pourquoi cela, sinon parce que cette étiquette a une portée symbolique: elle est indissolublement liée, dans la conscience québécoise actuelle, aux idées de socialisme et de laïcisme. La métaphore séparatiste exprime qu'au niveau de l'idéologie religieuse, morale et sociale, la séparation doit être aussi radicale que peut l'être, au niveau politique, le passage de la dépendance à l'indépendance. Représentants de l'idéologie traditionnelle, l'Action nationale et les SSJB devaient évoluer dans le sens du séparatisme. Mais cette

idéologie se trouvait sans cesse remise en question, dans la mesure où l'évolution s'accélérait. D'où les remous intervenus au sein des SSJB: les discussions sur la confessionnalité du mouvement, dans la Société de Montréal, puis le mouvement de recul de la Société de Québec. Ces événements confirment toujours notre hypothèse: les porte-paroles authentiques de l'idéologie nationaliste sont les séparatistes. Ils affirment, symboliquement, la séparation radicale du Québec d'avec son passé. Ils affirment que la conscience québécoise ne se perçoit plus ni comme rurale, ni comme catholique. Si cette hypothèse est exacte, on comprend qu'aucun groupe confessionnel n'ose s'engager politiquement, et que les nationalistes traditionnels puissent s'engager jusqu'au séparatisme exclusivement: ce qui leur laisse pour seul choix cette option de repli, essentiellement ambiguë, qu'est la formule des Etats associés.

Toutes ces élites: non-engagés, nationalistes conservateurs et séparatistes, cernent par des côtés différents l'idéologie qui est actuellement à l'oeuvre dans la société québécoise. Cette idéologie, croyons-nous, a de plus en plus une fonction de remplacement, par rapport à la tradition nationaliste, parce qu'elle traduit dans les faits ce que celle-ci annonçait, et tente encore d'annoncer, au niveau des symboles. La société québécoise est en train de se refaire une identité, en l'appuyant, cette fois, non plus sur des symboles, mais sur des réalités: organisation de l'économie, de la vie sociale, de la culture. Et dans la mesure où cette réalité existe, elle peut se passer de ce qui avait pour fonction de la symboliser.

Quel besoin le Québec aurait-il de se définir contre son entourage anglo-canadien, dès lors qu'il accède, à l'intérieur de ses propres frontières, au statut de société industrielle moderne? La logique de cette situation nous invite à voir dans les événements des dix dernières années, l'ultime soubresaut de l'idéologie nationaliste. Celle-ci est apparue, pour remplir, une dernière fois, sa fonction symbolique. Et elle peut disparaître, dès le moment où est nettement perçue par la conscience québécoise la réalité qu'elle est venue annoncer. Nous avons cru déceler des signes de cette disparition, dans l'extrême ambiguïté de l'option IV et dans l'instabilité qui caractérise l'option V.

*
* . *

Il nous reste à parler de l'option fédéraliste (I), représentée par un seul groupe: Cité libre. Ce groupe a une importance capitale, dans l'évolution récente du Canada français, car nous avons là la première de nos élites qui ait perçu le lien entre les différentes composantes de l'idéologie nationaliste. C'est ainsi qu'il fut amené à lutter simultanément contre le nationalisme traditionnel et contre le clergé. Nous disons que Cité libre avait perçu le lien entre ces deux ordres de la réalité québécoise, mais tout cela se passait à un niveau de conscience relativement obscur, car, dans la lutte que menait la revue, anti-cléricalisme et anti-nationalisme étaient deux fronts d'attaque nettement séparés. Et pourtant, il est remarquable que les deux combats aient été menés de front, comme

s'ils devaient se trouver liés par la logique même de la situation. Il est sûr, en tous cas, que si le parti libéral put, dans un temps relativement court, transformer des structures qui semblaient bien immuables, c'est que leur fondement avait été patiemment sapé par certaines élites, dont Cité libre est un des représentants les plus remarquables. Mais le caractère empirique du combat mené par la revue est non moins important. En l'absence d'une doctrine cohérente, la critique de Cité libre était condamnée à n'être jamais radicale. Aussi, le groupe joua-t-il la fonction d'une élite, aussi longtemps que rien ne vint le suppléer dans l'action qu'il menait. Mais dès le moment où les institutions étaient transformées, et où, en particulier, le Québec était orienté vers un régime de séparation entre l'Eglise et l'Etat, Cité libre, comme élite, ne pouvait plus que se survivre. Et ce groupe qui fut une élite, se range aussi sous une option politique qu'il est à peu près seul à représenter, dans le Québec actuel. Et il n'y a rien d'étonnant à cela, puisque sa contestation du passé québécois n'a jamais été radicale. Dans une large mesure, le comportement idéologique de Cité libre a été symbolique. Le groupe a souvent dénoncé "l'aliénation nationaliste" des séparatistes, ceux-ci démasquant à leur tour "l'aliénation anti-cléricale" de Cité libre. Les deux accusations sont justifiées. Lutter contre le clergé ou contre la Confédération, c'est mener une lutte symbolique, c'est-à-dire dirigée contre des instances extérieures à la société québécoise. La vraie lutte, au con-

traire, devait être intérieure, et se présenter comme une contestation de cette image archaïque que le Québec avait de lui-même.

Cette lutte au niveau des réalités, elle devait être menée par les groupes que nous avons rangés sous les options II et III: partis politiques et syndicats, qui devaient tous, à leur manière, pousser le Québec vers une réforme radicale de ses institutions. Ici encore, des nuances subsistent. On aura remarqué que le plus nationaliste des deux partis politiques, est plus porté que l'autre à "dériver vers le séparatisme", au moins au niveau des déclarations verbales: témoins, les discours et le livre de M. Johnson que nous avons analysés. On remarquera aussi que, des deux syndicats, celui qui fut naguère un organisme confessionnel, serait, plus volontiers que l'autre, fédéraliste. Ces observations de détail confirment l'hypothèse que nous avons posée pour expliquer l'éventail actuel des options politiques.

Cette hypothèse, on peut la résumer brièvement de la manière suivante. Depuis le début du siècle, le Canada français a été porté par une idéologie qu'on peut appeler nationaliste, et qui définissait la société québécoise comme une nation française, rurale et catholique. C'est au moment où elle semblait exercer tout son pouvoir (en plein régime Duplessis), que cette idéologie devait commencer à être contestée par les élites, et principalement par Cité libre. Cette critique devait porter ses fruits, car dès qu'un changement de régime politique

fut possible, des institutions furent mises en place, qui allaient donner du Québec l'image de ce qu'il était en fait depuis longtemps: une société moderne, industrielle, c'est-à-dire laïque, et engagée dans un vaste mouvement de socialisation. Un changement aussi profond ne pouvait manquer de déclencher une nouvelle vague de nationalisme. Phénomène d'élite, celle-ci aura pour fonction de dégager clairement les composantes de l'idéologie nouvelle, qui semble bien devoir supplanter, à plus ou moins brève échéance, l'ancienne. S'il en est ainsi, nous assistons à la fin d'une idéologie (sa mission étant remplie, elle ne peut que disparaître), et à son remplacement par ce que nous avons appelé l'idéologie nationale.

Idéologie nationaliste, idéologie nationale: deux images de la société québécoise entre lesquelles il y a, de notre point de vue, une différence fondamentale. La première était une définition de la Province par rapport à ce qui lui était extérieur. Celle-ci se déclarait essentiellement non-canadienne, parce qu'elle n'avait pas d'autre moyen d'affirmer sa propre identité. Elle se disait encore rurale, mais en sachant qu'elle ne l'était plus; et catholique, mais elle savait trop bien que ses structures religieuses étaient profondément menacées par un état de fait: l'urbanisation, qu'elle se refusait à intégrer à l'image qu'elle se faisait d'elle-même. Refusant de se connaître identique à elle-même, il lui restait à se déclarer différente des autres: voir tout l'éventail des attitudes sécessionnistes, depuis l'autonomie provinciale jusqu'au sépara-

tisme. Mais dès le moment où la même société reconnaissait sa véritable identité interne, et la traduisait dans les faits, le besoin de se définir contre le Canada anglais devenait inopérant. Et la dernière poussée de l'idéologie nationaliste semble bien être aussi l'occasion de son effritement définitif.

Mais nous tenons à donner à la nouvelle idéologie un nom qui la rattache encore à l'idée de nation. Nous l'avons appelée idéologie nationale, parce qu'il se trouve qu'en traduisant dans des institutions économiques et sociales son caractère urbain et laïque, le Québec est devenu, beaucoup plus qu'il ne l'était auparavant, une société différenciée. L'idée elle-même de nation s'en est trouvée modifiée. Au niveau de l'idéologie nationaliste la nation était une sorte de réalité mystique, reliant entre eux un certain nombre de francophones nominalement catholiques et ruraux, quel que fût le cadre géographique et social auquel ils appartenaient. La "nation" s'étendait de Vancouver à Halifax, et l'on avait les "voyages de liaison française", qui menaient éventuellement jusqu'en Louisiane, les quêtes pour les écoles séparées, l'ACELF, les morceaux de bravoure sur le sort fait aux "minorités", etc. Pour l'idéologie nouvelle, la nation est d'abord une société, c'est-à-dire une réalité territoriale dont tous les ordres: économique, politique, social et culturel, doivent se correspondre. Le trait le plus sacré de la nation: son caractère français, est peut-être quelque chose de mystique et d'insaisissable, mais dès qu'on veut garantir sa réalité concrète, il faut lui donner cette base

indispensable qu'est la possession et la gestion autonome, par le moyen de l'économie et de l'organisation sociale, d'un certain cadre à l'intérieur duquel se déroule toute la vie quotidienne. Or, cette organisation n'est possible que dans les cadres politiques et les limites territoriales d'une province. Le sort des "minorités", on le sait, préoccupe de moins en moins les Québécois. Ils ont le sentiment, en tous cas, que c'est là un problème spécifiquement différent de celui de la nation québécoise, et qui relève avant tout de ces minorités.

On voit aussi que, dans la mesure où les différents ordres de la réalité québécoise deviennent solidaires les uns des autres, à l'intérieur d'une régie interne de plus en plus autonome, le Québec devient une province sui generis, au sein du Canada. Et l'on comprend que des mots comme "autodétermination" et "Etat du Québec" aient valeur de symbole, dans la bouche des Québécois. On les retrouve non seulement dans les discours des hommes politiques, mais jusque dans les textes émanant de la FTQ. Tout se passe en effet comme si le Québec s'en allait vers le statut d'Etat souverain. Et c'est ici, croyons-nous, que nous rejoignons d'une manière plus immédiate un aspect du mandat confié à MM. les Commissaires.

Si nos analyses sont exactes, il est très difficile de dire comment on pourrait concevoir les relations culturelles entre les deux groupes ethniques. On peut dire, à la lettre, qu'il n'y a rien "à faire" pour que le Québec n'évolue autrement qu'il n'évolue. Si on se trouvait devant une simple résurgence du

nationalisme, le problème ne serait pas tellement sérieux: il n'y aurait qu'à attendre, et la "vague" retomberait d'elle-même, comme les précédentes. Mais, nous l'avons montré: il s'agit maintenant de tout autre chose. On est devant un phénomène d'évolution interne du Québec, dans lequel le reste du Canada est relativement peu concerné. Et l'on comprend sans peine les réactions d'étonnement, d'"incompréhension" enregistrées par MM. les Commissaires, d'un bout à l'autre du pays. Il peut difficilement en être autrement, puisqu'en un sens, le phénomène qui a provoqué le mandat confié à la Commission d'enquête, ne concerne qu'accidentellement le Canada. On croit parfois que si le gouvernement central avait "agi autrement" envers les Canadiens français, s'il avait été plus soucieux de leurs "droits", on n'en serait pas arrivé à l'affrontement actuel. Pour notre part, nous n'en croyons rien. Il se fait que le Québec est devenu une société pleinement différenciée, au sein d'un pays plus vaste, qui n'y est pour rien. Et il est capital, nous semble-t-il, de faire voir aux Anglo-Canadiens le problème sous cet angle. Le phénomène est d'abord, et essentiellement, intérieur au Québec; et ce n'est qu'après coup, accidentellement, par la force des choses, qu'il suscite le problème, canadien celui-là, du mode de rattachement du Québec au reste du pays. Et de même que le reste du pays n'entre pour rien dans le déclenchement du phénomène, il n'y a, non plus, rien "à faire" pour que le Québec évolue dans une direction autre que celle qu'il a choisie. Mais la Commission d'enquête ferait beaucoup, nous semble-t-il, si elle faisait comprendre

au reste du pays que le phénomène n'est pas dirigé contre lui.

Par ailleurs, si notre hypothèse est exacte, l'opposition entre les deux groupes ethniques devrait diminuer, dans la mesure où l' "idéologie nationaliste" ira perdant de sa force. Le livre de Michel Brunet, Canadiens et Canadiens, semble bien avoir été une des étapes importantes de la formulation de cette idéologie, sous sa forme récente. En effet, tout le monde a repris le thème des "deux" nations, sans s'apercevoir qu'il y avait là une projection de l'image du Québec sur le reste du Canada. En effet, les habitants anglophones des dix autres provinces n'ont en commun que la langue. Il n'existe certes pas de "culture anglo-canadienne", et il serait sans doute difficile de déceler, d'un Océan à l'autre, ce "vouloir-vivre commun" qui est censé être la composante essentielle de la notion de nation. Entre les provinces anglophones, il n'y a sans doute pas autre chose qu'un mariage d'intérêt. Mais le problème des relations interraciales ne s'en trouve pas simplifié, car les intérêts des anglophones se trouvent coïncider sur bien des points, où ils ne rencontrent presque jamais les intérêts francophones. Si la Colombie, ou les Provinces centrales ou les Maritimes, existaient à la manière d'un ensemble aussi organique que le Québec peut l'être, ils comprendraient sans peine qu'un groupe de cinq millions de Canadiens puisse avoir des intérêts spécifiques, et opposés à ceux des autres Canadiens. Mais il n'en est rien; et c'est pour cette raison que le "bi-culturalisme" nous semble un problème très difficile,

nous ne disons pas à résoudre, mais tout simplement: à poser.

Le tout est en effet de savoir si l'on a, au Canada, deux cultures en présence. Il ne le semble pas, car s'il y a une culture canadienne-française, on peut dire qu'il n'existe pas de culture anglo-canadienne nettement définie. Reste donc le problème du bilinguisme. Il se pose d'une manière différente, selon que l'on se place à l'intérieur du Québec, ou en dehors de lui.

A l'intérieur du Québec, le problème est assez simple. Il semble d'une part, que la province aille vers un statut de société unilingue, qui serait l'exact pendant de ce qui se passe dans le reste du pays. Et cette situation, répétons-le, n'a aucun caractère d'hostilité dirigée contre l'élément anglophone: elle découle de l'évolution interne, inéluctable, d'une société qui se veut nettement différenciée et homogène, à tous les paliers de sa réalité sociale. Dans ce contexte, la question de la langue seconde ne fait pas problème. Vu le cadre nord-américain dans lequel ils vivent, les Québécois doivent savoir l'anglais. Et l'apprentissage de cette langue se ferait infiniment mieux, s'il résultait d'un choix pratique, fait en fonction de critères d'utilité, plutôt qu'en vertu d'un "bi-culturalisme" toujours ressenti comme une réalité douteuse. Pour le Canada anglais, le problème est tout autre, et se rapproche plutôt de la question de la langue seconde, tel qu'il peut se poser, par exemple, aux U.S.A. En effet, on ne voit pas en vertu de quoi il faudrait imposer le français, plutôt

que l'allemand ou l'espagnol, comme langue seconde, aux habitants de la Colombie Britannique et des Provinces centrales, alors que ceux de l'Etat de Washington et du Montana ont pleine liberté de choix, en ce domaine. Et le raisonnement vaut peut-être, avec des nuances, pour l'Ontario et les Maritimes. Quoi qu'il en soit, il faut répéter ici ce que nous disions tout à l'heure à propos des relations ethniques. Si tous les Anglo-Canadiens choisissaient aujourd'hui le français comme langue seconde, il n'est pas sûr que les Québécois leur en sauraient gré: cet engouement pour la langue et la culture de la France n'affecterait en rien l'aménagement interne d'elle-même que la société québécoise est en train de poursuivre.

Ce n'est pas par hasard que nous avons inscrit, en exergue à ces Conclusions, un mot tiré du journal des Jeunes Chambres de Commerce: "Je ne suis pas séparatiste, ce sont eux qui sont attachistes". Cette phrase traduit parfaitement, croyons-nous, le passage de l'idéologie nationaliste à l'idéologie nationale. Le Québec ne se définit plus en s'opposant au Canada anglais, mais de plus en plus par rapport à lui-même. Le "sentiment d'appartenance" du Québécois ne déborde pas les frontières d'une province. Cela étant acquis, des formules de rattachement, fondées sur la considération de tel ou tel ordre d'intérêt, doivent nécessairement être envisagées. Mais il s'agit bien ici d'un intérêt, que l'on découvre en second lieu, et comme au-delà de l'unique sentiment d'appartenance, qui s'adresse au Québec. C'est exactement dans ce sens qu'ont évolué, récemment,

les Jeunes Chambres. Constituées en Fédération québécoise, après leur rupture avec les Jaycees, elles refusent désormais d'être représentées à l'échelon international par cet organisme qu'elles considèrent comme représentatif du seul Canada anglais. Elles recherchent plutôt un mode de liaison entre les deux organismes, par la voie d'un pur organe confédéral de coordination, dont les pouvoirs législatifs et exécutifs seraient nuls. Et elles estiment qu'il n'y a pas d'autre moyen de respecter la rigoureuse originalité des deux organismes, qui relèvent de deux univers mentaux différents.

Or, le témoignage de ce mouvement n'est pas à négliger, car, comme groupe, celui-ci occupe une place particulière, parmi tous ceux que nous avons étudiés. Il s'agit en effet d'une élite, mais dont l'âge moyen est sensiblement plus élevé que celui des groupes séparatistes (de 18 à 40 ans). D'autre part, cette élite a un niveau de culture moins élevé que toutes les autres dont nous nous sommes occupés. Aussi, peut-on constater que son option politique se situe très proche de celle des deux partis politiques et des deux syndicats. Il est clair, en tous cas, que pour ce mouvement, le rapprochement avec l'organisme anglophone ne peut se faire selon une formule de "conciliation", mais par la recherche d'un mode de coordination purement administrative entre les deux groupes.

Ces prises de positions, au niveau de mouvements particuliers, ont peut-être valeur d'exemple, pour l'ensemble du pays. Ce qui est sûr, c'est qu'ici, les problèmes du bilinguisme et

du biculturalisme n'existent pas. On est devant deux organismes autonomes et pleinement différenciés, qui recherchent des **modes de liaison fondés exclusivement sur l'intérêt**, en l'absence de toute considération relevant de l'ordre du sentiment. Or, c'est bien dans cette direction que les études qui précèdent nous invitent à orienter nos réflexions. **Les modes de rattachement entre le Québec et le reste du Canada** passent nécessairement par la voie des intérêts économiques et politiques. Au niveau de la langue et de la culture, les deux groupes sont si nettement différenciés, que les problèmes de cet **ordre doivent nécessairement relever de deux régions internes** autonomes. Et c'est dans la mesure où ces différences seraient **rigoureusement respectées, semble-t-il**, que le Canada français et le Canada anglais pourraient établir des rapports vrais, comme ils en établissent déjà, chacun de leur côté, avec d'autres sociétés nationales tout aussi différenciées et autonomes.

Georges-André VACHON

